

100

PROCHE-ORIENT

Les Palestiniens sous tutelle

(Suite de la première page.)

Une fillette, une crèche à la main, parle de son père qui vit à Gaza, de son oncle qui « résiste » aux Israéliens en Palestine (du Nord), de son grand frère qui travaille au Koweït. « Il nous envoie parfois de l'argent » — et de sa sœur tuée à Tel-Aviv. Elle raconte tout d'un ton égal, avant de plaisanter de nou-

Dix mille victimes ?

Selon M. Robert Prévot, directeur de l'UNRWA au Liban, trente mille réfugiés palestiniens ont été déplacés au cours du conflit libanais. Il précise qu'il ne s'agit pas du nombre de personnes immatriculées à l'UNRWA. En réalité, leur nombre est plus important et représenterait plus du dixième de la population palestinienne au Liban, qui s'élève à 350 000 personnes environ, selon la plupart des estimations. Après la disparition du camp de Tel-Ei-Zaatar et de El-Hir-Bach, ces personnes déplacées devront être rélogées sur de nouveaux terrains. Mais aucune décision n'a encore été prise à ce sujet. En attendant, des réfugiés arrivent chaque jour à Damour pour s'installer à nouveau dans un provisoire qui dure depuis près de trente ans.

Le nombre des victimes — tués et blessés — parmi la population palestinienne est très difficile à évaluer. Aucune organisation n'est en mesure de fournir une indication, fût-elle approximative. On parle de dix mille morts, mais il est impossible d'apprécier la valeur de ce chiffre (2). Il pourrait être inférieur, si l'on en croit certains observateurs qui pensent que les combats ont fait relativement moins de victimes dans les camps palestiniens que parmi la population libanaise.

L'un d'eux explique que « les Palestiniens étaient habitués à prendre des mesures de défense passive ». « Au cours des années précédentes, ajoute-t-il, les raids israéliens, les accrochages avec l'armée libanaise, les ont entraînés à construire des abris dans la protection s'est avérée souvent très efficace. La chute d'un obus au milieu de ces laudis peut paraître catastrophique. Mais une explosion fût-elle puissante, elle ne peut pas détruire plus de dix mètres de béton de Beyrouth. » Les pertes « militaires » palestiniennes sont inconnues, mais on fait sur ce point les mêmes remarques qu'à propos des pertes civiles : les combattants palestiniens étaient mieux entraînés que les miliciens libanais. Cependant, les combats ont été souvent très meurtriers, les fedayin, car ce sont eux qui, dans les derniers mois, ont supporté le poids de l'offensive syrienne. On estime également à deux mille le nombre de morts et blessés parmi les combattants.

Depuis le repli imposé par le plan de paix arabe, la plupart des combattants palestiniens se sont regroupés avec leur armement dans le sud du Liban, là où les forces de sécurité arabe ne sont pas déployées. Selon certaines indications, entre dix mille et quinze mille combattants se seraient repliés dans la région de

frontalière, en grande partie contrôlée par les forces libanaises (milices conservatrices) allées plus ou moins ouvertement avec l'armée israélienne, qui peut exercer sa surveillance plus facilement qu'elle ne l'a jamais fait. Désorganisés, éprouvés par les derniers mois de combat dans la montagne libanaise, les fedayin ne peuvent pratiquement plus monter d'opérations de commandement contre Israël. De toute manière, M. Arafat aurait récemment admis devant les chefs d'Etat arabes qu'il était politiquement nécessaire de « geler » toute activité militaire. Mais la principale raison du regroupement des Palestiniens dans le sud est d'échapper au contrôle de la force arabe de dissuasion, constituée en quasi-totalité d'unités syriennes.

Le retour de la Saïka

Dans la majeure partie du Liban, la quadrillage mis en place par la force de dissuasion est particulièrement serré autour des camps palestiniens. Le gouvernement de Damas a imposé le retour de la Saïka (organisation d'obédience syrienne, membre de l'O.L.P.), chassée du Liban au mois de juin par les autres mouvements palestiniens, et qui semble être le cheval de Troie du régime baasiste pour une reprise en main de l'O.L.P. Depuis son retour, plusieurs incidents sanglants se sont produits à Beyrouth et à Tripoli entre des éléments de la Saïka et des autres organisations. On a dressé des listes de militants et de cadres des divers mouvements palestiniens connus pour être parmi les plus radicaux ou les plus hostiles à la politique syrienne. Plusieurs « disparitions » ont été récemment signalées. Mais, avant l'arrivée des Syriens à Beyrouth, les organisations avaient pris le soin d'envoyer l'étranger, ou dans le sud du Liban, leurs membres les plus menacés. Cet exil affecte principalement les mouvements

du Front de refus et une partie du Fath.

Sur ces événements, et les rumeurs d'épuration, les dirigeants palestiniens se montrent très discrets. Mais l'un d'eux résume le climat qui règne au sein de l'O.L.P. nous a confié : « Nous devons éviter les provocations. Nous ne pouvons nous opposer à un consensus de la plupart des régimes arabes qui souhaitent négocier la paix avec Israël. Nous devons être réalistes et tenter, par des moyens politiques, de préserver notre cause ».

FRANCIS CORNU.

Prochain article :

UNE FAIBLE MARGE DE MANŒUVRE

(2) Le nombre total des victimes au Liban en dix-neuf mois de guerre est estimé à dix mille ou quinze mille morts.

CORRESPONDANCE

LA FRANCE ET L'AUTODÉTERMINATION DES PALESTINIENS

M. Gérard Israël, directeur des Nouvelles Cahiers, nous écrit :

Le représentant des Pays-Bas aux Nations unies, parlant au nom d'un grand nombre de pays d'Europe, a fait à l'ONU une déclaration qui mérite de retenir l'attention. Intervenant au cours du débat consacré aux recommandations du comité de hauts experts des droits inaliénables du peuple palestinien et refusant de s'associer à ces recommandations, le porte-parole des

Neuf a précisé que « l'expression du droit du peuple palestinien à l'expression effective de son identité nationale... doit être compatible avec le droit de tous les États de la région, y compris Israël, à vivre en paix dans des frontières sûres et reconnues ».

On peut estimer utile en effet de rappeler que tout non-aligné créé au Proche-Orient doit nécessairement coexister avec l'Etat d'Israël et ne pas porter dans son principe le serment d'un nouveau conflit.

On peut également remarquer que la diplomatie française n'a jamais à ce jour individuellement insisté sur la nécessité pour les Palestiniens de renoncer à leur théorie concernant la dissolution de l'Etat d'Israël. La position du représentant hollandais aux Nations unies, faite également au nom de la France, apporte donc un élément nouveau et semble répondre au vœu de ceux qui souhaitent une paix juste et durable au Proche-Orient.

OUTRE-MER

L'ASSOCIATION DES CANAQUES EN FRANCE DÉNONCE LA RÉPRESSION GÉNÉRALISÉE SUBIE PAR LES MÉLANÉSIENS

L'Association des Canaques en France (A.C.F.), au cours d'une conférence de presse tenue le 10 décembre à Paris a qualifié de scandaleuse une décision du tribunal de Nouméa en date du 25 novembre, condamnant à quinze jours de prison avec sursis le policier qui, le 27 décembre 1975, avait abattu un jeune Mélanésien, Richard Kamounda, lequel chahutait avec deux camarades sur la voie publique (le Monde du 3 décembre 1975). Rapprochant cette décision d'un autre jugement récent qui a infligé des peines de prison ferme à deux militants des mouvements de libération, l'A.C.F. y voit une preuve supplémentaire de « la répression généralisée qui frappe les Canaques en France et en Nouvelle-Calédonie ».

L'Association des Canaques expose ensuite les raisons pour lesquelles, depuis le début de novembre, les locaux du foyer bédouin, situés 12, rue des Ecoles, à Paris, ont pris le contrôle de celui-ci. Cette maison, propriété de l'Assemblée territoriale, aurait été gérée dans un esprit de discrimination raciale.

Son exploitation est maintenant assurée — on l'a découvert — par un comité regroupant la grande majorité des locataires, situation que les autorités publiques refusent d'entendre. Le comité, qui a refusé la nomination d'un nouveau gérant, s'attend à une intervention prochaine de la police. Soutenu par la Ligue des droits de l'homme, le parti communiste, le P.S.U. et une dizaine d'autres organisations, il vient de demander à l'Assemblée territoriale, qui en a le pouvoir, de lui accorder la gestion du foyer.

Égypte

LE CAIRE NE RÉPOND PLUS

(De notre correspondant.)
Le Caire. — La métropole arabe (huit millions et demi d'habitants) est en train de revenir à l'époque des managers. Ministres, ambassadeurs, entrepreneurs, particuliers, correspondent de plus en plus au moyen de billets « par porteur ». L'ouverture économique, dit-on au Caire, c'est surtout la fermeture du téléphone.
Celui-ci n'a pas été coupé, mais le réseau, installé sous le roi Farouk, est devenu progressivement inutilisable. Des quartiers entiers sont sans téléphone ou ne peuvent communiquer qu'avec une partie de la capitale. Obtenir la provision de l'étranger serait peut-être possible, mais encore faut-il pouvoir entrer en contact avec les délégués des P.T.T. d'Amérique ou de Bagdad, ou demander une semaine ou deux, pour vous passer le Caire. « Si Dieu le veut ».
La distribution du courrier est si anarchique — dans Le Caire même, une lettre peut mettre trois jours ou trois semaines pour vous parvenir, si elle vous parvient — que la poste ne peut pallier la carence du téléphone.
On ne compte plus les affaires ou les rencontres manquées à cause d'une situation que le gouvernement pense conjurer en promettant tous les six mois « une réforme totale des télécommunications » pour le prochain semestre. Si croyant plus, les quelques sociétés ayant émigré de Beyrouth au Caire ont une idée : repartir au Liban, ou même, sous les bombes, le téléphone marchait mieux que dans l'Égypte en paix.

J.-P. F.-E.

AMÉRIQUES

Chili

LE GOUVERNEMENT LIBÈRE SEPT PERSONNALITÉS DE LA GAUCHE

Santiago (A.P.P., A.P., Reuter.) — Le gouvernement chilien a décidé de libérer et d'expulser, cette fin de semaine, sept détenus politiques, considérés comme des personnalités importantes de la gauche, annonce-t-on à Santiago. Parmi eux figurent deux anciens membres communistes du gouvernement de Salvador Allende, MM. Daniel Vergara, ancien vice-ministre de l'Intérieur, et José Cademartori, ancien ministre des finances.

Les autres bénéficiaires de la mesure sont : M. Alfredo Jorjani, socialiste, ancien administrateur de la province de Santiago et chef de la police civile, et quatre responsables du Mouvement de la gauche révolutionnaire (M.G.R.), MM. Carlos Enrique Brui, Edwin Bustos, Patricia Roman Lora et Victor Toro. Ces personnes, détenues depuis le coup d'Etat du 11 septembre 1973, n'avaient jamais été incriminées.

Le mois dernier, le gouvernement chilien avait annoncé la libération de trois cents quatre prisonniers politiques, dont des déclarations officielles, il ne restait au Chili, que six détenus politiques. Parmi eux figuraient M. Luis Corvalan, secrétaire général du P.C., qui a refusé d'être « échangé » contre le dissident soviétique Vladimir Soukovski (le Monde du 11 décembre), et l'ancien sénateur communiste M. Jorge Montt, qui avait été arrêté plusieurs mois après le coup d'Etat.

Brésil

Pas de censure pour les « élites »

De notre correspondant

Rio-de-Janeiro. — Le régime militaire a toujours affirmé que le « chaos » et la « corruption » sévissent sous le gouvernement de João Goulart, et cette explication a été, en grande partie, la justification officielle du coup d'Etat du 31 mars 1964.

Curieusement, pourtant, le jour où l'ancien président est mort, le 6 décembre, Brasília a interdit à la radio et à la télévision de raporter les « péchés » qui ont menacé le pays plus de douze ans. Les commentateurs ont pu annoncer que Goulart était décédé, mais sans pouvoir expliquer ce qu'avait été son gouvernement.

Le grand public a donc ignoré que le Brésil avait été sauvé par les généraux de la « démagogie », de l'« impuissance », des « désordres ». En même temps que de la réforme agraire, du droit de vote aux analphabètes, de la liberté de faire greve et de remettre en cause, au moins par le verbe, le vieux ordre économique et social. Les lecteurs des journaux, eux, ont su à quel point ils avaient « échappé ». Mais pas la majorité des Brésiliens, qui se contentent d'écouter leurs transmissions ou de regarder le petit écran.

Mercedes Sosa est une grande chanteuse populaire latino-américaine, qui n'interprète pas seulement les sous-francs de son pays, l'Argentine, mais celles du peuple, qu'il vive au Mexique, au Chili ou au Brésil. Elle devait chanter pour les étudiants de l'université catholique de Rio-de-Janeiro. Son spectacle a été interdit. La censure, en revanche, n'a

vu aucun inconvénient à ce qu'elle se produise dans des cabarets où le prix des places, à lui seul, sélectionnait l'assistance. M. Helio Bieudo est ce « petit juge » de São-Paulo qui, pendant des années, au péril de sa vie, instruisait les crimes commis par l'Escadron de la mort, jusqu'au jour où il a été desservi du dossier. Il vient de publier son témoignage dans un livre qui montre les complicités dont les policiers assassins ont bénéficié auprès de certaines autorités. L'hebdomadaire de São-Paulo *Afrontamento* a fait consacrer un numéro spécial à ces révélations, mais il a été saisi. La censure, là encore, a préféré le public restreint d'un livre à celui d'un journal exposé dans les kiosques.

Ainsi va le gouvernement Geisel, vainqueur d'élections municipales à l'issue d'une campagne pendant laquelle les lecteurs des journaux ont pu connaître les arguments des deux partis en présence, alors que toute propagande était interdite à la radio et à la télévision. Il accorde le droit de s'informer aux « élites » — à condition qu'elles soient « responsables » — mais pas à la grande majorité de la population. C. V.

FRANCOPHONIE

IDENTITÉ CULTUELLE ET SUCCÈS POLITIQUE

L'Association francophone d'Occident et du Nord (A.F.O.N.) a offert, vendredi soir 10 décembre, sur France 3, l'hospitalité de sa Tribune libre à plusieurs personnalités politiques du monde francophone, dont M. Lucien Outiers, secrétaire général du Front démocratique des francophones (F.D.F.), bruxellois, Roland Bequelin, dirigeant du Rassemblement jurassien, et Pierre Fosson, représentant du val d'Aoste au Sénat italien.

Introduit par M. Xavier Denoux, député du Loiret (app. R.P.R.) et vice-président de la commission des affaires étrangères, le débat portait moins sur l'identité culturelle — thème de l'émission — que sur les succès récents, de la Belgique au Canada — des partis exprimant les aspirations politiques des communautés de langue française. A quoi faut-il les attribuer ? Pour M. Outiers, il s'agit d'un phénomène général et populaire, chacun cherchant dans le monde actuel à retrouver sa spécificité.

M. Bequelin se fonde sur le succès de l'entreprise de sécession par rapport à l'Etat allemand de Berne, qu'il a dirigée au Jura, insistant sur la nécessité de disposer d'embles de l'appui de 20 à 50 % de la population. Le représentant du Québec, ardent de la victoire du P.C., a nuancé, pour sa part, les prévisions d'indépendance prochaine de la Belle Province. Mais la brièveté de l'émission n'ayant pas permis d'aller beaucoup plus loin, le vaste problème de l'homogénéité et du destin politique des formations communautaires a dû être traité à une autre occasion. — F.-J. F.

CORRESPONDANCE

Du Québec au Jura

M. Roland Bequelin, premier vice-président de l'Assemblée constituante de la République et canton du Jura, nous écrit :

Sous le titre « L'autre France », votre collaborateur Bernard Chapuis (le Monde du 18 novembre), salue la victoire du Parti québécois et ajoute : « Elle devrait aussi intéresser les Français dans la mesure où c'est la première fois depuis bien longtemps que quelque chose de français procède sur cette planète d'un mouvement d'émancipation ».

Je tiens à vous rappeler qu'après vingt-sept ans de lutte les Jurassiens de langue française ont arraché au canton de Berne et à la Confédération suisse, la création d'un nouveau Etat autonome par l'acte d'autodétermination du 23 juin 1974. L'Assemblée constituante de la République et canton du Jura s'est mise au travail et vient d'achever la première lecture.

L'événement québécois réjouit tous les francophones, et le Comité permanent des minorités ethniques de langue française, dont je suis le secrétaire général, a publié un communiqué à ce sujet. Il a rappelé, en même temps, l'émancipation du peuple jurassien et le récent succès du front démocratique des francophones de Bruxelles.

A quand un accord véritable ?

Il est malaisé en vérité de se passer l'aspect humanitaire de cette question de son contexte politique. Ainsi un règlement israélo-arabe interviendrait-il au Proche-Orient que les chances d'adoption d'une convention sur la prise d'otages de l'ONU serait bien meilleures.

Dans une large mesure, son contenu dépendra de la couleur politique des prochains actes de piraterie émirienne. L'explosion récente d'un avion de ligne cubain dans les Caraïbes, imputée à des exilés cubains liés à la C.I.A., le détournement d'un avion de la T.W.A. par des exilés serbo-croates, également soupçonnés d'avoir entretenu des relations avec les services américains ont avivé les méditations de certains diplomates du tiers-monde à l'égard de projets visant à distinguer la « bonne » « piraterie océanique » de la « mauvaise ». Les détournements, par des dissidents d'avions soviétiques ou même d'avions arabes pourraient provoquer une évolution dans un sens différent de celui d'aujourd'hui. Bref, un accord véritable sur les prises d'otages n'est pas près d'être conclu.

LOUIS WIZNITZER.



Ailleurs l'été continue !

Choisissez votre "soleil d'hiver" : Canaries - Baléares - Costa del Sol - Tunisie - Maïte - Sicile - Corse - Côte d'Azur.

Séjours en hôtels, circuits en autocars. "Carte blanche" (avion + auto). Croisière aux îles de l'Atlantique : Madère et Canaries.

VACANCES 2000

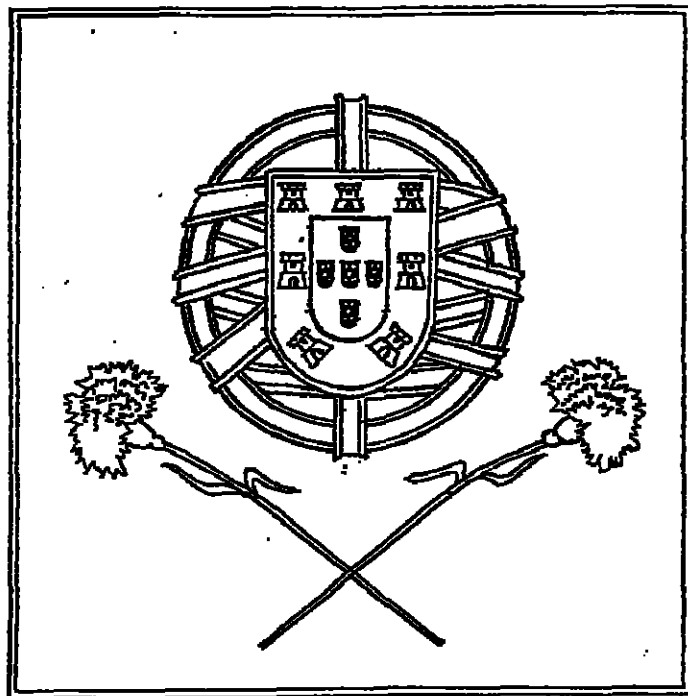
PREMIÈRE MAJOR FRANÇAISE DE VACANCES

Renseignements et inscriptions dans les agences agréées ou à Vacances 2000 BP 175 - 75283 Paris Cedex 06.

PORTUGAL

Changent les temps et change l'espérance
L'être change et change la confiance...

LUIS DE CAMOENS (Rimes)



Dessin de R. Richard D.

DURANT des mois, le Portugal a occupé presque quotidiennement la « une » des grands journaux. Non contents de renverser une dictature incapable de se dégager guépière de la guerre africaine, la révolution du 25 avril 1974 avait libéré des courants littéraires et idéologiques aussi nombreux que contradictoires, dont aucun pouvait digne de nom ne semblait en mesure d'arbitrer les antagonismes. Les revirements spectaculaires, coups de théâtre, les mini-coups d'État, se succédaient dans une atmosphère enfiévrée, rythmée par des grèves, des défilés, des meetings incessants, par des occupations de terres, des sinces, de maisons particulières, de journaux ou de chaînes de radio. L'évolution de la bataille était d'autant plus difficile à interpréter que la détermination des combattants valait d'égale que leur volonté d'éviter les roulements sanglants. Qu'ils y soient parvenus dans l'ensemble, que les mille et un usages de la révolution portugaise n'aient que quelques morts, la plupart par accident, prouve la maturité d'un peuple dont on n'aurait pu craindre que, pour lui-même pour tant d'autres, la libération ne soit l'occasion d'une explosion de violence.

Il est plus remarquable encore, peut-être, après un demi-siècle de pouvoir autoritaire, succédant lui-même à une période de ténacité profonde, ce pays, où les structures sociales restaient en beaucoup d'endroits de l'ère quasi féodale, et où l'on comptait près de 40 % d'analphabètes, ait en fin de compte, et pour la démocratie représentative. Le rite en revient évidemment, pour une bonne part, aux militaires, qui ont jeté à bas l'autoritaire régime légal par le « danton » Salazar.

À M. Marcelo Caetano. A la différence de ce qui s'est passé en tant d'endroits, et en dépit des justifications qu'ils auraient pu trouver dans le sous-développement de la nation, ils ont su, en effet, résister à la tentation de substituer une dictature à une autre. Ils ont attesté par leurs actes la sincérité de l'attachement à la liberté qui imprégnait leurs proclamations, et ils ont fait en sorte que le peuple souverain soit mis en mesure de choisir lui-même ses gouvernants.

Ils n'y sont pas parvenus sans peine. Ils avaient, il faut bien le dire, joué la difficulté en laissant coexister non certes deux pouvoirs, mais deux sources de pouvoir, deux légitimités : la leur propre, d'essence révolutionnaire, et celle qui allait se dégager des urnes à la faveur des consultations électorales et, pour commencer, du scrutin qui, un an jour pour jour après la révolution, a désigné la Constituante. Avec une confiance un peu naïve en l'homme et en leur propre jugement, ils avaient tenu pour un postulat l'inévitable convergence des aspirations de ces deux légitimités. Dans ce cas, pourtant, la légitimité poussait à de profondes transformations sociales et économiques, dans l'autre à la limitation du rythme et de l'ampleur de ces transformations.

Si, comme beaucoup d'observateurs l'ont cru à l'étranger, et notamment en France, le Mouvement des forces armées avait été dominé par le parti communiste, plus préoccupé de rééditer octobre 1917 que de se plier aux impératifs de la démocratie formelle, les élections n'auraient pas eu lieu. Une fois de plus, l'espoir d'une conciliation du socialisme et de la liberté aurait sombré corps et biens. C'est l'honneur de la majorité du Conseil de la révolution que de s'en être tenue aux promesses faites au peuple.

Mais il y a fallu, aussi, le mélange de fermeté sur le fond et de souplesse tactique dont a fait preuve M. Mario Soares à la tête du parti socialiste. Il y a fallu, aussi, les impairs des communistes. Ceux-ci ont provoqué un véritable phénomène de rejet de la part de la population. Elle les avait fêtés quelques mois plus tôt ; mais elle en vint vite, devant leurs méthodes autoritaires, à rejeter sur eux la responsabilité des excès des gauchistes.

Des mois de révolution permanente n'avaient pas seulement engendré une confusion dont on pouvait prévoir qu'un jour la masse des Portugais se lasserait. Il en était résulté une véritable paralysie de l'économie, aggravée par une inflation galopante, par la cessation de tout investissement, par l'exode des capitaux, et même des cerveaux. Un coup d'arrêt était inévitable. Longtemps, on a pu craindre qu'il ne prenne la forme d'un putsch de droite ou d'extrême gauche : Santiago ou Prague. Mais le Portugal a su échapper à tous ces écueils et persévérer dans la voie démocratique.

La Constitution votée par l'Assemblée constituante est entrée en vigueur. Un président de la République, le général Eanes, et un Parlement ont été élus régulièrement. Et si l'armée, hier maîtresse du jeu, y est toujours présente par le Conseil de la révolution, si des remous continuent de l'agiter périodiquement, elle a laissé se développer jusqu'à

présent sans intervenir l'expérience de gouvernement homogène dont M. Soares et le parti socialiste, bien que minoritaires à l'Assemblée nationale, ont pris la responsabilité. Pour le moment, les objectifs de la reconstruction économique, de la remise au travail du pays, l'emportent clairement sur les grands rêves politiques.

L'avenir seul dira si le peuple portugais parviendra à préserver l'essentiel des conquêtes de la révolution, au milieu d'une conjoncture économique qui n'est bonne nulle part et qui, dans son cas, est particulièrement difficile. La Communauté des Neuf, la France, si proches à tant d'égards, ne se pardonneraient pas, en tout cas, d'avoir, en quoi que ce soit, ne serait-ce que par passivité ou égoïsme, contribué à l'échec d'une des rares expériences de restauration des libertés enregistrées à l'époque contemporaine, alors que son succès ne manquerait pas d'avoir le plus heureux effet sur l'évolution de l'Europe méditerranéenne, à commencer par l'Espagne.

ANDRÉ FONTAINE.



Dessin d'ORLIC.

L'Europe a quelques raisons

Que nous aide », nous déclare M. Mario Soares

PREMIER ministre depuis juillet d'un gouvernement socialiste homogène qui entend ancrer les nouvelles institutions portugaises, solder les comptes de la révolution et redresser l'économie, M. Mario Soares n'a évidemment pas la tâche facile. Certains lui reprochent de voir rien fait depuis qu'il exerce le pouvoir, et président sa chute prochaine. Optimisme naturel ou nécessité de se conforter ? Il donne l'im-

pression de minimiser les difficultés, d'être agacé par ceux dont l'analyse diffère de la sienne.

À la fin de l'entretien qu'il nous a accordé à la résidence officielle des premiers ministres à Lisbonne, il nous dira : « Je profite de l'occasion pour saluer la France que j'aime. J'y ai vécu en exil et je me sens un peu Français. Je salue les Portugais qui travaillent en France. Je salue le Monde, que nous aimons, malgré nos désaccords

sur notre expérience révolutionnaire. » Manifestement, ces désaccords lui font chagrin.

La conversation a commencé par l'actualité la plus immédiate : les élections locales du 12 décembre. Elles ne sont pas de nature à mettre en péril le gouvernement ; elles devraient néanmoins apporter quelques indications sur l'état présent de l'opinion.

• Que représentent les élections du 12 décembre dans la mise en place de la démocratie portugaise ? Qu'en attend le gouvernement ?

• Ces élections sont les plus importantes parce qu'il s'agit de gestion des villes et des régions. Nous aurons dû commen-

cer par ce scrutin. Des raisons politiques, des pressions, nous ont empêchés de le faire. Jusqu'à présent, les municipalités sont dirigées par des hommes qui ont été désignés après le 25 avril 1974. Et jusqu'à présent, de ce fait, l'influence des communistes et des groupes de gauche y est importante. Dans ce scrutin, le P.C. ne se

présente pas en tant que tel, il a constitué, avec les indépendants qui lui sont proches, un Front électoral du peuple uni. Les autres partis vont à la bataille sous leur étiquette.

• Comment définiriez-vous concrètement le régime démocratique portugais. Est-il de

type plutôt présidentiel ? Est-il plutôt parlementaire ? Et quel est le rôle, parmi les institutions élues, du Conseil de la révolution ?

— Nous sommes à mi-chemin du régime présidentiel et du régime parlementaire. Le chef de l'État a moins de pouvoirs qu'en France. D'ailleurs il ne préside pas le conseil des ministres. Il y a une séparation des pouvoirs entre le président et le gouvernement. Le premier ministre est responsable devant le président et devant l'Assemblée. Nous sommes en train d'établir la pratique constitutionnelle. Entre le président et moi, la confiance est totale, ce qui fait que tout va bien. Les ministres doivent s'expliquer devant l'Assemblée. Nous créons actuellement notre politique de rapports d'interdépendance.

• Le Conseil de la révolution, lui, est un organisme de transition (pour quatre ans). Son existence se justifie par l'évolution depuis le 25 avril. Il représente l'esprit des capitaines. Il conseille le président de la République pour garantir la constitutionnalité de la loi et la fidélité à l'esprit du 25 avril. Il a compétence pour les affaires militaires et assiste, à ce titre, le président, qui est aussi chef d'état-major. Jusqu'à présent, il n'y a pas eu de difficultés.

• Il a été fait état, récemment, de remous au sein du parti socialiste. M. Lopes Cardoso a donné sa démission du gouvernement. Toute organisation a ses tensions. Quelle importance attachez-vous à celles-ci ? S'agit-il d'oppositions fondamentales ?

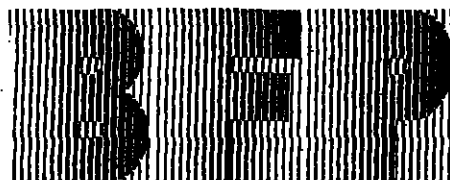
— Je ne pense pas qu'il y ait de grandes difficultés. Dans la presse portugaise, il n'y a pas eu tellement de commentaires sur ces problèmes, qui ont trouvé de la résonance dans le Monde. M. Lopes Cardoso a perdu sa position dirigeante dans le parti parce qu'au congrès il n'a voulu se présenter sur aucune des deux listes. Nous avons eu des problèmes avec quelques camarades de la commission de travail de la ville de Lisbonne. On a écrit qu'il y avait tension avec la base des syndicats ou du parti. Ces problèmes n'ont pas joué dans la campagne électorale qui s'achève. Tout le monde a compris que des divisions et d'éventuelles scissions serviraient surtout la droite. Même les communistes ont compris cela. Ils l'ont écrit.

• Aux yeux de certains, l'étiquette « social-démocrate » a, je ne sais pourquoi, une consonance péjorative. Vous-même paraissez irrité quand il est écrit que votre politique est social-démocrate.

— Le terme de social-démocrate n'est pas péjoratif. Mais nous, nous avons toujours dit que nous sommes « socialistes démocratiques » et non « social-démocrates », et pour des raisons essentielles. Cette étiquette de « social-démocrate » a été reprise, et après une scission de ce mouvement, par le parti populaire démocratique. Il l'a fait par souci de compétitivité. Nous contons sa position : d'ailleurs, il n'a pas de place à l'internationale socialiste.

Propos recueillis par BERNARD FÉRON.

(Lire la suite p. 8.)



banque franco-portugaise

CORRESPONDANT DES PLUS GRANDES BANQUES PORTUGAISES

met à votre disposition :

- Des services bancaires rapides et spécialisés
- Un département international ayant des possibilités d'intervention dans tous les grands centres commerciaux du monde — plus particulièrement en AMÉRIQUE DU NORD et en AMÉRIQUE DU SUD ainsi qu'en AFRIQUE AUSTRALE.

22 AGENCES EN FRANCE

BANQUE FRANCO-PORTUGAISE : 8, rue du Helder 75009-Paris
Tél. : 523.30.40

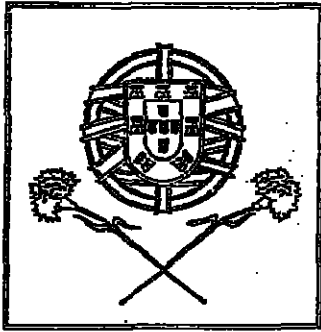


librairie portugaise et brésilienne

Livres, revues, cassettes, guides, posters, audio-visuels. Les principaux quotidiens et hebdomadaires du Portugal et du Brésil, ainsi que du Chili, Argentine, Uruguay et Espagne. 33, rue Lussac, Paris 67. 033-46 16 - Lun. à sam., 10-13h-14-16h. Service par correspondance (sauf pour les journaux et les revues).

AU SOMMAIRE DE CE SUPPLÉMENT	
6.	« Sans socialisme, pas de liberté », par Ernesto Melo Antunes.
10-11.	Les conquêtes de la révolution.
12-13.	Le déficit de la balance commerciale demeure préoccupant.
14-15.	L'Europe, dernière des grandes découvertes.
15.	Un Portugal sur dix vit en France.
16.	Images d'une capitale : Lisbonne lampions éteints.
17.	Tourisme : le legs encombrant du salazarisme.
18.	Le champ culturel : quant tout un peuple était artiste.

Supplément coordonné par JEAN-PIERRE CLERC.



POLITIQUE

« D'EUX ans et demi après le 25 avril, que continue à représenter cet événement pour votre formation ? » avons-nous demandé aux cinq partis représentés à l'Assemblée de la République : le P.S., le P.S.D. (parti social-démocrate, ex-P.P.D.), le Centre démocratique et social (C.D.S., conservateur), le P.C.P. et l'Union démocratique populaire (U.D.P., révolutionnaire). Tous nous ont répondu par écrit, sauf la formation de M. Mario Soares : le premier

ministre a formulé lui-même la réponse devant notre envoyé spécial Bernard Féron à Lisbonne. Nous avions, pour des raisons pratiques évidentes, demandé aux partis de limiter la longueur de leur réponse. Le P.S.D. et le C.D.S. ne l'ont pas fait. Nous publions, néanmoins, l'essentiel de leurs déclarations, qui nous paraît exposer avec une grande clarté les positions respectives de ces deux formations.

Dans leurs réponses, tous les partis repré-

sentés à l'Assemblée de la République sa le 25 avril — les partis situés le plus à gauche trouvant des mots émus pour le P. Hormis l'U.D.P. et le P.C.P., tous admettent aussi qu'il y a eu, au cours du procès « des abus et des excès », pour reprendre la formulation du P.S.

On note, d'autre part, sauf en ce qui concerne l'U.D.P., une relative modération dans les attaques que les diffé-

Sans socialisme, pas de liberté

par ERNESTO MELO ANTUNES

L'ACTE révolutionnaire déclenché par le Mouvement des forces armées le 25 avril 1974 — immédiatement suivi par un mouvement de masse unique dans notre histoire — a provoqué la chute du fascisme au Portugal.

D'un jour à l'autre, les principaux supports de l'ancien régime ont été détruits, ou fortement ébranlés : la police politique, plusieurs organisations fascistes, l'essentiel de la hiérarchie militaire traditionnelle, le parti unique (l'Action nationale populaire). En même temps, l'Etat fasciste et les institutions qui l'ont soutenu pendant des décennies étaient anéantis, pratiquement sans aucune résistance.

Une nouvelle période commençait. Au début, tout, ou presque, restait à faire. Le M.F.A. surgissait avec un programme qui, dès la première heure, recevait une adhésion presque unanime. Il s'agissait de proposer aux Portugais — à la place d'un régime qui avait fait ses preuves et suscitait la haine de la majeure partie de la population — un nouveau système politique adoptant d'emblée un ensemble de valeurs indiscutées en Europe occidentale depuis la Révolution française : les libertés formelles.

On remettait à plus tard l'organisation du pouvoir politique de l'Etat — question qui devait être résolue par une Assemblée constituante élue au suffrage universel. Le programme esquissait aussi, timidement, une solution anti-capitaliste au sous-développement et à la crise économique caractéristique de la société portu-

gaise. Enfin, était affirmée la nécessité inéluctable d'une « solution politique » pour la guerre coloniale, cette plaie profonde ouverte treize années auparavant.

Tels ont été les éléments fondamentaux de la « charte » qui devait orienter la vie politique portugaise jusqu'à l'approbation de la Constitution, en 1976.

Pendant deux années, on a assisté à un mouvement politique et social extrêmement complexe et profond. La rupture subite avec le passé avait trouvé une adhésion presque totale. La classe ouvrière découvrait, d'un seul coup, que sa capacité de revendication était grande.

La paysannerie, notamment les paysans pauvres sans terres, mais aussi les petits et les moyens propriétaires ruraux, voyait arriver l'heure de sa libération par rapport à des structures séculaires et rétrogrades. La bourgeoisie nationale, de son côté, pensait, au début, que le changement lui serait finalement favorable.

Ce n'est que plus tard, avec l'approfondissement et le développement du mouvement populaire et l'exaspération de la lutte de classes, que les illusions néo-capitalistes se sont évanouies. Mais la petite bourgeoisie, elle, a accepté, et assumé, presque dans son ensemble, la révolution. Elle était avant tout, avec le prolétariat et les paysans pauvres, très sensible à la question coloniale. Le processus d'accumulation qui avait eu lieu au Portugal pendant des dizaines d'années aux dépens des colonies exploitées n'avait évidemment jamais

profité à ces classes et à ces couches de la population. La guerre était impopulaire.

La petite bourgeoisie — classe numériquement prépondérante — sentait bien que ses intérêts étaient proches de ceux d'autres groupes sociaux — le prolétariat urbain et rural — également victimes des formes d'aliénation typiques du capitalisme et de l'organisation de l'Etat que les anciennes classes dominantes avaient imposées au Portugal : la dictature policière, bureaucratique et militaire de la grande bourgeoisie, liée aux monopoles nationaux et multinationaux ; la dictature des grands propriétaires fonciers, classés seigneuriaux qui, sans avoir nécessairement le pouvoir économique, était idéologiquement allié des groupes sociaux dominants ; la dictature d'une petite couche de la moyenne bourgeoisie, enfin, liée à l'appareil bureaucratique, ainsi qu'à l'appareil policier et militaire, qui soutenait le régime et les appareils idéologiques dominants.

Pourtant, passé le premier moment de consensus national autour de ce que nous pourrions appeler les idéaux démocratiques, et dissipée l'équivoque selon laquelle presque toutes les catégories sociales retireraient des bénéfices de la révolution, une lutte des classes très vive a commencé. On assiste à une rupture des alliances spontanément créées au moment même du changement de régime. — alliances qui semblaient préfigurer la formation d'un vaste bloc social d'appui à un projet national de transformation de la société portugaise dans le sens de la démocratie et du socialisme. Le noyau de ce bloc social aurait été constitué par des ouvriers et des paysans, auxquels se seraient joints la petite bourgeoisie et une bonne partie de la moyenne bourgeoisie. Ce bloc social aurait pu compter sur le dynamisme des militaires patriotes et progressistes qui avaient déclenché la révolution.

Rien de tout cela ne s'est produit. Il faudra, un jour, écrire l'histoire de cette période, marquée par des luttes sociales profondes et des affrontements très durs entre partis politiques, et surtout entre formations de gauche. Cette histoire serait essentielle non seulement pour la compréhension de ce qui s'est passé au Portugal, mais aussi pour une réflexion sérieuse sur le développement de la démocratie et du socialisme en Europe.

La Constitution a été élaborée dans un climat de grande instabilité politique, sociale et économique. Pendant que se discutait, au palais de Sao Bento, la loi fondamentale, la société portugaise vivait un processus profondément heurté, contradictoire. La Constitution ne pouvait donc pas ne pas refléter cette histoire. Les batailles, les excès, mais aussi les conquêtes obtenues, notamment sur le plan économique et social — nationalisation des principaux moyens de production et réforme agraire, — l'aspiration profonde à la liberté, matérialisée par des droits et par des garanties concrètes, l'irrésistible mouvement populaire en lutte pour une société plus juste autour de multiples projets « socialistes » ou « socialisants ».

La première conséquence, évidente, de ce concours de circonstances est que la Constitution reflète un certain programme, même si celui-ci n'est ni cohérent, ni plan global, ni systématique : la Constitution naît, en effet, de la rencontre de différents courants idéologiques, de différentes positions politiques en présence.

Quelles sont les lignes de force de la Constitution portugaise ? Ce texte concorde, tout d'abord, la démocratie politique, avec ses droits, ses libertés et ses garanties formelles. L'organisation de l'Etat, quant à elle, suit les principes traditionnels des démocraties de l'Europe occidentale. L'essentiel des règles de la démocratie représentative est maintenu, et le modèle adopté est une forme de semi-présidentialisme. L'innovation la plus importante par rapport aux modèles traditionnels est l'introduction dans la vie constitutionnelle d'un organe politico-militaire, le Conseil de la révolution, dont

les fonctions, clairement définies, ne mettent pas en cause le principe de la séparation des pouvoirs. Le Conseil de la révolution est un organe consultatif à la disposition du président de la République. Pour se prononcer sur la constitutionnalité des lois, il est assisté d'une commission constitutionnelle, qui fonctionne aussi comme tribunal constitutionnel d'appel.

Outre la démocratie politique, la Constitution vise, aussi, l'institutionnalisation d'une démocratie économique et sociale. Les obligations et les droits économiques sociaux et culturels y sont exhaustivement énumérés. Elle enrichit le contenu

des droits, des libertés et des garanties formelles. Les droits et les obligations de caractère économique, social et culturel viennent — ce n'est pas un hasard — au titre III, c'est-à-dire immédiatement à la suite de l'énoncé des libertés et des garanties en général. Il s'agit en somme de reconnaître que les libertés n'ont de valeur que dans un système où le droit d'exercer concrètement ces libertés est reconnu. Autrement dit : il s'agit de constater qu'il n'y a pas de libertés abstraites, que la liberté n'a aucune signification en dehors d'un système organisé de libertés concrètes.

L'homme — est la condition libérée elle-même. En mots : sans socialisme, il n'y a pas de liberté. La construction du socialisme et l'institution d'un droit démocratique ne se font donc pas être dissociées de projet constitutionnel. Pas qu'on ne peut dissocier la formation des structures portu selon un modèle anti-capitaliste l'organisation pluraliste société politique.

Les libertés formelles n'ont pas en elles-mêmes. Malgré rôle dans l'histoire et l'impact que revêt leur pratique de construction de sociétés où les libertés n'ont pas, ne peuvent pas, avoir une existence indépendante — sauf à constituer véritable fausseté. Sans l'existence de garanties et de concrètes, la liberté est un concept vide. C'est pourquoi, dans le Portugal d'aujourd'hui, défendre la liberté, c'est défendre la transition vers le socialisme, à-dire défendre la Constitution.

Défendre la Constitution par là même, la démocratie politique, économique et sociale telle est la tâche immédiate toutes les forces progressistes Portugal. Cette lutte, l'engagement, peut apporter contribution importante aux des travailleurs et des partisans, qui, un peu partout en Europe, cherchent à provoquer changements politiques.

Défendre la Constitution

La deuxième partie de la Constitution est consacrée à l'organisation économique. Elle met en évidence le rôle du plan dans la « construction d'une économie socialiste ».

Démocratie politique et démocratie économique et sociale sont donc les deux grands axes par rapport auxquels se développe le texte constitutionnel.

Malgré les contradictions qui ont marqué l'élaboration de la Constitution, celle-ci contient-elle un projet politique dominant ? Je le crois. Ce projet, que j'ai déjà qualifié de « constitutionnel », est d'ailleurs indiqué fermement dès le début de la Constitution : les arti-

cles 1 et 2 disposent : « Le Portugal est une République souveraine (...) engagée dans sa propre transformation en société sans classes » (art. premier). « La République portugaise est un Etat démocratique (...) ayant l'objectif d'assurer la transition vers le socialisme à travers la création des conditions nécessaires à l'exercice démocratique du pouvoir par les travailleurs » (art. 2).

La transition vers le socialisme : tel est le projet politique de la Constitution du Portugal. La philosophie qui lui est sous-jacente est que le socialisme — mode d'organisation de la société visant la fin de l'exploitation de l'homme par

(PUBLICITE)

PRODUCTION PORTUGAISE DE PATES, PAPIERS ET EMBALLAGES

(SECTEUR NATIONALISÉ)

PORTUCEL - Empresa de Celulose e Papel de Portugal, E.P.

Cette entreprise publique est le résultat de la fusion des entreprises suivantes :

- COMPANHIA PORTUGUESA DE CELULOSE, Cacia
- Pâte à papier de résineux au sulfate blanche au bioxyde de chlore ;
- Pâte à papier de feuillus (eucalyptus) au sulfate blanche au bioxyde de chlore ;
- Pâte à papier demi blanche de résineux et feuillus ;
- Papier kraft (emballages et fluting) ;
- SOCEL SOCIEDADE INDUSTRIAL DE CELULOSES, Setúbal
- Pâte à papier de résineux au sulfate blanche au bioxyde de chlore ;
- Pâte à papier de feuillus (eucalyptus) au

sulfate blanche au bioxyde de chlore ;

Papier kraft ;

Carton ondulé.

— CELTEJO - CELULOSE DO TEJO, Ródas

Pâte à papier (écrite) de résineux ;

Pâte à papier (écrite) de feuillus (eucalyptus).

— CELMORTE - CELULOSE DO NORTE, Viana

Kraftliner.

— CELULOSE DO GUADIANA

Carton ondulé.

Les entreprises mentionnées ci-dessus ont

donné lieu aux Centres de Production suivants :

— CENTRE DE PRODUCTION CACIA

— CENTRE DE PRODUCTION SETUBAL

— CENTRE DE PRODUCTION RIOAJO

— CENTRE DE PRODUCTION VIANA

— CENTRE DE PRODUCTION GUADIANA

La production de Portucel en pâtes marchandes sera la suivante :

— Pâte écrite de pin et d'eucalyptus	102 000 t/an
— » semi-blanchie de pin	12 500 »
— » blanchie de pin	14 000 »
— » semi-blanchie d'eucalyptus	15 500 »
— » blanchie d'eucalyptus	132 000 »
— Papiers (kraftliner, sacs, fluting)	55 000 »
— » linerboard	136 000 »
— Carton ondulé	107 000 000 m ² /an

Les agrandissements qui sont en cours en ce moment aux Centres de Production de Cacia et Setúbal permettront d'augmenter la production de Portucel de 200.000 t/an de pâtes blanchies d'eucalyptus.

Les forêts portugaises de pin et d'eucalyptus « globulus », dont la croissance annuelle est rapide, donnent au Portugal la possibilité de se

présenter comme un producteur sûr de pâtes et papiers.

La pâte d'eucalyptus blanchie a une résistance et une opacité remarquables. Elle permet un bon travail de machine, avec des coûts de séchage réduits et produit d'excellents papiers fins de tous types.

Depuis près d'un siècle, présente au Portugal...

L'ASSURANCE FRANÇAISE

Offre aux entreprises comme aux particuliers.

Une capacité de couverture de risques
Une expérience technique
Une tradition de confiance

GRUPE DES ASSURANCES NATIONALES

gan

LA PRESERVATRICE



LA PRESERVATRICE

SOCIEDADE PORTUGUESA DE SEGUROS - groupe des Assurances Générales de France

AGF



L'UNION DES ASSURANCES DE PARIS

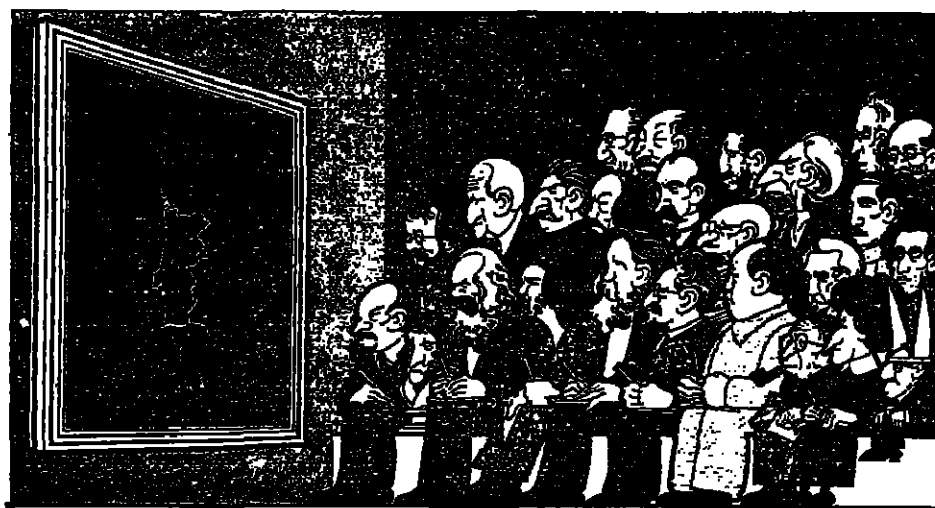
هنا زام النام

advient du 25 avril ?

Informations représentées au Parlement lancent des unes contre les autres.

Le rôle de la Constitution dans la consolidation de la démocratie portugaise : tel était, d'autre part, le thème de réflexion que nous avions proposé au commandant Ernesto Melo Antunes, actuel président de la commission constitutionnelle, ancien ministre de l'Etat des deuxième et troisième gouvernements provisoires, et ancien ministre des affaires étrangères des quatrième et sixième gouvernements provisoires. M. Melo Antunes

a joué un rôle capital au cours de l'été chaud de 1975 en prenant l'initiative, avec d'autres officiers conseillers de la révolution qui allaient former avec lui le « groupe des Neuf », de publier un document dénonçant l'emballage du processus révolutionnaire et proposant de revenir à des solutions plus conformes à la ligne originelle du programme du Mouvement des forces armées, dont il avait été l'un des principaux rédacteurs. Il demeure un membre influent de l'actuel Conseil de la révolution. — J.-P. C.



(Dessin de João Abel Manta.)

Deux ans et demi après

S. : une libération.

Pour le parti socialiste, le 25 avril est une libération, dans le sens français du mot, car le régime était dirigé par des militaires. Nous nous considérons comme occupés. La révolution a commis des erreurs, mais elle a éliminé les structures trotskistes du pays. Les acquis sont immenses. Au plan politique, elle a apporté la démocratie et les libertés. Au plan social, les rapports avec le monde du travail ont été transformés. Le 25 avril a apporté la gestion et le contrôle de gestion par les ouvriers. Il a aussi apporté la réforme de la politique poussée : nationalisation à l'égard des monopoles, qui se comportaient comme si le pays était encore aux temps anciens.

Ces acquis, le P.S. s'engage à les respecter intégralement, en consolidant la démocratie politique et en donnant à notre économie l'efficacité qui permet de transformer le Portugal en un pays développé.

MARIO SOARES
Secrétaire général
du parti socialiste.

S.D. : face au Portugal éternel.

Pour le parti social-démocrate (ex-Parti populaire démocratique, P.P.D.), le 25 avril est, une part, un coup d'Etat militaire et, d'autre part, un processus révolutionnaire. En ce

sens, il représente un tournant aussi important que les quatre ou cinq autres moments capitales de notre histoire.

Le 25 avril a restauré la démocratie. Elle sera définitivement institutionnalisée avec les élections locales de ce 12 décembre 1976. Le 25 avril a également suscité une aspiration socialiste et socialisante, multiforme, dominante. Ceci se note, d'abord, dans le texte d'une Constitution provisoire et ambitieuse, mais aussi dans le développement d'un processus social qui a eu ses aspects positifs à côté de ses perversions. Le 25 avril a aussi mis fin à la guerre coloniale : la paix est toujours un bien, même si elle succède à une défaite. L'existence de plusieurs Etats indépendants de langue portugaise ne peut que nous réjouir. Enfin, il y a eu cette option irréversiblement européenne du Portugal, seule issue et seule compensation à une aventure impériale qui s'est achevée sans gloire.

Un nouveau Portugal s'est réouvert tout au long de l'année, avec ses qualités et ses défauts. Il doit reposer sur quatre piliers : la démocratie, les aspirations socialistes et socialisantes, la décolonisation, l'option européenne.

Il y a aujourd'hui, dans ce pays, une fiévreuse aspiration de participation, le rêve d'une démocratie totale. Justice a été rendue aux ouvriers et aux travailleurs, mais en sacrifiant au passage — et cela coûtera cher au pays — les cadres et les paysans. Le pouvoir des monopoles est aujourd'hui ren-

versé. C'était nécessaire. Il y a des expériences passionnantes — parfois anarchisantes — de démocratie à l'intérieur des entreprises. Il y a une réforme agraire. Il fallait la faire. Mais elle présente un passé scandaleux : inefficacité, corruption, paralysie de l'initiative privée.

Le 25 avril, cela a aussi été des allées et venues de tous ceux qui ont voulu conquérir le pouvoir — et ce fait historique singulier qu'est la victoire du peuple et des forces majoritaires sur un communisme qui dominait déjà l'essentiel de l'appareil de l'Etat.

Le bilan a aussi son dépit. Un grand vide, tout d'abord : la révolution n'a pas créé de culture digne de ce nom, après l'abolition de la censure préalable. Citons aussi la destruction de l'Université et de la machine administrative. Il y a encore le retour massif des rapatriés d'Afrique, qui engendrent des tensions sociales graves et un chômage important. Notre épargne intérieure est des plus faibles, et nos investissements ont chuté vertigineusement.

Nous voici donc face au Portugal éternel, éternellement ambigu, qui sommeillait sous les lois strictes d'une dictature béate et traditionaliste : inefficacité, mais imagination ; paresse médiocrité, mais esprit d'initiative — souvent anarchique ; ouverture sur l'extérieur, mais indiscipline ; capacité de dialogue, mais intolérance ; esprit d'ouverture, mais absence de sens de l'organisation. C'est avec ce Portugal vrai — ce Portugal jadis parti pour l'aventure vers

les quatre horizons, et qui revient aujourd'hui vers l'Europe en fils prodigue, appauvri et arriéré — qu'il faut que tout le monde apprenne à vivre.

La révolution a rétabli la personnalité historique du Portugal. Il ne faut pas lui imputer la responsabilité d'une crise insurmontable après une décolonisation. Mais il faut quand même attirer l'attention sur quelques carences qu'elle devra surmonter pour vaincre. La dégradation économique est un fait. Jusqu'à présent, il n'y a pas de programme cohérent de redressement. L'absence d'une politique sociale, l'absence de libertés syndicales ont empêché qu'une meilleure justice et la participation dans les entreprises aillent de pair avec la productivité, la discipline et l'efficacité. L'état de l'administration publique et des entreprises nationalisées est encore plus alarmant.

Enfin, la persistance de réflexes fascistes cultivés par des forces antidémocratiques et la lenteur décevante, mais toujours présente, chez certains militaires de se comporter comme une avant-garde, créent un climat d'instabilité psychologique. La démocratie doit combattre ces maux. Faute de quoi, la réduction de tout un peuple ne sera pas possible. Au Portugal, on a suivi un cours accéléré de démocratie, avec tous les avantages et tous les inconvénients d'une telle situation. Il faut faire de la démocratie une pratique, un ensemble fonctionnel d'institutions, un mode de vie efficace, ordonné, pro-

ductif de richesses. Il faut en faire une habitude.

A.L. SOUSA FRANCO,
vice-président du P.S.D.

C.D.S. : le sens des responsabilités.

Le Centre démocratique et social (C.D.S.) est né trois mois après le 25 avril 1974. Sa création découle du sens des responsabilités civiques et politiques d'une génération qui voulait participer, sur les bases du personnalisme chrétien et communautaire, à la construction et à l'institutionnalisation de la société démocratique et pluraliste promise par la révolution. Les dirigeants du nouveau parti n'ont pas une tradition de lutte politique. Comme la grande majorité de leurs concitoyens, ils attendaient la création de conditions propices à la liberté et à la justice.

Dans la société fermée et autoritaire qui était celle du Portugal depuis plus de quarante années, ces conditions ont été créées grâce à l'action originale et isolée des militaires. Les objectifs étaient les suivants : démocratisation de l'Etat, moralisation de la vie publique, décolonisation en Afrique.

Le C.D.S., dès sa fondation, a entièrement approuvé ces objectifs. Il voulait contribuer à leur accomplissement en occupant une position centrée sur l'échiquier politique. Les réalités de l'époque justifiaient cette perspective. Plusieurs partis occupaient l'espace politique situé entre le centre-gauche et l'extrême gauche. D'autre part,

des organisations se manifestaient à droite et à l'extrême droite. La volonté du C.D.S., exprimée dans ses statuts, était de rassembler tous ceux qui acceptaient un projet politique équilibré entre le centre-gauche et le centre-droit.

Mais les premiers mois du nouveau régime ont changé les données initiales de la révolution. Plusieurs partis situés à la droite du C.D.S. ont été interdits : la démocratisation de l'Etat se faisait donc de telle sorte que la gauche démocratique devenait le centre. L'administration centrale et locale, plusieurs moyens de communication sociale, les syndicats, toutes ces forces étaient de plus en plus contrôlées par le parti communiste : la moralisation de la vie publique se traduisait par un simple changement de patron, et le nouveau était aussi autoritaire et dogmatique que l'ancien.

Certes, le chemin était ouvert pour le rétablissement des libertés, pour la subordination de l'Etat à la souveraineté populaire et pour la création de nouveaux Etats indépendants en Afrique. Mais le prix payé pour tout cela par les Portugais a été trop élevé : des centaines d'emprisonnements arbitraires, des persécutions personnelles et politiques intolérables, l'agression contre les valeurs les plus affirmées du peuple, presque un million de réfugiés des anciennes colonies, la destruction d'une économie déjà faible, l'épuisement accéléré des ressources financières de l'Etat, etc.

(Lire la suite page 8.)

ES. PAGES 11-12

esa de Celulo
portugal. E.P.

Au Portugal c'est le bon moment.

C'est le bon moment !
L'évolution est terminée.
Le Portugal est « mûr » pour les affaires.

Du classique vin de Porto jusqu'aux techniques modernes de construction navale.

Que connaissez-vous du Portugal ?

Les bouchons, les vêtements, les textiles, la cellulose, les engrais, les grues géantes, sa technique extraordinaire de construction civile, l'électronique, le papier, les porcelaines, les draps, les conserves, les vélos, les chaussures, le liège, l'orfèvrerie, etc. Un monde d'affaires pour vous. Nous sommes prêts à vous recevoir.

... Et nous avons 18 degrés l'hiver et du soleil à revendre.

Des informations ?

C'est très simple !

Contactez le « Fundo de Fomento de Exportação » ou ses délégations partout dans le monde...



FUNDO DE FOMENTO DE EXPORTAÇÃO

FRANCE : Office Commercial du Portugal
135, boulevard Haussmann, Paris-8°. Tél. 359-95-64. Télex : 660594
PORTUGAL : Av. 5 de Outubro, 101 - LISBOA
Tél. : 760103 - 767410 - 767416 - 767520 - 767573 - 769844 - 770023 - 777579
Cable : Fundexport. Télex : 16486 - 16498 FEXPOR—P



Deux ans et demi après le 25 avril

POLITIQUE

(Suite de la page 7.)

Après le 25 novembre 1975, les choses ont changé. Le mal était fait, il fallait entreprendre la reconstruction économique et sociale du pays, la réconciliation entre Portugais, la démocratisation réelle de la vie publique. Il s'agissait de rendre aux forces armées le sens de la discipline et de l'indépendance politique qu'elles avaient perdu. Il s'agissait de mettre un point final au cauchemar collectif imposé par les forces monarcho-popolistes et par le parti communiste. Celui-ci avait perdu une bataille politique au Portugal, mais il avait, en revanche, gagné, pour l'Union soviétique, des avantages remarquables en Afrique.

Le bilan de la révolution portugaise comporte, le C.D.S. le reconnaît — des points très positifs : la fin des guerres d'outre-mer, l'approbation d'une Constitution politique pour la République, l'élection libre, au suffrage universel, du président et du président de la République, la formation d'un gouvernement démocratique, les élections de ce 12 décembre pour l'administration locale.

Ce qui reste à faire est immense : redresser l'important secteur public, aujourd'hui très déficitaire, de l'économie ; remettre à l'initiative privée de manifester son esprit de création et son dynamisme ; combattre le chômage (14 % de la population active), favoriser

l'amélioration des infrastructures sociales et économiques, etc. Pour mener à bien ces tâches, le C.D.S. considère que le gouvernement actuel ne dispose ni d'une base politique et sociale suffisante ni de l'indispensable capacité de gestion des affaires de l'Etat.

Le C.D.S. considère aussi que, pour mener à bien ces tâches, il faut adopter une politique extérieure très dynamique. Pour ce faire, il convient, d'une part, de renforcer la solidarité avec ceux dont le Portugal est la langue maternelle. D'autre part, il faut avancer vers l'Europe unie, tout en restant fidèle au cadre de l'alliance atlantique. Le C.D.S. pense que l'Europe, objectif prioritaire du Portugal en matière internationale — doit être bâtie selon le seul principe de l'euro-démocratie. Il manifeste ainsi ses doutes théoriques et pratiques à l'égard de concepts tels que l'euro-socialisme ou l'euro-communisme.

P.C.P. : extirper les racines de l'oppression.

Pour le parti communiste portugais, le 25 avril, déclenché par le glorieux Mouvement des capitaines a été, et demeure, la fin de la longue nuit fasciste. Il a été ce matin de libération, le jour de la victoire, et il demeure recherché et finalement atteint.

Le 25 avril est synonyme de liberté pour tous les Portugais, et, par conséquent, pour tous

les communistes aussi. Nous dirions : surtout pour les travailleurs et pour les communistes. La classe ouvrière et les militaires du P.C.P. ont été les principales victimes de la dictature, les plus farouchement persécutés. La liberté est pour nous une position.

Nous avons toujours pensé, nous avons toujours dit, que les libertés démocratiques — un bien en soi, que nous comprenons comme une réelle participation des masses à la solution de leurs problèmes — étaient la seule condition indispensable, à l'émancipation économique et sociale des travailleurs, à l'indépendance nationale et à la paix mondiale. Les libertés politiques ont été conquises, l'immense force organisée des travailleurs a fait aboutir de profondes transformations de structures : réforme agraire, nationalisations, contrôle ouvrier, etc. Ce sont ces transformations qui ont avancé le Portugal dans la voie de la démocratie économique et sociale. Mais, dans la voie de l'indépendance nationale, par la décolonisation et l'établissement de relations avec le monde socialiste. Là où les libertés démocratiques créées dans notre Constitution ne sont pas réellement exercées, le danger de l'oppression subsiste.

Ceux qui aiment les libertés et veulent en faire un puissant outil entre les mains des travailleurs doivent les défendre en extirpant les racines de l'oppression : le pouvoir des monopoles et des propriétaires fonciers qui trouvaient refuge et son dernier souffle dans l'impérialisme — ceux qui, dans ce monde, n'ont pas encore renoncé à l'oppression.

Telle est l'essence de la révolution démocratique et nationale que nous vivons depuis le 25 avril 1974, le « secret » de la lutte de classes complexe qui a lieu au Portugal depuis deux ans et demi, et dont l'intérêt, à maints égards, dépasse nos frontières.

CARLOS ABOIM INGLÉS, membre du P.C.P.

U.D.P. : étrangler le fascisme.

Pour l'Union démocratique populaire (U.D.P.), le 25 avril — c'est la son immense signification historique et politique — a été le jour de la chute du régime fasciste et la fin des quarante-huit années de dictature sur le peuple portugais.

Les succès obtenus par les peuples frères des colonies dans leur combat et la libération de leurs luttes ouvrières et populaires au Portugal avaient gravement affaibli la dictature castroniste. La profonde hostilité du peuple portugais à l'égard de la guerre coloniale — qui tuait ses fils pour la défense des privilèges des seuls magnats — était croissante. Elle fut perçue, à travers une poignée d'officiers anti-fascistes, les jeunes capitaines qui ont été à l'origine du 25 avril.

Le coup d'Etat militaire n'a pas été immédiat, mais il a eu l'hostilité du grand capital. Celui-ci avait bon espoir de garder ses privilèges en s'appuyant sur Spínola. Il espérait même accroître sa marge de manœuvre grâce à une libération qui se ferait avec l'aide de l'Europe.

Mais voilà ! Les plans des monopoles et des gros industriels se sont heurtés à l'impétueux mouvement populaire né spontanément après le 25 avril. Résultat : à profit les nouvelles libertés, le peuple a choisi de se battre pour les conserver, et même les élargir. Il a entrepris de poursuivre les agents de la PIDE et les fascistes, malgré les efforts de ceux qui, déjà à cette époque, faisaient tout pour contraindre et calmer la lutte du peuple. En se battant, le peuple a fini par déloger Spínola dont la position était apparemment solide — et par remporter de grands succès.

Les six gouvernements provisoires ont fait l'actuel gouvernement politique : ils désiraient la fin de la guerre coloniale, une amélioration de la situation de sous-développement dans laquelle vivaient des couches extrêmement nombreuses de la population, notamment dans les zones rurales, et aspiraient à voir réduire les énormes inégalités sociales.

LE PORTUGAL

Le Portugal occupe une superficie de 92 131 kilomètres carrés, un incluant les archipels des Açores et de Madère, qui totalisent 3 171 kilomètres carrés ; sa population est de 9 443 000 habitants, dont 3 393 000 vivent sur le continent. Nation démocratique, sans structure fondamentale, elle cherche, avec l'aide des pays amis, à reconstruire son économie, à progresser, sur le plan social et culturel, à consolider l'équilibre

La situation politique et économique avant avril 1974

La vocation politique du Portugal est orientée vers l'Europe démocratique, pluraliste et libre, mais cette tendance historique est déviée par le régime conservateur et corporatiste, incarné par Salazar, puis par Caetano, régimes qui, pendant près d'un demi-siècle, à l'abri de barrières douanières protectionnistes, et grâce aux hautes salaires pratiqués et aux matières premières à bon marché fournies par les colonies, dans de nombreux secteurs, l'absence de concurrence a contribué à atrophier son développement, favorisant l'activité

AGRICULTURE

L'agriculture, la sylvikulture et l'élevage étaient en stagnation et disposaient de structures inadéquates aux exigences du développement économique (distribution de la propriété et rapports de production) : près de 80 % du nombre total de propriétés occupaient moins de 18,5 % de la surface cultivable. Entre 1969 et 1974, le produit de l'agriculture, de la sylviculture et de l'élevage enregistre une augmentation de 16 %, soit une croissance moyenne annuelle d'environ 1 %, ce qui signifie que le secteur n'a pas progressé. Ce que l'on connaît habituellement en Europe sous le nom de première révolution agricole — la suppression des jachères et l'introduction des cultures fourragères et des légumineuses destinées à la production de fruits secs — n'avait pas encore eu lieu au Portugal en 1974.

Du point de vue des types de cultures, la distribution de leur superficie dans le Nord et le Sud, au Sud, prédominent les grandes propriétés (latifundia) ; plus de 80 % de la terre arable (83 %) appartenait à 1,1 % des exploitations agricoles ; dans ces grandes propriétés, on pratiquait essentiellement un système de culture extensif (avec production du blé), subventionné par le gouvernement corporatiste. Ce système de production était responsable, en de nombreux cas, de la diminution de la fertilité des sols. La structure foncière perpétuait des rapports de production caractérisés par les bas salaires payés aux ouvriers agricoles qui constituaient la grande majorité de la population rurale.

Dans le Nord dominent les très petites exploitations (minifundia) et l'agriculture sur terrain irrigué. La structure foncière a maintenu les petits propriétaires exploitants, les fermiers et les salariés agricoles, dans leur grande majorité, au niveau d'une économie de subsistance.

Le Portugal n'est pas le pays agricole dont certains auteurs s'imaginent : l'agriculture y est pauvre et techniquement arriérée, la production est incapable de satisfaire la demande, et le pays est obligé d'importer la plupart des produits agricoles qu'il consomme ; c'est le cas, notamment, des céréales, et aussi de la viande.

En 1970, près de 26,2 % de la main-d'œuvre était employée dans l'industrie extractive, occupant une place insignifiante dans le produit national brut (0,8 % seulement), en raison de sa situation actuelle de crise générale. La plupart des entreprises du secteur sont décapitalisées, ne disposant ni de dimensions économiques rentables ni de l'équipement nécessaire. La principale exportation est le minerai de tungstène ; l'intensification de l'exploitation des gisements de pyrites de l'Alentejo est programmée depuis des années.

MAIN-D'ŒUVRE ET ÉMIGRATION

La main-d'œuvre employée dans l'agriculture, qui représentait, dans la décennie des années 60, 40 % de la population active, s'est réduite de plus de 25 % en 1972-1973. Mais cette réduction n'a pas été due à l'absorption de cette force

INDUSTRIE

Les forces économiques nationales n'ont pas eu, jusqu'aux années 60, le dynamisme nécessaire pour attirer le Portugal à son sous-développement. L'industrie a vécu, pendant de longues années, à l'abri de barrières douanières protectionnistes, et grâce aux hautes salaires pratiqués et aux matières premières à bon marché fournies par les colonies ; dans de nombreux secteurs, l'absence de concurrence a contribué à atrophier son développement, favorisant l'activité

INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS DIRECTS (milliards de francs)				
RÉPARTITION				
	1968	1971	1973	1974
Total	321 379	333 438	434 966	418 181
Industrie de transformation	31 980	34 708	116 594	65 9
Bâtiment et travaux publics	14 468	7 337	13 238	9
Commerce, banques, assurances et opérations immobilières	8 134	47 212	45 543	74
Services (hôtels, etc.)	8 134	21 851	36 685	3

d'unités industrielles aux dimensions insuffisantes et mal équipées. C'est au cours des années 60, et fondamentalement à partir de 1960, que le secteur industriel a reçu une impulsion forte, bien qu'encore insuffisante, puisque, en 1965, le revenu par capita n'était encore que de 285 dollars (1 642,85 F).

Les investissements étrangers ont contribué à ce développement. C'est au cours de cette période que les grandes unités industrielles font leur apparition dans l'industrie lourde, la construction navale, etc.

L'industrie de transformation, qui représentait les petites et moyennes entreprises (sur 15 000 entreprises, près de 50 % employaient moins de 10 travailleurs), a enregistré au cours de la période 1968-1973 un taux de croissance annuel de 10,6 %. Ce secteur d'activité, moteur de l'économie nationale, employait en

France et l'Allemagne, stéd l'année 1966 a marqué l'appogé l'émigration vers la France 73 414 émigrants légaux, sans co ter un grand nombre d'émigr clandestins. Le flux s'est malab encore que plus récent, jusqu 1973, année au cours de laque mesures de restriction à l'igr gration, décrétées par les pays industrialisés d'Europe vers les se déplaçaient les émigrants po gals, ont provoqué une chute n cale du nombre des départ 2 766 Portugais seulement sont dirigés légalement vers l'étranger en 1975. Malgré cette di nution, on dit que Paris est, à Lisbonne, la ville où habite le grand nombre de Portugais.

Les principaux pays de desti tion des émigrants portugais, cours de cette période, ont été

France et l'Allemagne, stéd l'année 1966 a marqué l'appogé l'émigration vers la France 73 414 émigrants légaux, sans co ter un grand nombre d'émigr clandestins. Le flux s'est malab encore que plus récent, jusqu 1973, année au cours de laque mesures de restriction à l'igr gration, décrétées par les pays industrialisés d'Europe vers les se déplaçaient les émigrants po gals, ont provoqué une chute n cale du nombre des départ 2 766 Portugais seulement sont dirigés légalement vers l'étranger en 1975. Malgré cette di nution, on dit que Paris est, à Lisbonne, la ville où habite le grand nombre de Portugais.

Les principaux pays de desti tion des émigrants portugais, cours de cette période, ont été

France et l'Allemagne, stéd l'année 1966 a marqué l'appogé l'émigration vers la France 73 414 émigrants légaux, sans co ter un grand nombre d'émigr clandestins. Le flux s'est malab encore que plus récent, jusqu 1973, année au cours de laque mesures de restriction à l'igr gration, décrétées par les pays industrialisés d'Europe vers les se déplaçaient les émigrants po gals, ont provoqué une chute n cale du nombre des départ 2 766 Portugais seulement sont dirigés légalement vers l'étranger en 1975. Malgré cette di nution, on dit que Paris est, à Lisbonne, la ville où habite le grand nombre de Portugais.

Les principaux pays de desti tion des émigrants portugais, cours de cette période, ont été

France et l'Allemagne, stéd l'année 1966 a marqué l'appogé l'émigration vers la France 73 414 émigrants légaux, sans co ter un grand nombre d'émigr clandestins. Le flux s'est malab encore que plus récent, jusqu 1973, année au cours de laque mesures de restriction à l'igr gration, décrétées par les pays industrialisés d'Europe vers les se déplaçaient les émigrants po gals, ont provoqué une chute n cale du nombre des départ 2 766 Portugais seulement sont dirigés légalement vers l'étranger en 1975. Malgré cette di nution, on dit que Paris est, à Lisbonne, la ville où habite le grand nombre de Portugais.

Les principaux pays de desti tion des émigrants portugais, cours de cette période, ont été

France et l'Allemagne, stéd l'année 1966 a marqué l'appogé l'émigration vers la France 73 414 émigrants légaux, sans co ter un grand nombre d'émigr clandestins. Le flux s'est malab encore que plus récent, jusqu 1973, année au cours de laque mesures de restriction à l'igr gration, décrétées par les pays industrialisés d'Europe vers les se déplaçaient les émigrants po gals, ont provoqué une chute n cale du nombre des départ 2 766 Portugais seulement sont dirigés légalement vers l'étranger en 1975. Malgré cette di nution, on dit que Paris est, à Lisbonne, la ville où habite le grand nombre de Portugais.

Les principaux pays de desti tion des émigrants portugais, cours de cette période, ont été

France et l'Allemagne, stéd l'année 1966 a marqué l'appogé l'émigration vers la France 73 414 émigrants légaux, sans co ter un grand nombre d'émigr clandestins. Le flux s'est malab encore que plus récent, jusqu 1973, année au cours de laque mesures de restriction à l'igr gration, décrétées par les pays industrialisés d'Europe vers les se déplaçaient les émigrants po gals, ont provoqué une chute n cale du nombre des départ 2 766 Portugais seulement sont dirigés légalement vers l'étranger en 1975. Malgré cette di nution, on dit que Paris est, à Lisbonne, la ville où habite le grand nombre de Portugais.

Les principaux pays de desti tion des émigrants portugais, cours de cette période, ont été

France et l'Allemagne, stéd l'année 1966 a marqué l'appogé l'émigration vers la France 73 414 émigrants légaux, sans co ter un grand nombre d'émigr clandestins. Le flux s'est malab encore que plus récent, jusqu 1973, année au cours de laque mesures de restriction à l'igr gration, décrétées par les pays industrialisés d'Europe vers les se déplaçaient les émigrants po gals, ont provoqué une chute n cale du nombre des départ 2 766 Portugais seulement sont dirigés légalement vers l'étranger en 1975. Malgré cette di nution, on dit que Paris est, à Lisbonne, la ville où habite le grand nombre de Portugais.

Les principaux pays de desti tion des émigrants portugais, cours de cette période, ont été

France et l'Allemagne, stéd l'année 1966 a marqué l'appogé l'émigration vers la France 73 414 émigrants légaux, sans co ter un grand nombre d'émigr clandestins. Le flux s'est malab encore que plus récent, jusqu 1973, année au cours de laque mesures de restriction à l'igr gration, décrétées par les pays industrialisés d'Europe vers les se déplaçaient les émigrants po gals, ont provoqué une chute n cale du nombre des départ 2 766 Portugais seulement sont dirigés légalement vers l'étranger en 1975. Malgré cette di nution, on dit que Paris est, à Lisbonne, la ville où habite le grand nombre de Portugais.

Les principaux pays de desti tion des émigrants portugais, cours de cette période, ont été

France et l'Allemagne, stéd l'année 1966 a marqué l'appogé l'émigration vers la France 73 414 émigrants légaux, sans co ter un grand nombre d'émigr clandestins. Le flux s'est malab encore que plus récent, jusqu 1973, année au cours de laque mesures de restriction à l'igr gration, décrétées par les pays industrialisés d'Europe vers les se déplaçaient les émigrants po gals, ont provoqué une chute n cale du nombre des départ 2 766 Portugais seulement sont dirigés légalement vers l'étranger en 1975. Malgré cette di nution, on dit que Paris est, à Lisbonne, la ville où habite le grand nombre de Portugais.

Les principaux pays de desti tion des émigrants portugais, cours de cette période, ont été

France et l'Allemagne, stéd l'année 1966 a marqué l'appogé l'émigration vers la France 73 414 émigrants légaux, sans co ter un grand nombre d'émigr clandestins. Le flux s'est malab encore que plus récent, jusqu 1973, année au cours de laque mesures de restriction à l'igr gration, décrétées par les pays industrialisés d'Europe vers les se déplaçaient les émigrants po gals, ont provoqué une chute n cale du nombre des départ 2 766 Portugais seulement sont dirigés légalement vers l'étranger en 1975. Malgré cette di nution, on dit que Paris est, à Lisbonne, la ville où habite le grand nombre de Portugais.

Les principaux pays de desti tion des émigrants portugais, cours de cette période, ont été

France et l'Allemagne, stéd l'année 1966 a marqué l'appogé l'émigration vers la France 73 414 émigrants légaux, sans co ter un grand nombre d'émigr clandestins. Le flux s'est malab encore que plus récent, jusqu 1973, année au cours de laque mesures de restriction à l'igr gration, décrétées par les pays industrialisés d'Europe vers les se déplaçaient les émigrants po gals, ont provoqué une chute n cale du nombre des départ 2 766 Portugais seulement sont dirigés légalement vers l'étranger en 1975. Malgré cette di nution, on dit que Paris est, à Lisbonne, la ville où habite le grand nombre de Portugais.

Les principaux pays de desti tion des émigrants portugais, cours de cette période, ont été

France et l'Allemagne, stéd l'année 1966 a marqué l'appogé l'émigration vers la France 73 414 émigrants légaux, sans co ter un grand nombre d'émigr clandestins. Le flux s'est malab encore que plus récent, jusqu 1973, année au cours de laque mesures de restriction à l'igr gration, décrétées par les pays industrialisés d'Europe vers les se déplaçaient les émigrants po gals, ont provoqué une chute n cale du nombre des départ 2 766 Portugais seulement sont dirigés légalement vers l'étranger en 1975. Malgré cette di nution, on dit que Paris est, à Lisbonne, la ville où habite le grand nombre de Portugais.

L'Europe doit nous aider

(Suite de la page 5.)

Quelle différence faites-vous alors entre social-démocratie et socialisme démocratique ?

La social-démocratie, c'est la gestion du capitalisme par des méthodes intelligentes. Les P.S. du sud de l'Europe ont une autre visée. Nous, nous disons que nous nous inspirons du socialisme démocratique. Nous affirmons, ainsi, la structure socialiste de la société. Nous avons une stratégie de rupture avec le capitalisme tout en étant fidèles aux libertés et à la démocratie, et, en prenant les mesures nécessaires, à une société industrielle développée.

La situation économique du Portugal est difficile. Cette crise s'est-elle amplifiée que l'on dit ? Quel est votre programme pour y remédier ? Et quels sont les obstacles auxquels se heurte votre politique ?

Trois séries de facteurs expliquent cette crise économique. D'abord des facteurs structurels, qui sont la conséquence de cinquante ans de fascisme : nous avons vécu sur l'exploitation des colonies. La décolonisation amène une refonte des mécanismes. Ensuite, nous subissons les effets de la crise internationale, puisque nous achetons pétrole et matières premières. Enfin, il y a eu la hâte avec laquelle ont été faites les transformations sociales. Cela a perturbé certains mécanismes de l'économie. Il y a eu un phénomène d'absentéisme, une chute de la productivité, une augmentation importante de la consommation, ce qui a aggravé le déficit du commerce extérieur et, donc, la dépendance du pays. Nous importons pour 27 millions de contos (1) de produits alimentaires et pour 17 millions de contos de pétrole.

Avec une moindre productivité, notre dépendance a donc augmenté. Nous réduisons la consommation grâce à l'épargne forcée, et en décidant des restrictions. Songez qu'en 1975 nous, pays maritime, avons importé de grosses quantités de crustacés. Nous augmentons les investissements avec des aides étrangères. Depuis quatre mois, le produit industriel est en hausse, de 5 %, et l'absentéisme a été considérablement réduit. Les augmentations de salaires avaient été telles que beaucoup d'entreprises ont fait faillite.

Ce programme de redressement pose naturellement des problèmes politiques. Et, contrairement à ce que vous prévoyiez, il n'y a pas eu de mouvements de grève très sérieux depuis quatre mois.

Comment appréciez-vous l'évolution de votre voisin l'Espagne ?

Je suis convaincu qu'il y a aujourd'hui une évolution vers la démocratie. J'ai reçu M. Suarez il y a peu. J'ai été persuadé de sa volonté de rupture avec le franquisme. Il a la conviction qu'il faut développer une démocratie en

Espagne. Pour nous, le cas espagnol est très important, parce que l'évolution des deux pays a toujours été parallèle. Nous avons réussi à installer ici une démocratie pluraliste, ce qui a facilité l'évolution de l'Espagne. Une dictature communiste à Lisbonne aurait provoqué le statu quo à Madrid.

Le Portugal est inséré dans le monde atlantique. Ses gouvernements ont récemment donné l'impression qu'ils souhaitent jouer un rôle dans le tiers-monde. Et puis il y a l'Europe.

Notre intégration à l'Europe soulève quelques difficultés parce que la Communauté des Neuf est un club de pays riches. Certains font des objections : c'est normal. Mais s'il y avait eu ici un régime à la cubaine, il y aurait eu un danger mondial, avec renforcement des régimes de droite autoritaires.

L'Europe a quelques raisons de nous être reconnaissante et de nous aider. Pour la stabilité, le Portugal doit s'intégrer à l'Europe. Les difficultés économiques peuvent être résolues si on a la volonté politique de le faire. Nous appartenons à l'Association européenne de libre-échange. Nous souhaitons nous intégrer au Marché commun. L'an prochain, le compte faire le tour des capitales des Neuf pour plaider cette cause. Et puis, voyez la Grèce.

Cette politique européenne n'est pas incompatible avec le rôle que joue le Portugal dans le monde ibéro-américain. La visite récente à Lisbonne du président du Venezuela, mon prochain voyage au Brésil, illustrent cette préoccupation d'être les intermédiaires entre l'Europe et l'Amérique latine.

Enfin nos rapports se normalisent avec nos anciennes colonies d'Afrique.

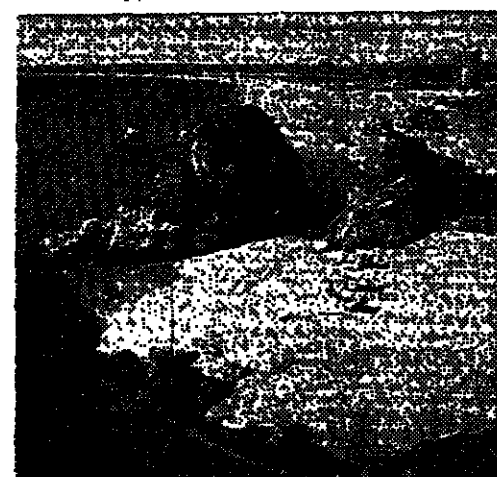
L'évolution des relations du Portugal avec la France a-t-elle répondu à votre attente ?

Nous sommes très attachés à la France. Près d'un million de travailleurs portugais sont employés en France. Notre culture est d'influence française. La français est notre deuxième langue et n'a pas perdu de terrain au profit de l'anglais. Nous voulons élargir encore ce domaine.

Nous avons de bons rapports. Nous attendons du gouvernement français qu'il manifeste de la compréhension pour notre position à l'égard du Marché commun. Notre idée a été bien reçue par le gouvernement de la République fédérale allemande. Il y a des progrès dans notre collaboration avec certains pays pour développer avec certains pays pour développer l'aspect d'un consortium européen.

Propos recueillis par BERNARD FÉRON.

(1) 1 conto = 1 000 escudos (environ 180 francs).



Le tourisme dispose d'énormes possibilités de développement dans l'agriculture.

Le tourisme dispose d'énormes possibilités de développement dans l'agriculture.

Le tourisme dispose d'énormes possibilités de développement dans l'agriculture.

Le tourisme dispose d'énormes possibilités de développement dans l'agriculture.

Le tourisme dispose d'énormes possibilités de développement dans l'agriculture.

Le tourisme dispose d'énormes possibilités de développement dans l'agriculture.

Le tourisme dispose d'énormes possibilités de développement dans l'agriculture.

Le tourisme dispose d'énormes possibilités de développement dans l'agriculture.

Le tourisme dispose d'énormes possibilités de développement dans l'agriculture.

Le tourisme dispose d'énormes possibilités de développement dans l'agriculture.

Le tourisme dispose d'énormes possibilités de développement dans l'agriculture.

Le tourisme dispose d'énormes possibilités de développement dans l'agriculture.

Le tourisme dispose d'énormes possibilités de développement dans l'agriculture.

Le tourisme dispose d'énormes possibilités de développement dans l'agriculture.

Le tourisme dispose d'énormes possibilités de développement dans l'agriculture.

Le tourisme dispose d'énormes possibilités de développement dans l'agriculture.

Le tourisme dispose d'énormes possibilités de développement dans l'agriculture.

Le tourisme dispose d'énormes possibilités de développement dans l'agriculture.

Le tourisme dispose d'énormes possibilités de développement dans l'agriculture.

Le tourisme dispose d'énormes possibilités de développement dans l'agriculture.

Le tourisme dispose d'énormes possibilités de développement dans l'agriculture.

Le tourisme dispose d'énormes possibilités de développement dans l'agriculture.

Le tourisme dispose d'énormes possibilités de développement dans l'agriculture.

Le tourisme dispose d'énormes possibilités de développement dans l'agriculture.

Le tourisme dispose d'énormes possibilités de développement dans l'agriculture.

Le tourisme dispose d'énormes possibilités de développement dans l'agriculture.

Le tourisme dispose d'énormes possibilités de développement dans l'agriculture.

Le tourisme dispose d'énormes possibilités de développement dans l'agriculture.

Le tourisme dispose d'énormes possibilités de développement dans l'agriculture.

Le tourisme dispose d'énormes possibilités de développement dans l'agriculture.

Le tourisme dispose d'énormes possibilités de développement dans l'agriculture.

Le tourisme dispose d'énormes possibilités de développement dans l'agriculture.

Le tourisme dispose d'énormes possibilités de développement dans l'agriculture.

Le tourisme dispose d'énormes possibilités de développement dans l'agriculture.

Le tourisme dispose d'énormes possibilités de développement dans l'agriculture.

Le tourisme dispose d'énormes possibilités de développement dans l'agriculture.

Le tourisme dispose d'énormes possibilités de développement dans l'agriculture.

Le tourisme dispose d'énormes possibilités de développement dans l'agriculture.

Le tourisme dispose d'énormes possibilités de développement dans l'agriculture.

Le tourisme dispose d'énormes possibilités de développement dans l'agriculture.

Le tourisme dispose d'énormes possibilités de développement dans l'agriculture.

Le tourisme dispose d'énormes possibilités de développement dans l'agriculture.

Le tourisme dispose d'énormes possibilités de développement dans l'agriculture.

Le tourisme dispose d'énormes possibilités de développement dans l'agriculture.

DÉMOCRATIQUE: un aperçu

(PUBLICITÉ)

L'objectif de DEVELOPPER le pays a entraîné des modifications dans le domaine social, économique et des relations de travail. Un grand nombre de travailleurs pour compte d'aujourd'hui ont ainsi bénéficié de la création du salaire minimum national, fixé à 225,50 F par mois en 1974 et augmenté à 238,50 F en 1975. Les salaires de pensions de vieillesse et d'invalidité ont été augmentés de 100 %, car ils étaient à un niveau extrêmement bas. La sécurité sociale, d'un montant de 139,40 F, fut créée. Les allocations familiales passèrent de 25,50 F à 35,50 F par mois et par enfant. Plus de 500 000 ouvriers agricoles sont devenus bénéficiaires des avantages de la prévoyance sociale, ayant droit aux pensions d'invalidité, de veillesse et de survie, etc. Des centaines de contrats de travail furent signés et enregistrés, une nette amélioration du niveau salarial. De nombreuses autres mesures furent prises en faveur d'autres catégories de travailleurs, notamment ceux de la fonction publique et des collectivités locales, etc.

Dans le secteur de l'économie, les améliorations dans la distribution

primaire des revenus constituèrent l'une des plus importantes modifications structurelles. La part du revenu national correspondant aux salaires était de près de 50 % au cours des trois premières années de la décennie 1970, ayant atteint 50,9 % en 1971. Les augmentations de salaires enregistrées après la révolution contribuèrent à un relèvement important de la participation du facteur travail dans la distribution du revenu national : on calcule que celle-ci est passée de 51,8 % en 1974 à 56,9 % en 1975. Les réformes réalisées essentiellement au sud du Tage, a été une autre modification structurelle particulièrement significative. Mise en application à partir de mars 1975, la réforme concerna une superficie de près de 1 100 000 hectares, dont 900 000 ont déjà été expropriés et 177 000 nationalisés, ces derniers en application de la loi sur les grands domaines d'irrigation.

Les nationalisations d'industries lourdes et de certaines industries légères et des secteurs de la banque et des assurances ont marqué des étapes fondamentales de l'évolution de la révolution d'avril.

La Constitution

En 1974-1975, le pouvoir politique reposa sur la légalité révolutionnaire. En avril 1976, la nation fut dotée de la loi fondamentale qui la régit : la Constitution de la République portugaise.

La Constitution, l'une des plus longues du monde, n'est pas seulement un document politique ; elle renferme les principes fondamentaux économiques, sociaux et culturels qui traduisent les transformations structurelles que la vie portugaise a connues, après la révolution de 1974. Elle porte en elle le reflet des positions des forces politiques les plus profondément engagées dans le processus social et politique de 25 avril et du climat de tension socio-politique qui a marqué le moment de sa rédaction.

D'après la Constitution, la République portugaise est un État démocratique, basé sur la souveraineté populaire, sur le respect et la garantie des libertés et des droits fondamentaux et sur le pluralisme d'expression et d'organisation démocratiques. Elle vise à assurer la transition vers le socialisme ; il incombe à l'État de socialiser les moyens de production et de richesse, créant les conditions qui permettent de promouvoir le bien-être et la qualité de la vie de la population, en abolissant l'exploitation de l'homme par l'homme.

Le droit de propriété privée est assuré dans la société que la Constitution modifie.

En ce qui concerne l'organisation économique, définie dans le cadre du système socialiste, le droit à l'initiative privée est reconnu ; celle-ci peut s'exercer librement dans les limites fixées par la Constitution, la loi et le plan, à condition que cette activité soit un facteur de progrès économique. Il incombe à la loi de définir les secteurs économiques ouverts à l'activité des entreprises privées.

Les investissements étrangers sont réglementés par la loi. L'organisation économique et sociale du pays doit être orientée, coordonnée et disciplinée par le plan.

En ce qui concerne l'organisation du pouvoir politique, qui appartient au peuple, la Constitution établit que les organes de pouvoir sont : le président de la République, le Conseil de la révolution, l'Assemblée de la République et les tribunaux.

L'économie sur la voie d'un socialisme en liberté, dans le cadre de l'État démocratique, est définie par le plan, prévu par la Constitution.

Pour pouvoir réaliser ses objectifs, le plan doit cependant tenir compte, entre autres facteurs : 1) de la relance de l'initiative économique privée ; 2) du développement progressif des formes de propriété sociale, coopératives et entreprises en autogestion notamment ; 3) de la correcte utilisation des investissements étrangers directs.

Le Portugal, outre la nécessité de discipliner et de dynamiser le secteur public, a besoin que le secteur privé, étant donné son importance dans l'économie nationale, soit actif et efficace, en raison de son poids sur le marché de l'emploi et dans la production.

C'est la raison pour laquelle le programme gouvernemental, tout en réservant au secteur public et aux coopératives la propriété des principaux moyens de production, reconnaît la nécessité d'encourager et d'encadrer l'initiative privée. Dans ce but, il se propose de créer les conditions pour redonner confiance aux investisseurs et leur faire connaître, clairement, les secteurs dans lesquels ils peuvent exercer leurs activités.

Les investissements étrangers

La Constitution, dans son article 84, consacre l'activité économique et les investissements directs de la part des personnes privées ou des collectivités étrangères ; il incombe à la loi de discipliner cette activité, afin de garantir qu'elle contribuera au développement du pays et de préserver l'indépendance nationale.

Le code des investissements étrangers a été promulgué en tenant compte des objectifs ainsi définis.

Le code des investissements étrangers

Publié en avril 1976, le code des investissements étrangers s'efforce de répondre à la défense des intérêts du pays et de satisfaire les légitimes intérêts des investisseurs, tels qu'ils sont aujourd'hui définis par la pratique internationale.

Ce code stipule, entre autres dispositions générales, que l'investissement direct étranger doit se soumettre aux principes fondamentaux de l'État en matière de politique économique, au plan économique et aux dispositions légales qui le constituent.

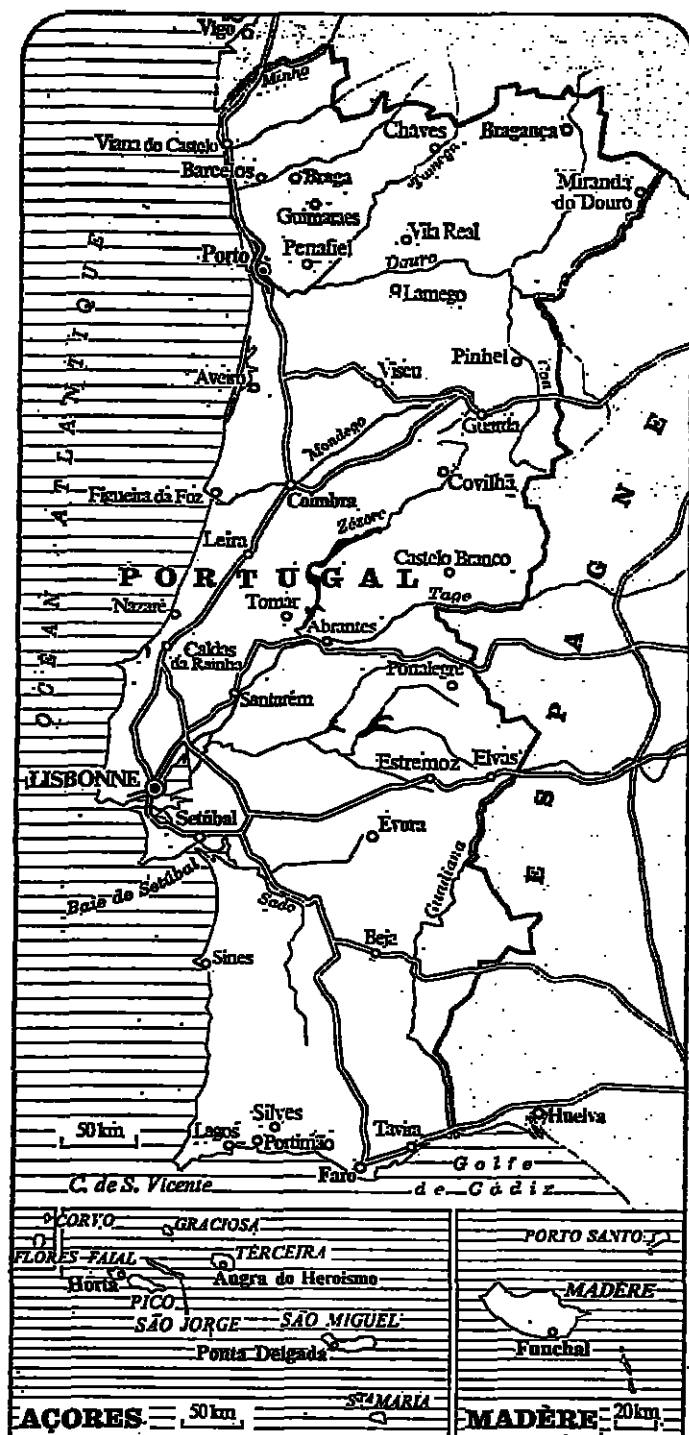
En ce qui concerne le régime des autorisations, les projets d'investissements directs étrangers doivent tenir compte, entre autres, des facteurs suivants : création de nouveaux emplois ; contribution positive à la balance des paiements ; mise en valeur des ressources nationales moyennant leur transformation ; utilisation de biens et de services nationaux ; insertion dans des projets de reconstruction industrielle ; insertion dans des projets de développement régional ; protection d'articles non fabriqués au Portugal ; introduction de technologies avancées ; valeur ajoutée élevée ; recours limité au crédit intérieur ; formation professionnelle de travailleurs portugais ; pollution industrielle réduite.

L'État assurera la protection et la sécurité des biens et des droits résultant des investissements étrangers, qui bénéficieront d'un traitement juste et, sous réserve des dispositions du code des investissements étrangers, de conditions identiques à celles qui sont déjà établies par la loi portugaise pour les entreprises nationales.

L'expropriation de biens ou de droits acquis au titre d'investissements directs étrangers ne pourra avoir lieu que sur le fondement d'utilité publique, moyennant juste indemnisation, qui sera fixée par une commission d'arbitrage et liquidée sans retard injustifié et sans discrimination par rapport aux biens nationaux.

La nationalisation d'entreprises avec participation de capital étranger, aux termes du Code, confère à une juste compensation, fixée par une commission d'arbitrage. L'investisseur étranger pourra recourir contre la décision de la commission d'arbitrage.

L'État garantit le transfert à l'étranger de dividendes et de béné-



- État indépendant depuis le XII^e siècle
 - Régime : République depuis 1910
 - Président de la République : Général Ramalho Eanes
 - Date de son élection : 27 juin 1976
 - Monnaie : escudo (100 escudos = 15,90 F.F.)
 - Population : 8 891 000 habitants
 - Superficie : 89 000 km²
 - Densité : 99,9 habitants/km²
- Population active :**
- Activités primaires : 789 100 (28%)
 - Activités secondaires : 768 700 (27,2%)
 - Activités tertiaires : 1 262 700 (44,7%)
- Indice de niveau de vie (données datant du milieu de 1974) :**
- Médecins (pour 1000 habitants) : 1,2
 - Voitures de tourisme (pour 1000 habitants) : 180
 - Appareils radio (pour 1000 habitants) : 180
 - Téléphones (pour 1000 habitants) : 122

L'évolution politique du processus révolutionnaire

Après un premier contact, euphorique et ardent, avec la démocratie, le processus politique a connu, à travers l'apprentissage de l'activité syndicale et coopérative, dans l'expérience de la liberté d'expression et de réunion, une phase difficile, marquée par le passage, par l'insécurité des menaces de nouvelles dictatures, par l'indiscipline à tous les niveaux, les tentatives d'instabilité. Trois grandes crises ont ponctué ces deux années et se sont traduites en progrès et recul de la révolution. Avec la défaite du coup militaire du 25 novembre, dirigé par des forces d'extrême gauche et certaines forces de gauche, le processus politique a regagné la voie démocratique de type occidental et s'est libéré de la menace d'un coup d'État militaire. L'esprit de la révolution du 25 avril a été une nouvelle fois vainqueur.

Les élections

Malgré un climat de tension politique et les tentatives d'empêcher l'institutionnalisation d'une démocratie de caractère pluraliste, authentique, le Portugal a su met-

tre sur pied les institutions qui en font un État de droit. Les étapes essentielles de cette édification ont été :

• **AVRIL 1975 : LES ÉLECTIONS À L'ASSEMBLÉE CONSTITUANTE** — Le résultat des élections a fait à nouveau apparaître la tendance de l'électorat à marginaliser les courants politiques de l'extrême droite comme de l'extrême gauche. Les suffrages se sont concentrés sur les partis qui, en Europe occidentale, jouissent de la plus grande représentativité. Le Parti socialiste a conservé la première place (34,8 % des voix). Le Parti populaire démocratique s'est confirmé comme le deuxième parti du pays (24,3 %), tandis que le Centre démocratique et social, avec 16 % des suffrages, dépassait le parti communiste, qui obtenait 14,3 % des voix.

• **JUIN 1976 : LES ÉLECTIONS À LA PRÉSIDENCE DE LA RÉPUBLIQUE** — Quatre candidats s'étant présentés aux élections, le général Ramalho Eanes, qui avait l'appui des trois plus grands partis politiques, le a emporté, la majorité absolue, avec 69,75 % des voix.

Le gouvernement constitutionnel et le Portugal de 1976

Suivant la Constitution, le président de la République, tenu simple du résultat des élections, a fait appel à M. Mario Soares.

La situation économique

La situation économique du pays peut être résumée de la manière suivante :

- Le secteur primaire a enregistré un taux de croissance appréciable (3,4 %) en 1974, en raison, essentiellement, de conditions météorologiques exceptionnellement favorables ; en 1975, ce taux n'a pas pu être maintenu, bien que la production de céréales et la quantité de bétail abattus aient augmenté ;
- L'industrie de transformation, qui avait enregistré une brusque récession en 1974 (avec un taux de croissance de 3,6 % seulement), a connu en 1975 une nouvelle stimulation, l'industrie alimentaire étant la seule branche qui enregistre un taux de croissance élevé ;
- Le bâtiment, qui avait connu exceptionnellement une période de grande croissance, s'est maintenu en 1974, accusant cependant une récession de 12,2 % au cours de l'année suivante ;
- La consommation d'énergie a augmenté, malgré la diminution du rythme de production industrielle, augmentation expliquée par les dépenses d'électricité dues à l'existence d'un plus grand nombre d'appareils électro-ménagers ;
- La production de services n'a pas connu d'aléatoire sensible après avril 1974.

La situation est difficile. L'augmentation de la population a été énorme, engendrant des problèmes, au niveau du logement et de l'emploi notamment. Il y a actuellement un taux de chômage de 9,4 % par rapport à la population active. Au cours des deux dernières années, les investissements ont enregistré une baisse de 40 %. La consommation (à prix constants de 1970) a augmenté de 15 %, en raison de l'augmentation de la population et d'une meilleure distribution des revenus, qui a provoqué une augmentation des salaires perçus par la plupart des travailleurs, qui sont fortement soumis à la consommation. La production nationale a diminué. Le déficit total du budget général de l'État est passé de 1 116,5 millions de francs en 1973, à 6 021,5 millions de francs en 1975. La dette extérieure est de l'ordre de 15 322,25 millions de francs. La balance des paiements a enregistré, en 1975, un déficit de 13 063 millions de francs, pour près de 80 %, les réserves de la Banque du Portugal ont été épuisées. L'instabilité politique, le retard dans la définition, et les pratiques des règles de fonctionnement de l'économie (le champ d'action de l'initiative privée n'étant pas défini), le retard dans la promulgation des lois sur

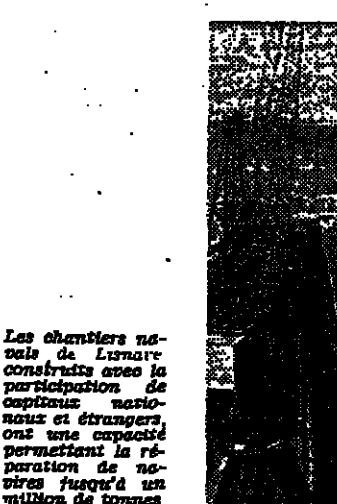
leader du parti socialiste, pour former le premier gouvernement constitutionnel. Celui-ci reçut l'investiture le 23 juillet 1976.

Les investissements privés, un certain usage du pays créés à l'étranger, ont eu pour conséquence la baisse des investissements privés, nationaux et étrangers.

Le Portugal de 1976, pays démocratique confiné à l'Europe — puisque son territoire se limite à l'extrémité du Portugal continental et des archipels des Açores et de Madère, régions dotées d'autonomie administrative et politique, — pose au gouvernement de graves problèmes. Ceux-ci découlent, dans une large mesure, de l'héritage du régime antérieur à la révolution d'avril, de la guerre coloniale et de la décolonisation. Ces colonies fournissaient d'importantes matières premières, absorbaient une proportion considérable de la production industrielle ; des colonies sont arrivées, surtout en 1975, des milliers de Portugais rapatriés. Mais ils sont aussi le produit du processus de destruction avouée et systématique des mécanismes économiques existants qui a accompagné les transformations économiques et structurelles de fond intervenues dans le pays.

Mais la situation politique du Portugal, depuis le milieu de 1976, est différente de ce qu'elle avait été dans les deux dernières années. Le pays dispose maintenant d'une législation démocratique constitutionnelle : il est devenu un « État de droit ». Les grandes réformes apportées par la révolution sont en voie de consolidation, mais dans le respect de la loi, notamment en ce qui concerne le processus de réforme agraire, dans lequel les déviations pratiquées sont en cours de correction. L'autorité de l'État se renforce, lentement, mais progressivement : la discipline ne veut pas dire répression. Les formes de lutte qui, bien que tombant nettement sous le coup des lois pénales, avaient prospéré jusqu'à vers le milieu de 1976, et qui avaient con-

duit à des séquestres illégaux de biens et de marchandises, à des occurrences marquées et illégales de logements et de propriétés, à des destructions de biens ou de lieux, ne sont plus tolérées. L'exercice du contrôle de gestion est réglementé. Les rapports de travail continuent à s'établir en termes progressistes, mais ils doivent être responsables et créateurs de conditions favorables à un climat de travail productif. Les licenciements, la cause la plus délicate, ont été définis. Cet ensemble de dispositions légales, jointes à



Les chemins nouveaux de la construction avec la participation de capitaux nationaux et étrangers, ont une capacité particulière de réparation de nos vices jusqu'à un certain point.

toutes celles qui sont en voie de consolidation dans l'esprit du respect envers la légalité démocratique, le pays a vu une incidence positive sur l'évolution économique. Le gouvernement agit actuellement pour résoudre les nombreux problèmes qui attendent une solution et, pour cela, il compte sur l'aide financière des pays amis et des organisations internationales démocratiques, disposés à l'appuyer, étant donné que le Portugal est ouvert à la collaboration avec tous les pays, sans exception, et à un plan mondial, à partir duquel se comptent plusieurs États de souche portugaise.

Le programme du gouvernement

Le programme du gouvernement constitutionnel, présenté par le parti socialiste devant l'Assemblée de la République, le 2 août 1976, a mérité l'approbation de celle-ci. S'efforçant d'être concret et de définir des ordres de priorité, ce programme présente, dans ses grandes lignes, l'objectif de vaincre la crise et de reconstruire le pays.

On peut synthétiser les objectifs et la politique du gouvernement à travers les points suivants :

- Construire l'État démocratique ;
- Planifier l'organisation économique ;

- Assurer la stabilisation financière indispensable à la relance économique ;
- Consolider les structures de production, lutter contre le chômage et développer la production ;
- Promouvoir une plus grande justice dans la distribution des revenus ;
- Satisfaire les nécessités fondamentales de la population et améliorer la qualité de la vie ;
- Affirmer une politique d'indépendance nationale et de coopération internationale en faveur de la paix.

Selon le programme, la création d'un modèle de développement adapté aux buts de transition de

Le Plan

Selon l'article 91 de la Constitution, l'organisation économique et sociale du pays doit être orientée, coordonnée et disciplinée par le plan, ayant en vue la construction d'une économie socialiste, au moyen de la transformation des rapports de production et de l'accumulation des capitaux.

Le plan doit garantir le développement harmonieux des différents secteurs et régions, une utilisation efficiente des forces productives, une juste distribution individuelle et régionale du produit national, la coordination de la politique économique avec la politique sociale, éducative et culturelle, la préservation de l'équilibre écologique, la défense du milieu et de la qualité de la vie du peuple portugais.

L'article 92,1 affirme que le plan a un caractère impératif pour le secteur d'État et obligatoire, par

la force de contrat-programme, pour les autres activités d'intérêt public. Le deuxième alinéa stipule que le plan définit le cadre auquel devront se soumettre les entreprises des autres secteurs.

La structure du plan comprend trois phases : plan à long terme, à moyen terme, plan annuel.

Le plan à long terme définit les grands objectifs de l'économie portugaise et les moyens pour y parvenir.

Le plan à moyen terme sera en vigueur pour la durée de l'actuelle législature et contiendra les programmes d'action globale, sectoriels et régionaux pour cette période.

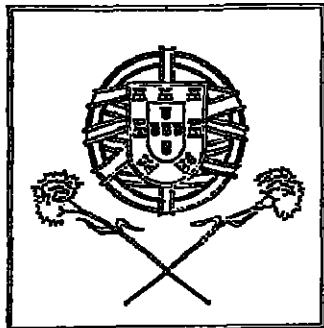
Le plan annuel constitue la base essentielle de l'activité du gouvernement et doit tenir le budget général de l'État pour la même période (article 93).

Le Portugal sur le chemin de l'avenir

En traçant son plan d'action, le gouvernement tient à sauvegarder dans le domaine économique, la démocratie conquise en avril 1974 ; il désire construire un avenir national de liberté et de progrès. C'est dans ce but qu'il aspire à se faire l'interprète du citoyen conscient et à le défendre, selon les principes de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

Quant aux objectifs extérieurs, ils sont clairement définis dans les paroles du président de la République : le Portugal souhaite intensifier sa participation aux

espaces économiques, culturels et affectifs dont il se sent proche dans l'Europe au sein de laquelle il est situé, dans le monde de langue portugaise, constitué par le Brésil et les anciennes colonies africaines, auquel le lient de profonds liens affectifs et culturels. Le Portugal collaborera avec tous les pays disposés à parcourir, avec lui, les chemins de la paix et à partager le pain de l'emploi, dans un monde sans blocs dans lequel de puissants recours cesseraient d'être détournés au profit de l'industrie des armements.



POLITIQUE

La réforme agraire divise le pays

La réforme agraire est l'un des aspects les plus controversés de la politique portugaise depuis le 25 avril 1974. Elle a divisé le pays en deux camps : celui de la gauche, qui considère la réforme agraire comme une conquête de la révolution, et celui de la droite, qui considère la réforme agraire comme une mesure de redistribution des richesses.

Un point, pourtant, est acquis : deux ans et demi après la chute du gouvernement de M. Caetano, les rapports de production dans la vaste plaine de l'Alentejo sont bouleversés. Plus d'un million d'hectares de terre, un quart de la surface cultivable du Portugal, ont été enlevés à leurs propriétaires. Ils sont désormais exploités collectivement par les travailleurs organisés en coopératives ou en « unités collectives de production ». Et la récolte de 1976 a été l'une des meilleures des dernières années.

La loi sur la réforme agraire a été promulguée le 29 juillet 1975, sous le quatrième gouvernement provisoire présidé par le général Vasco Gonçalves. Elle avait été proposée, cinq mois plus tôt, par le commandant Melo Antunes, lors de la présentation de son « programme de politique économique et sociale ». Amendée par le ministre socialiste M. Lopes Cardoso, responsable de l'agriculture jusqu'en novembre dernier, elle décide notamment : l'expropriation de toutes les propriétés ayant un rendement supérieur à cinquante mille points (1) et de la totalité des terres irriguées, grâce à des investissements publics, soit, sur ce poste, 80 000 hectares ; l'ouverture d'un institut de réorganisation agraire, chargé de promouvoir la création d'unités de production

Le 25 avril 1974 a entraîné deux grands changements de nature politique au Portugal : la décolonisation, et la démocratisation de la vie publique. La « révolution aux ceillots » a aussi été à l'origine de profondes transformations économiques et sociales. Trois d'entre elles sont, généralement, saluées par les partis de gauche comme les grandes « conquêtes de la révolution » : la réforme agraire, les nationalisations et le contrôle ouvrier. Les communistes réclament leur consolidation. Les socialistes au pouvoir se veulent leurs plus ardents défenseurs.

Hier, les « conquêtes de la révolution » étaient saluées par des foules en délire. Aujourd'hui, elles servent de baromètre à la vie politique portugaise : les attaques portées contre elles sont la mesure du glissement à droite du pays.

dans les propriétés expropriées ; l'octroi au propriétaire exproprié d'un « droit de réserve » : une surface de terrain correspondant à un rendement de cinquante mille points. La loi remet à plus tard l'organisation des nouvelles structures de production, ainsi que la définition d'un statut juridique.

Dans toutes les régions où prévaut la réforme agraire — en gros entre la vallée du Tage et la province de l'Algarve, — les travailleurs n'avaient pas attendu la promulgation de textes juridiques pour passer à l'action. Mobilisés par le parti communiste, ils avaient déjà occupé les deux tiers de la surface expropriable et constitué plus de quatre cents unités collectives de production qu'ils entendaient faire diriger par des « commissions de travailleurs » ou des « commissions de direction » élues par la base. En pratique, les syndicats pro-communistes ont pris le contrôle de l'affaire.

La riposte des grands propriétaires fonciers touchés par l'expropriation a été rapide. Mettant à profit des divergences au sein de la gauche portugaise, ils se sont engagés dans une véritable croisade anticommuniste. Un petit village — Rio Maior, — situé sur le principal axe routier reliant Lisbonne à Porto, a donné l'exemple : un jour du mois de juillet 1975, des journaux de la capitale y ont été brûlés, et les sièges de partis de gauche, dont celui du P.C.P., ont été saccagés. Très vite, d'autres actions similaires ont eu lieu dans le centre et le nord du pays. Une Confédération des agriculteurs du Portugal (CAP) a été créée pour combattre la « loi communiste » et faire valoir les droits des « agriculteurs spoliés ». Elle a bénéficié d'un appui considérable des petits et moyens propriétaires.

Un pays coupé en deux

Pour ceux-ci, il est vrai, la révolution n'avait pas fait grand-chose. Ils attendaient une garantie des prix d'achat, une rationalisation des circuits commerciaux — toutes mesures qui auraient amélioré leurs revenus. Rien de tel n'a été fait. Les petits propriétaires ont plutôt vu leur situation se dégrader, du fait de l'inflation.

En outre, ils étaient alarmés par les mauvaises nouvelles en provenance du Sud. De fausses dépêches diffusées par les journaux de droite décrivait des violences commises dans l'Alentejo. Les paysans portugais n'avaient au milieu de 1975 qu'un point commun : ils ne comprenaient rien aux mesures prises à Lisbonne. Pour le reste, le pays était coupé en deux (2). Syndicats agricoles et CAP menaient les deux camps adverses au combat.

L'occupation des grands domaines, dans le Sud, avait, effectivement, provoqué quelques « bavures ». Mais leur nombre était demeuré limité : une centaine de « cas douteux », selon une enquête menée en janvier 1976 par une commission ad hoc. Il s'agissait, la plupart du temps, de petits ou de moyens agriculteurs, ou de rentiers dont les terres avaient été occupées en même temps que de grandes propriétés attentives, « dans la soube », en quelque sorte : 16 000 hectares avaient, ainsi, été illégalement pris à leurs propriétaires. Leur restitution, commencée en octobre dernier, a eu lieu dans le calme.

Cette régularisation de la situation ne faisait guère l'affaire de la CAP, soucieuse de garder sa clientèle mobilisée. Repartant en guerre contre le ministre de l'agriculture, qui était, jusqu'au mois dernier, M. Lopes Cardoso, elle le qualifie de « marxiste » — l'opposant, au premier ministre — démocrate ». En réalité, il ne s'agissait déjà plus de réparer des abus : la loi sur la réforme agraire elle-même était la cible des attaques. La droite en exigeait la révision. Le Centre démocratique et social a, récemment, en vain, proposé au Parlement de suspendre les expropriations. Il déposera, au début de l'année prochaine, un projet de loi sur la propriété rurale.

Des pressions sont exercées pour que les terres correspondant aux cinquante mille points « réservés » aux anciens propriétaires leur soient rapidement rendues. Presque toutes les propriétés expropriées collectivement reviendraient, dans ces conditions, sous latifundisme.

Un demi-million d'hectares restent à exproprier aux termes de la loi. Le gouvernement, par la voix du ministre de l'agriculture, M. Barreto, a annoncé, le 9 décembre, que les expropriations seraient poursuivies. Une telle politique est susceptible de résoudre les conflits les plus graves et de faire baisser la tension dans l'Alentejo.

Moins de mille trois cents personnes ont été expropriées, appartenant sans doute à moins de quatre cents familles. La plupart d'entre elles avaient des intérêts dans des secteurs plus rentables de l'économie. Elles ont été plus touchées par la nationalisation des banques que par les expropriations des terres. Mais la lutte contre ces dernières, qualifiée de « collectivisation du sol », mobilise bien évidemment plus de gens, et de façon plus passionnelle que l'évolution du secteur bancaire.

JOSÉ REBELO.

(1) Selon une étude du ministère de l'agriculture, mille « points » correspondent au revenu moyen d'un hectare de terre irriguée et de 7 hectares de terre non irriguée. Dans le cas de « terres extrêmement fertiles », situées notamment dans la région au nord de Lisbonne, 50 000 points peuvent être atteints avec seulement 10 hectares. Le même montant correspond à plus d'un million d'hectares dans les zones les plus pauvres de l'est et du sud de l'Alentejo. D'après des calculs effectués par l'Administration fiscale, 50 000 points devraient procurer un revenu annuel net de 16 000 F.

(2) Avant la « révolution aux ceillots », sur 3 540 propriétés de plus de 100 hectares, 3 019 se situaient au sud du pays, dont 1 325 dans le département de Béja — où les propriétés de moins de 1 hectare de superficie représentent 91 % de la surface cultivable. Dans les districts de l'Alentejo, le pourcentage des propriétés appartenant à des agriculteurs est de 91 %. Dans le nord du pays, en revanche, à Aveiro, à Braga, à Viana do Castelo, le pourcentage de la population exploitant ses propres terres oscille entre 60 et 80 %.

« La gauche vaincra »

La blancheur des murs contraste avec le vert de la plaine légèrement ondulée. Pias, à une quarantaine de kilomètres au sud-est de Béja, est le plus communisme de tous les villages communistes de l'Alentejo. Ici, les affiches et les inscriptions politiques sont rares. La propagande est inutile. Tout le monde semble savoir à quoi s'en tenir. Aux élections législatives du 25 avril dernier, sur 2 716 votants, le P.C.P. a recueilli 1 828 voix.

Dans la commune de Pias, il y avait dix-sept grandes propriétés. Elles ont toutes été occupées, puis expropriées. Aujourd'hui, 11 000 hectares de terres d'un seul tenant composent l'« unité collective de production » : « La gauche vaincra ».

« La gauche vaincra », c'est 4 500 hectares de blé, 2 200 ha d'oliviers, 3 800 ha de céréales, 520 ha de vignes et 26 ha d'orangers, de figuiers et d'amandiers. C'est aussi plus de mille agneaux, un millier de bovins, des cochons. « La gauche vaincra » possède soixante et onze tracteurs, treize scri-

meuses, deux bouteurs, huit voitures de transport. C'est une des unités de production les plus riches de l'Alentejo. La plus grande partie du bétail et des machines viennent des anciens propriétaires. « Contrairement à ce qui s'est passé dans beaucoup d'autres régions, ici, il n'y a pas eu la possibilité de passer tout ça en Espagne », précise un des ouvriers agricoles.

Il explique les différentes étapes de l'occupation des terres, achevée le 25 septembre 1975 : « D'abord, le syndicat de Béja a imposé des travailleurs aux propriétaires qui ne voulaient pas mettre en valeur leurs terres, ce que nous considérons comme un sabotage économique. Puis nous avons constitué, dans chacune des propriétés, une commission de travailleurs qui, petit à petit, a assuré le contrôle de la production. » A la veille de l'occupation, les propriétaires ne mettaient pratiquement plus les pieds ici. Aujourd'hui, « La gauche vaincra » est en règle avec la loi. « Nous avons les papiers et tout », déclare avec un certain orgueil notre interlocuteur.

Les tâches sont réparties entre les membres de la direction. Il y a un responsable du bétail, un responsable des machines, un responsable de l'organisation du travail. Ils ont tous été élus à bulletin secret. Tous ne seraient pas communistes : « Ce qui nous intéresse, ce sont des gens disposés à travailler », déclare-t-on dans le

village. Pourtant, les décisions les plus importantes sont visiblement prises au siège du P.C.P. : une salle assez vaste, aux murs blanchis à la chaux et au sol cimenté, avec, pour tout mobilier, une vieille table et quelques chaises. Deux portraits, l'un de Lénine, l'autre du « Che » Guevara, décorent la pièce.

On évoque l'époque difficile de la dictature. En 1954, les travailleurs ont déclenché une grève pour exiger des salaires plus élevés. La riposte du gouvernement ne s'est pas fait attendre : le lendemain, la garde nationale républicaine emmenait soixante-deux villageois à la prison. Pendant des années, la lutte des habitants de Pias n'a pas connu de trêve. Ils ont dû s'opposer à d'autres travailleurs recrutés dans l'Algarve au moment des moissons. Puis, les propriétaires ont commencé à acheter des machines. « Parfois, on répandait des objets métalliques dans les champs pour les saboter », se rappelle un vieux militant.

A partir de 1960, beaucoup de villageois ont émigré vers la France et l'Allemagne, comme Manuel do Rosario, solide paysan d'une cinquantaine d'années, aujourd'hui député du parti communiste à l'Assemblée législative. Le village a alors perdu de sa combativité, et les agents locaux de la PIDE (l'ex-police politique) ont un peu laissé souffler les gens. Pour la population de Pias, le 25 avril a, évidemment, été un grand jour.

« La gauche vaincra » donne du travail à quatre cent hommes. Le salaire, égal pour tous, est de 850 francs par mois. Les anciens propriétaires ne payaient que 15 francs par jour, et cela seulement pendant une partie de l'année. « Le reste du temps, on avait à peine de quoi manger ».

Plusieurs centaines de petits agriculteurs subsistent dans la région. Parmi eux, une quarantaine se sont regroupés au sein d'une coopérative. « La gauche vaincra » a soutenu leur initiative, leur donnant 1 500 hectares de terres.

Pour court-circuiter les intermédiaires, on a créé une coopérative de consommation, qui alimente la presque totalité des six mille habitants de Pias. Certains petits commerçants ont compris qu'ils ne pouvaient pas concurrencer l'expérience. Ils ont demandé à s'y associer. On les a acceptés. A présent, ce sont eux qui dirigent l'affaire. La recette quotidienne de la coopérative dépasse 5 000 F. On y trouve de tout : du petit vin du coin au cognac français à 60 F la bouteille.

« La gauche vaincra » veut se faire connaître. Le 2 décembre dernier, une camionnette chargée de 50 hectolitres d'huile est partie pour Porto. L'idée est venue de nos camarades du parti, souligne le député du P.C.P. Ils vont dire aux gens du Nord : voici de l'huile moins chère, de l'huile de la réforme agraire. — J. R.

(Publicité)



CAIXA GERAL DE DEPÓSITOS

Institut de Crédit de l'Etat fondé en 1876

L'activité de la « Caixa Geral de Depósitos » a été de 35 % sur l'année précédente, ce qui traduit la confiance traditionnelle de la population à cet établissement de crédit.

DEPÔTS

(en millions de francs)

	1974	1975	Croissance par rapport à 1974
Total des dépôts au 31 décembre	8 832	12 261	+ 2 429 (+ 28 %)
Part : dépôts à terme	4 500	5 239	+ 739 (+ 16 %)

Presque la moitié des dépôts de la « Caixa » est constituée par des dépôts à terme, dont les taux d'intérêt ont augmenté considérablement en cours d'année, stimulant la constitution de nouveaux comptes. L'augmentation des dépôts en certains mois s'explique partiellement par des transferts d'épargne, qui jouent un rôle important dans ces dépôts.

Quant aux crédits octroyés en 1975 (nouvelles opérations de financement), ils ont atteint 5 537 millions de francs, ce qui a permis une progression du total des soldes débiteurs des prêts en fin d'année de 9 335 millions de francs en 1974 pour 11 870 millions en 1975, soit + 24 %.

PRÊTS

(en millions de francs)

	1974	1975	1976
Credits octroyés pendant l'année	2 743	5 443	5 537
Total des soldes débiteurs en fin d'année	6 883	9 335	11 870

Des crédits octroyés, une partie considérable a été due aux opérations à court terme (une partie desquelles a été renouvelée pendant l'année), qui ont atteint 2 918 millions de francs.

La plupart de ces opérations ont été contractées avec des organismes publics ou contrôlés par l'Etat et ont été destinées à financer l'importation de produits alimentaires.

En ce qui concerne les crédits à moyen et à long terme, on doit souligner les prêts à l'industrie, aux services, à l'agriculture et au bâtiment, et également aux organismes du secteur public.

A travers le crédit foncier un appui appréciable a été rendu à l'industrie du bâtiment, dans le but de réduire le chômage et, en même temps, d'appuyer la construction de logements à bon marché.

L'expansion du solde débiteur des crédits à la construction a été de 1 821 millions de francs par rapport à 1974. Ces crédits ont été accordés soit directement, soit par des prêts hypothécaires pour l'achat individuel de logements. Pendant l'année, ces opérations ont atteint 2 266 millions de francs, ce qui a permis la construction ou l'acquisition de 2 226 logements au coût de 687 millions de francs.

Les crédits aux industries extractives et manufacturières (expansion de 476 millions de francs dans les soldes débiteurs) comprennent soit le financement d'investissements en cours, soit la concession de crédits à des entreprises en situation financière difficile, particulièrement aux petites et moyennes entreprises pour le suivi des projets de reconversion industrielle. On doit à l'industrie manufacturière la plus grande partie de l'expansion de ce solde débiteur (338 millions de francs).

Dans le financement à l'agriculture et à la pêche, l'établissement a continué à appuyer ces secteurs, spécialement à travers le crédit à l'Institut des Céréales (+ 228 millions de francs), du Crédit agricole mutual, de nouveaux prêts à l'Institut de Réorganisation Agraire, et aussi des opérations pour la rénovation et l'équipement de la flotte de pêche.

Dans le secteur des services, les crédits octroyés, surtout au secteur public, ont augmenté, ce qui a permis une expansion du solde débiteur de 800 millions de francs. On doit mentionner en évidence les financements au secteur de l'électricité (+ 206 millions de francs), des Transports et Communications (+ 430 millions de francs) et à l'Administration Centrale et Locale (+ 238 millions de francs).

L'année écoulée, et malgré les difficultés de la situation économique, l'action de la « Caixa » a été marquée par un rythme très positif : le total des opérations actives, le 31 juillet, atteignait environ 15 000 millions de francs, ce qui représente une progression de 1 500 millions sur la même date de l'année précédente. Par rapport à la fin de 1974, l'accroissement est de 860 millions de francs.

En ce qui concerne les crédits octroyés pendant les sept premiers mois (2 228 millions de

francs), en plus des crédits à court terme (environ 1 140 millions de francs), les prêts à moyen et à long terme pour l'industrie, les services et la construction urbaine sont de nouveau au premier plan.

Les taux d'intérêt de ces crédits peuvent varier selon les cas. Pour l'acquisition ou la construction de logements, les taux se situent entre 9 % et 12,5 %, en fonction de la valeur de la surface couverte par mètres carrés. Cependant, il y a un type de crédit pour l'acquisition dont les taux d'intérêt, subventionnés après les revenus des familles, varient de 4 % à 9 %.

Pour le crédit agricole, les taux varient entre 4,5 % et 8,5 % ; pour les crédits à l'industrie et aux services, entre 9,5 % et 11,75 %.

Dans la même période, l'accroissement des dépôts se poursuit, tout spécialement dans les dépôts à terme. A la fin de l'année, le total des dépôts a atteint 12 261 millions de francs, soit une augmentation de 2 429 millions de francs par rapport à la fin de 1974. L'augmentation des dépôts a été de 1 500 millions de francs, ce qui traduit un mouvement très fort de retour de l'épargne au système bancaire.

La « Caixa Geral de Depósitos » dispose d'un vaste réseau de succursales et d'agences (127 disséminées sur l'ensemble du territoire) ; elle a aussi la possibilité de recueillir des dépôts dans les bureaux de finances de toutes les communes où elle n'a pas de représentation directe.

L'institution comprend encore un service de Caisses d'Épargne Postales, en liaison avec les bureaux de Poste répartis sur tout le pays.

C'est ainsi que la couverture de l'ensemble du territoire est assurée, permettant une activité de plus en plus dynamique dans la formation de la petite et de la moyenne épargne, et son utilisation pour des investissements ayant pour but le progrès économique et social.

Le réseau des correspondants à l'étranger s'est accru depuis la création du département ad hoc. Pendant les cinq dernières années, les rapports avec d'autres institutions bancaires du monde entier ont connu une expansion considérable, les facilitant le financement du commerce extérieur du pays.

C'est aussi le département de l'étranger qui s'occupe des transports des émigrants. A présent, en outre, pour les ouvriers portugais travaillant à l'étranger, un système d'épargne-croisés leur permet de faciliter l'octroi de crédits pour des acquisitions d'immobiliers (avec un taux d'intérêt très bas et des exemptions fiscales exceptionnelles) et des dépenses ayant traitées au Portugal une somme équivalente à l'emprunt précédent.

Sur le plan international, l'institution dispose encore d'une agence à Rio-de-Janeiro et d'une autre à Paris, dont l'objectif principal est aussi d'appuyer les émigrants portugais.

conquête de la révolution

NATIONALISATIONS ET CONTROLE OUVRIER

La première décision du Conseil de la révolution, né le lendemain de la tentative du coup d'Etat spinoïste du 11 mars 1976, a été de nationaliser les banques. Vingt-quatre heures plus tard, toutes les compagnies d'assurances étaient également placées sous le contrôle de l'Etat.

Ces mesures ont donné le branle à un extraordinaire mouvement social dans tout le Portugal.

Le 17 mars, le Syndicat des transports routiers demandait au gouvernement de nationaliser ce secteur. Quelques heures plus tard, au cours d'un meeting de l'intersyndical, le mot d'ordre de poursuite des nationalisations était repris par une foule en délire.

Réuni en séance plénière, le 14 avril, le quatrième gouvernement provisoire, à peine constitué, décidait, enfin, de nationaliser les compagnies de production et de distribution de l'énergie électrique, les compagnies de transport maritime, aérien et ferroviaire, les raffineries et la sidérurgie.

Ces mesures furent favorablement accueillies par les partis de gauche. « Il faut, désormais, que les travailleurs se consacrent à la bataille de la production », déclarait alors le mouvement démocratique portugais. Le même appel, lancé par le parti communiste, invitait les travailleurs à « comprendre » que le « temps des exploités » était révolu. De son côté, M. Mario Soares considérait les nationalisations comme « un pas en avant dans la transition vers le socialisme ».

Les reportages à la télévision et les gros titres des journaux aidant, beaucoup de travailleurs ont, vers cette époque, pris le contrôle de leurs entreprises. Dans les secteurs de l'hôtellerie et du textile — où prédominent des petites exploitations en proie à une crise profonde, bien antérieure à la « révolution aux ciseaux » — un nombre considérable de patrons basculèrent les bras, incapables de se faire respecter comme naguère, et désarçonnés par les exigences syndicales. Certains prirent la cés des champs. D'autres sautèrent l'occasion pour se déclarer en « faillite ». Quelques-uns furent purement et simplement mis à la porte de leur entreprise.

Défendre l'emploi

Deux cent vingt entreprises sont, ainsi, passées sous le régime de l'autogestion. Des « lettres de créance » fournies par le ministère du travail leur ont permis d'utiliser les comptes bancaires des anciennes sociétés.

Les événements se déroulaient à l'époque du « pouvoir populaire » — que les adversaires du général Vasco Gonçalves appelaient « anarcho-populisme ». Plus de deux mille coopératives sont alors nées en quelques mois : cinq cent vingt-cinq dans le secteur des industries de transformation, autant dans le commerce et dans l'hôtellerie, environ trois cents dans le bâtiment.

La notion de « contrôle ouvrier », devenait une idée-force. Au cours d'assemblées générales les tra-

vailleurs demandaient à connaître les détails de la gestion de leur entreprise, afin de combattre le chômage, d'empêcher la fuite des capitaux, d'orienter la production en fonction des nécessités d'une « société socialiste ».

Tandis qu'on observait cette effervescence dans le monde du travail, un mouvement d'occupation de maisons vides s'était étendu à tout le pays. Dans des villages situés au sud de la vallée du Tage, les habitants prirent en main la recherche de logements pour les familles nombreuses ou économiquement faibles. A Lisbonne, ce sont, très souvent, les formations d'extrême gauche qui furent à la pointe du mouvement.

Le tournant politique pris au Portugal le 25 novembre 1975 modéra les ardeurs révolutionnaires des mois précédents. « Il faut à tout prix consolider les conquêtes de la révolution », proclamaient alors les députés de gauche à l'Assemblée constituante. De ces « conquêtes », les nationalisations semblent aujourd'hui, du moins dans l'immédiat, les moins menacées. Même les formations politiques situées à droite de l'actuel gouvernement ne contestent pas formellement leur utilité. A l'avenir, on procédera, probablement, à la fusion de certaines banques et à des spécialisations dans ce secteur. On envisage, aussi, dans un souci de rentabilité, une réorganisation des principales entreprises d'Etat. Celles-ci seraient amenées à jouer un rôle moteur dans la redressement espéré de l'économie nationale.

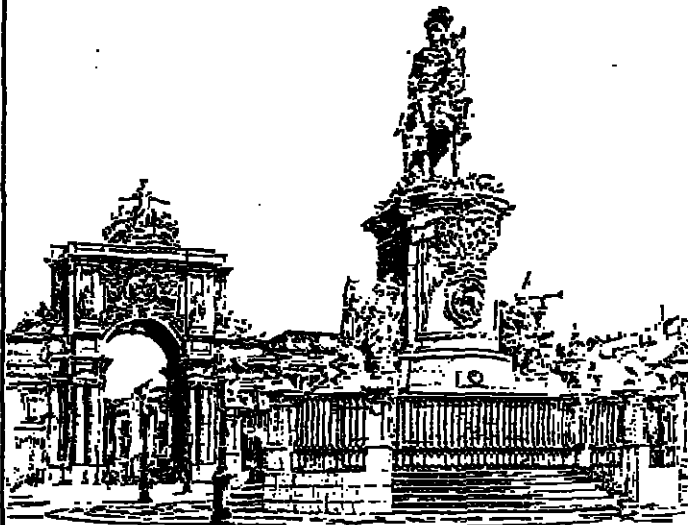
Certaines entreprises en auto-gestion pourraient, quant à elles, s'associer, afin d'augmenter leurs possibilités de survie. D'autres seraient rendues à leurs propriétaires. Celles qui resteraient sous le contrôle des travailleurs pourraient se transformer en coopératives. Mais beaucoup d'entre elles auraient une existence précaire, faute de moyens financiers.

Quant au contrôle ouvrier, il pourrait évoluer vers des formules désormais classiques en Europe de « participation à la gestion ». Les projets du gouvernement restent imprécis à cet égard. Mais dans de nombreuses entreprises, les revendications des « folles journées » de l'été 1975 ont été oubliées. Un autre objectif, plus pressant, s'est imposé : la défense de l'emploi.

Enfin, le processus d'expulsion des familles qui avaient occupé des maisons vides est entamé. Le 6 septembre dernier, quelque deux mille manifestants se sont rassemblés devant le palais de Sao-Bento pour exiger du gouvernement l'application de l'article 65 de la Constitution, qui assure le droit au logement. Ils protestaient contre une vingtaine d'expulsions déjà ordonnées. Le ministre de la Justice a annoncé qu'il importait de « normaliser » une situation qui risque de tarir les investissements privés dans la construction. Un impôt spécial devrait être créé prochainement afin de résoudre les problèmes dramatiques que créent l'application d'une telle politique.

J. R.

BANCO DA AGRICULTURA



SIEGE SOCIAL: LISBONNE — Rua de Assunção, 74
AGENCES A LISBONNE — Alcântara, Benfica, Castilho, Estrela, Olivais, Praça do Chile, São Sebastião
SUCCURSALE PRINCIPALE A PORTO — Rua do Bonjardim, 260
AGENCES A PORTO — Arcos, Flores
AUTRES SUCCURSALES — Aljubar, Aveiro, Braga, Carregal do Sal, Celorico da Beira, Ferreira do Alentejo, Figueira da Foz, Lagos, Macedo de Cavaleiros, Mora, Nazaré, Portalegre, Setúbal, Torres Vedras, Vila Nova de Cerveira, Vila Pouca de Aguiar, Funchal, Fátima
DELEGATIONS (EXCHANGE) — Malaga, Vilar Formoso, Figueira da Foz, Carvoeiro
PARTICIPATION — Banco Popular Español — Madrid
BUREAU DE REPRESENTATION — 22, rue de St. Augustin PARIS 75002 33, Gaesemarkt — 2 HAMBURG 36

“l'autre Portugal”..

... Si vous recherchez quelque chose de plus...

Si la mer ou le soleil ne vous suffit pas.

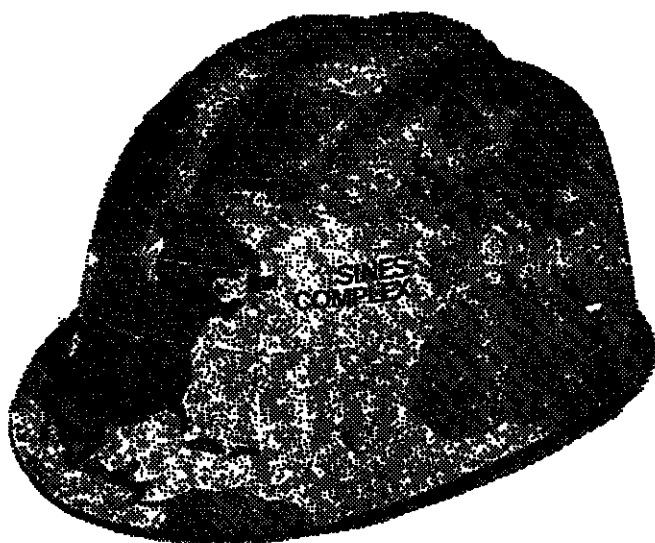
Alors... Le Portugal vous étonnera.

Parcourez ses merveilleuses forêts de chênes toujours verts.

Empruntez leurs sentiers perdus et découvrez un Portugal inconnu.

“L'autre Portugal”.

Tous renseignements :
OFFICE NATIONAL DU TOURISME PORTUGAIS
7, rue Scribe - 75009 Paris.
Tél : 073.44.71/742.59.81



COMPLEXE DE SINES, un port ouvert pour l'Europe.
Terminal pétrolier, terminal minéralier, terminal pour la charge générale, port de pêche.
Octobre 1977: quai jusqu'à 130.000 taw
Décembre 1977: quai jusqu'à 300.000 taw
Décembre 1978: quai jusqu'à 500.000 taw

COMPLEXE DE SINES, l'opportunité pour l'investisseur.
Raffinerie, pétrochimie, engrais, industrie chimique et métallurgie non ferreuse, transformation des pyrites, usines pour la métallurgie lourde, industries légères.

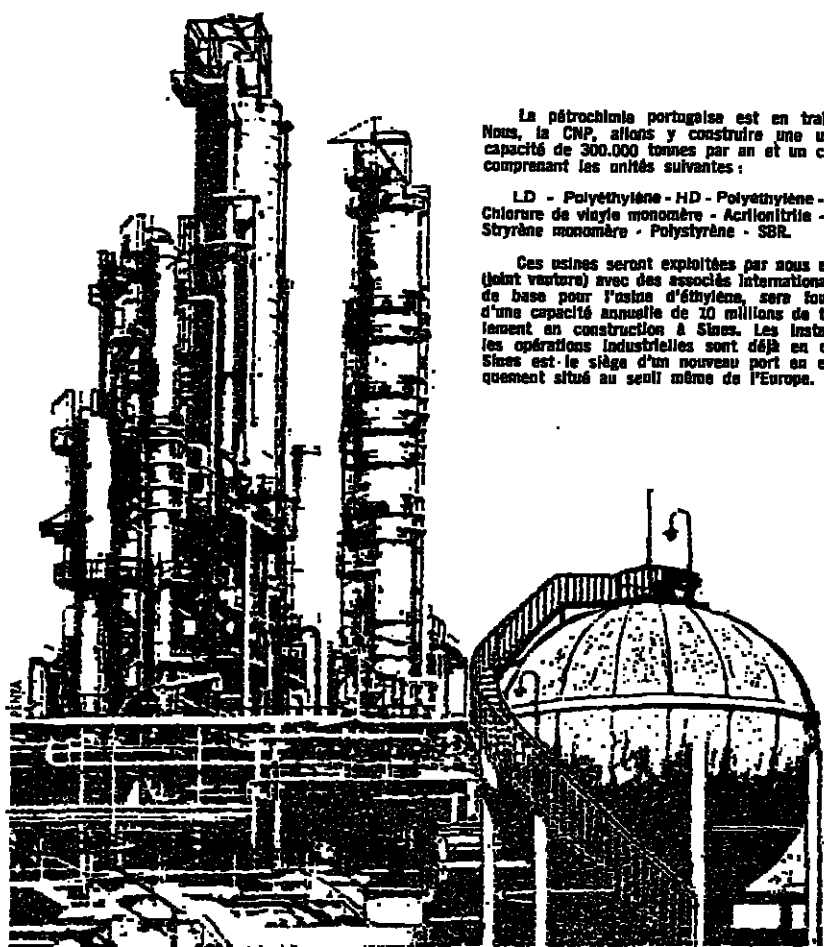
Europort de l'Atlantique COMPLEXE DE SINES Une conception pour le Monde

COMPLEXE DE SINES, le genre de vie pour un peuple.
Nouvelle ville pour 100.000 habitants, avec écoles, espaces verts, et liaisons aux réseaux routiers et de chemins de fer nationaux.
22.000 nouveaux postes de travail.

COMPLEXE DE SINES, le travail pour un pays.
COMPLEXE DE SINES, une responsabilité pour une nation.

PORTUGAL — Gabinet de Área de Sines
Rua Artilharia Um, N.º 33 — Lisboa
Téléphone 655640/9
Téléc 12572 GASLSP

FACE A L'ATLANTIQUE, UN NOUVEAU CENTRE PÉTROCHIMIQUE EN EUROPE CNP-SINES



La pétrochimie portugaise est en train de naître à Sines.
Nous, la CNP, allons y construire une usine d'éthylène d'une capacité de 300.000 tonnes par an et un complexe pétrochimique comprenant les unités suivantes :

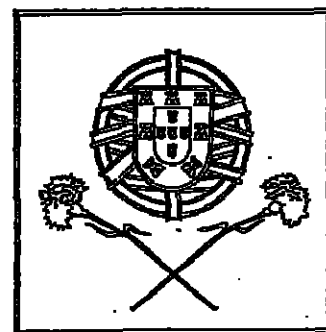
LD - Polyéthylène - HD - Polyéthylène - Polypropylène - PVC - Chlorure de vinyle monomère - Acrylonitrile - Benzène - Butadiène - Styrolène monomère - Polystyrène - SBR.

Ces usines seront exploitées par nous une entreprise commune (joint venture) avec des associés internationaux. Le produit, produit de base pour l'usine d'éthylène, sera fourni par la raffinerie, d'une capacité annuelle de 10 millions de tonnes, qui est actuellement en construction à Sines. Les installations annexes pour les opérations industrielles sont déjà en cours de construction. Sines est le siège d'un nouveau port au cas profond, stratégiquement situé au seul milieu de l'Europe.



COMPANHIA NACIONAL DE PETROQUÍMICA

Rua de Artilharia Um, 79 - 7.ª Lisboa, Portugal.
TEL. : 67-60-71 - 1081 - 10537 PETROS P.



ÉCONOMIE

POUR la plupart des citoyens portugais, deux traits résument l'évolution économique de leur pays depuis le 25 avril 1974. Le premier est une amélioration de leurs salaires réels, encore sensible aujourd'hui. Le second, négatif celui-ci, est une aggravation du chômage.

Depuis deux ans et demi, les salaires n'ont cessé d'augmenter plus vite que le coût de la vie. En 1973, dernière année de la dictature, face à un taux d'inflation de 30 %, le salaire réel des travailleurs de l'industrie avait baissé et celui des travailleurs ruraux avait stagné. Or, la dernière étude économique du Banco Português do Atlântico montre qu'en mars 1976 le taux d'augmentation des salaires de l'industrie était encore en avance de 8 points sur la hausse du coût de la vie. Pour les salariés ruraux, la différence entre la progression de l'indice de leur salaire et celle de l'indice des prix était de 23 points, en leur faveur, en mars 1976.

Pour l'année 1976, le taux d'inflation au Portugal sera voisin de 17 %, supérieur à celui de 1975 (15 %) mais inférieur qu'en 1974. Il a fallu attendre ces dernières semaines pour que la courbe d'augmentation des prix vienne frôler celle de la hausse des salaires nominaux.

S'agissant du chômage, une conjonction de facteurs est venue aggraver la situation : crise internationale, fermeture de cette source de devises que constituait, naguère, l'émigration, décolonisation, démobilitation d'une armée pléthorique. Rappelant ces faits, M. Tito de Morais, secrétaire d'État à la population et à l'emploi, estimait récemment à quatre cent

mille environ le nombre des chômeurs au Portugal — soit environ 12 % de la population active. Il estimait, cependant, que le nombre des licenciements déclarés — sans avoir de valeur absolue en lui-même — était un meilleur indice des tendances de l'emploi que celui des chômeurs inscrits (cent cinquante mille environ).

A cet égard, la situation s'améliore, puisque la moyenne mensuelle des licenciements déclarés au premier semestre 1976 n'était que de deux cents, contre cinq cents en 1975 à la même époque. Ce progrès et le fait que le nombre des demandeurs d'emploi connus diminue également, de 2 %, confirment la légère reprise d'activité économique qui se manifeste ces derniers mois.

L'indice de la production industrielle a augmenté de 5 %, entre mai 1975 et mai 1976, et il semble que la reprise se soit accentuée au début de cette année. Au total, en 1976, le progrès de la production intérieure brute devrait dépasser 5 % (au coût des facteurs) contrastant avec le recul de 2,7 % observé en 1975.

Les banques contre les entreprises

Aujourd'hui comme hier, la « crise » si souvent évoquée de l'économie portugaise n'apparaît pas encore clairement à l'observateur de passage. Elle n'est pas, non plus, perceptible dans la vie quotidienne de ceux des Portugais qui ont un emploi. Ce n'est qu'au niveau des grands équilibres du pays qu'elle est évidente. Ceux-ci révèlent un fait capital : les Portugais se sont mis, depuis deux

ans, à consommer tout ce qu'ils produisent.

Ils ont cessé d'épargner. 1976, l'épargne nationale restera, probablement 34 milliards d'escudos (1), soit un plus de 7 % du P.N.B., ou 4 % seulement en 1975 — 23 % en 1973. C'est peu, si l'on considère que cette somme aura les 27 milliards d'esc — montant comparable à celui de 1974 — qu'auront env les Portugais émigrés.

Parallèlement, l'investissement stagne : moins de 13 % d dépenses nationale lui seront affectés cette année, contre 1 en 1975, mais 22 % en 1973. Les entrées de capitaux étrangers au titre des investissements ont légèrement augmenté 1975, dernière année connue atteignant 268 milliards d'escudos. Mais il s'agit, pour sentiel, d'une réaffectation certaines entreprises existantes et non d'investissements nouveaux (2).

Quant aux entreprises portugaises, elles peuvent d'au moins investir que la plu n'ont plus de fonds de roulement. Les anciennes figures proues de la Banque portug ont été contraincées de qu le pays. Mais les directeurs banques sont encore occupés dans la très grande majorité cas, par des conservateurs attendant le retour des es Ils ne sont, en tout cas, pas poés à soulager la trésor d'entreprises qui ont, sou écarté leur patron.

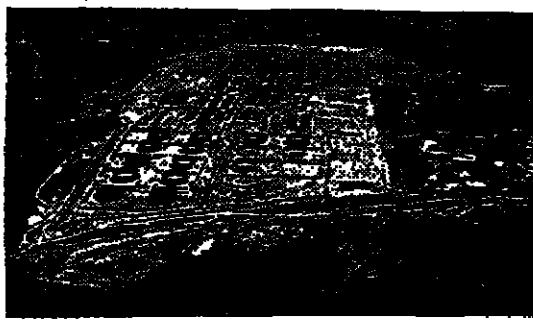
A la mi-octobre, la commis de travailleurs de l'entrepr travaux publics J. Piment l'une des plus grandes du leur et certainement l'une plus rentables — expliq que, « avec un carnet de c mandes assurant du tr pour trois ans, elle allat p

Industrie portugaise du pétrole UNE NOUVELLE RAFFINERIE A SINES

PETROGAL, la société nationale récemment créée, comprenant CIDLA, PETROSUL, SACOR et SONAP, construit à Sines, situé à 150 km au sud de Lisbonne, une des plus grandes raffineries de base du monde, dont la capacité initiale de raffinage sera de 10.000.000 t/an. Le Portugal a une grande expérience en raffinage de pétrole, commencée il y a 36 ans avec le démarrage de la raffinerie de Lisbonne et qui s'est étendue à la ville de Porto et aux colonies portugaises d'Afrique.

La raffinerie de Sines, planifiée pour dépasser largement les exigences du marché interne, sera rendue opérationnelle à la fin de 1977, devenant ainsi une unité supplémentaire pour satisfaire la demande internationale de produits pétroliers. Elle apportera une nouvelle capacité de raffinage à l'industrie occidentale. Elle sera surtout nécessaire à cause de la diminution d'investissements due à la récession économique et à la crise d'énergie actuelles.

L'emplacement de la raffinerie et les possibilités portuaires exceptionnelles pour VLCC facilitent les transferts entre le Proche-Orient, les pays producteurs d'Afrique et les grands centres de consommation d'Europe et d'Amérique du Nord.



Vue aérienne de la raffinerie.

Sa conception technique et son engineering de pointe assurent un très grand rendement dans le traitement de presque tous les pétroles bruts et permet de traiter la gamme complète de produits raffinés et aussi de satisfaire toutes les réglementations, d'une façon remarquable surtout en ce qui concerne les teneurs en soufre et en plomb.

QUELQUES CHIFFRES

Capacité nominale de distillation de pétrole brut	10.000.000 t/an
Input de pétrole brut	Pétroliers jusqu'à 500.000 taw
Débit de décharge de pétrole brut	15.000 m³/h
Réservoirs de pétrole brut	15 x 100.000 m³
Unités de processing indépendantes	14
Capacité de stockage	2.750.000 m³
Consommation annuelle de combustible	600.000 t/an
Débit de charge de produits blancs	2.000 m³/h
Débit de charge de produits noirs	4.500 m³/h

RAFFINERIE DE SINES

De la confiance dans l'avenir
PETROGAL - Petroleos de Portugal, P.P.
Siège social : Rua das Flores, 7 - LISBOA 2 (Portugal)
TEL. : 226055 - 370371 Téléc. : 12521 - 12794

UNE INDUSTRIE PORTUGAISE TOURNEE VERS L'EUROPE

en collaboration avec l'Industrie Française

Equipements Electromécaniques de Centrales
Hydroélectriques et Thermiques (Classiques
et Nucléaires)

Matériel Roulant de Chemins de Fer

Equipements Hydromécaniques de Barrages

Equipements pour l'Industrie Chimique et
Pétrolière

Equipements Offshore

Exportation

Afrique du Sud · Angola · Argentine · Brésil · Congo · Kinshasa
Costa Rica · France · Guatemala · Inde · Irak · Iran · Islande · Koweït
Malawi · Maroc · Mexique · Mozambique · Nicaragua · Pakistan
Rhodésie · Soudan · Turquie · Uganda · U.S.A. · Venezuela.



SOREFAME

SOCIEDADES REUNIDAS DE FABRICAÇÕES METÁLICAS, S.A.R.L.
AMADORA PORTUGAL



Electricidade
de Portugal-EDP
PORTUGAL

Entreprise publique chargée de l'établissement et exploitation du service public de production,
transport et distribution d'énergie électrique dans le but de promouvoir et satisfaire les exigences de
développement social et économique de la population du territoire portugais.

- 12.500 travailleurs ;
- 41 centrales hydro-électriques en exploitation et 5 en cours de construction et 4 centrales
thermiques en exploitation et 2 en cours de construction ce qui correspond à environ
3.600.000 kVA de puissance installée ;
- 184 postes avec une puissance de 6.500.000 kVA ;
- Plus de 3.000 km de lignes de transport à 150 et 220 kV et environ 399 km de lignes
à 400 kV en cours de construction ;
- Distribution d'énergie électrique par tout le pays, plus de 2.500.000 compteurs étant
installés pour la satisfaction des consommations industrielles, commerciales, domestiques
et agricoles ;
- Environ 95 % du total de la production d'énergie électrique au Portugal correspondant à
10.000 millions de kWh-année ;
- 18.000 millions d'écus (environ 600 millions de dollars) d'investissements au cours des
dernières 5 années dus à des revenus propres et à des emprunts internes et externes ;
- 51.000 millions d'écus (environ 1.700 millions de dollars) d'investissements prévus pour
les 5 prochaines années.

Banco de Fomento Nacional

POUR INVESTIR DANS LA RÉCONSTRUCTION
DE L'ÉCONOMIE PORTUGAISE

Établie dès 1959, Banco de Fomento Nacional est, essentiellement, la banque
du développement du Portugal, son objectif principal étant le financement
industriel d'entreprises, à long et à moyen terme.
Banco de Fomento Nacional donne un appui financier assez large et diversifié
au développement économique du Portugal et s'occupe, outre ses services
spécifiques de banque, d'autres fonctions qui se rapportent à la promotion
de la croissance économique du pays.
Selon les données générales du Code de l'Investissement Étranger, récemment
publié, Banco de Fomento Nacional offre son expérience et ses services aux
investisseurs étrangers qui veulent soit investir au Portugal, soit coopérer
avec des industriels ou des hommes d'affaires portugais.

La Banque peut offrir :

- Des informations sur les conditions économiques et finan-
cières de l'investissement au Portugal.
- Des études d'idées d'investissement et projets préliminaires.
- Des contacts avec les Autorités Portugaises.
- Des services d'intermédiaire avec les Industriels et hommes
d'affaires.

Si vous pensez à investir au Portugal, ou, tout simplement si vous voulez
en connaître les opportunités, n'hésitez pas à nous contacter.



Banco de Fomento Nacional



Siège: Rua Mouzinho da Silveira, 26 - Lisbonne 2 - Portugal

PORTUGAL

Le déficit de la balance commerciale demeure préoccupant

est se trouver paralysée par
manque de ressources
sanctées.

abandonnées par leurs diri-
gents, ayant souvent perdu
les clients étrangers, parfois
anglées par le système ban-
caire, les usines, reprises en
fin par des ouvriers qui re-
tiennent la totalité du béné-
fice de leur travail, continuent
à marcher. « Et pourtant, elle
ne », pourrait-on dire de
économie portugaise. Et ce
est pas seulement parce que
entreprises déficitaires sont
devenues à bout de bras par un
le bienveillant.

archaïsme des structures
de Portugal a hérité en avril
est bien connu. Dans l'agri-
culture, 53 % des terres arables
étaient à 1,1 % des ex-
cédents. Ceux-ci n'avaient nul-
lement, on s'en doute, de recher-
cher la rentabilité maximale
à vivre à l'étranger. Depuis 1973,
entreprises agricoles qui ont co-
té les grands domaines de
lenteur se sont mis à les
diver comme aucun latifun-
disme ne l'avait fait jusqu'alors.
1976, la récolte de blé y a
grégé de 19 %. Les surfaces
blavées en blé se sont accrues
29 %.

ans l'industrie, l'Etat a dû
ulier une poussière de petites
reprises qui occupent cha-
cun un très petit nombre
ouvriers mal payés mais qui
payaient, à elles toutes, une
nde partie de la population
ive. Aujourd'hui encore,

Une révolution très ancrée

Les trois coups de la révo-
lution portugaise ont été
frappés deux mois avant le
25 avril 1974, lorsque fut pu-
blié à Lisbonne un livre écrit
par un général dont le nom
allait bientôt devenir céle-
bre : Antonio Spínola, le
Portugal et son avenir.

De ce « lancement » litté-
raire, la révolution portu-
gaise a gardé quelque chose :
elle a fait couler beaucoup
d'encre.

Voici une liste des prin-
cipes ouvrages inspirés par
la situation portugaise con-
cises au 25 avril.

ORTUGAL, QUELLE REVOLU-
ON de Mario Soares, entretiens
c Dominique Pouchin.
a pensée politique de l'actuel
ier ministre portugais, la vision
évolutive du secrétaire gé-
al du P.S., depuis le 25 avril
ju'au 25 novembre. Des ques-
s sans complaisance, des répos-
sans fard, souvent convain-
cants.
almann-Lévy, 251 p., 27 F.

ORTUGAL, LES NOUVEAUX
CTIONS, par Pierre Audibert
Daniel Brignon.
écrit alerte de la nuit du 24
avril et des journées qui ont
la naissance de Mouvement des
s armées.
ditions Belin, 228 p., 35 F.

OUVOIR MILITAIRE ET SO-
LISME AU PORTUGAL, de
re Naville.
ne étend sur la révolution
tugaise, achevée à la veille du
nd « chambardement » du
novembre, où la torpente est
quée vers ce qui était alors le
tre du pouvoir : le Mouvement
forces armées. L'auteur es-
ve la fondamentale ambiguïté :
ne armée livrée à elle-même
toujours une armée « souve-
raine » et non une classe sociale
cogente aux aspirations révo-
lutionnaires.
d. Anthropos, 288 p., 35 F.

AISSANCE D'UN NOUVEAU
RTUGAL, de Michael Bazarov.
ar un historien israélien aux
pathies socialistes et à la plume
lente, une narration de la pre-
mière année de la révolution. Une
cription inoubliable, dans les
miers chapitres, du Portugal
inconnu sous le « fascisme orlé-
re » de Marcelo Caetano, et de
montée de la rogne dans l'ar-
a, en Afrique.
coll., 220 p., 30 F.

ES PUSILS ET LES URNES, de
le Kuntz.
pressions des premiers mois de
révolution aux « millets », par
reconstruire du « Quotidien de
ls ».
enest, 189 p., 33 F.

elles contribuent pour 40 % au
P.N.B. et pour 80 % aux expor-
tations du pays, avec une pro-
ductivité égale au tiers de la
moyenne européenne.
L'Etat s'est attelé à la re-
structuration de l'industrie.
Mais les travailleurs eux-mêmes
ont su faire preuve d'initia-
tive, d'innovation pour
garder la machine en marche.
Près de Porto, l'usine de Vige-
rosa, passée sous contrôle ou-
vrier en juillet 1973, s'est mise
avec ses quarante employés à
fabriquer de ces petits foga-
rettes sur lesquels les Portu-
gais font griller leurs sardines ;
elle vend l'essentiel à l'une des
grandes quincailleries de Lis-
bonne, elle-même en autoges-
tion.

Ce que la classe ouvrière por-
tugaise a cherché à définir, de-
puis le 25 avril — au travers de
conflits d'où la violence physi-
que était en général exclue —
ce sont les conditions concrètes
de fonctionnement d'une écono-
mie non capitaliste. Les entre-
prises où les ouvriers étaient
de façon décisive sur la direc-
tion — elles sont la majorité —
ont cessé d'accueillir du capi-
tal au-delà du minimum néces-
saire au maintien et au renou-
vellement de l'outil de travail.
Elles ont refusé les critères
habituels de rendement.

Mais ce système de fonction-
nement économique demeurerait
tributaire d'un environnement
international capitaliste fonda-
mentalement concurrentiel. Mal-
gré les progrès réalisés dans
le domaine des céréales, la mo-
tié des produits agricoles et
alimentaires et la quasi-totalité
de l'énergie consommée dans
le pays vient de l'étranger : de
l'Europe occidentale, essentiel-
lement, qui, avec les Etats-Unis,
fournit plus de 70 % des impor-
tations du pays et absorbe plus
de 80 % de ses exportations.

Le vrai problème : la dépendance

Le vrai problème du Portugal
l'est pas la crise de son écono-
mie. C'est sa dépendance éco-
nomique.

Le déficit commercial ne
cesse d'augmenter. En 1976, il
sera au moins égal à celui de
1974 — qui était de 60 milliards
d'escudos — et supérieur à
celui de 1975 (48 milliards). Les
surfaces à l'importation aug-
mentent et se multiplient. Des
contingents sont annoncés.
Mais la suppression effective
des achats de produits « su-
perflus » redresserait à
peine le fléau de la balance
commerciale.

Les efforts faits depuis deux
ans pour diversifier les courants
d'échanges ont abouti à quel-
ques succès imp-tants : « Les
pays socialistes notamment.
Un pont et des pontons rou-
lants ont été vendus à l'U.R.S.S.
pour un montant de 120 millions
d'escudos. Des accords commer-
ciaux ont été passés avec Cuba
et plusieurs pays africains. Les
relations avec le Venezuela se
sont renforcées. Ces efforts de
diversification ont contribué
sans aucun doute, à préserver
des débouchés. Mais les progrès
à l'exportation sont annulés par
une hausse plus rapide encore
des importations portugaises.

Les envois de fonds des émigrés
restent stables dans l'ensemble
— mais l'émigration s'est tarie.
Les recettes du tourisme ont été
décevantes cette année (3).

Dans ces conditions, le déficit
de la balance des paiements
continue à augmenter. Il attein-
dra probablement, cette année,
35 milliards d'escudos (environ
5,5 milliards de francs). Il était
déjà de 27 milliards d'escudos
(7 % du produit national) en
1975, et de 16 milliards d'escu-
dos en 1974.

Selon la Banque portugaise de
l'Atlantique, les réserves étaient,
à la fin du premier semestre de
1976, d'environ 45,5 milliards
d'escudos — dont 35 milliards
d'or (au prix officiel). M. Mario
Soares rappelait, en présentant
son programme de gouverne-
ment le 2 août dernier, qu'un
tiers des réserves d'or était déjà
affecté à la garantie des em-
prunts extérieurs.

Alors que le niveau d'endet-
tement du pays atteint le quart
du produit national, la dévalo-
risation externe de l'escudo
reste modérée : depuis 1974, elle
atteint à peine 10 % par rapport

à la moyenne des autres
devises.

Le rythme des concours finan-
ciers extérieurs s'est accéléré en
1976. L'aide quinquennale de la
C.E.E. (200 millions d'unités de
compte) s'est ajoutée à son aide
d'urgence, consentie en 1975. Le
fonds d'aide industrielle de l'As-
sociation européenne de libre
échange vient de prêter 100 mil-
lions de dollars. Plusieurs pays
européens ont consenti des prêts
directs, notamment le Royaume-
Uni (5 millions de livres sur
vingt ans à 6 %) et la Norvège
(200 millions de couronnes).
L'aide américaine est la plus
importante. Des crédits ont été
consentis par Washington pour
des achats alimentaires.

Tout récemment, un accord
de principe pour une aide éco-
nomique de 300 millions de dol-
lars a été signé. A tout cela
s'ajoutent des financements
multilatéraux — tel celui de la
Banque mondiale — liés à des
projets précis, ainsi qu'un
emprunt en euro-dollars, de
50 millions sur cinq ans.

L'horizon 77

De tels apports extérieurs ne
peuvent, à l'évidence, être gagés
seulement sur l'or. Pour les obte-
nir, le gouvernement portugais
a, sans doute, de son côté, dû
donner des preuves de sa volonté
de modifier le rapport intérieur
entre consommation et investis-
sement. Et cette modification
devra prendre en compte, de
façon prioritaire, les exigences
d'une « saine gestion » au sens
capitaliste du terme.

C'est à quoi s'emploie le pro-
jet de budget pour 1977 que
M. Mario Soares vient de pré-
senter devant l'Assemblée de la
République. La consommation
privée ne devra plus absorber
en 1977 que 75 % de la dépense
nationale — contre 85 % en 1975,
et probablement autant en 1976.
L'épargne intérieure devra rece-
voir 13 % de cette dépense
(contre 5 %). Quant à l'investis-
sissement, il devrait, compte
tenu des aides extérieures, pas-
ser de 10 à 16 % de la dépense
nationale.

Pour atteindre ces objectifs, le
gouvernement envisage l'épargne
forcée. Dans un premier temps,
il est prévu qu'une partie du
treizième mois de l'année 1976
sera versée aux salariés sous
forme de bonus du Trésor. D'au-
tre part, 64 milliards d'escudos
seront, dans le budget de 1977,
affectés aux investissements
productifs — dont 35 milliards
par le secteur public.

An total, en 1977, le déficit
budgétaire ne devrait pas dépas-
ser 59,5 milliards d'escudos —
ce qui représentera tout de même
encore 10,3 % du P.N.B. En
Europe, seule l'Italie dépasse ce
pourcentage. Le déficit bud-
gétaire de 1976 avait été estimé à
40 milliards d'escudos. Il dépas-
sera sans doute cette limite.

Aucun gouvernement ne pou-
vait sans doute éviter ce type
de mesures. Mais la nature et
l'étendue du compromis politique
qui permettrait de la transcrire
dans la réalité restent encore à
définir. La question aujourd'hui
posée à Lisbonne est celle-ci :
nomie peut-elle être obtenue
grâce à la collaboration active
de la classe ouvrière, ou bien
la seule solution « réaliste »
consiste-t-elle à l'imposer, en
comptant, dans le meilleur des
cas, sur le soutien passif des
travailleurs, et, au pire, sur leur
soumission ? Tel est le sens du
débat qui déchire le P.S. portu-
gais et condamne le premier
gouvernement constitutionnel à
l'impuissance.

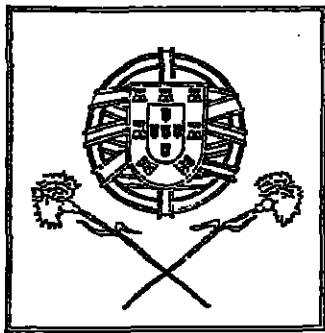
Le langage reste socialiste.
Mais les grandes options devien-
nent de plus en plus floues. La
classe ouvrière, c'est un fait,
semble avoir perdu de sa comba-
tivité. Il est clair, à présent,
qu'elle perd également confiance.
En conflit avec sa propre base,
le gouvernement de M. Soares
parviendra-t-il à remettre en
ordre l'économie portugaise ?

DANIEL LIGER

(1) Un escudo vaut environ
16 centimes.

(2) Les Etats-Unis ont, en 1975,
dépensé l'Allemagne fédérale pour
les investissements. Ils arrivent
au premier rang des investisseurs
étrangers avec 745 millions d'escu-
dos dans l'année. En revanche, la
chute des investissements français
est une des plus fortes, avec celle
du Japon.

(3) Le deuxième semestre s'an-
nonce meilleur que le premier.



DIPLOMATIE

AU début de 1977, sans doute au cours de la deuxième quinzaine de janvier, M. Mario Soares, premier ministre portugais, fera une tournée des neuf capitales du Marché commun. L'objectif proclamé de ce voyage est d'obtenir l'accord unanime des Neuf pour l'ouverture, si possible dès le second semestre de l'année prochaine, de négociations devant aboutir, à moyen terme, à l'adhésion du Portugal à la Communauté économique européenne.

On n'en finirait pas de relever les déclarations pro-européennes des personnalités qui se sont succédées à la tête de la diplomatie portugaise depuis le 25 avril 1974, ou des dirigeants politiques qui, à un moment ou un autre, ont eu une influence décisive sur le pays. Mais il y a quelques mois, il n'était pas question pour Lisbonne d'envisager ne fût-ce qu'une association avec les Neuf. Au printemps son objectif était d'obtenir une amélioration de l'accord commercial signé avec la Communauté en 1972. Le 2 août dernier, présentant son programme de gouvernement à l'Assemblée de la République, M. Soares annonçait son intention d'intensifier les contacts en vue de faire du Portugal un membre à part entière de la C.E.E. C'est un tournant historique. Bien qu'il ait été l'un des tout premiers Etats constitués du Vieux Continent et que son expérience de la coopération européenne soit très ancienne (1), ce pays a, sauf dans les périodes les plus dramatiques de son histoire, beaucoup plus souvent tourné le regard vers le grand large que vers l'Europe.

Les caravelles de l'infant Henri le navigateur exploraient déjà l'Atlantique que la France se débattait dans la guerre de Cent Ans. Sur plus de sept siècles d'existence indépendante, le Portugal en a vécu près de la moitié comme puissance coloniale. Dans la seconde moitié du dix-neuvième siècle les luttes des libéraux et des conservateurs, au début du vingtième siècle, les soubresauts de la première République, n'ont guère permis aux dirigeants de se préoccuper beaucoup du monde environnant. Puis, faisant de nécessité vertu, Salazar confina la métropole et l'empire lusitaniens dans l'isolementisme avec, pour seules ouvertures, l'Association européenne de libre-échange, qui permettait à Lisbonne de poursuivre des relations commerciales séculaires avec la Grande-Bretagne, et l'OTAN.

Vint le 25 avril 1974, dont l'origine était dans la guerre d'Afrique — et dont l'objectif principal, dans l'esprit des militaires, était la décolonisation. Cinq nouveaux Etats africains en sont nés, avec plus ou moins de drames. Le 11 novembre 1975, l'indépendance de l'Angola acquise, le Portugal se retrouvait, à l'exception de ses deux archipels atlantiques, et de Macao, réduit à ses frontières d'origine : « Le cycle de l'empire est achevé », constatant laconiquement le président Eanes en prenant ses fonctions, le 14 juillet.

Quel destin à la mesure d'une grande histoire les nouveaux dirigeants du Portugal allaient-ils proposer à un peuple plus habile, selon l'historien W. A. H. Wilson, à administrer les affaires des autres que les siennes propres, et partageant avec son voisin espagnol la funeste habitude d'osciller sans trêve entre l'anarchie et la « hiérarchie » lorsqu'il est réduit aux étroites limites que lui a fixées l'histoire ?

Or tandis que le dictateur vieill-

issant s'entêtait à penser que le pays pouvait vivre « orgueilleusement seul », celui-ci changeait. Il existait depuis le début des années 60 une énorme vague d'émigration : rien là de très nouveau pour cette terre pauvre et surtout trop peuplée ; mais, cette fois, au lieu d'aller « faire l'Amérique », les candidats au départ se contentaient de « sauter » les Pyrénées, pour se retrouver en France, en Allemagne de l'Ouest, au Benelux. Près d'un million de Portugais étaient ainsi établis hors de leurs frontières le 25 avril 1974. Lisbonne, d'autre part, en était arrivée peu à peu à faire près des trois quarts de son commerce extérieur avec l'Europe des Neuf. Enfin, à la fin de l'ancien régime, plus de quatre millions de touristes européens séjournaient chaque année au Portugal.

La Méditerranée et le tiers-monde

Ces considérations économiques expliquent que le Portugal, presque à l'insu de lui-même, soit « devenu » européen. Ajoutons à cela que les leaders de l'opposition non communiste avaient trouvé asile à Paris, en Suisse, en Angleterre ou en Allemagne, et y avaient noué de sérieux contacts.

Avant même d'être nommé ministre des affaires étrangères, M. Soares entreprit effectivement une tournée des capitales européennes pour expliquer et rassurer. Puis la décolonisation l'accompagna. La dynamique politique du moment était telle que le plus urgent était de se garder à gauche : ce fut le début de la période dite de « diversification », qui vit l'ouverture de relations avec les pays de l'Est et de nombreux Etats du tiers-monde.

L'Europe dernière des grande

La révolution s'emballait après le 11 mars 1975, le commandant Melo Antunes, qui avait remplacé le secrétaire général du P.S. aux palais des Necessidades, s'efforçait de concrétiser la politique amorcée par son prédécesseur. Il s'agissait pour lui, comme il l'a clairement expliqué, ni « d'aligner le Portugal sur les non-alignés » ni de l'intégrer dans un tiers-monde dont les intérêts ne coïncident pas avec les siens. Il était conscient que son pays appartenait à l'Europe, mais d'une manière « subalterne et dépendante » comme les autres Etats méridionaux du Vieux Continent. Il imaginait, en conséquence, que le Portugal « très lié par l'histoire à l'Afrique », et devenu partie prenante d'une Europe « transformée » en fonction de cette donnée, pourrait jouer un rôle capital « dans le dialogue entre l'Europe et le tiers-monde ».

Face aux conceptions du général Vasco Gonçalves, alors premier ministre, qui imaginait « pouvoir réorienter vers l'Est les relations extérieures », la vision « méditerranéenne » du commandant Melo Antunes était rassurante. Mais une fois l'extrême gauche écartée de la scène, après le 25 novembre 1975, ses idées devenaient encombrantes pour les tenants d'une Europe dont le centre de gravité serait situé plus au nord, et dont l'horizon serait davantage atlantique.

« Une communauté est née, a un jour expliqué M. Mario Soares à propos de la C.E.E. Elle vit et doit s'élargir... Elle peut s'avancer vers un socialisme... fidèle à ses traditions d'humanisme et de libéralisme ».

Cette vision que ne renvoyaient pas la plupart des dirigeants sociaux-démocrates européens, est, aujourd'hui, celle qui prévaut à Lisbonne. « Le Portugal ne peut plus rester

en dehors des grandes décisions prises par la C.E.E. C'est avec une certaine conscience des risques, mais aussi avec une grande tranquillité, que nous envisageons notre demande d'adhésion », nous déclarait M. Medeiros Ferreira, le jeune ministre des affaires étrangères du gouvernement Soares.

Ces risques sont surtout d'ordre économique. La modeste industrie portugaise, encore ébranlée par la révolution, risque de se trouver mise à rude épreuve face à celle de ses partenaires.

Le Portugal n'est d'ailleurs pas le seul à ressentir ces risques. La concurrence de certains produits agricoles en provenance de ce pays peut inquiéter certains des Neuf, comme la France ou l'Italie ; ou des Etats qui, comme l'Espagne, ne sont encore que candidats à l'entrée dans le Marché commun, mais ont déjà, à Bruxelles, leurs défenseurs. On peut penser que M. Giscard d'Estaing souhaiterait donner la préférence à une Espagne démocratique, mais s'orientant vraisemblablement vers le libéralisme, plutôt qu'à un Portugal certes anticomuniste, mais socialiste et très lié à l'Europe anglo-saxonne et scandinave. La France d'autre part, n'est sans doute pas le seul des Neuf à craindre, en cas d'adhésion portugaise, les conséquences sur son marché de l'emploi de l'application de la clause du traité de Rome relative à la libre circulation des travailleurs.

Les dirigeants de Lisbonne entendent, évidemment, arriver à la table de négociation avec les meilleurs arguments. Ils estiment qu'un de leurs principaux atouts serait de pouvoir faire état, à Bruxelles, de bonnes relations avec un nombre significatif de pays importants du tiers-monde. A l'heure du dialogue Nord-Sud et des grandes manœuvres pour l'avènement d'un nouvel ordre économique international, ces

considérations ont certainement prix. C'est une des raisons pour lesquelles la diplomatie portugaise est si désireuse d'améliorer ses relations — dans l'ensemble médiocres — avec ses anciens colonies.

Le retour à Lisbonne du bassadeur angolais, après l'ère de mal dernier, est, point de vue, un succès. M. Medeiros Ferreira. La pr en soit dernier d'observateur lusitane à la conférence de alignée de Colombo est également intéressante dans cette perspective. Enfin, la relance des relations le Portugal et plusieurs pays américains — symbolisée par la visite à Lisbonne, le 1^{er} de du président du Venezuela à los Andros Pérez —, entre autres effets, celui de ttrer aux Neuf que la diplomatie portugaise n'est pas tout privée d'alternative.

La promotion monétaire de la social-démocratie

Ces considérations « géométriques » présentent leur poids les préoccupations politiques sans doute plus décisives. Si les autorités portugaises sentent aussi pressées de frapper la porte de la Communauté aussi parce que la situation de leur pays semble si peu établie qu'ils l'indispensable de l'ancrer, à vite, au moins de la C.E.E. Réciproquement, du côté Européen, on paraît avoir sur la valeur exemplaire de s'être passé au Portugal de 25 avril 1974. Voilà, dit-on, u dont le parti socialiste a été de la résistance victorieuse prise du pouvoir par les communistes. Venir à son secours

(PUBLICITÉ)



Une vue de la région délimitée du Douro, productrice des vins de Porto.

C'est le vin généreux de la région du Douro, exporté, après vieillissement, par la part de Porto.

La culture de la vigne dans la région du Douro est très ancienne. Mais c'est pendant le dernier quart du XVII^e siècle que l'exportation de vin de Porto prend son essor, surtout vers la Grande-Bretagne.

L'accroissement de l'exportation s'accroît après la signature du traité de Methuen (1703).

Et on arrive à l'année 1754. La région du Douro se heurtait à sa première grande crise, conséquence non seulement de l'abondance de la récolte, mais aussi de la baisse de qualité, en raison de fraudes et d'adultérations. La désorganisation en est arrivée à un tel point que le gouvernement du marquis de Pombal, ministre du roi D. José I^{er} du Portugal, intervient et crée, en la dotant de pouvoirs spéciaux, la Companhia Geral da Agricultura das Vinhas do Alto Douro.

Le but recherché était de maintenir le crédit des vins, au moyen d'une politique de qualité et d'authenticité. Pour arriver à ce résultat, on a procédé à la première délimitation de la région des vins généraux du Douro ; on a déterminé que ces vins devaient être séparés des autres ; on a réglementé les mesures à adopter pour éviter le coupage des vins, etc.

Aujourd'hui, c'est l'Instituto do Vinho do Porto, organisme officiel, qui, avec ses services techniques, de contrôle, etc., est chargé de défendre et de garantir le renom et l'authenticité du Porto. L'Instituto émet des sceaux de garantie pour tous les Portos mis en bouteilles à l'origine et délivre des certificats d'origine et des certificats d'authenticité en vue de l'exportation.

La région délimitée du Douro ou simplement « Douro » — région productrice des Vins de Porto — s'étend non seulement le long du fleuve qui porte ce nom, à partir d'un point situé à cent kilomètres en amont de la ville de Porto, mais aussi dans les vallées encaissées de ses affluents, Corgo, Pinhão, Tâmega et autres.

Vallées de schiste, vallées fourrées ; coulée profonde, ramifiée, dominée par des massifs granitiques dont les croupes dépassent les 1.500 mètres, qui forment l'ossature du nord du Portugal.

LE VIN DE PORTO

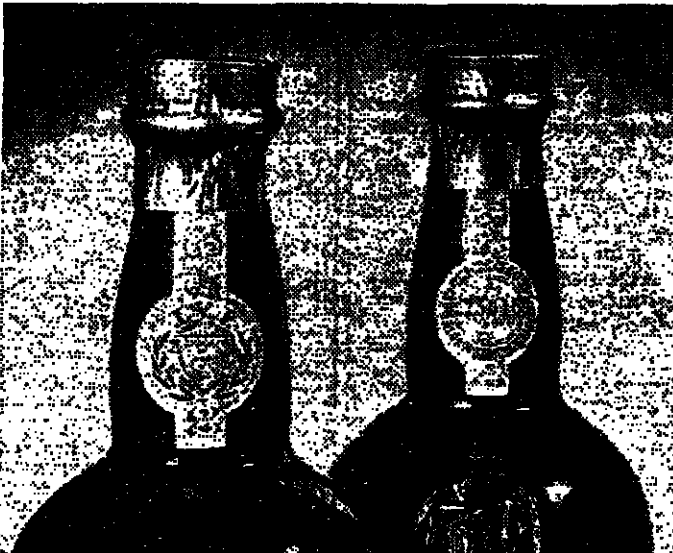
Région de neiges très rares, aux gelées fréquentes en décembre et janvier, avec des brouillards de novembre à février. L'hiver y forme un violent contraste avec les ardeurs torrides de l'été. Géologiquement, la zone appartient aux schistes du cambrien et du précambrien. Ses caractères orographiques, géologiques et climatiques distinguent cette région de toutes les autres.

Au cours des siècles, à force d'acharnement et de volonté, les vignerons du Douro ont aménagé ces monts, taillés des pentes abruptes et très rocailleuses, confectionnés des terrasses et des gradins où pousse la vigne.

Il faut d'abord creuser le sol à un mètre de profondeur. On commence par planter le cep porte-greffe ; l'année suivante on effectue le greffage.

Les vignes sont installées en rangées. Les ceps d'une rangée s'appuient sur deux, plus rarement sur trois fils de fer fixés à des échelles plantés dans le schiste.

Avec quelle sorte de raisins fait-on le Vin de Porto ? C'est la qualité du sol, c'est le climat, qui font le « Porto ». Cependant, cela va de soi, un certain nombre de cépages, plus de 20 ou 30, doivent être choisis pour obtenir les meilleurs résultats.



Sceaux de garantie émis par l'Instituto do Vinho do Porto pour tous les Portos mis en bouteilles à l'origine, à Porto, Portugal.

Cette multiplicité de variétés est une caractéristique de la vigne du Douro. Dans la plupart des régions viticoles, un cépage prédomine, trois ou quatre.

Beaucoup de gens supposent que la préparation du Porto est une mystérieuse. En réalité, c'est la noblesse même des raisins, consécration de la nature des cépages et des caractéristiques exceptionnelles de la région qui donne naissance à ce produit d'une valeur si particulière.

Il faut un nombre respectable d'années pour transformer le vin de Douro en ce nectar déguisé sous le nom de « Porto ». C'est là l'appel des négociants-développeurs de Vila Nova de Gaia, à Porto.

Ajoutons que le procédé typique et ancien de foulage aux pieds progressivement remplacé par le foulage mécanique.

De plus en plus, les « lagares » sont remplacés par de grandes installations de vinification : souci de rentabilité et insuffisance de la d'œuvre expliquent cette évolution.

Le Vin de Porto est un nom, une appellation d'origine. Il y a plus sortes ou types de Portos. Au moment choisi pour la vinage, pendant fermentation du moût, on obtient des Portos plus ou moins secs ou ou moins doux. Le Porto peut être produit à partir de raisins rouges blancs et son vieillissement s'accomplit en fûts ou en bouteilles.

Le Porto vieillit en fût est, presque toujours, le produit d'un assemblage de différentes années. S'il est rouge et jeune, il a une couleur rouge foncé et, en vieillissant, il devient plus pâle, passant par le « n » et plus tard le « tawny ». Chaque type a son intérêt particulier. Au consommateur de choisir celui qu'il préfère selon son goût. S'il est blanc, c'est dire blond doré, il est normalement sec, plus léger et excellent en apéritif.

Parfois, quand une récolte est de très bonne qualité et que le présente des caractéristiques exceptionnelles, rouge foncé et corsé, bouquet et d'un goût très fins, il est mis en bouteilles après deux ans de fût et avant la troisième et son vieillissement se fait alors dans la bouteille. C'est le « vintage ». Porto d'une seule récolte, et toujours n simé. Ce type de Porto doit être dégusté avec soin quelque temps après de le servir : pour éviter de le troubler, et aussi pour qu'il puisse respirer après sa longue clôture dans la bouteille.

Le Porto peut être dégusté tout au long du jour ou de la nuit, s le goût du consommateur, le type de vin choisi et la mode. C'est une ques de palais et d'habitude. Mais si, par souci de simplicité, on désire a un seul Porto pour toutes les occasions, un vieux « tawny » sera un c judicieux.

Les grands dé couvertes

par une assistance financière qu'en lui ouvrant le chemin de l'Europe. — c'est non seulement lui manifester de la reconnaissance, mais, surtout, travailler pour la stabilité et pour une certaine idée de la social-démocratie européenne.

M. Mario Soares a d'ailleurs été élu, le 26 novembre dernier à Genève, l'un des vice-présidents de l'Assemblée parlementaire de l'Europe. M. Willy Brandt devait le présenter. Les dirigeants portugais, quant à eux, paraissent tout à fait convaincus du bien-fondé de cette stratégie. M. Soares s'est rendu deux fois en 1975 à Caracas, pôles latino-américains de la social-démocratie. Le Portugal, d'autre part, entretient de très bonnes relations avec le président angolais Lopo de Sequeira — considéré, avec le Zambien Kaunda, comme le meilleur défenseur de la « troisième voie » sur le continent africain.

S'agissant des Etats-Unis, dont le point de vue sur la question ne saurait être négligé, tout permet de penser que la formule anti-communiste de M. Soares — dont M. Henry Kissinger craignait qu'il ne soit un autre Kereszky — les a impressionnés. Les dirigeants américains semblent donc prêts à le soutenir, en dépit de son dévouement socialiste. Washington a, récemment, octroyé à Lisbonne un prêt de 300 millions de dollars et serait disposé à faire plus encore pour relever l'économie portugaise. Comme l'expliquait naguère le secrétaire général du P.S.P., l'essentiel pour les Etats-Unis est que le pays « ne tombe pas sous l'emprise de l'Union soviétique » et que « ses ports et les bases des Açores ne servent pas l'autre camp ».

Alors que le général Vasco Gonçalves lui-même n'avait jamais,

même aux moments les plus chauds de la révolution, remis en cause l'appartenance du Portugal à l'OTAN, on peut penser que le gouvernement actuel offre, de ce point de vue, de sérieuses garanties. « Nous croyons que le calcul de probabilité qui est derrière la création de l'OTAN, est juste, nous déclarait sans ambiguës M. Faria. L'ennemi potentiel de l'Europe occidentale, c'est bien le pacte de Varsovie. » L'une des premières décisions des nouvelles autorités démocratiques a été de réactiver la participation, jusque-là assez théorique, du pays à l'alliance atlantique. Elles sont en train de créer dans cette perspective de la réorganisation générale de l'armée, une brigade-OTAN bien équipée en blindés et entraînée par des instructeurs américains et allemands.

La « lusitanité »

« Décoloniser, démocratiser, développer », tel était le triple objectif du Mouvement des forces armées. Le premier est atteint — mal, du moins, mais il l'est. Le second sera formellement conquis avec les élections locales de ce 12 décembre. Le troisième représente la tâche du moment. Est-elle assez exaltante pour ce peuple habitué de temps immémoriaux à de plus vastes horizons ?

La Constitution propose comme objectif historique « la transition vers le socialisme ». Mais, sur ce point, les enthousiasmes ont diminué. C'est donc sur des objectifs extérieurs que les dirigeants vont selon toute vraisemblance canaliser ce qu'il peut y avoir, désormais, d'inspiration dans les aspirations nationales. Outre l'adhésion à l'Europe, les responsables de la

diplomatie portugaise préparent une sorte de relance de la « lusitanité » sur des bases radicalement différentes de celles de naguère. « Cent vingt millions de personnes à travers le monde parlent la langue portugaise, en Europe, en Afrique et en Amérique. » Lisbonne s'efforce d'en faire un outil officiel à l'ONU. Les relations, longtemps amicales, mais récemment distendues avec le Brésil — « avec le peuple brésilien » — vont être resserrées. La première diplomatie officielle de M. Soares comme chef du gouvernement sera pour ce pays, l'enfant prodige, le secrétaire général du P.S. y attache une importance capitale.

Enfin, les Portugais auront trouvé un élément de satisfaction dans la récente visite de M. Adolfo Suarez, chef du gouvernement espagnol, à Lisbonne. Cette fois, c'était le grand vainqueur ibérique qui était demandeur ! Alors que le Portugal s'est affirmé, et maintenu, comme nation contre les prétentions hégémoniques du León, puis de la Castille ; alors que l'Espagne avait assisté en spectateur tantôt inquiet et souvent courroucé au développement du « printemps des cillies », cette fois, c'était M. Suarez qui venait solliciter de son quasi-homonyme lusitanien un bref de démocratie et, peut-être, quelques conseils sur la meilleure manière de s'y prendre avec ses propres socialistes.

J.-P. C.

(1) Le Portugal existe comme Etat indépendant, et pratiquement dans ses frontières continentales actuelles depuis la trêve de 1373. En 1388 fut signé, avec l'Angleterre, un traité d'alliance et pour toujours il fut renouvelé par le traité de Methuen, en 1703.

Un Portugais sur dix vit en France

Au début de cette année, 858 829 Portugais étaient officiellement recensés en France. Un citoyen portugais sur dix, une personne active portugaise sur sept environ travaille dans notre pays.

France, terre de migrations. France, terre de migrations portugaises. L'immigration massive et durable des Portugais en France, c'est la rencontre dans les années soixante, d'un pays économiquement sous-développé et d'une population sous-employée avec un pays en plein boom économique, mais manquant de main-d'œuvre. Le Portugal salazariste, selon une image connue, dormait sur un matelas de devises. Cela ne l'empêchait pas d'être, d'abord, le pays de la misère. Quelques chiffres aident à situer — et à condamner — un régime. En 1969, le revenu national portugais se situait, par tête d'habitant, à 2 500 \$; la mortalité infantile à cinquante-six décès pour mille naissances ; l'analphabétisme touchait près de 40 % de la population ; à cela s'ajoutaient le chômage et le sous-emploi. En fait, il y avait trop de gens pour trop peu de choses. Année après année, de 1960 à 1970, un million de Portugais ont quitté leur pays.

L'essentiel des départs a bien évidemment touché les régions les plus désertées, à l'est d'une ligne coupant verticalement le pays, du district de Vila-Real à celui de Faro.

En dix ans, par exemple, le district de Bragança, dans le Trás-os-Montes, a perdu 23 % de sa population totale ; celui de Beja, dans l'Alentejo, 20 %. Voici donc ces ruraux, pauvres, peu ou pas qualifiés, analphabètes, rencontrant une civilisation industrielle dont ils n'avaient même pas l'idée ! De 1961 à 1972 inclus, 848 000 Portugais ont passé la frontière française. Ce mouvement mi-

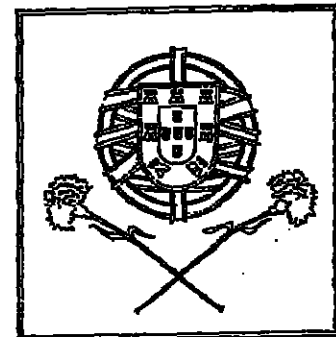
gratoire n'a cessé de s'accroître pendant une décennie : 6 500 personnes en 1961, 110 800 en 1971. Autre caractéristique : cette émigration massive s'est faite dans les plus conditions, entre un pays d'origine peu soucieux de favoriser le départ de ses nationaux et un « pays d'accueil » peu regardant sur les moyens de se procurer de la main-d'œuvre. Pendant cette période, de 1961 à 1972, plus de la moitié des émigrants (472 000 personnes) sont entrés en France clandestinement, mais avec l'accord tacite du gouvernement français.

La crise économique traversée, depuis 1974, par l'Europe occidentale et, notamment, par la France, a obligé les Etats à mieux contrôler les mouvements migratoires. Ils ont été amenés à définir une véritable politique de l'immigration.

L'immigration portugaise, pratiquement arrêtée en 1975 (4 948 personnes), ne diffère pas, pour l'essentiel, des autres populations « importées ». Elle se trouve concentrée dans les régions parisiennes (34,8 % en 1974), Rhône-Alpes (11 %) et Provence — Côte d'Azur (8,3 %). Elle se distingue aussi par sa faible qualification et le caractère pénible et ingrat des travaux qu'elle effectue. Selon une étude de 1972, 17,6 % des immigrants portugais ont la qualification de manœuvres, 42,9 % celle d'ouvriers spécialisés, 36,2 % celle d'ouvriers qualifiés, 2,7 % seulement celle d'employés et 0,6 % celle de techniciens.

Les « Portugais de France » tiennent, dans leur très grande majorité, à rester portugais. Les chiffres le prouvent : de 1962 à 1972, 11 024 d'entre eux seulement ont demandé et obtenu la nationalité française. Les naturalisations ont cependant semblé s'accroître au cours des années récentes : 3 217 en 1973, 3 641 en 1974.

Les immigrants portugais ne souhaitent donc pas s'assimiler



LOIN DU TAGE

à la population française. Comme, d'autre part, ils font, en général, venir leur famille auprès d'eux, cela pose un problème nouveau : celui de la scolarisation des enfants ; faite en français, elle conduit à une assimilation de fait des jeunes Portugais.

Selon des chiffres fournis par les recteurs d'académie, près de trois cent mille Portugais de moins de seize ans étaient recensés en 1975 dans les établissements français. Dans une étude consacrée à ce problème, l'Association pour le développement des études portugaises et brésiliennes (A.D.E.P.B.) relève que, pour vingt mille enfants portugais inscrits à Paris, il n'y a actuellement qu'un seul poste d'enseignement du portugais.

Cent quatre-vingts instituteurs portugais sont actuellement détachés en France. Ils sont payés par le consulat portugais et dépendent, sur le plan pédagogique, de l'administration française. Le nombre de professeurs portugais dans le secondaire — où rentrent chaque année 10 % des élèves portugais — est nettement insuffisant.

La population portugaise immigrée en France vit donc une situation traumatisante. Elle est composée, d'une part, d'adultes dont 60 % sont analphabètes, selon des estimations d'origine portugaise ; et, d'autre part, de jeunes pratiquement « français » mais victimes d'une double rupture : linguistique par rapport au milieu familial et pédagogique par rapport au milieu scolaire, où l'enfant portugais souffre de retards et de difficultés quotidiennes.

Le « droit à rester portugais » en France demeure, pour l'instant, relativement théorique.

PIERRE GEORGES.

L'INDUSTRIE PORTUGAISE :

SITUATION ET ORIENTATIONS DE LA POLITIQUE INDUSTRIELLE

L'évolution de l'économie portugaise depuis avril 1974 est, en partie, déterminée par deux faits contraignants : le legs de l'époque antérieure et la crise internationale.

Les effets notifs du passé sont les suivants :

- La croissance accélérée (environ 10 % d'augmentation du produit industriel entre 1968 et 1973) n'a pas été accompagnée de créations d'emplois en nombre suffisant. De nombreux Portugais ont, donc, été contraints d'émigrer ; un taux d'inflation élevé ; un déficit chronique de la balance commerciale ; de mauvaises structures financières des entreprises ; le poids excessif des très petites entreprises, et, en contrepartie, des sociétés à forte concentration de capital.

La crise internationale, quant à elle, a eu les effets suivants :

- une augmentation, dès 1973, des prix du pétrole et des matières premières, qui a entraîné une restriction des possibilités d'achat de ces clients traditionnels, et, partant, de leurs possibilités de nous acheter des marchandises ;

- une inflation importée, en conséquence ;

- une restriction à l'émigration vers les pays qui accueillent traditionnellement la main-d'œuvre portugaise — ce qui a entraîné une augmentation de notre chômage.

En conséquence, le chômage a atteint des chiffres très importants (déjà 10 % à la fin de 1975). La démobilité et le rapatriement d'anciens cadres d'Afrique ont également eu leur part dans cette augmentation du chômage.

Atout, l'évolution défavorable de l'économie portugaise ne peut pas être dissociée de la situation des autres pays de la zone — eux-mêmes frappés par la récession.

La récession industrielle s'est produite entre le premier trimestre de 1974 et le troisième trimestre de 1975.

La capacité productive est restée, durant toute la période de crise, très sous-utilisée, en particulier dans les industries de biens d'équipement : 63 % en mars 1974, et 62 % en septembre 1975.

La formation brute de capital fixe s'est aussi réduite, légèrement en 1974 (- 2,8 %), mais très fortement en 1975 (- 36,6 %).

Les données relatives aux six premiers mois de 1976 semblent démontrer une reprise d'activité dans la plupart des secteurs industriels, ceux qui ont maintenu, même en 1975, un rythme élevé de croissance, comme les industries alimentaires, mais aussi la chimie, les métaux non métalliques, les dérivés du pétrole et la métallurgie de base. Cependant, le secteur

des biens d'équipement n'a pas connu ces progrès, et les secteurs d'exportation n'ont pas encore repris un rythme appréciable.

Ce redressement, dans le premier semestre de 1976, aura été le résultat de plusieurs facteurs : la demande provoquée par une relative reconstitution interne des stocks et la reprise du bâtiment et des travaux publics aura, en particulier, joué son rôle.

Cette évolution économique rendait nécessaire des mesures de politique industrielle, à deux niveaux :

- dans les secteurs traditionnels, avec un poids dominant des P.M.E. privées ;
- dans les secteurs industriels de base et concentrés.

Le poids élevé du secteur traditionnel des P.M.E. privées dans les industries portugaises et les difficultés qu'il a traversées (avec les valeurs importées de production, d'emploi et d'exportation concernées) ont démontré la nécessité d'une intervention du gouvernement en vue de réanimer certains secteurs par des mesures de réorganisation. C'est à quinquante-huit l'institut d'appui aux P.M.E. et les groupes techniques d'intervention du ministère de l'Industrie et de la Technologie.

Les secteurs productifs de base ont été l'objet de nationalisations en 1975, en particulier la plupart des chimies, des mines d'engrais, des chantiers de construction et de réparation navales, des usines sidérurgiques, pétrochimiques et de production électrique, des raffineries de pétrole et des sociétés de distribution d'énergie. On a aussi nationalisé les tabacs, les brasseries et une partie de l'industrie du verre.

En ce moment, il y a déjà des entreprises publiques dans les secteurs du ciment, de la pâte à papier, de la construction navale, de l'électricité, du pétrole et des tabacs. On vient de publier une étude sur les « bases générales des entreprises publiques » (avril 1976) qui donne une idée claire du cadre institutionnel de ces entreprises. On a aussi défini la politique de zones industrielles et créé l'institut des investissements étrangers (I.I.E.).

Le programme de gouvernement, approuvé en août dernier par l'Assemblée de la République, a fixé comme objectifs généraux de la politique industrielle : l'augmentation de la production, la réduction du chômage, la promotion, l'investissement, l'augmentation des exportations et la diminution des importations.

Cela implique la définition d'une stratégie à moyen terme et l'élimination de nombreux goulets d'étranglement dans une structure industrielle que le Plan à moyen terme (1977-1980), en cours d'élaboration, devra compléter.

Dans le projet de plan à court terme pour 1977, qui sera soumis à la République est en train de discuter, le gouvernement propose d'ailleurs une série de mesures de politique industrielle à court terme qui s'inscrivent dans les orientations globales déjà définies.

Pour l'essentiel, ces mesures visent :

- la consolidation et le développement du secteur productif de l'Etat ;
- l'acclémentation des sous-contratations et des stimulants à l'importation nationale dans la réalisation des projets d'investissements ;
- des restructurations sectorielles et des associations et fusions d'entreprises ;
- l'amélioration de l'utilisation des capacités productives disponibles ;
- l'augmentation des exportations de produits manufacturés ;
- l'équilibre économique et financier des entreprises industrielles, grâce, notamment, à une révision des politiques tarifaires et de prix ;
- une solution juridique aux cas où propriétaires et détenteurs des moyens de production ne sont pas les mêmes, où il y a un décalage entre la titularité et la détention des moyens de production ;

La mise en valeur des richesses minières et leur transformation, en vue de la création de valeur, surtout au niveau régional ;

la diminution de la dépendance extérieure dans le domaine de l'énergie et l'augmentation de la production à un rythme parallèle à celui de la croissance industrielle.

Le plan à court terme pour 1977 prévoit un ensemble de projets d'investissement dans le secteur productif de l'Etat. Compte tenu de l'importance capitale de ce secteur dans l'ensemble de l'industrie, ces investissements seront, à leur tour, producteurs d'investissements dans d'autres secteurs. Pour cela, les actions entreprises dans l'agriculture, le bâtiment et les travaux publics auront certainement des effets positifs sur le développement industriel.

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DE LA TECHNOLOGIE
BUREAU D'ETUDES ET DE PLANIFICATION
Rua Braamcamp, 9 - 3^e D^e LISBOA - 2
PORTUGAL

(1) Le Code des investissements étrangers, déjà publié, ne s'applique, pour le moment, qu'aux investissements étrangers.

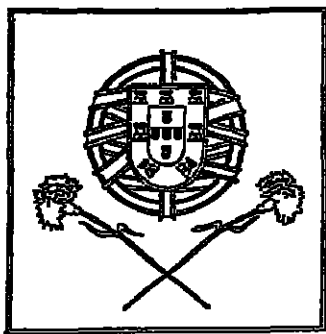
Filiale du CRÉDIT LYONNAIS

présente depuis 80 ans au Portugal

SES SERVICES SPÉCIAUX "AFFAIRES INTERNATIONALES" VOUS ASSISTERONT DANS L'ETUDE DE VOS PROBLÈMES ET LA RÉALISATION DE VOS PROJETS

adrez-vous au CRÉDIT FRANCO-PORTUGAIS

PORTO Av. dos Aliados 66 Tel: 02 257 05 Telex: 22302	LISBONNE Rua Augusta 61 Tel: 362512 et 320875 Telex: 12567	Siege Social 16, Rue de Choiseul - PARIS - 2 ^e ème Tel: 295 16 09 Crédit Lyonnais
---	---	---



IMAGES D'UNE CAPITALE

Si c'était une couleur ? Un ocre, jaune ou rouge : celui qui égale les maisons lépreuses des quartiers populaires, tout comme les usées pâles de la place du Commerce ; ou, peut-être, un bleu, celui, toujours si doux, des ciels de l'arrière-automne, et celui des azulejos — ces carreaux de faïence qui éclatent encore les façades d'innombrables maisons, modestes ou coquées. Si c'était une odeur ? En ce cas, aucune hésitation : ce serait celle de la sarde grillée, sans laquelle un dimanche après-midi sur les gradins d'un stade, la promenade familiale, un peu compassée, au parc de Monsanto, la virée du samedi matin à la *Faça da Lada* — le marché aux puces — de Santa-Clara, ou même, depuis peu, les meetings politiques au Palais des sports, aux arènes de Campo Pequeno ou au stade du 1^{er} Mai, seraient des plaisirs imparfaits. Si c'était un bruit ? Alors, le roulement des tramways qui montent à l'assaut des collines du Bairro-Alto ou de l'Alfama.

La vue, l'odorat, l'ouïe : si cette approche devait laisser penser que Lisbonne est une ville qui parle d'abord aux sens, tout serait à refaire ! Bien que située à l'extrême sud de l'Europe, la « reine du Tage » est l'une des moins « méridionales » des capitales du Vieux Continent. Une anacostale propension à la réserve du peuple portugais, renforcée par près d'un demi-siècle de salazarisme puritan, explique sans doute ceci, que les turbulences de la « révolution aux caillots » aient pu, un moment, cacher : Lisbonne est une cité sans exubérance, grave, pour tout dire d'un mot : pudique.

Ce qui est vrai, c'est que la simple évocation de son nom suscite aussitôt un cortège d'images. Cela doit tenir à son site : une série de collines — sept, bien entendu, assurent les Lisboètes, — qui multiplie les « points de vue » sur la ville. Sans aucun doute, cela tient, plus encore, à sa situation au bord du Tage. Large, à cet endroit, de 200 mètres, le fleuve ne quitte la « mer la paille » — sorte d'immense estuaire intérieur aux eaux blondes comme le champagne — que pour aller, 5 kilomètres plus loin, se mêler à l'Atlantique. C'est dire que, comme Istanbul, Hong-

kong ou San-Francisco, Lisbonne doit beaucoup de son charme au commerce qu'y entretiennent l'eau et la terre. Le visiteur flâne dans des rues sans originalité, et, soudain, un carrefour lui ménage une admirable échappée vers le Tage. Le souffle un peu court, il grimpe une *calçada* (rue en pente) ; se retourne-t-il, et son regard embrasse un va-et-vient de navires, dominé par la sveltes silhouette du pont du 25-Avril (1) et, sur la rive opposée, par la colossale statue du Christ-Rédempteur.

Le centre de gravité

Ce mariage, aimable, de la ville et du fleuve peut prendre à l'occasion un tour solennel. Il en est ainsi lorsqu'on le contemple des jardins du palais de justice. De là, on peut, littéralement, lire le plan de la cité, noter combien — par-delà l'embellie de ses rues, son fouillis de montagnes russes — il s'apparente à celui d'un jardin à la française. Une magnifique perspective relie au Tage, le long rectangle, un peu ennuyeux, du parc Eduardo-VII. Elle passe par la place du Marquis-de-Pombal, dominée par l'orgueilleux monument dédié à ce ministre qui reconstruisait la ville après le tremblement de terre de 1755. Elle descend en pente douce l'avenue de la liberté — les Champs-Élysées de Lisbonne. Elle s'incline légèrement au niveau de la place du Rossio. Et, par les rues, alignées au cordeau, de la ville basse, elle aboutit à la somptueuse place du Commerce, que bordent sur trois côtés une dizaine de ministères.

C'est, le Portugal à longtempa réglé la vie d'un empire sur lequel le soleil ne se couchait jamais. Le Terreiro-do-Paço — autre dénomination de la place — n'est plus, désormais, que le symbole de la prééminence, contestée au demeurant, de Lisbonne sur le reste du pays. La vaste terrasse s'ouvre sur le Tage. Un escalier y descend, majestueusement. Entre les deux hautes colonnes de marbre blanc qui l'encadrent, un pêcheur a jeté sa ligne — inconscient d'occuper, en quelque sorte, le centre de gravité de la cité.

Cette manière de communiquer avec un fleuve par lequel, jadis, des Portugais sont partis à la conquête de trois continents n'est, somme toute, pas plus défectueuse que de traverser deux fois par jour — comme le font les milliers de personnes qui ont un emploi dans la capitale, mais habitent *na outra banda*, sur la rive en face. C'est vers la fin de l'après-midi que le spectacle est le plus impressionnant. Une noria de bateaux relie l'embarcadere du Terreiro-do-Paço à Casilhas — visible de tous les points de Lisbonne grâce à l'immense pont roulant des chantiers navals de la Lisnave.

A terre, l'animation n'est pas moindre. Mais elle est plus désordonnée. Des vendeurs ambulants ont envahi les abords de l'embarcadere. Ils proposent aux voyageurs pressés du pain, des fruits, des légumes, de quel improviser un dîner : c'est du temps gagné pour la soirée, et tant pis pour les boulangers et les épiciers d'outre-Tage.

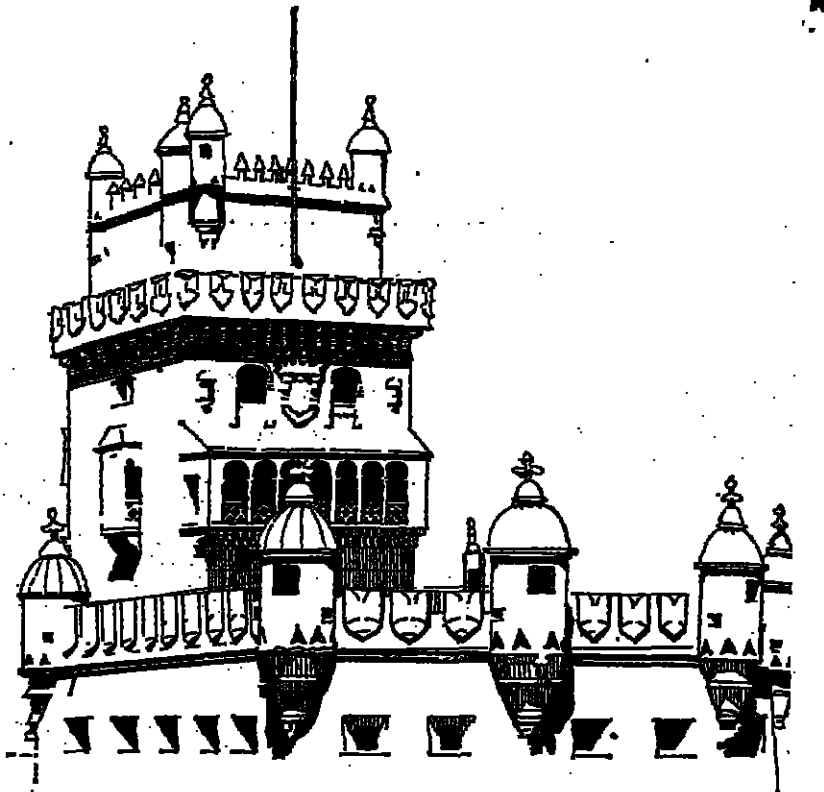
Cette agitation, pourtant, ne saurait faire illusion : on ne hume pas, à Lisbonne, l'atmosphère des grandes ports. Est-ce parce que les halles de la rive en face amortissent les sautes d'humeur de l'Océan, transformant les gros « coups de chien » en petites pluies impitoyables, les redoutables tempêtes en modestes coups de vent ? Est-ce l'extrême discrétion du quartier Sao-Paulo, qui abrite les bars à matelots ? Est-ce parce que des kilomètres de hangars, d'ateliers, d'entrepôts forment un écran presque ininterrompu entre le fleuve et la ville basse ? Est-ce la quasi-absence, très surprenante, d'oiseaux de mer ? Toujours est-il que le Tage apparaît au visiteur non prévenu bien plus comme un magnifique décor que comme le théâtre d'une intense activité maritime.

Un lieu « aimanté »

L'animation de la cité se concentre en retrait du fleuve. La ville basse est le quartier commercial par excellence : pour une Lisboète, se rendre à *Baixa* (à « la basse »), c'est aller faire des courses. Mais l'atmosphère de ruée que connaît, dans la journée, la rue de l'Or, la rue de l'Argent et la rue Augusta disparaît soudain lorsque les boutiques ferment leur rideau de fer. Passé 20 heures, la ville basse devient une sorte de désert, mal éclairé, qui prendrait des allures de coupe-gorge si Lisbonne n'avait hérité de temps révolus cette réputation d'être une des capitales les plus sûres du monde.

Place du Rossio, en revanche, l'animation dure de l'aube jusqu'à tard dans la nuit, avec à peine un léger creux à l'heure sacrosainte du dîner en famille, et des informations télévisées. Pourquoi ici et non pas, 100 mètres plus loin, la place de Figueira, au moins aussi étonnante, et, en tout cas, plus palpitante, plus propice aux conversations ? De bons auteurs soutiennent qu'il est, dans les villes, des lieux « aimantés ». Le Rossio, en ce cas, en est un. Du temps des folles journées de la « révolution des caillots », c'était ici que se tenait la bourse aux informations — plus souvent aux bruits, c'est-à-dire aux faux bruits, aux rumeurs. De là, aussi, partaient la plupart des manifestations. La colonne de Don-Pedro-IV, qui occupe le centre de la place, a gardé de cette époque la trace de quelques fameux barbouillages groupusculaires.

Le reflux de la « vague » a laissé ici un tout autre population. Tout d'abord quelques vrais hippies et beaucoup de « faux paumés », confondant volontiers — l'endemain qui chantent — et paradis artificiels. Le trottoir qui passe devant le café Nicola, quant à lui, a été, vers la fin de 1975, littéralement colonisé par les rapatriés des anciens territoires portugais d'Afrique. Ils arrivent vers le milieu de la matinée, jeunes et vieux, hommes et femmes, Blancs et Noirs, disant par petits groupes. L'après-midi ces groupes se soudent peu à peu. Le soir, se frayant un chemin à travers cette foule est une entreprise ardue. Vers minuit, tout le monde rentre chez soi, jusqu'au lendemain. Les autorités ont, parfois, semblé inquiètes de ce phénomène, d'autant que cette population s'arrache les journaux d'extrême droite et la littérature fascisante exposée aux évents.



La tour de Belem

J. Kérand, A.

Mais elles ont, apparemment, été effrayées par l'ampleur du problème, ou peut-être découragées par l'aspect de mollesse tête qu'assume cette foule — prompt, au demeurant à s'enflammer en cas d'incident.

Dans la journée, Lisbonne est une ville animée mais non point trépidante.

La topographie, compliquée à soutenir, multiplie les petites rues en pente, tout en virages, et favorise de beaux embouteillages. La folle ténacité des chauffeurs de taxi (cardiaques s'abstenir !) et quelques larges avenues, tout de même, n'y changent rien : il est difficile, à Lisbonne, d'arriver à l'heure aux rendez-vous. Nul d'ailleurs ne semble s'en formaliser : vraiment : le 25 avril n'a, lui, transformé personne en marquis de l'heure.

Le soir, les énergies de la cité s'apaisent, et puis, rapidement, s'épuisent, dans la plupart des quartiers.

Le reflux de la vague révolutionnaire a découvert une ville d'autant moins noctambule que le syndicat de l'hôtellerie avait réussi à obtenir que les garçons de café et les serveurs de restaurant terminent leur service à minuit.

Et le fado, inséparable de l'image que l'on se fait de Lisbonne ? Il se remet mal, pour l'instant, des coups

qui lui ont été assénés après le 25 avril. Coup direct : la diminution du nombre des touristes a fait périr les boîtes du Bairro Alto qui s'étaient spécialisées dans le genre de cette complainte un peu sucrée. Coup indirect : la dénonciation, par le général Vasco Gonçalves, alors premier ministre, des « trois F » (fado, football, fatima) qui avaient aidé le fascisme à endormir les Portugais, a contribué à discréditer un peu plus un genre musical qui garde, cependant, une certaine faveur dans les classes populaires. Les *fadistas* (chanteurs) de l'aristocratique Bairro Alto comptent, aujourd'hui encore, parmi les antagonistes les plus convaincus de la société portugaise. C'est donc, sans doute, dans le vieux quartier d'Alfama — dont les maisons s'étagent entre l'antique citadelle du château Saint-Georges et le Tage — que l'on peut aujourd'hui écouter ce qui se fait de plus authentique dans le genre.

Les deux autres « F » se sont mieux remis de la tourmente révolutionnaire. Les églises gardent un très bon taux de fréquentation, même si leurs façades blanchies à la chaux portent encore, sous la forme de slogans antagoniques, la trace des violentes luttes qui ont opposé les chrétiens favorables au processus révolutionnaire à ceux qui ne voyaient de salut que

dans l'obéissance à la hiérarchie catholique. Quant au football, repart très fort, même si semble peu dépassé le temps où certains Lisboètes *clubistes* (partisans club) de Benfica se faisaient po maîtres, le lendemain d'un défaite de leur favori, plutôt d'affronter l'ironie de leurs légers sympathisants du Sport

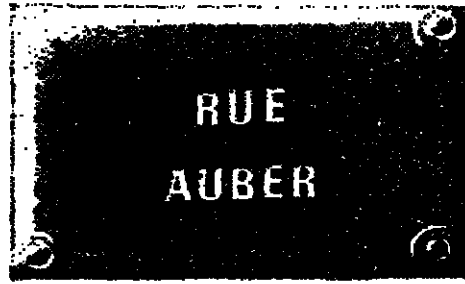
Ces vieilles habitudes qui viennent en force : ces affiches, le temps commence à défrayer ces slogans sur les façades, la pluie a déjà délavé... S'en va vraiment passé quelque chose ! Lors des déjeuners d'affaires, d les dîners au Club littéraire, on se contente plus toujours de mater les excès du « prince des caillots ». Souvent, désormais les espoirs qu'il a suscités sont vertement moqués. Parce que murs ont eu la parole, on regrette le temps où ils avaient des oreilles. Sur cette ville, dont le nom, jour d'avril 1974, est devenu, s'clat synonyme de liberté, il ne à présent comme une mélancolie de lendemain de fête. Les lions sont éteints.

JEAN-PIERRE CLERC.

(1) Inauguré en 1966, cet ouvrage s'appelait, jusqu'au 25 avril 15 pont Salazar.

BPA

Paris:



5-7 - RUE AUBER
PARIS. 75009.
TEL: 073.2465 - TELEX: 220475 ILBANK - PARIS

Veuillez nous rendre visite.
Nous serons heureux
de nous charger de vos affaires au Portugal

BANCO PORTUGUÊS DO ATLÂNTICO

PÓRTO

LISBOA

Le Flying Dutchman

est en réparation au Portugal

UNE B
A VOOC
TERNNA

Le « Flying Dutchman » sait très bien que le temps c'est de l'argent...
Il sait aussi que **setenave** répare des navires de toutes catégories et de toutes dimensions.
Stratégiquement placée sur une des principales routes maritimes, **setenave** offre aux armateurs toute la sécurité d'un service de haute qualité et d'une main-d'œuvre spécialisée, son expérience, sa compétence.
Deux cales sèches peuvent accueillir pour réparations et conversions des navires de 450.000 et 700.000 dwt respectivement.

setenave

Estaleiros Navais de Setúbal

Telex: 13143 • P.O. Box 135 • Setúbal-Portugal • Tel.: 04-20101, 04-20151

مكتبة الأهل

Le legs encombrant du salazarisme

J'ai vécu », expliquait l'abbé Slayes à qui l'on demandait comment il avait réussi à traverser sans encombre la tourmente révolutionnaire portugaise. Comme ces hommes qui résistent à tous les changements de régime, certains secteurs d'activité importants ne sont pas ébranlés par les bouleversements politiques. Ainsi le tourisme portugais — un des piliers de l'économie du pays — responsables qui, depuis le 25 avril 1974 se sont succédé au pouvoir à Lisbonne n'ont, à aucun moment, estimé indissoluble d'en bouleverser l'orientation et les structures.

De Marcelo Caetano à Mario Soares, ce n'est évidemment pas le même Portugal. Mais le régime, parfois atteint indolument par les soubresauts révolutionnaires, n'a en réalité jamais cessé de suivre la voie qui avait été tracée pour lui dès l'origine.

Les points de vue à son sujet, certes, parfois divergents, les gouvernements du général Vasco Gonçalves, des ministres comme M. Francisco de Moura (à l'époque ministre du Mouvement démocratique populaire M.D.P.), étaient partisans d'un régime de masse. Ils pensaient que, sinon, cette activité n'était pas la « prostitution d'un régime ». Le chef du gouvernement, quant à lui, ne voulait que les Portugais deviennent les « larrons » de l'Europe, l'époque où les comités d'entreprise des pays de C.E.E. retenaient, par millions, des « lits sociaux » au Portugal ; l'époque, aussi, où de nombreux hôtels « entraînaient » la gestion ; où l'Etat était le plus de quinze mille du secteur hôtelier — sur peu plus de quatre-vingt millions, enfin, où une rention accordait aux personnels de cette branche — soit vingt mille personnes environ

— un salaire de base de 7 000 escudos par mois (un peu plus de 1 000 francs), soit près du double du minimum garanti. On parlait vaguement d'une « nécessaire conversion » du secteur : le régime salazariste n'avait-il pas opté, délibérément, pour un tourisme de luxe, extrêmement sélectif ? Des Portugais engageaient eux-mêmes le « processus », en campant sur les terrains de golf de l'Algarve. L'euphorie n'a pas duré.

La liberté contagieuse

« Le tourisme social n'est pas une priorité du moment », explique aujourd'hui M. Manuel Rocha, directeur du bureau d'études et de planification de ce secteur. « Il n'y a qu'une certitude : le tourisme fait rentrer des devises au Portugal. » C'est là une excellente définition de la politique suivie, dans ce domaine, par toutes les équipes qui se sont succédées au pouvoir depuis le 25 avril 1974. Le palabre pouvait bien s'installer dans les rues, et fleurir la révolution aux fusils des soldats : les spécialistes du tourisme — souvent les mêmes que naguère — continuaient leurs actions de promotion.

« Nous avons pu équilibrer notre balance des paiements grâce aux revenus du tourisme : 7 milliards d'escudos en 1974. Ce secteur est celui qui a fait entrer le plus de devises au Portugal », nous confiait, au printemps dernier, M. Jorge Campinos, alors ministre du commerce extérieur et du tourisme, à un moment où l'économie portugaise était déjà fortement « secouée ». Il assurait même : « Pour gagner la révolution, il faut gagner la bataille du tourisme. » Les constructions indispensables à l'avènement d'un tourisme social idéal étaient reportées à un futur mythique. « Le tourisme social ne rapporte rien », admettait-on dans les milieux officiels, compétents.

Il est vrai que, dans ce domaine, les premières expériences, bien timides, n'ont guère été concluantes. Les hordes de touristes « politiques » qui, de l'Europe entière, ont déferlé sur le Portugal durant l'été 1974 n'ont pas compensé, loin de là, les pertes enregistrées du côté de la clientèle habituelle — notamment les Américains et les Espagnols, effrayés par une presse alarmiste. On voyait, certes, avec sympathie ceux qui venaient assister au spectacle de la révolution ; l'Office du tourisme lui-même affichait : « La liberté, c'est contagieux ! » Mais la dépense quotidienne moyenne d'un « méricain » étant de 1 400 escudos (plus de 300 F), il était difficile d'oublier que l'afflux de « touristes militants » ne compensait pas le manque à gagner !

Une situation de fait

Les nouveaux responsables ne faisaient qu'hériter d'une situation de fait, dont l'Algarve offre un bon exemple. A l'extrême sud du Portugal, dans une région ensoleillée, cinq hôtels de cinq étoiles, quatre terrains de golf, des tennis et deux casinos ont été construits entre Lagos et Faro, dans les années qui ont précédé le printemps de 1974. Bien desservi par l'avion et par le train, la région est, certes, de plus en plus fréquentée par les Portugais eux-mêmes, qui ont, après le 25 avril, découvert leur propre pays. Mais ce n'est évidemment pas dans ces hôtels luxueux qu'ils descendent.

Pourtant, ce qui est fait est fait. Pour l'équipe au pouvoir, l'alternative est donc de rentabiliser ces équipements de luxe, ou, si possible, de les convertir. Ils ont, selon toute apparence, choisi de rentabiliser l'héritage (1).

« Personne, aucun pays, ne peut échapper au tourisme. Même la Roumanie, la Bulgarie en ont besoin », explique au Monde l'actuel secrétaire d'Etat au tourisme, M. Luis Felipe Madeira.

Obidos, Batalha

Alors, une fatalité ? Les travaux n'ont, en tout cas, jamais cessé à Vila-Moura — un ensemble de prestige de 1 600 hectares situés dans l'Algarve. Les gouvernements les plus durs, ceux qui mettaient en cause avec le plus de fermeté le tourisme sélectif, n'ont même pas retardé les programmes. Le général Vasco Gonçalves lui-même n'a-t-il pas déclaré, en juillet 1975, que les activités de ce secteur ne devaient pas être nationalisées.

Le Portugal, avec ses 850 kilomètres de plage — certaines d'entre elles font plus de 100 kilomètres de long — son soleil (sur les affiches de l'Office du tourisme les soldats de la révolution ont été remplacés, cette année, par de superbes tourtereaux), ses paysages attirants et pittoresques, ses traditions populaires, offre exactement ce que recherchent, pour leurs vacances, nombre d'habitants des pays industrialisés. Les petits ports de la Côte d'Argent, où les pêcheurs coiffés de bonnets pointus tirent leurs filets bleus sur les plages, des villes fortifiées comme Obidos, aux rues blanches et calmes, des cloîtres — comme celui de Batalha, véritable dentelle de pierre — les vieux quartiers de Lisbonne où l'on peut écouter le fado : tout cela n'a rien perdu de son « trait d'union » de sa beauté.

L'essentiel ayant été conservé, il faut, à présent, réparer les conséquences funestes des événements. Une indication statistique les résume : les chiffres

de 1970 seront à peine rattrapés cette année. Deux problèmes précis obèrent actuellement l'avenir, à court ou à plus long terme.

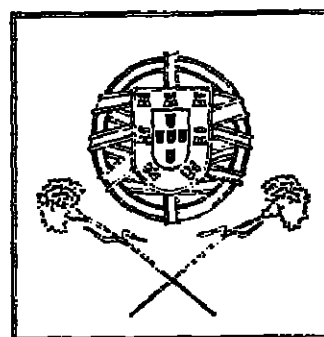
Celui des retournés tout d'abord, ces rapatriés de l'Angola et du Mozambique qui, depuis la fin de 1975, occupent une partie des hôtels — si bien que les agents de voyages ont craint de ne pas avoir de places pour leurs clients. Les augmentations de salaires, en second lieu, ont rendu plus difficile l'exploitation d'une hôtellerie de luxe, nécessitant un personnel nombreux.

Avec la « normalisation » consécutive au 25 novembre 1975, le tourisme reprend peu à peu sa place dans l'économie portugaise. Il n'apparaît plus, aujourd'hui, dans une société où la fièvre est retombée, comme un « canard boiteux ». Les responsables actuels s'efforcent de faire admettre que les hôtels de luxe — à faire se révolter un paysan de l'Alentejo — peuvent aussi servir la cause, et qu'attirer une clientèle fortunée n'est pas incompatible avec le socialisme.

Il reste que cette clientèle n'est pas toujours au rendez-vous. Les responsables actuels du tourisme admettent que, pour attirer en nombre ces cadres des pays d'Europe dont ils espèrent la venue, il faudra améliorer les infrastructures, les routes, les aéroports. D'autant que, les prix portugais, tout en restant parmi les plus bas d'Europe (2), ont tout de même grimpé depuis le 25 avril 1974.

CHRISTIAN COLOMBANI

- (1) Les autorités s'efforcent, cependant, d'organiser l'accueil des touristes chez l'habitant dans l'intérieur du pays.
- (2) Hormis l'essence, extrêmement chère. Le secrétaire d'Etat au tourisme étudie un système de détaxe du carburant en faveur des touristes.



TOURISME

OU, QUAND, COMMENT COMBIEN ?

Le Portugal se divise en neuf régions touristiques : Côte Verte, Côte d'Argent, les Montagnes, la Côte de Lisbonne, Lisbonne, les Llanuras, l'Algarve, Madère et les Açores. D'une région à l'autre, les prix varient sensiblement, mais, dans l'ensemble, l'hôtellerie portugaise est bon marché. En haute saison, dans un hôtel de première catégorie de la Côte de Lisbonne, il faut compter 150 F par jour et par personne environ. A Lisbonne : 200 F. A Madère : 250 F. Mais sur la Côte d'Argent, au sud de Porto : 100 F seulement.

L'Algarve est l'une des régions les mieux équipées du continent, la plus ensoleillée : la température varie de 15 degrés l'hiver à 25 degrés l'été en moyenne. On pratique la golf à Quinta-do-Lago, Vale-do-Lobo, Vilamoura et Penina. Les terrains sont ouverts toute l'année : 250 escudos par jour en moyenne. La région est très bien desservie. Il n'y a que vingt minutes de vol entre Lisbonne et Faro.

● Renseignements pour l'ensemble du Portugal : secrétaire d'Etat au commerce extérieur et au tourisme, direction générale du tourisme, Palácio Foz, Praça dos Restauradores, Lisbonne, tél. 367-031. A Paris : Maison du Portugal, 7, rue Scribe, 75008, tél. 073-44-71.

BANCO
PINTO & SOTTO MAYOR

Siège Social : LISBONNE (Portugal)
Succursales : Porto, Luanda, Maputo, Paris

UNE BANQUE
A VOCATION
INTERNATIONALE

SUCCURSALE A PARIS

6, rue de la Chaussée-d'Antin. — PARIS (9^e)

AGENCES EN FRANCE

RÉGION PARISIENNE : Champigny-sur-Marne, Corbeil, Deuil-la-Barre, La Courneuve, Montreuil-la-Jolie, Montfermeil, Nanterre, Paris-15^e, Porte de Charenton, Saint-Maur-des-Fossés, Sainte-Geneviève-des-Bois, Sèvres, Villejuif, Villeneuve-Saint-Georges.

PROVINCE : Bordeaux, Clermont-Ferrand, Lille, Lyon.

BUREAUX A L'ÉTRANGER

Düsseldorf - Montréal - Toronto



Louez Maeva au Portugal.

Avec la TAP,
c'est à 2h30 à vol d'oiseau.

Au printemps avec la T.A.P., envolez-vous pour le sud du Portugal, et découvrez la nouvelle formule de location vacances Maeva. A Pedras del Rei et Pedras da Rainha.

Vous louerez une maison bien à vous, à votre taille, entièrement meublée et équipée, vous vivrez vos vacances en toute indépendance. Au bord de la méditerranée, et près de ce que vous aimez. Vous trouverez sur place des activités nombreuses que Maeva a imaginé pour votre plaisir.

Gratuitement : piscine, pétanque, yoga, ping-pong, volley-ball, jeux de société, jardin d'enfants sont offerts par Maeva.

Pour un prix raisonnable : tennis, voile, ski nautique sont payables à la carte.

Ainsi vous passerez des vacances libres et heureuses selon vos envies et votre budget.

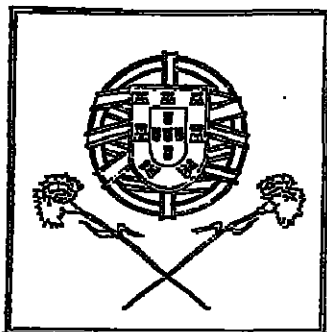
Alors dès le 22 mars, avec la T.A.P., filez vers l'Algarve et en moins de 2 h 30 rejoignez Maeva au cœur de l'une des plus belles régions du Portugal.

Réservez dès maintenant.

Maeva
88 Champs Elysées 75008 Paris
742.68.90

TAP

THE AIRLINE OF PORTUGAL



LE CHAMP CULTUREL

LE 1^{er} mai 1974, une semaine après le coup d'Etat militaire qui a renversé le régime néo-salazariste de Marcelo Caetano, le peuple portugais fait irruption sur la scène. Soudain, une énorme quantité d'énergie accumulée se libère, sapant tout le passé : l'appareil culturel d'Etat constitué par le fascisme pour imposer ses valeurs corporatistes ; le pouvoir de la bourgeoisie, à la fois inspiratrice et cliente de cette culture officielle ; les structures socioculturelles de l'Eglise, intimement liées au régime, et même ces institutions-relais que sont le café et les clubs de football.

En quelques jours, la place publique, la rue, le lieu de travail, deviennent les vrais centres de création et de propagation des nouvelles valeurs. Les citoyens entre les hommes imposés par le salazarisme sont abolis. Le besoin de parler, de se rencontrer, est immense. Dans les premiers mois du nouveau régime, les Portugais font une utilisation orgiaque de la parole. On discute de tout, partout.

Au Portugal, il y a près de 40 % d'analphabètes. Mais puisque, désormais, la rue engendre la culture, il n'est plus besoin, pour exister, de savoir lire et écrire. La parole devient l'attribut de tous. Le discours dominant émane maintenant des manifestations, des meetings, des assemblées ouvrières. Son véhicule est l'affiche, la fresque murale, le graffiti, le slogan, qui fuse avant même que les partis aient eu le temps de le fabriquer. Il n'y a plus, dans tout le Portugal, un seul panneau de signalisation vierge d'inscriptions. Si l'art est expression populaire, Lisbonne est devenue la plus grande ville d'art du monde.

Clameur contradictoire

Pour les institutions traditionnelles — productrices d'art et de culture, c'est la catastrophe. La clientèle habituelle de la télévision, de la radio a rejoint la rue. Elle fait l'histoire ; elle ne l'écoute plus. Les vieux appareils, se sentant condamnés, passent à l'auto-critique, s'interrogent, se modifient... et se modifient. Ils ne feront bientôt plus que répercuter la clameur contradictoire du dehors, n'offrant plus que des programmes cahotiques. Au vrai, il n'y a plus de programmes du tout, mais seulement des réflexes, désordonnés. On censure des documents inoffensifs. On interdit trois fois une émission pour finalement la passer. Et puis, les réalisateurs sont démis ! Les mass media ne font que renvoyer au mouvement révolutionnaire sa propre image, mais encore plus brouillée, à possible, tant est profond le désarroi des intellectuels qui en ont la charge.

Le système hérité de l'ancien régime fait que tout dépend du directeur. Qu'il aille naître ! En deux ans de révolution, le directeur change quinze fois. Ainsi, tout le monde a accès à la télévision, et beaucoup y parlent. Le plus important, comme le plus futile, y est

« **C**HACUN a le droit d'exprimer et de divulguer sa pensée par la parole, l'image ou quelque moyen que ce soit, ainsi que celui de s'informer. Nul obstacle ni discrimination ne doit restreindre ce droit. Aucune censure ne peut ni l'interdire ni le limiter. »

Ainsi en dispose l'article 37 de la Constitution portugaise, promulguée le 25 avril dernier, mais rédigée, pour sa plus grande part, durant cette période d'emballement révolutionnaire que fut l'été chaud de 1975. Les commissions

dit. Tout est montré : les responsables ont bien trop peur de sélectionner. Les coopératives de cinéma politique font passer leurs reportages « engagés » sur la vie quotidienne, sur les luttes populaires. On assure que les directeurs convoquaient en permanence les critiques de la télévision pour savoir ce que « le peuple » pensait d'eux.

En urbanisme, en architecture, c'est la demande populaire qui est motrice. Le SAAL (Service mobile d'architecture et de logement) se détache progressivement de son ministère d'origine et travaille avec les commissions de quartier, à Porto, à Espinho, à Lisbonne, à Seixal. Il construit à la place des bidonvilles — et avec la participation de leurs habitants — de nouveaux quartiers décentés. Il y aide à l'organisation de la vie socioculturelle, par la création de crèches, d'espaces récréatifs, de services de santé.

Ces « villes nouvelles » subsistent aujourd'hui encore autour des grandes villes.

Les expositions commerciales d'art plastique tombent progressivement en désuétude, au profit de manifestations collectives auxquelles participent professionnels et amateurs. La peinture cède généralement la place à l'impression graphique, à la gravure, à la photographie, à la sérigraphie. La galerie Zen, la plus renommée de Porto, ne fait, en deux ans et demi, qu'une seule exposition d'auteur. Elle se consacre aux expositions collectives, à l'affiche. L'acte de création l'emporte sur l'objet créé. Du coup, la vente disparaît pratiquement. Quelques artistes s'en plaignent, mais discrètement. En période révolutionnaire, l'égoïsme n'est pas de mise.

Paradoxalement, le fréquentation des écoles des beaux-arts augmente considérablement. Mais ces établissements éclatent en d'innombrables ateliers de créativité. Certains sont nouveaux, tel l'ARC (Atelier de recherche et de créativité), à Lisbonne. D'autres retrouvent une nouvelle saveur, tel Arvore (l'arbre), à Porto. Les peintres professionnels qui ont adhéré au mouvement populaire se rendent dans les usines. Ils y peignent — selon le désir et avec le concours des ouvriers — des fresques illustrant le moment révolutionnaire. Beaucoup sont encore intactes, comme celle plus de 100 mètres carrés que peignirent en 1975 à Lisbonne, près du marché central, quarante artistes parmi les plus connus du pays, aidés de quelques centaines d'amateurs.

La « dynamisation »

Les écoliers aussi descendent dans la rue. Ils participent à la décoration des murs. Les professeurs suivent. Dans un lycée de Lisbonne, les élèves désertent régulièrement les classes de sciences naturelles pour faire des plantations dans le jardin de l'établissement ! Même bouleversement dans l'université : les méthodes pédagogiques

Quand tout un peuple était artiste

de l'Assemblée travaillaient, alors, sous la pression de la rue.

Cette déclaration de principe, difficilement applicable en période « normale », reflète pourtant assez bien ce que fut l'ambiance dans le « champ culturel », au sens le plus large, pendant ces deux années où le pays vécut sans charte fondamentale — la Constitution corporative de 1933 n'étant plus en vigueur — et celle qui devait donner un cadre légal à cette « voie originale vers le socialisme » n'étant pas encore promulguée.



(Dessin de JOAO ABEL MA)

ont globalement contestées dès le premier trimestre de 1974. Les commissions de direction, désormais élues par les assemblées générales de professeurs, d'étudiants et de personnes, décident la suppression des examens. Les étudiants imposent, sans résistance du corps professoral, le contrôle continu des connaissances sur les nouvelles méthodes de travail : enquêtes, séminaires, débats. L'enseignement magistral est aboli. Le contenu de l'enseignement change, lui-même, de tout au tout. Les sciences sociales, interdites sous le fascisme, pénètrent toutes les autres disciplines.

Secouer la poussière

Les musées, devenus galeries, espaces ouverts, présentent des expositions collectives de contemporains, nationaux et étrangers, interdits jusque-là. On secoue partout la poussière. Un public nombreux découvre que le Portugal regorge de musées. Il les envahit. Le Portugal de Salazar était le paradis des collections particulières ; elles n'étaient pas imposées. Une bonne partie d'entre elles, nationalisées, deviennent la propriété de tous. Ainsi, la richissime collection d'art contemporain de la Banque Pinto et Magalhães est transférée au musée Soares dos Reis.

Cet écartement des structures culturelles traditionnelles, sous la pression du mouvement populaire libéré par le 25 avril, se voit, progressivement, épaulé par différents mouvements organisés.

Le service civique avait pour but l'alphabétisation des populations de l'intérieur — à qui il s'agissait, en outre, d'apporter une aide matérielle. En même temps, ce service permettait de sensibiliser les étudiants aux problèmes des travailleurs, ouvriers, paysans et pêcheurs. Finalement, l'expérience, rendue obligatoire, échoua en grande partie à cause des manipulations partisans dont elle fut l'objet. Le service civique provoqua en retour une gigantesque campagne hostile. Les paysans du Nord l'assimilèrent à une diabolique entreprise du communisme athée. Ces missionnaires néophytes furent, le plus souvent, chassés à coup de pierres.

Les campagnes de dynamisation du M.F.A. rencontrèrent, elles aussi, de multiples problèmes. Mais la plupart des obstacles étaient, à la différence des étudiants, issus de la classe paysanne. Cela facilitait les contacts.

Deux mille sessions ont été réalisées dans le Minho, autour de Porto, dans le cadre de la seule campagne « Verdade ». Les obstacles ont, pourtant, été permanents : rivalités électorales, propagande hostile de l'Eglise.

Même si la Cinquième Division — organe chargé de la coordination de ces campagnes de dynamisation — a progressivement pris des positions ultra-partisanes, leur bilan reste positif. Les structures féodales et corporatistes des villages n'en sont pas sorties indemnes. Une certaine modernisation a été amorcée.

Aux brigades du M.F.A. se joignent des groupes d'artistes et d'intellectuels, qui tentent de faciliter les contacts, d'entamer la scolarité médiane paysanne. Les groupes « A Comunidade », « Os Comícios », « O teatro de Cópia », « Os Galos », ont multiplié, au cours des campagnes de dynamisation, les représentations. Ils ont également joué dans les usines, les hôpitaux, les hospices. La plupart des spectacles, collectifs, étaient inspirés de l'actualité. Mais Brecht et Marx aussi sont allés chez les paysans du Nord, auprès des ouvriers de la construction, et dans les grandes coopératives de l'Alentejo.

De leur côté, les chanteurs se groupèrent, dès les premiers mois de 1974, en un front d'action culturelle (le FAPIR) et entreprirent un travail de mobilisation dans la ceinture industrielle de Lisbonne et dans la zone de la réforme agraire au sud de Lisbonne. Le GAC (Groupe d'action culturelle), quant à lui, s'est consacré à la compilation de musiques populaires — créant ses propres chansons à partir de ce matériel.

Il a lancé un disque *Pois Canté* (Pois chanté) qui constitue la plus belle somme de musique populaire existant au Portugal. La chanson de combat a bien

son Malakovsky. Autre constatation : ceux qui lisent ont peut-être lu davantage, mais le nombre des lecteurs n'a pas augmenté.

Le général Vasco Gonçalves, alors premier ministre, figure marquante de l'utopisme révolutionnaire, présida, en 1975, le premier congrès des écrivains portugais. « C'est une invitation, une demande, une sollicitation pressante que vous adresse le Conseil de la révolution. Venez à nos côtés ; contribuez à l'édification de la nouvelle société portugaise. A vous de trouver les formes adéquates de participation à cette tâche commune », déclara-t-il. Au congrès, deux lignes s'affrontèrent. L'une revendiquait la liberté totale de l'écrivain, son seul devoir étant d'être lui-même. L'autre insistait sur la nécessité pour l'intellectuel de mettre son savoir, son pouvoir, à la disposition de masses jusqu'alors silencieuses, de leur faire don de sa parole pour qu'elles retrouvent la leur.

L'appel du premier ministre ne reçut d'autre écho que l'ovation qui ferma le congrès. Certes, le volume de l'édition littéraire a augmenté considérablement. De multiples maisons se sont créées. Mais il n'y a pas eu de « saut qualitatif » par rapport à la période antérieure. En ce qui concerne la poésie et le roman,

fut la première projection : bonne, au Grand Théâtre du *Cultrassé Potemkine* sur l'histoire d'une nation pu Dictateur.

Le public des cinémas a augmenté considérablement, mais rarement les films portugais duais. La production nationale fut, vraie, modeste. Peu après le 25 fut créé un organisme d'Etat (l'institut portugais du cinéma) la fonction était de distribuer subside à la production. Se cteurs furent le plus souvent traités, toujours autoritaires, sectarisme politique y joua un funeste, jusqu'à le faire écart grande majorité des réalisateurs s'en détachèrent pour créer coopératives, telles *Cinequase Cinéquase*, qui produisirent tellement des reportages en télévision. A Porto, Monseigneur C.D.A.V. (Centre de documentation audiovisuelle) eurent aux multiples activités didactiques organisation de rétrospective, documentation, création de r animation, recherche.

Les films réalisés après 25 avril ont profondément remis de ceux de la période rétro, à une exception près : *Benilde ou la Vierge*

SUR LE VIF

● A VISEU, dans la province de Beira Alta, une campagne de dynamisation du M.F.A. se transforma, à Pâques 1975, en une fête ininterrompue d'une semaine. Aux pièces de théâtre et aux chansons apportées par des groupes, répondirent les fêtes traditionnelles paysannes. Le samedi saint, la coutume veut, à Viseu, que l'on brûle l'effigie de Judas. Mais, cette fois, Judas, ce fut le général Spínola — un pantin de paille bardé de croix gammées. Malgré l'essence qui coulait à flot, le « traître » ne voulait pas brûler. La population en joie, hurlait : « Spínola, tu résistes, mais nous l'avons ! »

● A PORTO, en avril 1975, la faculté des lettres attend, archi-comble, Jean-Paul Sartre qui doit prendre la parole. Tous les écrivains du pays sont là, avec les étudiants. Déception générale : il ne parle pas. Je suis là, annonce-t-il, pour apprendre ce que les intellectuels pensent et font dans la révolution portugaise. La question d'un silence glacé. Deux heures durant, ne surgit rien de la salle que des proclamations politiques stériles. A la sortie, Sartre, goguenard, constate : « J'ai vu, une fois encore, que les intellectuels n'ont pas leur place dans la révolution. »

● L'EVEQUE DE PORTO, un libéral, fit un jour, avec un sourire ambigu, cette confidence : « Les jeunes du service civique m'amuse. L'Eglise,

avec presque deux mille ans d'expérience d'alphabétisation et d'évangélisation dans les campagnes, a toujours le plus grand mal à comprendre et à se faire comprendre. »

● A LISBONNE, deux ouvriers échangèrent leurs impressions : la sortie du Damier Tango à Paris :

« Qu'en penses-tu ? »

— Pour du porno, c'est vraiment pas grand-chose !

— A mon avis, rétorqua son compagnon, c'est parce qu'ils veulent procéder petit à petit. Alors on commence par nous montrer des petites choses. Le porno sérieux viendra plus tard. »

(Rapporté par Eduardo Lourenço, dans *Journal Novo*, du 23 janvier 1975.)

O. V.

entendu prospérer, avec Fausto, Vitorino, Sergio Godinho, José Afonso, le GAC, etc. Plusieurs de ces chanteurs ont figuré sur les listes de soutien à la candidature d'Otelo de Carvalho. Rappelons que la révolution aux galles avait commencé par une chanson : c'est le passage sur les ondes de *Grândola Vila Morena*, qui donna le signal du soulèvement aux « capitaines » conjurés.

Pas de saut qualitatif

Comment servir la révolution ? se demandèrent aussi les écrivains. Une première constatation : la révolution portugaise n'a pas produit

les œuvres importantes qui ont vu le jour seraient, sans doute, écrites de la même manière sans le 25 avril (1). Citons le cas, passablement du roman d'Augustina Bessa Lúis, *Chronique du cultrassé O.B.S.* L'auteur fait, à distance proustienne, la chronique fictive de deux années de révolution. Elle avait déjà fait dans d'autres livres d'égalé qualité le même type de narration des quarante-huit années de fascisme.

Rechercher sur l'ensemble de la recherche et de la réflexion théorique qu'on constate une véritable rénovation. De nombreux ouvrages ont analysé l'expérience politique en cours. Cette relative absence des écrivains sur la scène ouverte de la révolution culturelle est aussi due. Il faut le préciser, au fait qu'un grand nombre d'entre eux ont occupé d'importantes fonctions politiques ou journalistiques.

Le cinéma allait-il, plus facilement que la littérature, trouver sa place dans cette entreprise culturelle collective que fut la révolution ?

Pour ce qui est de la diffusion, le premier phénomène consécutif au 25 avril, fut l'invasion du cinéma pornographique étranger. La censure du fascisme était, dans ce domaine, d'une sévérité pointilleuse. L'interdiction pure et simple était la règle. Bergman, et d'autres, furent coupés, déstabilisés. L'interdit persista quelque temps dans la conscience collective. Puis, lorsque les distributeurs s'enhardirent, l'enthousiasme du public ne connut pas de limite. Dès l'été 1974, une publicité massive invitait à la *Grande Bouffe*, au *Damier Tango* à Paris, à *Emmanuelle*, puis à toute la production suédoise.

Le phénomène, cependant, fut assez passager. Le public parut vite las de ce qu'il avait trop attendu. La mine d'or s'épuisait, les distributeurs, sur l'indication du gouvernement du général Vasco Gonçalves, commencèrent à importer les grands classiques portugais. Le public fut plus limité, mais aussi plus passionné. Un grand moment

de Manuel de Oliveira, cone comme le plus important cinématographique. Il fut, au plan politique, vivement attaqué. Son insin en partie surréaliste, le p pourtant, au niveau des plus grands créateurs européens.

Dans la plupart des cas, le néo-fascisme, saisi par l'histoire, tirent des thèmes politiques produisant beaucoup de documents et de films de montage, cette succulente chronique fasciste, produite à partir d'aves de la télévision : *Dieu, p autorité*, de Rui Simoes. On y trouve, par exemple, Salazar pour lors de l'invasion de Goa, en le colonialisme indien.

Beaucoup de ces films sont en quêtes ethnographiques comme *Tras os Montes*, Antonio Reis et Margarida Cor — une remarquable fresque d vie moyenâgeuse dans les vill de cette province reculée.

Les ciné-clubs, quant à eux, se sont guère développés, malgré création d'un secrétariat national. Seuls des groupes de militants tirent la campagne ou dans faubourgs ouvriers les films présentait à ce public les ges de sa propre vie, de ses pres luttes, de son exploitation

Que reste-t-il aujourd'hui l'intrusion massive, désordon du peuple portugais dans l'abstion d'une culture nouvelle ? exemple, celui de la télévis pourrait incliner au pessimisme. est revenue, aujourd'hui, pour l sensuel, à la triste routine de la tribulation des programmes impor A de rares occasions près, il n plus bruit, sur le petit écran, la « voix du peuple ». Mais p être le mouvement de l'histoire il plus irréversible au plan cult qu'au plan politique. Les étanchu ébranlées, ou même défaits, l'appareil idéologique des clas dominantes peuvent, progress ment être remises en place. Il r qu'en profondeur, les mental ont changé.

OLIVIER VALMY.

(1) A cette différence près, évidemment capitale, qu'elles n'ont pas été écrites.

Renault: 1^{er} constructeur français d'automobiles

En 1975 Renault a produit plus de 1.300.000 voitures, soit environ 45 % de la production française. La même année plus de 800.000 Renault étaient vendus hors de France, c'est-à-dire 62 % de la production.

Cette vocation internationale se traduit également par l'existence de 27 unités de production Renault à travers le monde. On construit des Renault en Belgique, en Espagne, en Roumanie, en Turquie, en Yougoslavie, au Maroc, en Côte d'Ivoire, au Mexique, en Colombie, en Argentine, en Australie, etc.

Au Portugal, Renault produira en 1976 environ 10.000 voitures dans l'usine de Industrias Lusitanas Renault située à Guarda.

INDUSTRIAS LUSITANAS RENAULT S.A.R.L.
PORTUGAL

Renault apporte ainsi dans de nombreux pays une contribution importante au développement industriel local.

Pourquoi ce choix ? Parce que la gamme Renault offre à chaque automobiliste, à travers plus de 30 modèles, une solution adaptée à ses besoins et à ses possibilités. Mais surtout parce que Renault répond toujours aux exigences fondamentales de la sécurité (traction avant), du confort (suspension à longues barres de torsion), de l'économie (sobriété, entretien minimum). Parce que Renault s'est toujours attaché à fabriquer des voitures intelligentes et fonctionnelles.

RENAULT

هكذا من الأصل



Le Monde

aujourd'hui

CADEAUX

Démobilisons le Père Noël

UN bout de bois, un foinard, et un peu d'imagination suffisent à n'importe quel gosse normalement constitué pour être Zorro, Sitting Bull ou Surcouf. Les marchands ont pensé que les enfants de la société de consommation étaient dépourvus de cette faculté. Ils leur épargnent jusqu'au son de réveil. Le type même de ces jouets inutilisables, qui n'ont d'autre fonction ludique que celle d'être admirés, c'est la poupée mannequin avec accessoires, réplique exacte de la réalité, qui stérilise toute initiative.

Les garçons n'y échappent plus. Mais il ne s'agit pas d'effrayer les chers petits. La poupée pour garçon doit, dans l'esprit de ses promoteurs, favoriser au contraire sa virilisation. Quot de mieux pour cela que de l'habiller en militaire ?

C'est chose faite avec une collection qui nous vient de Hong-kong via l'Amérique, par les soins d'un importateur européen. Il s'agit d'une poupée mannequin de 29 cm. On l'achète en short, chemise courts, saisisseuse de vérité, dit la publicité, tonne musculeux, menton carré chez les hommes d'action. Et puis on le vê, grâce à plus de trente palettes différentes et aux dizaines d'accessoires que l'on place dans les « mains agrippantes » (publicité dixit) de la poupée.

Les accessoires en question s'étalent sur une affiche de 3 mètres sur 2, placardée sur les murs.

afin que nul n'en ignore les détails : mortiers avec obus à ailettes, fusil-mitrailleur sur trépied, pistolets-mitrailleurs de diverses formes et nationalités, fusils de guerre, revolvers, grenades à main, collection d'armes blanches, de la machette aux poignards en passant par les mairasques. Et puis des uniformes et tenues pour aller tuer, étriper, éviscérer, massacrer, étrangler, sur l'eau, dans les airs comme sur terre, déguisé en agent secret, en para, en « tomme », en « Ivan », en légionnaire. Manque pas un bouton de guêtre. Pas même les décorations, de l'ordre de Léonie à la croix de fer, en passant par la médaille militaire.

S'il vous en manque, vous pouvez d'ailleurs compléter le panoplie du tueur en achetant des « bilsters d'accessoires authentiques », sachets de grenades, paquets pour opérations spéciales contenant un nouvel arsenal, bazooka, mitrailleuses électriques, dinghy d'assaut, radio militaire. On a même prévu la tenue, le brancard et les pansements de l'infirmer. On peut déguiser le mannequin en feldgrau et un « kit à monter » reconstitue un charmant tableau : un officier allemand, l'Alger dans sa « main agrippante » et croix de fer autour du cou, avec sa tente, sa table et ses cartes. Cela rappellera le bon temps à papa.

Décidément il serait temps de démobiliser le Père Noël.

JEAN CONTRUCCI.

JEUNESSE

La confession forestière

« Si tu savais combien ce monde est stupide, tu rirais du matin au soir », me dit mon neveu. — Je sais. Ça ne me fait pas rire. — Je ne peux pas travailler dans un bureau. Je ne veux pas être un technicien, moi ! — Que veux-tu être ? — Pris entre le zen et l'ordinaire, j'hésite. Vingt-trois ans, j'ai l'air d'un adulte. Mais au second degré, il ne porte ni jean ni chemise longue, pas d'uniforme. Simplement, l'air farouche d'un grand Meaulme. Et, au fond de lui, une ferveur fautive. Coincé dans la réalité, en désaccord avec son milieu, il s'est également avec lui-même.

Il fait nuit noire sur Chantilly. Nous progressons sur une route déserte en respirant avidement la bonne odeur des dernières feuilles. Je le sens bourré d'électricité. — Alors ? — Il me regarde. De biais. Se tait. — Quinze ans ! Il en sait trop et pas assez pour être content. Libre pour tous les engagements, sachant qu'il ne faut jamais s'engager, il avance dans la vie en équilibre, les mains vides, mais grandes ouvertes, prêtes à tout saisir. — On ne peut malheureusement pas vivre qu'en s'amusant. Que veux-tu faire ? — Je ne sais pas, moi ! — « Quand je serai jeune... », reprend-il. — Curieux lapsus. Il se croit vieux ! Il vomit d'ores et déjà, le système. Il n'a pas l'intention d'entrer dans le circuit. Il résume les mille heures par an qu'il attend devant le petit écran. Passer soixante-douze mille heures dans un bureau lui semble insupportable. Il rejette en bloc le tiré, le tabac, la voiture, l'alcool. Pour lui, la vie est intellectuelle de la société d'abandon. Il est même prêt à adopter physiquement la pauvreté. Ce qu'il préfère, c'est ce qui ne se fait plus. Il veut écrire.

faire de l'art, de la musique ancienne, du théâtre, bref des choses « utiles » et sans avenir, au moins financier. Ses héros : Spartacus, saint François, Léonard de Vinci. Mais il sait que l'ambition dont on n'a pas les talents est un crime. Il ne vise pas ce qu'on appelle une brillante carrière. — S'occupe, murmure-t-il, pourtant d'une voix sourde. Faire croquer ses limites. — C'est un bon élève, mon neveu. Très bon, même. Mais il a trop lu et pas assez fait quand d'autres en ont trop fait et pas assez lu. Il est étrange, ce qui est la meilleure façon d'être étranger perdue.

« Tu veux être quelqu'un ? — Non. Je n'ai pas du tout envie d'être quelqu'un. Mais j'ai encore moins l'envie d'être quelque chose. — Tu veux être heureux ? — Non. Je refuse d'être l'esclavage du bonheur. — Je devrais mourir. — Alors ? Tu veux quoi ? Le succès ? — Pourquoi ? Presque toutes les vies sont ratées, n'est-ce pas ? — Nous cheminons encore 3 ou 4 kilomètres en silence. Soudain : « J'ai soudain abordé une question. — Aborde ! — Dis-moi. Peut-on vivre sans amour ? — Je ne réponds pas. — Il sait que la vie écarabouillera tous ses rêves. On ne peut pas être si sot ! Mais il lui manque deux ou trois repères pour imaginer ce qu'il pourra être. Il ne peut le voir qu'à travers des verres fumés. C'est un curieux avantage. Pourquoi lui ôter ? — Tes camarades. An lycée. — Je n'ai pas de camarades. — Enfin les condisciples, les amis. — Ils se comportent comme des chiens. Ils se regardent, se saluent, se détestent. Ou bien ils se placent, ou bien ils se déplacent. Des pantins. Absurdes. Des clowns. Abjects. Des polichinelles... »

— Tu es dur. — Ses parents le disent renfermé. Je soupçonne qu'il pourrait tout aussi bien appartenir à l'espèce la plus rare : celle du solitaire complet, en marge des marginaux mêmes. — La lune est noyée. Nous respirons l'air forestier. — Te sens-tu bien dans ta peau ? — Non. — Pourquoi ? — Pour ça, il faut être un inconscient ou bien un salaud, non ? — Tu n'es pas bête, lui dis-je bêtement. Tu verras. Tout ira bien. Tu passeras tes examens. Tu connaîtras des gens. Tu seras un gagnant. Tu. — Un gagnant ! Ah ! Tu permets... — Alors parce que tu penses que l'aventure, je ne suis pas fait pour, tu me vois déjà miser sur la réussite et le reste, et devenir un snob et un sale arriviste ? — Je l'ai déjà vu. — Un sentier à droite plonge sous les taillis, si plein de solitude qu'il s'y enfonce d'instinct. Je le suis. Je sais qu'il ne voit les arbres qu'à travers son idée fixe. — Ces bois ! Dans vingt ans, il n'y aura plus que des immeubles. Ici, n'est-ce pas ? — Il faut bien vivre, et mourir, avec son temps. — Il se rebelle. — Que dis-tu là ? Pourquoi ne leur montrerais-tu pas à tous ces gens-là qu'on n'est pas obligé de vivre si on n'en a pas envie ? — Pardon ? Crâcherais-tu, toi aussi, les mesures de la vie ? Je sais. Certaines sont mortelles. Mais... — Il voit le piège, veut l'esquiver. — On dit qu'il faut choisir entre le bonheur et la vie. Qu'en penses-tu ? — Rien. — Le vent se lève. Nous allongeons la foulée. Il tourne vers moi son visage inquiet. Un « jeune », c'est donc aussi cela ? Dans le clair de lune qui fait étinceler les branches comme du phosphore, il paraît sans âge. Ou plutôt, certain-

nes parties de lui me semblent âgées de quatre-vingt-dix ans, d'autres de quarante, vingt, dix ans, et ainsi de suite. Ne sent-t-il, décidément jamais chez lui en ce monde ? — « Hâtons-nous, me souffle-t-il. — Pourquoi ? Es-tu pressé ? — Oui. Il faut que j'utilise mon énergie le mieux possible. Mon temps commence à se raccourcir. — Déjà ? — Je n'ose, cette fois, sourire. Le sachant plus immergé de caractère qu'un iceberg, je m'efforce, surtout, de le voir se confier à ce point. Mais qu'il parle ! Qu'il se vide ! En vrac ! Il est tellement seul ! Tous n'ont pas de for intérieur, après tout. Il n'est qu'une chose qu'il ne se résoudra pas à dire, n'osant peut-être se l'avouer, son seul désir vrai : laisser une cicatrice sur le monde. — A l'aube seulement, ou plus précisément dans l'heure douteuse qui précède l'aurore, son esprit tourmenté commence à se calmer. Et bien qu'il ait en vain tenté de balayer tous les nuages qui l'obscurcissent, il s'arrache enfin à l'horrible fascination de l'avenir. Désormais, je sais que, devenu un homme, il sera toujours différent des autres et qu'à moins de sombrer dans le fauvisme, là sera sa chance, tant qu'il pourra se supporter. — Rentrons, lui dis-je. On pourra discuter ainsi toute la nuit. Demain, il fera jour. — Qu'en sais-tu ? — A nos pieds, la futaie des lambrédaires d'Orry-la-Ville brille encore. — PIERRE LEULLIETTE.

Vu de Bretagne

VENTS VERTS VENTS GRIS

Si les vents avaient des couleurs, ceux-ci seraient des vents gris et verts. Et ils accourent sur Bossulan en furieuses griffes, en verbeuses implacables. Je les connais, ces souffles du nord. Ils sont les plus déments, les plus acharnés.

Dans mon jardin, ce n'est que diguette de tiges et de feuilles. Les bouillottes fléchissent bien aux poussées des violences. Mais deux cyprès d'Italie, plantés il y a seulement deux jours, pourtant assujettis à des tuteurs de fer, plant dangereusement sous les rafales. Comme elles sont loin les douces plaines piémontaises qui les virent naître ! Leurs rameaux s'ébouriffent et les pluies les frappent dans une flagellation haineuse. Serait-il écrit que les essences méditerranéennes ne doivent pas croître en terres atlantiques ? Mais moi, l'âme italienne au bout de mon jardin...

Avant la nuit, j'ai pris mes précautions en fermant les volets comme on ferme des sabords. Pourtant le grenier n'est que gémissement et craquement, l'électricité clignote — et, bien sûr, la ligne téléphonique est coupée. A chaque tempête, c'est ainsi : Bossulan ne répond plus...

Ma maison, mon grand navire ! Comment traverserait-elle ce métronome ? Un talus est son bord, et deux chaînes ses mâts dans les airs. Cependant je fais un étrange capitaine puisque mes préoccupations sont nettement terrestres : ah ! mes ardoises, ah ! mes lucarnes ! Je n'ai pas la chance de François Mauriac. Ecrivain du pécoté, il avait des acres de mûrier, ses livres, ils voguaient et bien qu'ils lui permettaient de refaire ses nombreuses toitures !

Les vents sont verts, les vents sont gris. Du phare de Cordouan jusqu'à celui d'Éckmül, combien de marins disparus faudrait-il compter demain ? La belle affaire que nos jardins et nos toitures. C'est le temps des persiennes : je sais des femmes toute la journée derrière les vitres, nerveuses, inquiètes, regardant la mer. Que dit la radio ? J'ai entendu ceci : « Automobilistes, attention ! Les fortes rafales peuvent déporter votre voiture. » C'est loin de l'Océan, Paris ! Loin des fenêtres sur l'Océan. Les vents gris ! Les vents verts ! Ils persistent à chambouler les chambranes, à fracasser leurs poings contre la façade. Vents gris, vents verts ! Les cyprès comme des torches effrénées. Les chiens se taisent, vaincus par tous ces aboiements qui roulent sur les murs. Les rideaux bougent. Les rideaux comme des fronts angoissés.

Les vents sont verts, les vents sont gris. La nuit est tombée. Elle est noire. Elle va engluier la couleur des vents, mais non leur violence. Qui donc viendra ce soir, dans la tempête ?

X. IER GRALL.

Au fil de la semaine

JOURS sans journaux. Une sensation bizarre, un vide, un manque. Chaque jour deux Français sur trois (exactement 68,8 %) lisent un quotidien. Chaque jour, ils consacrent vingt-deux minutes, en moyenne, à leur journal, près de la moitié du temps — moyen toujours — accordé à la lecture sous toutes ses formes. Dans une vie d'homme, c'est donc presque une année entière passée à tourner les pages pour aller des gros titres de « une » aux rubriques locales ou spécialisées, des éditoriaux aux faits divers, de la politique aux petites annonces. Un an : quand un compagnon qui tient une telle place dans votre existence fait soudain défaut, comment n'en éprouverait-on pas un malaise ? Oh ! bien sûr, certains s'en consolent aisément. « Moi, les journaux, vous savez... » Ce sont parfois les mêmes qui, le soir, pesteront contre la grève parce qu'ils n'auront pas sous la main les horaires de la radio et de la télévision, les programmes des spectacles, les résultats sportifs ou les cours de la Bourse, plus simplement quelque chose à lire, des nouvelles « fraîches » pour s'instruire, pour réfléchir, pour se détendre, pour rêver.

Paradoxe : la radio, la télévision, sont pourtant là, comme d'habitude. Et pour la fraîcheur des nouvelles, pour la détente et le rêve, elles ne craignent personne. Enfin, presque. Ce qu'elles disent, ce qu'elles montrent, peut attirer, retenir, passionner même. Mais attention ! Un instant de distraction, et il est trop tard, impossible de revenir en arrière. « Quel est-ce ? — Je n'ai pas entendu son nom. — C'est un socialiste ? Mais non, voyons, il approuve Chirac... — Qu'a-t-il dit ? Je ne sais pas, je ne l'écouterai pas. — Et ça, maintenant, c'est en Grèce ? — Plutôt le Portugal. Je n'ai pas vu le début. » Trop tard ! Qui nous départagera ? Le journal, lui, reste. Il est là, abandonné, repris, froissé, lu et relu par chacun, à sa guise, à son heure. Ce qu'il dit, il le dit. D'ailleurs on le prend à témoin, on le cite, on s'y réfère. Et s'il se trompe, on ne le lui pardonne pas facilement. Tandis que les images vite effacées, les mots envolés du poste, seront aussitôt oubliés.

Il y a plus. Les nouvelles venues par les ondes mettent le monde en morceaux. Elles le montrent à travers un kaléidoscope scintillant, parfois extravagant, pour répondre au besoin d'évasion, pour expliquer les choses qui sont derrière les choses en privilégiant trop souvent l'accès aux dépens de l'essentiel. La mystification est parfois involontaire, mais elle n'est pas toujours innocente.

Ainsi le téléscripteur patient et curieux qui, au soir du dimanche 5 décembre, a regardé successivement sur les trois chaînes de la télévision le compte rendu de la manifestation gaulliste de la porte de Versailles ne pouvait-il qu'être surpris et perplexe. Ici, il avait entendu, commentaires insistants à l'appui, M. Chirac inscrire son entreprise dans la majorité aux côtés de ses alliés giscardiens et centristes, derrière le président de la République et son seul service. Là, il avait pu constater, par ailleurs, des extraits choisis et du résumé du même discours, le sentiment que le nouveau rassemblement constituait une machine de guerre contre les partis, tous les partis, selon la tradition gaulliste, une tradition à laquelle M. Giscard d'Estaing n'a guère eu point de part. Et ailleurs encore, aucun doute : c'était avant tout une déclaration de guerre adressée à la seule opposition, une dénonciation violente et bien classique du collectivisme visant les signataires du programme commun.

En fait, il y avait tout cela et autre chose, encore dans les propos de l'ancien premier ministre. Mais en mettant l'accent sur un seul aspect de son intervention, en privilégiant, selon l'inspiration ou l'idéologie du journaliste, une des facettes et une seule de la pensée de l'orateur, chaque chaîne imposait une image de l'événement tout compte fait bien discutabile, voire carrément trompeuse.

La presse écrite, si elle avait paru le lendemain, aurait, certes, sorti une phrase, une formule, dans ses titres, orienté elle aussi le jugement par ses commentaires ; du moins tous les journaux dignes de ce nom auraient-ils publié au moins des extraits reflétant les principaux passages de l'allocution. Le lecteur aurait pu y revenir, réfléchir et ainsi former son jugement.

LE JOURNAL ET SON LECTEUR

par PIERRE VIANSSON-PONTÉ

C'est tout cela qui, à l'occasion de l'éclipse de la presse, explique la sensation de vide et de manque éprouvée par nombre de lecteurs, pour ne pas parler des journalistes que la grève laisse totalement désemparés et non pas détendus et libérés comme on pourrait le croire. Il y aurait mille autres choses à dire sur l'utilité, la nécessité des journaux dans la vie quotidienne. Mille choses aussi sur les causes anciennes et proches, les raisons profondes et conjoncturelles de cette crise. Un document, à sa manière, les résume toutes. Le voici :

Article premier. — La presse n'est pas un instrument de profit commercial. C'est un instrument de culture. Sa mission est de donner des informations exactes, de défendre des idées, de servir la cause du progrès humain.

Article 2. — La presse ne peut remplir sa mission que dans la liberté et par la liberté.

Article 3. — La presse est libre quand elle ne dépend ni de la puissance gouvernementale, ni des puissances d'argent, mais de la seule conscience des journalistes et des lecteurs.

C'est un beau texte, n'est-ce pas, et de bons, d'excellents principes. Des principes tout imprégnés sans doute du socialisme utopique du dix-neuvième siècle ou peut-être de la philosophie humaniste du début du vingtième siècle ? Mais non : cette déclaration solennelle et ambitieuse ne date que du lendemain de la dernière guerre, elle a à peine plus de trente ans. C'est en novembre 1945 que la Fédération nationale de la presse française adoptait d'enthousiasme ce projet qui avait été préparé dès la fin de l'occupation par le Conseil national de la résistance. Un simple projet car — inutile de le préciser, on s'en doutait un peu — il n'a jamais vu le jour. Trente ans déjà, trente ans seulement : il faut avouer qu'on a fait du chemin, beaucoup de chemin, depuis.

ETRANGER

REFLETS DU MONDE ENTIER

La mitrailleuse de M. William Simon

Un juge du New-Jersey paraît décidé à compliquer la vie au secrétaire américain au Trésor, M. William Simon, rapporte le quotidien *INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE*.

« M. Simon, qui va retourner habiter le New-Jersey lorsqu'il abandonnera ses fonctions auprès de M. Ford, en janvier, a demandé en août dernier au juge du comté Morris, où il réside, un permis de détention d'arme pour une mitrailleuse. Le magistrat, M. Charles Egan, lui a demandé des précisions sur les raisons de cette curieuse fantaisie. M. Egan a aujourd'hui une lettre en main dans laquelle M. William Simon explique que sa mitrailleuse Thompson, en parfait état de marche, fait partie d'une collection d'armes et doit être considérée comme une « antiquité ».

« Le juge a répondu qu'il n'était pas satisfait de ces explications et demande de nouvelles précisions. »

Daily Mail

Une seule baguette par soldat

Les femmes soldats israéliennes devront, désormais, observer plus de discrétion dans leur tenue, si on en croit le correspondant à Jérusalem du *DAILY MAIL*. Selon le quotidien londonien : « Le colonel Dohia Raz vient de publier de nouvelles instructions dans le cadre de la lutte contre la « fantaisie » dans l'armée. »

« Dans l'avenir, chaque militaire femme ne sera autorisée à porter qu'une seule baguette — deux si elle est mariée — une chaîne au cou, de petites boucles d'oreilles (pas plus grandes que le lobe) et un bracelet étroit. »

« Le nouveau règlement concerne aussi le rouge à lèvres, le vernis à ongles et le maquillage en général qui doit être « pâle ». Jusqu'ici, l'armée féminine avait tendance à interpréter les règlements vestimentaires avec un certain laxisme. (...) En principe, la police militaire et les autorités locales sont autorisées à arrêter et à interner les contrevenantes, mais cela arrive rarement. Traditionnellement, la discipline vestimentaire est proportionnelle à la distance qui sépare le camp de la ville la plus proche. »

The PUNCH

Le bulala pour les chauffards !

Les embarras de Lagos n'ont rien à envier à ceux de Paris ou de Londres, mais, selon le quotidien nigérian *THE PUNCH*, on a, dans la capitale africaine, des moyens originaux d'y remédier : « Les automobilistes de Lagos continueront d'être justiciables du bulala (cervache), a déclaré le colonel Tarfa, directeur de la commission de la circulation. »

« Le bulala, a précisé le colonel Tarfa, restera en vigueur pour les citoyens qui n'ont aucun respect pour les consignes de circulation. Les soldats qui en sont armés n'ont pas d'autre but que d'aider le public à circuler mieux et plus vite. Ils ne se servent de leur force que contre ceux qui violent les règles de la circulation. (...) »

« Pendant le Festival de la culture et des arts africains, qui va se tenir à Lagos, (...) les automobilistes seront priés de ne pas stationner aux endroits interdits. (...) Des policiers montés seront spécialement chargés de dégonfler les pneus des voitures en infraction. »

« Nous avons fermement l'intention de poursuivre l'instruction de nos soldats dans l'usage judicieux du bulala. Et vous savez, ce ne sont pas des anges », a précisé le colonel Tarfa, menaçant. »

Des cafés dansants, S.F.P.

Deux médecins soviétiques dénoncent dans la *LITERATOURNAYA GAZETA* les méfaits de l'alcoolisme et de l'usage des stupéfiants chez les adolescents d'U.R.S.S.

Le docteur Litichko, un psychiatre, rapporte « le cas d'un jeune drogoué qui, après une cure de désintoxication ratée, attaquait les vieilles dames qui sortaient des pharmacies avec des produits pouvant servir de drogue, et dévalisait les armoires où les voisins de ses parents rangeaient leurs médicaments. »

Le docteur Litichko demande l'« amélioration de la législation de la lutte anti-drogue, et une plus grande surveillance des ordonnances médicales prescrivant des produits stupéfiants. »

« Un autre médecin, le docteur Babayan, estime que l'alcoolisme ne sera pas combattu efficacement par l'adoption d'un régime sec en U.R.S.S. Il rappelle que ce système, instauré un an après la révolution, n'avait fait, alors, que développer la distillation clandestine de vodka dans les campagnes. »

« Les deux médecins proposent une amélioration de l'organisation des loisirs des jeunes. Par exemple, la multiplication, dans les villes, des jeux de boules et des cafés dansants où on ne sert pas d'alcool. »

Le Monde

SERVICE DES ABONNEMENTS
5, rue des Italiens
75137 PARIS - CEDEX 09 - C.C.P. 4207-23

ABONNEMENTS

3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE - D.O.M. - T.O.M.	190 F	225 F	300 F
TOUTS PAYS EXTERIEURS PAR VOIE NORMALE	195 F	230 F	305 F
ETRANGER (par messagerie)			
I. - BELGIQUE - LUXEMBOURG - PAYS-BAS - SUISSE	125 F	155 F	205 F
II. - TURQUIE	165 F	195 F	255 F

Par voie aérienne, tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois virements) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

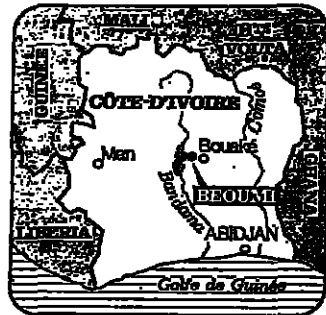
Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de régler tous les impôts propres en capital d'importation.

Lettre de Béoumi

AU FOND DE LA BROUSSE, LOIN DU « MIRACLE »



« OUI ! Béoumi ? Mais c'est en pleine brousse ! » La réflexion, émanant d'un résident d'Abidjan ou de Bouaké, est fréquente : la « brousse », en Côte d'Ivoire, est l'équivalent, fortement péjoratif, du mot « province » dans la francophonie de la métropole avec, en sus, les nuances de mystère, d'inconfort et de sous-développement, qui n'ont pas toutes disparu. Mais ce vocabulaire appelle en réalité de multiples interprétations, car, selon le lieu où l'on se trouve, il subit de subtiles altérations. Pour l'habitant de la capitale, la « brousse » est tout ce qui n'est pas Abidjan, en l'occurrence, la Côte-d'Ivoire tout entière ; pour celui qui vit dans les grandes villes, Bouaké, Man ou Korymbé, c'est tout ce qui n'est pas une cité aux immeubles blancs, lycées, banques, préfecture : la « brousse » est la « brousse » lorsque l'on se rend dans une ville de dix mille habitants. Mais, à son tour, le résident de ces petites villes considère que la « brousse », se résume aux villages de pisé, alors que, pour le villageois, c'est une étendue inculte de savane ou, à la rigueur, un champ d'igname.

La brousse, donc : Béoumi, une ville d'une douzaine de milliers d'habitants, située à 480 kilomètres d'Abidjan, dans cette zone intermédiaire constituée par une bande d'étendues d'herbes, d'arbustes et de galeries forestières, qui n'est plus la forêt et qui n'est pas tout à fait la savane. Une ville décentrée, écartée au long de la piste, près du marigot Lohouri, autour de la place du marché, et où les rues boueuses, ravagées, déformées par les intempéries contrastent avec les

larges avenues goudronnées d'un autre sous-préfecture, baculé de même importance, Yamoussoukro (1).

Béoumi fut pourtant fondée près de deux siècles avant Abidjan, lors des migrations des Denkira, lors des migrations des Denkira et des Asabou, au début du dix-huitième siècle ; elle devint un centre commercial de premier plan grâce à sa situation privilégiée, au carrefour des routes du nord et de l'ouest. Puis la piste de Man fut coupée, il y a quelques années, par le lac du barrage hydro-électrique de Kossou — des plaques de ciment, seuls vestiges, avec une allée de mangliers, de la colonisation, portent encore l'inscription « route de Guinée » : la ville se retrouva, du jour au lendemain, au fond d'un cul-de-sac, au bord d'un lac qui ne parvient pas à se remplir, en raison d'un important déficit pluviométrique.

Le revêtement d'effluents difficilement et le commerce à vif périlleux. Le plus prospère est toujours celui des Libanais — quatre familles commerçantes, — biotins en permanence entre une pile de tissus, un tas de transistors et une caisse de pestes, dans l'obscurité d'une boutique qui rassemble à un souk. Le commerce de subsistance se répartit entre les colporteurs d'objets divers, vendeurs d'objets divers, du peigne en plastique au slip en nylon, et les femmes bouaké qui, de leurs villages distants de 5 à 12 kilomètres, viennent chaque matin au marché du bourg proposer quelques ananas, une brassée de bois mort, une poignée de piment, avant de repartir, leur cuvette sur la tête, au début de l'après-midi, sur une piste vibrante de chaleur.

Le gouvernement ivoirien, toutefois, a lancé un vaste programme pour élever la ville et la région de leur torpente : prenant pour base la réinstallation dans de nouveaux villages, en habitat moderne, des populations déplacées par la formation du lac, l'A.V.B. (Autorité pour l'aménagement de la vallée du Bandama) a entrepris la mise en valeur intensive des nouveaux terroirs, en vue de favoriser la naissance d'un processus de développement inté-

gré. En somme, il s'agit tout d'abord de passer d'une agriculture traditionnelle de savane, reposant sur des cultures vivrières itinérantes, par défrichement sommaire suivi de brûlis, à un système d'exploitation agricole moderne, par le recours à l'assolement et à des moyens de traction nouveaux, utilisés en commun sur de grandes surfaces. Un périmètre maraîcher irrigué de 54 hectares a également été créé près de Béoumi, pour employer la main-d'œuvre d'une zone particulièrement défavorisée, et un complexe ovine est en préparation. Une opération de pêche a vu le jour, mais, les Baoulé étant traditionnellement réfractaires à cette activité, il fallut recourir à des Bozo maliens venus des rives du Niger. Quant aux paysans, qui disposent maintenant de tracteurs et de machines agricoles spécialisées, ils ont perdu le contrôle direct d'une exploitation familiale et n'ont plus le sentiment de travailler pour eux sur ces immenses étendues. Les tranches casses de pisé et de palmiers, échappées au démantèlement par des maisons de moellons, recouvertes de tôles ondulées : signes ostentatoires de promotion sociale (une maison « comme les Blancs ») ; ces cubes de ciment n'en sont pas moins de véritables fournaises.

La ville possède deux collèges : le collège catholique, installé depuis des décennies, supprime de son petit cimetière colonial et d'une église qui ressemble à un hangar d'événement, et le récent collège moderne, institution de l'Etat ivoirien : située aux deux extrémités de la ville, par hasard ou à dessein ; en tout cas, ces deux mondes s'ignorent et les professeurs, même français, se connaissent à peine et ne se côtoient pas, alors que les enseignants africains et européens se rencontrent, se retrouvent, cohabitent. A Béoumi, le clivage n'est pas racial. Serait-il religieux ?

Et pourtant, c'est une ville ethniquement hétéroclite et polyglotte, avec pour langue véhiculaire, non pas le français comme à Abidjan ou à Bouaké, mais le dioula. Au fil des ans, Mossi, Bembé, Haoussa se sont adjoints au fonds Denkira

et Asabou (ces derniers, ap Baoulé depuis la légendaire versée de la Comoe). Les péons sont assez peu nombreux, trente, alors qu'ils étaient plus de quarante en 1958, une population trois fois moins baoulé (mais la messe dominicale transporte l'auditeur en des « schweitzeries »), un pa américain, qui projette de la à autre des films sur Billy Gr ou sur la conquête de la Lune qui exhorte encore ses ouailles « Jeter leurs fétiches », deux miens, des volontaires allemands, un Américain du Corps de la les autres sont des profanes essentiellement français : ex rants civils, qui demeurent loi de seules raisons financières, v taliers du service national, qui collaborent ayant signé des cor locaux. Tous sont disséminés quatre extrémités de la ville, à pas de quart bien défini.

Le samedi ou le dimanche après le Goumé, danses et d'organisés par des groupes m mans d'entraide et de réjouissances publiques, la ville s'endort, au de sa savane, en rêvant à ce l'on appelle le miracle ivoirien n'est hélas, le plus souvent, les habitants de Béoumi, c mirage.

A 60 kilomètres à l'est, au d'une piste poussièreuse en sa sèche, ravivée et glissante ou de vergles en saison des plu Bouaké, ou, comme l'appellent Baoulé, « Botooukro » (« le vi des Blancs »), seconde cité pays, avec son minuscule pn châte d'outre-mer, ses clinams, hôtels de luxe, ses piscines, supermarchés. Là, chacun vit son coin, l'Européen dans sa l'Africain dans sa « consocto mais tous méprisent, ouverts ou secrètement, la « brousse ses habitants : même si, co c'est souvent le cas pour les riens, ils en sont originaires quand on quitte Béoumi, c'est n'y plus revenir.

ALAIN-MICHEL BOYER

(1) Cf. Lettre de Yamoussoukro de Philippe Descares (le Mo du 30-4-1976).

UNIVERSITÉ

Les « cités de l'intelligence » aux États-Unis

QUELQUES années après les troubles universitaires qu'a connus l'Amérique, le calme semble régner sur les campus. Au-delà des apparences, il peut être intéressant de voir les causes de ces transformations.

En 1963, M. Clark Kerr, président de l'université de Californie, écrivait un petit livre intitulé : *Les Métamorphoses de l'Université* (1). L'ouvrage se défendait d'être un plaidoyer trop optimiste, mais sa conclusion ne masquait que difficilement l'idéalisme typiquement américain.

Cet idéalisme faisait alors régner un hiatus entre ce que l'Etat, le corps enseignant, l'administration voulaient que soit l'Université et la réalité que les étudiants découvraient. La but des pouvoirs publics était clairement exposé dans le texte de M. Kerr : « L'intelligence est devenue un instrument des entreprises de la nation, une partie entrant dans le complexe militaire et industriel. Notre cité occidentale de l'intelligence a son équivalent (ou ses équivalents) à l'est. Dans la guerre des univers idéologiques, un enjeu important dépend de l'usage de cet instrument. » En effet, de l'inquiétude gouvernementale en matière de sécurité vis-à-vis de l'est était né en 1958 le National Defense Education Act (loi régissant l'éducation en la mettant au service de la défense nationale).

Comme il est plus rapide de reproduire que d'inventer des techniques, l'accent fut mis sur les sciences humaines et surtout sur les langues en vue de comprendre ce qui se passait dans l'autre bloc. L'Université était chargée de purger un complexe d'infériorité. Mais, pendant que l'Etat et le gouvernement fédéral entraînaient dans des querelles de prérogatives avec les autorités administratives et universitaires, l'étudiant mûrissait, et, derrière le jeune conservateur érudit qui n'avait ni préjugés, une autre silhouette se profilait. Cette silhouette, l'art mieux que la sociologie sur la paroi, c'est celle de Dustin Hoffman dans un film comme *Le Lauréat*. L'idéologie n'était pas pour l'étudiant une cité d'idéologues, mais d'idées. Toute société a l'université qu'elle mérite et le fossé devint apparent.

Qu'on le veuille ou non, il y a l'écart d'une génération scolaire entre les étudiants d'aujourd'hui et ceux de la période 65-70. Ceux qui ont aujourd'hui dix-huit ans n'ont pas connu la guerre, ils n'ont pas connu la peur, ils n'ont donc qu'une conscience atténuée des révoltes d'ailleurs. Ils héritent cependant de la situation qui vient d'être décrite et des effets secondaires du National Defense Education Act en particulier. Le calme traduit une crise différente : extérieure, on ne peut se battre sur tous les fronts.

Une différence de générations

La première crise est essentiellement personnelle. Le jeune étudiant rassemble l'ensemble typique qui suit les périodes de troubles, mais chacun donne une interprétation à cette attitude de retrait. M. P. D. Walker, directeur du département de français à l'université de Santa-Barbara en Californie explique ainsi l'attitude des jeunes Américains : « Ils sont toujours plus sensibles, surtout en Californie, aux spéculations mystiques de l'esprit puritain qu'aux controverses, surtout lorsqu'ils ont été déçus dans leurs élans politiques. » Mais, ont-ils été déçus ? Ou les événements ont-ils, ainsi qu'une habitude politique, contribué à désamorcer les bombes ? Certains, comme M. A. Julland, directeur des études françaises de l'université privée de Stanford, disaient un conservatisme bien ancré dans leur analyse de cette crise : ils invoquent des raisons matérielles, assurant que la fin du service militaire obligatoire a joué plus que la fin de guerre au Vietnam.

La deuxième crise semble être écologique. L'université américaine n'est ni totalement privée ni vraiment publique. Les budgets sont alimentés par l'argent des étudiants (un B.A. qui dure quatre ans, coûte en moyenne 25 000 dollars), par les crédits de l'Etat fédéral et, par des donations. Si un étudiant choisit la médecine en Utah, c'est parfois parce que les stations de sport d'hiver y sont nombreuses. Mais

puisqu'il paie en partie ses études, il a le droit de choisir, et, l'écologie n'étant plus une revendication abstraite, il veut une vie différente.

Chaque étudiant varie la supériorité de son université comme on défend son équipe. Mais déjà Berkeley rime avec gigantisme et difficulté d'accorder la qualité du travail avec la qualité de la vie, comme en témoigne la libre dissertation de français d'une étudiante de cette université : « Le plus grand problème de la vie des étudiants de Berkeley est l'intégration de l'esprit et du corps (...). Dans l'université, l'esprit et le corps se sont toujours séparés. L'éducation académique n'est pas une partie de la vie totale parce qu'il y a cette séparation. »

En 1965, M. Clark Kerr remplaçait la réflexion par l'action en concevant l'université de Santa-Cruz, paradis de verdure établi sur le modèle des collèges anglais où les préoccupations écologiques et sportives viennent au premier plan, ce qui lui vaut d'être traité de « navisante idiote » par les universités « intellectuelles ». Pourtant cette priorité est évidente lorsque l'on voit que certaines universités situées autour de Los Angeles se sont vidées du fait de la pollution. Et une faculté ainsi désertée, meurt de sa belle mort, même si sa réputation est excellente.

Une inflation artificielle de diplômes

La dernière crise enfin, est administrative. Vers 1960, on a constaté une inflation artificielle de diplômes. Cette poussée s'est éteinte avec les réussites spatiales américaines. Ensuite, pour séduire l'étudiant, les universités ont supprimé les « requirements » (conditions d'admission), ce qui n'a eu pour effet que d'abaisser le niveau des études en améliorant la situation financière des universités.

Toutes ces raisons expliquent une situation qui pourrait être paradoxale mais n'est pas : l'abandon de l'économie fait aux humanités florissantes une contestation d'étudiant plus

justifiée qu'elle sentait les faiblesses de ce bonheur. L'actuelle menace de chômage ne développe pas de révolte : les étudiants se rendent compte que le pays est conquis moralement et économiquement. Quant aux jeunes professeurs, beaucoup sont résignés, voire cyniques. Si on leur demande : « Pourquoi continuez-vous à produire des Ph. (doctorats) en lettres ou en langues puisque même ceux de Berkeley trouvent peu d'emploi ? — Par qu'il faut bien faire vivre les professeurs. » Chacun trouve une solution s'il le peut, comme ce professeur de San-José, qui, las de l'enseignement universitaire, de l'absence de débouchés, est devenu boulanger en affirmant : « Au moins, on ne peut pas mentir sur la qualité du pain... »

Pourtant, l'administration continue de faire semblant d'y croire, et, tardis que le corps enseignant cherche des solutions de rechange : formations permanentes, recyclage, université d'été, elle maintient d'absurdes exigences académiques comme celle de publier coûte que coûte dans des revues américaines qui sont devenues un alibi aux échecs humains défilants.

Cette absence de révolte de l'étudiant américain, c'est donc la fin d'une lutte, mais aussi sa victoire partielle car, par la crise du Water gate, la nation a reconnu que les étudiants avaient raison : la fin du système. Du côté des minorités de race, de sexe, l'*Affirmative Action* et l'*Equal Employment Opportunity Commission* ont fait faire des progrès importants à la justice sociale et, même si de grands projets restent à réaliser, déjà les humoristes peuvent dire qu'il est devenu très difficile de faire carrière aux États-Unis : il n'est ni une femme, ni un Noir, ni un Juif.

Les étudiants ont, donc, réalisé certains rêves mais en même temps touché du doigt ce que signifiait la mise en pratique de théories idéalistes : une plus grande difficulté d'être.

ANNE CARPENTIER.

(1) Editions ouvrières, Paris 1967.

RADIO-TELEVISION

ECOUTER - VOIR

● PORTRAIT MUSICAL :
JOHN CAGE. — Les mardi 14
et jeudi 16 décembre, France-
Musique, 22 h. 30.

Le père du néo-dadaïsme américain, à deux reprises sur « France-Musique la nuit », « Quand l'étoile du Conservatoire », dit Didier Allard (co-auteur avec Eve Ruggieri de ce portrait musical), Cage représentait le diable. Depuis, cette position a été révisée, et l'on écoute les paroles du maître avec sérieux. Ici, deux interviews anciennes (dont l'une, réalisée en 1970 par Jean-Yves Bosseur), mêlées à des partitions enregistrées, mettent l'accent sur le thème du temps, et sur les rapports du musical et du social.

● TÉLÉFILM : FRANÇOIS
LE CHAMPL — Mercredi 15
décembre, TF 1, 20 h. 30.
Roman paysan, roman édifiant Fran-

çois le Champy cristallise sans doute les aspects les plus démodés de l'inspiration de George Sand. Certains ressorts romanesques y ont, de plus, perdu leur actualité : la « malédiction » qui pèse sur le héros (Patrick Raynal), fils adultérin, abandonné et recueilli ; l'interdit qui entrave l'amour du « champy » pour sa bienfaitrice (Marie Dubois), de vingt ans son aînée.

A tous ces dépaysements dans le temps, le réalisateur Lazare Iglesis ajoute des interludes folkloriques, histoire de bien faire comprendre que l'action se situe dans le Berry. Résultat : c'est réussi.

● TÉLÉFILM : BARTLEBY,
— Jeudi 16 décembre, A 2,
20 h. 30.

Une fable morale, d'un sens ambigu. Scandalise-t-elle la solitude, l'impossibilité de communiquer, la pauvreté, qui ont fait échouer Bartleby (Maxime Mailfort) dans une sordide étude d'huissier,

face aux sarcasmes de Maurice Bland ? Est-ce le désespoir qui le pousse, bientôt, à s'enterrer là, à ne plus sortir, à ne plus travailler, pour enfin mourir volontairement, d'insolation, en prison ? Ou bien, Bartleby représente-t-il l'abandon de soi, la perte du sentiment de responsabilité, l'appel à la pitié, à la charité, la part de culpabilité, toujours exploitable, en chacun de nous. Jésus ou Barrabas ?

Adoptant une nouvelle d'Herman Melville, Maurice Ronet a choisi cette interrogation pour faire sa rentrée, comme réalisateur, au petit écran. Choix judicieux également de Michel Lonsdale, dans le rôle de l'huissier apitoyé, incrimant, témoin du « martyr », futur apôtre.

● DIRECT : DEPUIS LE MU-
SÉE DU LOUVRE. — Du
jeudi 16 décembre au samedi
1^{er} janvier, A 2.

Pour ajouter au lustre des fêtes de

fin d'année sur la deuxième chaîne, Jacques Chancel a eu une idée : le Louvre. A 19 h. 40, présentation quotidienne d'une pièce maîtresse des collections (le buste d'Aménophis IV, le 16) ; à 18 h. et chaque jour également, Daniel Lecomte raconte l'histoire du musée. Les caméras s'installent enfin entre les cariatides pour filmer « Apostrophes », puis dans la salle de Godeau (département assyrien) au cours de « Musique de nuit », en fin de soirée, le vendredi 17.

● FEUILLETON : LES
BEAUX MESSIEURS DE
BOIS-DORÉ. — A partir du
samedi 18 décembre, A 2,
20 h. 30.

Une « saga pour les fêtes », un feuilleton en cinq épisodes, inspiré (c'est la saison !) par George Sand, cette histoire d'amour sur fond d'édit de Nantes ne

manque pas de rebondissement. Lauriant, jeune et biguennote, noble, veuve, hénin, bon marquis de Bois-Doré, déjà mais très épris, et le fougueux de trois ans son cadet : situation lienne dans un somptueux château sur la belle, et sur le trésor de des huguenots, caché chez le n Il y a en outre un Espagnol, V qui fuit les rigueurs de Richelieu puis encore, Adamas, astronome excommunié en même temps que nio. Il y a encore les routiers qui attaquent, pillent, tuent et sur leur passage, il n'y a guère de mais beaucoup d'épées, et des donc. L'histoire de France est ment bien romanesque et ses av bien photographiques. Ce western di jadis réalisé par Bernard Borda une image drôle — une drôle d' — de la mythologie du feuilleton gai.

Les programmes des fêtes

DES films, toujours et encore, sur les trois chaînes de télévision pendant la période des fêtes de fin d'année. Des rediffusions, également, en matinée, sur Antenne 2 (Falleur, Santelli, etc.). C'est heureux, en un sens. Car la doute plane encore sur la diffusion des programmes originaux-téléfilms de création et spectacles de variété. Certains tournages, déjà, sont

suspendus par la grève qui mène actuellement les artistes interprètes.

Ainsi le « Chantecler » de Jean-Christophe Averty ne sera diffusé que pour une partie... Des dramatiques, dont le dernier épisode n'a pu être terminé à temps, ne seront pas programmées. Pour les variétés... « tout est encore possible », si la grève cesse comme le souhaitent les présidents des sociétés.

Les festivités débutent sur TF 1 le 18 décembre sous l'étiquette « prestige » : duo Jean Delannoy-Jean Anouilh pour une fiction historique en trois parties ; retransmissions lyriques et chorégraphiques ; hommage de Jean-Marie Drot à André Malraux.

Départ en flèche dès le 16 décembre, sur Antenne 2, avec la rentrée de Maurice Ronet

comme réalisateur de télévision et adapte Herman Melville ; avec le retour de Jean Averty comme créateur des visions tiques de Jules Verne dans le Château Carpathes (le 19).

La troisième chaîne, au contraire, ne pas le rythme de ses soirées. Sinon, évitez les 24 et 31 décembre.

	TF 1	A 2	FR 3
LUNDI 20 DÉCEMBRE	19 h. 45. Les mini-chroniques quotidiennes, de René Cocchini. 20 h. 30. Film : « Les Lumières de la ville », de Ch. Chaplin. 22 h. Récit-document : « Contes du solstice » (1), d'A. Voisin.	15 h. 55. Ciné-club : « Un Américain à Paris », de V. Minnelli. 20 h. 30. Variétés : Les Bolling Stones. 22 h. 35. Portrait : Le violoniste Yehudi Menuhin, par B. Monsaingeon.	20 h. 30. Film : « Carambolages », de M. Blum avec L. de Funès.
MARDI 21 DÉCEMBRE	20 h. 30. Série : « Chapeau melon et bottes de cuir » (nouveau épisode). 22 h. « Contes du solstice » (2).	10 h. 20. Concert : Cycle Gilbert Amy. 11 h. Rediffusion : « Père Amable », d'après Maupassant, réal. Cl. Santelli. 16 h. 55. Ciné-club : « La Règle du jeu », de J. Renoir. 20 h. 30. Les dossiers de l'écran : « L'enfant sauvage », de F. Truffaut. (Débat : la civilisation).	20 h. 30. Film : « La Planète des singes ».
MERCREDI 22 DÉCEMBRE	20 h. 30. Téléfilm : « Le Jeune Homme et le Lion » (Charlemagne), de J. Delannoy et de J. Anouilh, avec G. Wilson. (Première partie). 22 h. « Contes du solstice » (3).	16 h. 55. Ciné-club : « Le Cameraman », avec B. Keaton. 20 h. 30. Retransmission lyrique : « La Traviata », de G. Verdi. (Spectacle du Festival d'Aix-en-Provence). 22 h. 30. Portrait : la comédienne Gabrielle Dorziat.	20 h. 30. Film : « Jerry la grande gueule », de J. Lewis.
JEUDI 23 DÉCEMBRE	21 h. 30. Retransmission lyrique : « Salomé », de R. Strauss. (Spectacle de l'Opéra du Rhin), réalisation M. Rabinovsky.	11 h. Rediffusion : Gouverneur de la roste, de M. Failevic. 16 h. 55. Ciné-club : « L'éternel retour », de J. Delannoy et J. Cécileau. 20 h. 30. Film : « Le Petit Baigneur », de R. Dhéry, avec L. de Funès. 22 h. 15. Portrait : l'écrivain Pierre Jakez-Hélias.	20 h. 30. Film : « Les Demoiselles de Rochefort », de J. Demy.
 VENDREDI 24 DÉCEMBRE	21 h. 45. Concert : Jeunes virtuoses japonais. 22 h. 45. Veillée en direct de Perpignan. Vers 23 h. 50. Messe de minuit, en Eurovision, depuis Saint-Pierre de Rome.	15 h. Animaux, l'Opéra sauvage, de F. Rossif (tous les jours jusqu'au 31 décembre). 16 h. 55. Ciné-club : Laurel et Hardy. 21 h. 30. Veillée : La nuit de Graciosa et de Virginie.	20 h. 5. Le Cirque de Mascon. 21 h. 5. Retransmission dramatique : « l'Otage », de P. Claudel. 23 h. 55. Culture : Méditerranée. 0 h. 5. Les crèches du monde, de F. Rossif.
SAMEDI 25 DÉCEMBRE	15 h. Téléfilm tchèque : « Trois noisettes pour Cendrillon ». 22 h. Film : « Ben Hur », de W. Wyler.	20 h. 30. Feuilleton : Les beaux messieurs de Bois-doré, d'après G. Sand. Réal. B. Borderie.	20 h. 30. Comédie musicale : « Chantecler », de J. Ch. Averty, d'après J. Rostand. Avec J. Piat, Ch. Minazzoli (première partie).
DIMANCHE 26 DÉCEMBRE	18 h. Festival Gary Cooper : « Le Cavalier du désert », de W. Wyler. 20 h. 30. Film : « Le Mur de l'Atlantique », de M. Camus, avec Bourvil. 22 h. A bout portant : Raymond Devos.	20 h. 30. Retransmission dramatique : « Des souris et des hommes », de J. Steinbeck. Mise en scène de R. Hossain. Réal. M. Blumval. 22 h. 20. Récital : Serge Reggiani (sous réserve).	22 h. 30. Cinéma de minuit : « Orgueil et préjugé », de R.-Z. Leonard, avec L. Olivier.
LUNDI 27 DÉCEMBRE	20 h. 30. Film : « Les Désespérés de la 11 ^e », de Christian-Jaque, avec Fernandel. 21 h. 50. Retransmission chorégraphique : « Petrouchka », au palais Garnier, avec R. Nouriev.	16 h. 55. Ciné-club : « Antoine et Antoinette », de J. Becker.	20 h. 30. Film : « Certains l'aiment chaud », de B. Wilder, avec M. Monroe.
MARDI 28 DÉCEMBRE	21 h. 30. Souvenirs : Fernand Raynaud (sketches). 22 h. Musique : Récital du violoncelliste M. Rostropovitch.	11 h. Rediffusion : « Léopold le bien-aimé », de G. Wilson. 16 h. 55. Ciné-club : « Le Voyage fantastique », de R. Fleischer. 20 h. 30. Les dossiers de l'écran : « Tom Foot », de B. Wilderberg. (Débat : Comment on invente un champion).	20 h. 30. Film : « Le Clan des Siciliens », d'H. Verneil.
MERCREDI 29 DÉCEMBRE	16 h. Film : « Pluk, naufragé de l'espace », de J. Imago. 20 h. 30. Téléfilm : « Le Jeune Homme et le Lion » (2). 22 h. Document : Le Musée imaginaire (André Malraux), de J.-M. Drot.	16 h. 55. Ciné-club : « Les Belles de nuit », de R. Clannell. 21 h. 30. Magazine : Tant que les hommes auront faim, de R. Pic.	20 h. 30. Film : « Hello Dolly », de G. Kelly.
JEUDI 30 DÉCEMBRE	16 h. Comédie-Française : « Lorenzaccio », d'A. de Musset. 22 h. 30. Ballet : Hommage à Nijinski, avec P. Bortolozzi.	11 h. Rediffusion : « Monsieur Jadis », de M. Polac, avec Cl. Rich. 16 h. 55. Ciné-club : « Boulevard du crépuscule », de B. Wilder. 20 h. 30. Grand échiquier : Arthur Rubinstein (sous réserve).	20 h. 30. Film : « Un monde fou, fou, fou », de S. Kramer.
 VENDREDI 31 DÉCEMBRE	16 h. Film : « Le Roi de cœur », de Ph. de Brocca. 17 h. Comédie musicale : « Trafalgar », de G. Calvi. 20 h. 30. Le gala de l'Union, à Los Angeles. 22 h. 30. Show Jerry Lewis. 23 h. 30. Bienvenue à 1877 : En direct de l'Observatoire de Nice.	16 h. 50. Ciné-club : « Drôle de drame », de M. Carné. 20 h. 30. Film : « La Cuisine au beurre », de G. Grandjean, avec Fernandel et Bourvil. 22 h. Jacques Martin. 23 h. Récaud 77. 24 h. L'année commence.	20 h. Film : « Pic-nic », de J. Hughes. 21 h. 35. Retransmission lyrique : « La Vie parisienne », d'Offenbach. (Filmée au Capitole de Toulouse). 22 h. 55. Vendredi : Bonne année, chers administrés une comédie musicale de J.-P. Alessandri. 0 h. 15. Film : « Arabesque », de S. Donen.
SAMEDI 1^{er} JANVIER	20 h. 30. Variétés : Michel Sardou. 21 h. 30. Au théâtre ce soir : « La Bagatelle », de M. Achard, avec Amarande.	10 h. 55. Théâtre pour les jeunes : Proffolding Folles, par le Théâtre de la Salamandre. 14 h. 35. Film chorégraphique : Je suis né à Venise, de M. Béjart. 22 h. 10. Humour : On manque pas d'air, de P. Lescure, M. Desjeune et E. Thoulouze.	20 h. 30. Film : « Opération Oméga », de B. Kuhl.
DIMANCHE 2 JANVIER	18 h. Festival Gary Cooper : « La Glorieuse aventure », d'H. Hathaway. 20 h. 30. Film : « Le Téléphone rose », d'E. Molinaro. 22 h. Variétés : La fête des Calendes en Grèce, réal. R. Mantoulis.	14 h. 35. Film : « French Cancan », de J. Renoir. 22 h. 30. Téléfilm : « Un amour de jeunesse », de R. Rouleau, d'après Barbey d'Aurevilly (sous réserve).	22 h. 30. Cinéma de minuit : « La Charge fantastique », de R. Walsh.

IDEES

L'HISTOIRE

par Jean-Marie Mayeur

La République contre les libertés

A Troisième République fut-elle l'âge d'or des libertés ? Jean-Pierre Machelon a en le grand mérite de soumettre au grand public (1) une idée reçue très largement répandue. Il examine les libertés publiques de 1870 à 1914 dans un livre d'une rigueur remarquable, d'une érudition sûre, par un académisme. Mais le lecteur de cet ouvrage dense et austère en retirera une vision souvent neuve de la « République des libéraux ». Le livre comporte deux volets : l'attachement libéralisme, le refus du libéralisme, certains nombres de données attestent que le libéralisme républicain est incomplet. Les libertés publiques ne sont garanties contre les abus possibles du législateur, tant la tradition républicaine se méfie des juges et est attachée au dogme de la souveraineté de la loi. Comme l'écrivait judicieusement Carré de Saubert : « La conscience des parlementaires était le seul tribunal de la constitutionnalité des lois ». C'était à la fois une faiblesse et une force.

P. Machelon analyse ensuite l'impulsion durable de l'organisation judiciaire. Il montre l'insuffisante dépendance du juge judiciaire. La loi de 1883 apporte de simples réformes au statut impérial de la magistrature. Le recrutement des magistrats laisse à la quasi-discretion du pouvoir exécutif. Il faut le décret Serrien de 1906 pour poser le principe du recrutement des magistrats au cours et par l'institution d'un jury d'avancement. Encore ce décret n'est-il que l'abrogation de deux autres. Les républicains n'entendent donner aux magistrats une indépendance véritable, ils souhaitent préserver le pouvoir discrétionnaire du chef de l'Etat. Les influences politiques pèsent fortement en matière de nomination et d'avancement.

Le régime assume, au moins partiellement, un héritage républicain des libertés. Jusqu'en 1901, la crainte des régressions entraîne l'abandon des projets visant à donner le droit d'association. La grève n'a pas le statut de droit public défini. L'administration conserve des prérogatives considérables. J. P. Machelon y insiste à propos des domaines aussi divers que la police, les mœurs ou la censure dramatique.

Surtout, aucune réforme ne met en cause l'article 10 du code d'instruction criminelle, introduit à la demande de Napoléon, qui donne au préfet de vastes pouvoirs. Il est constamment utilisé, et constitue à Paris l'une des armes principales du préfet de police. Le recours à la détention préventive est fréquent. En 1900, le garde des sceaux Monis constate que sur 13 000 personnes ayant bénéficié d'ordonnances de non-lieu en 1897, 3 896 avaient été arrêtées. Les juges d'instruction usent avec rigueur de leurs pouvoirs légaux.

Les fonctionnaires, pendant la même période, demeurent sous le régime des décrets, protecteur de l'arbitraire. Ils n'ont pas de statut général ni de garanties en matière de recrutement et d'avancement. J.-P. Machelon rejoint, dans le tableau fort sombre qu'il dresse de la situation des fonctionnaires avant 1914, les conclusions de l'historien le plus averti de l'administration française, Guy Thuillier (2). La grève dans les services publics est illégale. Au total, les restrictions aux libertés dues aux lacunes du droit traduisent le conservatisme d'une société demeurée attachée à la hiérarchie administrative napoléonienne comme à l'individualisme.

La deuxième partie du livre porte sur « les refus du libéralisme ». J.-P. Machelon aborde la question mal connue de l'épuration des services publics à partir de 1879. Celle-ci a pu être souvent sous-estimée par les historiens. Une étude attentive révèle qu'elle a été considérable. Elle est à la fois revanche politique et moyen de satisfaire une clientèle. Dans les années qui suivent l'installation du régime, les cadres administratifs du pays passent à des républicains éprouvés, souvent anciens candidats aux élections. L'épuration ne touche pas seulement l'administration préfectorale ou la magistrature (la loi de 1883 suspend pendant trois mois l'inamovibilité des juges), mais aussi les administrations financières. Les parlementaires influents font attribuer perceptions et recettes à leurs clients. Cette colonisation, qui va se poursuivre des années, récompense les services rendus et constitue un moyen d'action politique.

La carence du législateur à donner aux fonctionnaires un statut général permet les plus grandes atteintes à leur

liberté d'opinion. Les agents de l'Etat sont transformés en agents du gouvernement. Le libéralisme à l'égard du régime est exigé des fonctionnaires. « Il faut que nul n'oublie désormais, affirme Freycinet dans sa déclaration ministérielle du 16 janvier 1880, que la liberté d'opposition n'existe pas pour les serviteurs de l'Etat. Ceux-ci doivent à la République tout au moins une attitude digne, loyale et respectueuse ». Cette exigence de loyauté à la République ne se distingue pas toujours du simple conformisme gouvernemental. Avec la « Défense républicaine » et le « Bloc » des gauches, de 1899 à 1905, sous Waldeck-Rousseau et Combes, les gouvernements renforcent leur emprise sur les fonctionnaires et les mobilisent dans la bataille idéologique anticléricaliste. On le voit tout particulièrement au temps de Combes. Mais, après la chute de Combes et les réactions entraînées par l'affaire des fiches, l'exigence d'un strict loyalisme et de « garanties républicaines » demeure.

Les manquements au loyalisme attendu sont sanctionnés avec rigueur. En 1901, sous Waldeck-Rousseau, un inspecteur des Finances est révoqué pour avoir participé à une réunion publique nationaliste. Un général est mis en disponibilité l'année suivante, pour des propos tenus dans une réunion privée d'anciens élèves d'un collège religieux. Les lecteurs de J.-P. Machelon ne manqueront pas d'être frappés par l'importance que revêt la notation politique. Waldeck-Rousseau ne se préoccupe pas d'opinions des épouses. « Si la femme est réactionnaire, pour que je sois parfaitement rassuré sur les opinions de mon mari, il faudra qu'il soit au moins trois fois républicain ». Et Chardon, l'auteur de l'Administration de la France, d'ironiser : l'infamie M. Béranger devrait-il être sanctionné parce qu'un R. « entrait tardif pousseur trop souvent M. Béranger au confessionnal ? Jusqu'en 1914, la liberté d'opinion et la liberté religieuse du fonctionnaire sont sévèrement bridées. En revanche, à partir de 1906, quelques mesures limitées s'en prennent aux abus du favoritisme comme principe de gestion de la fonction publique. Ainsi bien est-ce alors que s'affirment mécontentement et contestation dans le monde des fonctionnaires. L'idée du recrutement au mérite et de l'avancement à l'ancienneté fait de modestes

progrès. Cependant, l'administration reste jusqu'à la guerre « très largement ouverte aux influences politiques ».

On pourrait suivre encore J.-P. Machelon sur d'autres avenues de sa recherche, qu'il évoque la loi d'exil de 1886, le régime d'exception frappant les congrégations, la répression de l'anarchisme et la défense de l'ordre social. A chaque fois il dévoile le refus du libéralisme, par un régime qui se défend contre ceux en qui il voit ses adversaires : prétendants monarchistes, congréganistes ultramontains, adversaires de l'ordre social. Le mythe de l'âge d'or du libéralisme républicain est bel et bien, et c'est un libéralisme bilingue que celui de la Troisième République.

Tel est l'apport d'un livre qui marque, et qui décape le visage d'une République prétendument bonne fille, au temps d'une non moins légendaire Belle Époque. Certes, l'approche juridique de J.-P. Machelon peut parfois gêner l'historien ou le sociologue. Aux deux grands volets consacrés à l'attachement du libéralisme et au refus du libéralisme, qui conduisent à des répétitions, peut-être eût-il été préférable de substituer une présentation organique qui aborde tout à la fois les différents thèmes : la justice, l'administration, par exemple. Il est également vraisemblable que les sources mêmes qu'utilise l'auteur, qui toutes privilégient les limites ou les refus apportés au libéralisme, peuvent conduire à assombrir le tableau.

Il reste que J.-P. Machelon, dans une conclusion équilibrée, convient que le libéralisme demeure poussé : aucune force politique d'opposition ne subit de graves atteintes à sa liberté d'expression. Les restrictions aux libertés touchent certaines minorités ; par cette contradiction aux yeux des valeurs dont se réclame le régime, celui-ci est bien, mais non au sens que donnaient ses adversaires, une « Athènes moderne ».

De 1879 à 1914, l'indifférence pour les libertés va croissant. La législation 1881-1885 est dominée par le vote des grandes lois libérales. A la veille de la guerre, en revanche, le bilan est tout à fait négatif. On assiste à une « déperdition progressive de l'énergie libérale dont le Parlement était porteur ».

L'absence de pression politique explique que les marginaux (aliénés ou prostituées) demeurent la proie de l'arbitraire administratif. Surtout, l'absence ou l'insuffisance des réformes tiennent à la volonté de l'exécutif de faire prévaloir l'autorité du gouvernement sur la fidélité aux principes libéraux.

Sans doute touche-t-on là à l'une des conclusions les plus fortes, encore qu'implicites, qui se dégagent de ce livre. La République d'avant 1914, loin d'être ce régime débile que l'on dit parfois, sut se battre et choisir ses adversaires, extrême gauche et droite conservatrice et cléricals. On explique souvent la réalité contemporaine par deux notions qui n'offrent qu'une évidence apparente : l'absence d'alternance et la coupure du pays en deux camps. En fait, de 1879 à 1914 déjà, ce sont deux données constantes. Dès lors, l'inachèvement et le refus, au moins ponctuel, du libéralisme sont inévitables.

Au reste — mais tel n'était pas le propos de J.-P. Machelon — ne convient-il pas de se demander si les républicains, autant et plus qu'un libéralisme, n'étaient pas attachés à la démocratie issue de la tradition révolutionnaire, et qui ne se confond pas avec le libéralisme ? Le système des dévouilles et la colonisation de l'administration pouvaient correspondre aux idéaux de démocrates ennemis des notables, sinon à ceux des libéraux.

En somme, la Troisième République, comme l'observe le préfacier Jean Rivéro, a eu de la chance : son œuvre libérale demeure la base de notre droit, son passif est largement oublié. En le remettant en lumière, J.-P. Machelon fait œuvre salutaire. Il interdit aussi aux observateurs moroses du présent d'opposer l'« âge d'or » à notre temps. Montrer que les évolutions ne sont ni irréversibles ni à sens unique, c'est une fois de plus l'apport de l'histoire.

(1) J.-P. Machelon : *La République contre les libertés*. Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 378 p., 488 p. Préface de Jean Rivéro, 140 F. broché.
(2) Cf. ses développements sur l'avancement dans la vie quotidienne dans les ministères au XIX^e siècle, *Recherches*, 1970, 249 p., et son article : « Un fonctionnaire syndicaliste et pacifiste : Georges Demarçay (1881-1958) », *Revue administrative*, juillet-août 1976.

La vie du langage

AVENIR ET DEVENIR DU FRANÇAIS

NOUS sommes pauvres en études dignes de considération sur la situation du français dans le monde. C'est un domaine dans lequel la rhétorique tient facilement lieu d'analyse et la phraseologie d'information. Les renseignements existent ; mais dispersés, non contrôlés, incertains, etc. Le public et les pouvoirs (publics) sont également victimes de cette insuffisance. Les seconds, faute d'une information d'ensemble et de qualité, ont du mal à définir une politique cohérente du français ; et donc à mener une action budgétaire rationnelle. Le public, lui, s'en désolait : ou flotte du scepticisme à l'illusion.

La publication de *Une langue : le français aujourd'hui dans le monde* (1), sous la direction de Marc Bianchini et de André Reboullet, vient donc à son heure. Sagement, les responsables de l'ouvrage l'ont partagé entre la première partie de réflexion et la seconde partie de données, et un dernier tiers, d'informations pratiques.

Celles-ci rendront de grands services, encore que leur mise à jour soit parfois délicate. Ainsi, méritent d'être mentionnées l'Association francophone d'Australie et d'Italie, APAL, 47, rue de Lille, 75007, tél. 544-07-83 ; l'Union culturelle et technique de langue française, U.C.T.F., 47 boulevard Lannes, 75118, tél. 504-56-79 ; et l'Association française de terminologie, AFTERM, 32, rue de Babylone, 75007, tél. 556-99-03. Le Haut Comité de la langue française est également (depuis plusieurs mois) installé rue de Babylone (au 32), et non plus rue Oudinot.

La description (pp. 285 à 302) de la situation du français dans le monde est claire, grâce à un questionnaire-type, état légal, usage réel, enseignement, etc. Mais il est irritant d'y voir revenir ce « tic » significatif : quelconque à l'étranger parle (ou est capable de parler) notre langue, appartenant par là même à une « élite ».

On se méfiera de même de toute tentative d'évaluer la saveur, la couleur ou l'efficacité d'une langue. C'est la porte ouverte à des

classements impressionnistes et redoutables : en disant d'une langue (ou d'un dialecte) qu'elle est « colorée », on sous-entend « peu près toujours qu'elle est « peu efficace ». Inversement, insister sur l'« efficacité » d'une langue, c'est la suspecter de froideur, d'inhumanité.

Les mots du terroir

On ne peut guère démontrer que les mots du terroir (marseillais, québécois, etc.) ont plus de valeur que ceux du français standard. Mais on peut démontrer qu'ils ont plus de valeur que ceux de la langue conventionnelle. L'herbe n'est pas forcément plus verte ailleurs. Quant à s'étendre sur le « pittoresque » d'un parler, c'est déjà, par un mécanisme bien connu, le reléguer courtoisement dans un ghetto folklorique.

Autre notion à ne manier qu'avec prudence : celle de la « concision » d'une langue. Comparez le nombre de « mots » nécessaires dans différentes langues pour transmettre la même « information » : n'est-il facile ni convaincant. Evitons du moins de prêter aux langues des comportements humains, et d'écrire par exemple que la nôtre est « peu soucieuse de ramasser la pensée en la concentrant » (p. 193) ; ou qu'elle « n'hésite pas à diluer (la pensée) en faisant presque toujours appel à un plus grand nombre de mots que ses voisines ».

Une langue peut-elle être soucieuse (ou insoucieuse) de quoi que ce soit ? Ce sont façons de parler usuelles ? Raison de plus pour les éviter ; elles contribuent à faire du français l'objet d'une pensée magique, et non d'une description scientifique.

Au reste, pourquoi le français échapperait-il à la règle générale de l'économie des moyens ? Dans la pratique au contraire, des constructions aussi banales que : « Il voulait m'en parler », ou : « Je ne le lui dirai pas », sont d'une concision très remarquable, d'un rendement très élevé. Comprenez, pour vous en assurer, les constructions correspondantes allemandes ou anglaises. C'est bousculer aussi quelque peu l'histoire (après la linguisti-

que) que d'estimer (p. 145) qu'il y a « peu à craindre d'un pays qui a toujours mieux aimé ses défaites glorieuses que ses succès décevants victorieux ». Plus verbeux dans les résistances que dans les guerres de conquête. « Les contemporains de François I^{er}, de Louis XIV, de Napoléon, de Bugeaud, de Faidherbe, etc., furent sans doute d'un autre avis ».

Il fut un temps pas si lointain où personne en France ne mettait en doute que le sabre dut ouvrir la voie à l'impératif du sujet. Deux vers dans les résistances de la civilisation et des sables. Nous n'en sommes plus là ; mais il reste bien difficile de parler en toute bonne foi de la situation du français dans le monde sans dépasser à l'occasion soit vers la nostalgie des temps heureux où l'impératif culturel était de soi ; soit, ce qui ne vaut guère mieux, vers le dégoût systématique et le refus d'assumer aucune séquelle de cet impérialisme.

Une affaire majeure

On saura donc gré à André Reboullet et à Marc Bianchini d'avoir courageusement multiplié les mises au point, les mises en garde et les interrogations. Il reste que l'avenir du français (comme « géo-langue ») et son devenir (comme système en mouvement) sont une affaire majeure pour tout Français, qu'il en ait conscience ou non ; et une affaire qui n'est pas absolument mineure pour la planète. C'est ce que rappelle à bon sens un livre qui, sans se donner pour une Bible de la francophonie ni du français, offre pour la première fois à leur égard les éléments d'une réflexion substantielle.

Autre document essentiel : le bulletin 12-13 de la Fédération internationale des professeurs de français, FIPF (2). Ce sont les actes du troisième Congrès mondial de FIPF, La Nouvelle-Orléans (E.U.), décembre 1975.

Au sommaire, entre autres, les résultats d'une enquête sur les situations linguistiques de l'enseignement du français hors de

France. On regrettera (car l'enquête est bien menée) d'y voir réapparaitre à propos de l'Afrique ces « francophones potentiels » (p. 138), notion discutable si ce n'est mystificatrice. Quant aux francophones réels, présentés par Mme Tabouret-Keller, l'enquête note qu'ils parlent souvent un « français africain » qui paraît en voie de création, et écrivent une langue mixte qui passe « du plus pur le Buryat à l'argot le plus vulgaire » (p. 139).

Deux études générales nous ont paru (au risque d'être injustes) d'un intérêt majeur. Celle de Mme L. Chabard (« Nouvelle Critique ») et lecture des textes littéraires dans les classes du second degré) dit tout à la fois au moins cette adresse (p. 210) des enseignants aux chercheurs : « Ne nous terrorisez pas ! N'écrivez pas les barrières de votre discours « scientifique ». Ne nous découragez pas par l'absence de nouveaux savoirs préliminaires infiniment plus complexes que les anciens. Ne méprisez pas nos questions. L'effet le plus sûr de telles attitudes, c'est de renvoyer les enseignants aux conformismes les plus fâcheux ».

Et celle d'A. Rey sur « Images des langues et enseignement de la langue » (p. 43). Thème : la décision individuelle ou collective d'apprendre ou de ne pas apprendre une langue étrangère est généralement très influencée par l'image de la langue objet d'apprentissage : « Image », au double sens d'image de marque et de fantasma.

Cette image, à son tour, intervient, positivement ou négativement, dans le processus d'apprentissage : « Le professeur de langue doit... devenir, peu ou prou, sociologue ».

JACQUES CELLARD.

(1) *Une langue : le français aujourd'hui dans le monde*, sous la direction de Marc Bianchini et André Reboullet ; 328 pages ; Bachelin, éditeur, Paris 1976 ; 25 F.
(2) Au secrétariat général de la F.I.P.F., Centre International d'études pédagogiques, 1, avenue Léon-Journaux, 92110 Sèvres ; tél. : 01-47-08-00. Le tome 1 des Actes (bulletin 12-13) : 25 F. Le tome 2, à paraître en 1977 : 25 F.

CORRESPONDANCE

« A BAT L'ORTOGRAPHE »

Mise en cause, sans être nommée, dans la lettre de M. de la semaine (le Monde daté 5-6 décembre) pour son intervention à l'émission de la télévision « Des chiffres et des lettres », émission au cours de laquelle elle avait confié qu'elle écrivait des poèmes « avec beaucoup de fautes d'orthographe ». Mme Laurence David, professeur au lycée Louis-le-Grand à Paris, nous écrit notamment :

C'est me faire beaucoup d'honneur que de consacrer à « cinq mots » plusieurs lignes dans votre chronique. Mais c'est me faire aussi un bien grand plaisir de voir une phrase qui est passée beaucoup plus inaperçue que vous ne le pensez, et qui, sortie d'un contexte, d'une information, ne signifie plus du tout ce qu'elle voulait dire.

L'émission « Des chiffres et des lettres » est une émission-jeu, et les organisateurs s'efforcent de faire oublier les caméras et les « mille lettres de respectueux ». J'étais venue pour jouer — sérieusement — mais cela n'empêche pas l'ironie — et depuis j'ai expliqué « encoir » dans les « fautes d'orthographe » étaient la conclusion d'une discussion avec Max Popadelli sur les licences poétiques ?

Savez-vous que je passe presque plus de temps à enterrer, souli-

mer, corriger les fautes d'orthographe qu'à indiquer les erreurs de calcul ? Sachez-vous que mes dièses sont prévus qu'un correcteur s'arrêtera de lire leur copie, quelle qu'en soit la valeur scientifique, s'il juge l'orthographe trop mauvaise ?

Comment pouvez-vous penser qu'un professeur consentant de son rôle d'enseignant, puisse « se faire gloire de son ignorance » ?

Rassurez-vous ! Aucun cancre ne m'a écrit : « Vous avez raison. A bat l'orthographe ! » Aucun collègue ne m'a fait part de son approbation. Et mes dièses m'ont seulement gentiment reproché de n'avoir pas vu le mot butane...

J'admets que mes formules chimiques puissent boiter lorsque les théories ne leur sont que de fragiles béquilles ; j'admets que mes poèmes puissent boiter lorsque leurs pieds dansent sur des musiques intérieures parfois dissimulées, mais j'ai du mal à me reconnaître dans le triste portrait que vous faites de « madame le professeur » qui tirerait orgueil et gloire de son métier, de son violon d'ingrès et de ses fautes d'orthographe, alors que tout simplement j'aime enseigner et j'aime écrire. Et « sans orthographe, point de salut ».

L'extinction de la maison de La Tour d'Auvergne

Sous le titre : « Le nobiliaire de France recense quatre mille familles (le Monde du 26 novembre 1976), M. F. Bernard-Dumaine, commentant la publication du second tome de l'ouvrage du Dr. Dugast-Rouilly, évoquait le cas de la famille de La Tour d'Auvergne. L'un de ses membres, M. G. de La Tour d'Auvergne, nous adresse la lettre suivante :

Cet article soulève la question de l'extinction ou non de la maison de La Tour d'Auvergne (dont les vicomtes de Turenne ducs de Bouillon étaient en 1802).

Or, au XVIII^e siècle (cf. Dugast-Rouilly d'Hoeder), la branche des seigneurs de La Tour (de Maure, dans le Cantal), seigneurs de La Borie et de La Placette, représentée actuellement, est, du vivant des ducs de Bouillon, en possession régulière et fondée en droit du nom et des armes de La Tour d'Auvergne (cf. rapport du directeur des Archives de France cité par M. Dugast-

Rouilly — nomination par le roi, en 1758, d'un membre de cette famille au prieuré de Triandol, voisin du comté d'Evreux appartenant au duc de Bouillon, ce qui paraît bien impliquer, sous l'Ancien Régime, une reconnaissance d'origine commune.)

D'autre part, le cardinal Bertrand de La Tour (1283-1333) de la branche des La Tour (de Maure) avait, dans ses armes, les fleurs de lis, à l'instar de la branche aînée. On peut également noter que d'après des documents des archives diocésaines (Cantal), le château de La Tour près Maure, devrait sa fondation au XIII^e siècle, à la famille de La Tour (d'Auvergne).

[Les précisions apportées par M. de La Tour d'Auvergne s'adressent en fait à l'auteur du « Nobiliaire », le Dr. Dugast-Rouilly, qui maintenait intérieurement ce qu'il a écrit, et non à M. Bernard-Dumaine, qui s'est borné à faire écho aux indications contenues dans l'ouvrage. — (N.D.L.R.)]

Libres opinions

L'Europe libre

par JEAN-MARIE BENOIST (*)

« Aux yeux de la France, cette construction économique ne saurait pas. Autrement dit, il faut à l'Europe des institutions qui ramènent à l'ensemble politique, comme elle se fait dans l'ordre économique... » L'entente une Europe formée d'hommes libres et d'États indépendants, organisée en un tout susceptible de contenir toute prétention éventuelle à l'hégémonie et d'établir entre les deux masses rivales l'équilibre dont la paix ne se passera pas. » (Juin 1947.)

A ces phrases, comme à beaucoup d'autres, l'on se souvient que le général de Gaulle était loin — et ce, bien avant la trêve de Rome — de bouter la construction européenne. Il y voyait sans doute un moyen de faire entendre davantage la voix de la souveraineté nationale, de l'indépendance et de la dignité, tout en renouant avec les traditions qui ont fait la civilisation dont nous sommes, avec d'autres, porteurs.

La tentation de s'abstenir, de boycotter, ou de désertar est grande. « Etai omnes, ego non » ; nombreux aujourd'hui, de sombres catons nous enseignent que c'en sera fait de notre souveraineté si nous acceptons cette élection.

Ces élections de 1976, venant heureusement nous aider à nous désengager du sinistre édifice artificiel qui casse la France en deux pour les législatives, sont une invitation à combattre et à s'engager. A combattre les forces de capitulation qui, jour après jour, nous ont menés à où nous sommes, clients méprisés de la puissance économique américaine, poires blanches tombant l'une après l'autre entre les mains des multinationales qui échabent nos « élites » pour quelques dollars de plus.

En faisant appel aux peuples, l'élection au suffrage universel permettrait que les patriotes fassent davantage entendre leur voix ; mais à cette participation au scrutin, il faut que les peuples mettent des conditions : 1) obtenir qu'il n'y ait pas une seule Chambre, mais un aréopage des intérêts particuliers, mais deux ; un Sénat, à vote prépondérant, fait des délégations nationales, et une Assemblée, élue directement ; qui ne soit pas peuplée par les partis nationaux, plus ou moins agglutinés, mais par des hommes nés et élevés d'idées-fortes sur lesquelles, au-delà des barrières nationales et partisans, il est possible de s'entendre au sein de mouvements d'opinion ; 2) porter avec les États-Unis ; rapportés avec le tiers-monde ; élaboration de législations dans les domaines les plus humbles apparemment, mais les plus importants : écologie, droits de l'homme, travail des femmes, etc. ; 3) de limiter dès aujourd'hui les attributions de ce Parlement à l'édiction de lois qui auront ensuite à être ratifiées par les Parlements nationaux, mais ne le seront pas automatiquement. Ce qui assurera une décentralisation réelle, et exorcisera ce mythe terrifiant de la supranationalité, dans lequel la passion chauvine actuelle mêle les pouvoirs exécutif et législatif. Au contraire, à nous qui ne souhaitons pas voir s'établir l'équivalent d'un jacobinisme à l'échelle de l'Europe supranationale, il nous semble que l'existence d'un Parlement, c'est-à-dire d'une Assemblée législative européenne n'est pas contradictoire avec l'existence de notre souveraineté.

En revanche, le domaine commun aux nations européennes nous paraît suffisamment riche pour que nos patriotes sachent mettre ensemble leurs volontés nationales et souveraines pour bénéficier de la force commune dans les domaines où leur histoire, leur culture et leur intérêt leur commandent de s'unir, sans s'uniformiser.

Au sein de cette « Diète » de l'Europe confédérale pourront alors être semées des idées démocratiques qui auront chance de germer en lois fondamentales tendant à la survie des nations européennes et de notre civilisation : rappel de la nécessité du développement et de l'affirmation des langues et cultures européennes, portant fondation d'une grande Université d'Europe, laboratoire de recherches et d'idées permettant que l'heure ne sonne plus pour nous dans les chapelles fatiguées du comportement transatlantique ;

— Ouverture d'un dialogue et d'un échange mutuellement civilisateur avec le tiers-monde permettant de sortir de l'ère du soupçon.

— Déclaration renforcée des droits de l'homme permettant à une Cour européenne d'être saisie des violations de droits imprescriptibles de la personne humaine et fonctionnant comme recours suprême.

— Une politique écologique digne de ce nom, qui analysera et dénoncera les désastres apportés par la croissance économique et proposera d'autres scénarios pour le développement, prenant en charge non seulement les problèmes mais aussi les problèmes des sources d'énergies nouvelles : recherche, exploitation, concentration, entente ;

— La création de fonds européens d'intervention culturelle permettant en Europe et hors d'Europe une action concertée pour sauvegarder des trésors de la dimension de Venise ou d'Abou-Simbel ;

— Un fonds d'intervention et de soutien à une presse libre et digne de ce nom, permettant à la presse indépendante de subsister sans se laisser asservir par des puissances financières, qui sont autant de chevaux de Troie de l'impérialisme étranger.

C'est à une Assemblée élue de créer, à l'initiative de ses membres, les commissions culturelles, politiques, chargées de proposer des textes de loi, de servir d'institutions rigides, dont nous manquons tant depuis que l'imagination n'est plus au pouvoir en nos démocraties.

La défense, la sauvegarde, de nos patrimoines culturels, l'invention de modèles de société neuve, la définition d'une éthique européenne, hostile au fascisme et au totalitarisme, la recherche de la paix et de la tolérance de l'autre en tous lieux, la protection contre les méfaits et les nuisances apportées par la civilisation industrielle la recherche d'institutions suffisamment souples et multidimensionnelles pour qu'un jour des mains se tendent vers les européens du silence, aux qui ont leur part à cette construction de notre continent, ces causes sont-elles indignes des espérances que l'action de de Gaulle nous a léguées ?

Les gaullistes, par une abstention et une attitude de défiance vont-ils se trouver en retrait par rapport à celui qui écrivait dans ses Mémoires d'espoir : « Je crois donc qu'à présent, non plus qu'à d'autres époques, l'union de l'Europe ne saurait être la fusion des peuples, mais qu'elle peut, et doit, résulter de leur systématique rapprochement. Or tous les y poussent en notre temps d'échanges massifs, d'entreprises communes, de science et de technique sans frontière, de communicationnelles, de voyages multiples. Ma politique vise donc à l'institution du concert des États européens, afin qu'en développant entre eux des liens de toutes sortes grandisse leur solidarité ».

(*) Auteur de *Penser pour une Europe décente*, éditions Ballier.

M. JEAN-PAUL SARTRE
PROPOSE UN DÉBAT PUBLIC
SUR LE PROBLÈME DE L'EUROPE

Dans une interview publiée dans le numéro de *Politique* hebdomadaire du 13 décembre, M. Jean-Paul Sartre explique le sens de l'appel hostile à l'élection de l'Assemblée de Strasbourg au suffrage universel qu'il a signé en compagnie de huit autres intellectuels (le Monde daté 5-6 décembre). Il déclare notamment :

« Déjà, le P.C.F. perd des voix et François Mitterrand, devenu leader de la gauche, se propose pour exercer un changement à la capitale : ou le P.C.F. accepte le vote des socialistes représentant leur liberté. Le P.S. est contumace au fait. Il a déjà adopté le type d'attitude au moment des pouvoirs spoliés par la guerre d'Algérie — on connaît la suite. A notre avis, la seule façon d'y échapper est l'organisation d'une campagne de masse qui imposerait un débat public. Il n'est pas possible de traiter de telles questions dans un contexte purement électoraliste, car une victoire de la gauche dans l'Europe qu'on nous propose serait prise de signification aussi changeante. »

APRÈS LA CONSTITUTION DU R.P.R.

M. Chirac : ceux qui veulent nous repousser à droite trompent les Français

M. Jacques Chirac, ancien premier ministre, président du Rassemblement pour la République, a déclaré dans une interview publiée par *L'Aurore*, samedi 11 décembre, les objectifs du nouveau mouvement.

« Certains, dit-il, voudraient par tactique et par intérêt, nous repousser à droite. Ce qui n'a jamais été ni notre ambition, ni notre vocation, ni notre tempérament. (...) Ceux qui veulent nous enfoncer dans une droite quelconque, quelle notion droite ils perdent leur temps, se trompent et trompent les Français. Que M. Mitterrand pousse des idées de droite, c'est bien, mais notre initiative est de nature à diminuer son propre impact et à diminuer le nombre de ses électeurs. Je le comprends. Mais je trouve dommage qu'il se réfugie dans un mensonge artificiel pour défendre ses positions. L'attitude de lui, dans une droite quelconque, est une déviation dans le jugement. Et je ne parle pas de ceux qui, dans la majorité, comportent une calomnie. »

« Nous allons prendre une attitude offensive, explique encore M. Chirac, mais offensive au bon sens du mot, pas une attitude racoleuse. (...) Le R.P.R., ce n'est ni l'arrivée des « barons » ni la fin des « barons ». C'est l'arrivée des gens qui s'engagent. 1977 sera l'année des combats. »

Dans *Paris-Match* (date du 17 décembre), le président du R.P.R. affirme notamment : « La grande différence entre M. Mitterrand et nous c'est que M. Mitterrand est un homme prisonnier d'un appareil qui se gausse de plus en plus, prisonnier de ses alliances électorales, alors que je me considère comme étant à la tête d'un mouvement qui véritablement représente l'ensemble des Français, et donc comme un homme libre. »

M. Chirac souligne : « C'est un phénomène naturel dont il n'y a rien de surprenant. C'est la « personnalisation » du Rassemblement. M. Chirac souligne : « C'est un phénomène naturel dont il n'y a rien de surprenant. C'est la « personnalisation » du Rassemblement. M. Chirac souligne : « C'est un phénomène naturel dont il n'y a rien de surprenant. C'est la « personnalisation » du Rassemblement. M. Chirac souligne : « C'est un phénomène naturel dont il n'y a rien de surprenant. C'est la « personnalisation » du Rassemblement. »

« ASPECTS DE LA FRANCE » : les Français avaient perdu l'habitude de ce langage.

M. Pierre Pujol, directeur politique d'ASPECTS DE LA FRANCE, écrit dans le numéro daté du 5 décembre de l'hebdomadaire d'action française, à propos de l'entreprise de M. Jacques Chirac :

« L'ancien premier ministre, avec toute sa conviction et son dynamisme, apporte un facteur nouveau dans la vie politique française. Les deux électeurs parus seraient faits et la gauche assurée de l'emporter. Beaucoup s'y résignent déjà. Voici qu'un homme invite les Français à se ressaisir, qu'il les appelle à un salut salutaire, qu'il parle de l'indépendance nationale à l'égard des puissances étrangères, qu'il rappelle à la gauche le monopole de pré-occupations sociales, qui ne sont souvent chez elle que des leur-semblances. C'est là un langage dont nos compatriotes étaient déshabitués. »

« Nous en parlons d'autant plus à l'aise qu'il ne s'agit pas d'une question pour nous, à l'action française, de nous rallier à l'organisation lancée par M. Chirac. (...) Le véritable redressement du pays ne peut venir d'un rassemblement électoral qui laissera subsister les causes profondes du mal politique français, lesquelles résident dans l'idéologie et les institutions démocratiques. (...) »

« Le groupe U.D.R. du Sénat, après celui de l'Assemblée nationale, a décidé, jeudi 9 décembre, de prendre la dénomination de groupe du Rassemblement pour la République. »

Quel régime pour la France ?

UN COLLOQUE DE L'UNION POUR LA SOCIAL-DÉMOCRATIE

« Quel régime politique pour la France ? » Sur ce thème, l'Union pour la social-démocratie (U.S.D.), que préside M. Henri Caillaud, sénateur du Lot-et-Garonne, a organisé au Sénat un colloque qui réunissait plus de cent personnalités : professeurs de droit public et hommes politiques de toutes tendances. Après les exposés des professeurs Jacques Robert, François Chatelet, Maurice Duverger, François Luchaire, des sénateurs Marcel Boyer, Charles de Gaulle, non inscrit, Chatelet (Bouches-du-Rhône, P.S.), Tailhades (Gard, P.S.), de Cuttoli (Français de l'étranger, non inscrit), M. Junillon, secrétaire général adjoint de l'U.S.D., a synthétisé des débats et, notamment, des interventions qui avaient suivi les exposés de ces personnalités.

Il faut remarquer, en particulier, que les intervenants dans leur majorité, s'étaient prononcés pour une retouche purement ponctuelle de la Constitution de 1958, afin de permettre, par une réduction de la durée du mandat présidentiel, l'élection simultanée de l'Assemblée nationale et du chef de l'État. M. Henri Caillaud se félicita, en conclusion, du succès de ce colloque : succès qui démontrait à ses yeux la possibilité d'une « opposition de dialogue ».

(1) 53, rue Nationale, Paris-13^e.

CORRESPONDANCE

M. Elieinstein et le centralisme démocratique

M. Elieinstein nous écrit : Dans un article publié dans le Monde du 10 décembre, Thierry Fister se fait dire : « Le fonctionnement même du centralisme démocratique pose un certain nombre d'interrogations dont il faudrait bien dans le cadre du parti communiste français aborder les fondements. »

Il aurait été plus conforme à la réalité de dire que j'ai dû riposter vivement aux déclarations d'un membre du parti communiste selon lequel les membres de la direction du parti communiste seraient copistes.

J'ai exposé les principes du centralisme démocratique en soulignant qu'ils avaient été mis en œuvre au vingt-deuxième congrès. Qu'il faille veiller à leur fonctionnement, c'est évident, mais cela ne signifie pas, bien entendu, une remise en cause des fondements. De même, s'agissant du débat de Chatelet sur le stalinisme, il ne me semble pas que le compte rendu de Thierry Fister ait rendu compte convenablement des propos que j'ai tenus ou soit-à-dire l'utilisation de phrases détachées de leur contexte ne me semble pas la meilleure façon de faire connaître aux lecteurs du Monde ce que j'ai pu dire.

Pour connaître l'opinion des communistes, il me semble effectivement qu'il aurait été plus utile de publier plus largement des extraits de la déclaration du secrétaire général de mon parti à l'émission « C'est à dire ». »

PROFESSION : ARCHITECTE D'INTÉRIEUR

UNE ACTIVITÉ QUI PARTICIPE DE L'ÉTUDE ARCHITECTURALE ET SE SITUE À SON POINT DE RENCONTRE AVEC L'USAGER

Les débats du Sénat, le 16 novembre dernier, ont révélé une lacune importante dans le projet de loi sur l'architecture. Son rapporteur, M. MIROUDOT, a signalé le cas des « architectes d'intérieur », profession non reconnue en France, dont certains des membres se sont vu interdire des procès par l'Ordre des Architectes en vertu de la loi de 1940 instituant la protection du titre, pour contester l'utilisation de cette identité professionnelle, à défaut de contester l'activité elle-même.

Des écoles d'État dispensant des diplômes de l'architecture intérieure. Dès lors, on pouvait espérer que la situation paradoxale qui subsistait, du fait de la loi, les professionnels de ce domaine, à la recherche d'une appellation conforme à leur activité, trouveraient enfin une solution dans les nouvelles dispositions étudiées par la Direction de l'architecture. Il apparaît qu'en définitive rien n'est prêt à ce sujet. Le loi MIROUDOT, telle qu'elle sera prochainement présentée au vote à l'Assemblée Nationale, recadrera donc le malentendu, offert aux

architectes officiels la possibilité de faire la chasse aux architectes d'intérieur.

La Commission du Sénat avait conclu en estimant : « La profession existe et réclame une solution ». Il a, en fait, été éludé.

Ainsi cette loi risque-t-elle de mettre la France en retrait sur ses partenaires européens et au plan international en ignorant une profession-clé dans l'organisation des rapports avec les usagers du domaine bâti. « Ce qui est une simple question de droit, il faut y voir également une question de dynamique. La loi, à travers un profil professionnel unique, donne-t-elle les véritables moyens d'une promotion de la qualité architecturale ? Pourra-t-on la garantir et la fonder sur la définition et la reconnaissance des compétences réelles des différents intervenants ?

A cet égard, il paraît tout à fait contraire à l'objectif poursuivi de tendre d'ignorer les spécificités de chaque discipline en présence et d'ériger en doctrine la reconnaissance des identités.

L'ARCHITECTURE INTÉRIÈRE, VALEUR D'USAGE DE L'ARCHITECTURE

L' notion d' « architecture intérieure » est liée à celle de durée d'existence des différents composants du cadre de vie ; elle résulte d'une alternative « terrain en déclin » d'une part, le caractère quasi immuable de l'architecture en tant que structure et enveloppe et, d'autre part, l'exploitation, des volumes intérieurs dans la succession des destinations qui, « dans des circonstances et de l'évolution des courants d'intérêt.

Une partie non négligeable de ce qui occupe l'espace appartient donc au domaine de l'architecture intérieure, qui est peut-être plus ancienne encore que l'architecture elle-même. Une certaine délimitation d'un espace d'architecture intérieure que l'homme a l'ait organiser pour ses besoins bien avant que l'architecture fût seulement nommée et que la chose fût prise d'engendrer le mot.

Dans des espaces « clos et couverts », où les hommes demeurent, travaillent ou, même, ne font que passer c'est de l'architecture intérieure que procèdent l'organisation et la mise en place des volumes, des formes, des couleurs, des agencements et équipements, des meubles et des accessoires.

C'est de l'architecture intérieure et de ce qui la compose qu'il dépend que la « qualité de la vie » soit au rendez-vous de ceux qui l'attendent.

Il s'agit, plus simplement, de l'environnement intérieur, du cadre de vie, dont chaque élément nous touche (au propre ou au figuré) et dont la qualité — plus ou moins perçue mais toujours ressentie — nous concerne et nous atteint directement.

Le domaine de l'architecture intérieure est à la fois concret et impondérable. Il mobilise une somme insoupçonnée de capacités créatives et de compétences techniques pour animer et justifier un métier et des hommes qui l'exercent pour d'autres hommes, individus ou collectivités.

Désormais désignée comme domaine spécifique, l'architecture intérieure requiert un type d'interventions particulières dont le principe fondamental est d'assurer la liaison avec l'utilisateur et de satisfaire ses besoins et ses aspirations. Il s'agit de l'habitat, mais aussi aux espaces de travail et de loisir dont le fonctionnement exige nécessairement une prestation complète réglant tous les détails d'installation.

UN CRENEAU PROFESSIONNEL

C'est plus précisément afin d'établir des liens cohérents, en résolvant les problèmes d'adaptation et de conformité à l'usage au niveau du second œuvre et de la structure de l'espace disponible, que s'est constituée une nouvelle profession, celle de l'architecte d'intérieur, qui s'inscrit tout spécialement.

Par leur démarche, par leur champ d'investigation, par leurs compétences en matière de travail notamment, par la responsabilité qu'ils assument, les architectes d'intérieur se distinguent plus évidemment de la famille des architectes qu'à celle des décorateurs, dont ils n'ignorent que les prestations relèvent de la décoration.

En tant que discipline ayant ses critères propres, fondés sur l'indépendance que procure l'exercice libéral, elle vient donc s'ajouter à celle d'architecte pour répondre aux exigences de notre époque en matière de méthode, de recherche et de marchés, et constitue un phénomène qui s'est généralisé sur le plan international.

L'IMPÉRATIF MULTIDISCIPLINAIRE

En effet, l'importance et l'étendue des tâches à accomplir rendent inévitable l'engagement de plusieurs disciplines dans le contexte même de la vocation conceptuelle. Du même coup, elle se voit pénalisée par des professionnels de profils différents et enrichie de leurs connaissances et de leur expérience.

Eu égard à la diversité des programmes à réaliser et à la garantie de qualité globale qu'il s'agit d'assurer, il apparaît indispensable que l'éventail des architectes homologués se réfère à une définition : de fonctions et à la désignation des prestations pour lesquelles ils peuvent être reconnus qu'ils ont la compétence globale qu'il s'agit d'assurer. Il convient de rappeler le développement de cette activité, qui s'assure aussi bien dans le domaine de la rénovation que dans celui des bâtiments à construire, où les architectes d'intérieur se situent alors en tant que partenaires des architectes.

Ce rôle de partenaire s'inscrit tout naturellement dans le cadre de la « profession nouvelle » que veulent promouvoir les architectes. Il correspond à l'ouverture attendue pour mettre en place la génération d'un « qualificatif ».

UNE RECONNAISSANCE POUR L'AN 2000 ?

M. MIROUDOT notait dans le Rapport de la Commission du Sénat :

Il se peut que, dans quelques années, un examen général appuie une nouvelle loi nécessaire. L'acte de bâtir serait alors accompagné d'un acte de décoration, un nouveau projet de loi disposerait pour chaque mission des missions à l'acte de bâtir, le prestataire devra alors remonter à un spécialiste.

Le tout projet ne fera que généraliser l'idée qu'un acte de bâtir affecte l'homme le plus compétent.

Dans cette hypothèse, la France sera vingt-cinq ans en retard sur l'Allemagne qui, plus de trois ans, a intégré dans ses chambres d'architecture Architect et Inner-architect.

Cet exemple n'est d'ailleurs pas un cas isolé et, d'ici là, bien d'autres pays auront reconnu la nécessité d'homologuer et de promouvoir une telle activité pour le bénéfice des usages.

Il s'agit, que, essentiellement, comme, selon l'expression de Marcel LODS, l'« esprit d'architecture ». L'exclusivité du titre ne peut que contribuer à le rendre capot.

A titre d'exemples, pour illustrer le champ d'intervention des architectes d'intérieur, on peut citer les références suivantes :

- Stages scolaires et bureaux : Publicis, Sacem, Régie Renault, Ficher-Bauché, Pernod, etc.
- Ministères : finances, équipement, santé publique, etc.
- Bâtiments : d'aide sociale, Caisses des départs, bureau d'aide sociale du Nord, Agence nationale pour l'emploi, etc.
- Hôpitaux : centre de Polisy, thalassothérapie Louison Bobet, hôpital Saint-Antoine, etc.
- Sociétés et universitaires : Orsay, faculté de Clermont-Ferrand, collège de Sarracelles, etc.
- Préfectures : de l'Essonne, du Val-d'Oise, de l'Isère, etc.
- Salles, culturels : Théâtre de la Ville, centre du Vesinet, Arcueil, etc.
- Radios : R.T.L., Europe 1, C.R.T.F., etc.
- Aéroports : Polisy, Lyon-Saône, Marignane, etc.
- Hôtels : Méridien, P.L.M. Saint-Jacques Sheraton, etc.
- Banques : Morin-Pons, Bank of America crédits agricoles, etc.
- Commerce : Crédit-Soliel, la Paroisse, F.N.A.C., boutiques, etc.
- Habitat social : Houllières de Lorraine et du Dauphiné, Shape Village, etc.
- Habitat privé.

Syndicat CAIM, 4, bd Lannes, 75016 PARIS.

EN BREF...

Le bureau politique du mouvement *Génération sociale et libérale* a été reçu vendredi après-midi 10 décembre au palais de l'Élysée par M. Valéry Giscard d'Estaing. Cette entrevue a eu lieu à la veille du congrès de G.S.L. qui se tient au Champ de Mars et auquel MM. Michel Poniatowski et Raymond Barre doivent participer dimanche. M. Jean-Jacques Servan-Schreiber, député de Meurthe-et-Moselle et ancien président du parti radical de gauche, pour sa part, intervient samedi après-midi devant ces assises.

La Nouvelle Action française déplore, après le vote sur l'augmentation du budget du Parlement européen, la collusion

socio-R.P.R. qui a abouti au vote d'une loi néfaste. Le R.A.P. constate qu'en dehors de quelques personnalités, seul le parti communiste a fait entendre dans ce débat, la voix de l'indépendance et de la dignité et souhaite l'union de tous les patriotes, sans exclusive aucune, contre la politique d'abandon de la caste au pouvoir.

Des représentants de la minorité du P.S.U. qui dénoncent l'« inféodation » de leur parti à l'union de la gauche, se réunissent, ce samedi 11 et dimanche 12 décembre à Lyon, pour définir l'attitude qu'ils entendent suivre à l'occasion du prochain congrès, en janvier 1977 (le Monde du 1^{er} décembre).

POLITIQUE

CULTURE ET RADIO-TÉLÉVISION AU SÉNAT

Réduction des crédits du Centre Beaubourg et d'Antenne 2

Le Sénat a voté, vendredi 10 décembre, les dispositions budgétaires concernant la Radiotélévision Française (R.T.F.), rapporteur de la commission des finances, s'adressant à Mme Françoise Giroud, de dénoncer certaines anomalies et de proposer quelques remèdes. Les sénateurs avaient auparavant adopté les crédits du secrétariat d'Etat à la culture.

« Nous avons été tentés, déclare M. MAURICE SCHUMANN (R.P.R.), rapporteur de la commission des finances, s'adressant à Mme Françoise Giroud, de renforcer cette année par un vote négatif nos avertissements tant de fois renouvelés. Nous n'avons pas jugé cela nécessaire. Nous avons le devoir de vous donner toutes nos chances. » M. Schumann regrette toutefois que les mesures fiscales imposées l'an dernier à l'initiative du Sénat aux producteurs de films pornographiques soient restées lettre morte, faute de publication du décret d'application. Il déplore également le défaut de publication du décret d'application de la loi du 10 décembre 1975 sur la protection sociale des artistes.

Le rapporteur exprime enfin les vœux suivants : « Il est indispensable, dit-il, d'accorder des crédits accrus au financement de certaines actions essentielles : l'amélioration de la sécurité dans les musées, le développement de la lecture publique, l'aide aux théâtres lyriques municipaux. »

La dotation supplémentaire de 20 millions de francs allouée aux activités musicales lors du débat à l'Assemblée nationale ne doit pas dissimuler la faiblesse des crédits accordés à l'enseignement de la musique.

Il est nécessaire de maîtriser la progression de la subvention de fonctionnement du Centre national d'art et de culture Georges Pompidou.

M. MIROUDOT (ind.), exprimant l'avis de la commission des affaires culturelles, proclame son « anxiété » devant le coût du fonctionnement du Centre Georges-Pompidou et, à l'inverse, devant l'insuffisance de certains crédits : « au premier rang desquels, se trouvent l'enseignement de l'architecture. »

M. LAHOUSSE (P.S.) demande, au nom de la même commission, que le succès de l'Opéra ne conduise pas à sa dénationalisation. Il reproche au gouvernement de ne plus soutenir les théâtres municipaux et propose de leur transférer une partie des crédits destinés au Centre Beaubourg.

« J'aurais aimé vous parler de culture, déclare Mme FRANÇOISE GIROUD, secrétaire d'Etat, et je suis sous le coup d'un décalage. Mais si le projet de loi bien servi ? Je dirai plutôt que

la province ne l'est pas assez, et ce n'est pas en s'efforçant qu'on sauvera l'art français. Je multiplie d'ailleurs les chartes culturelles avec les villes de province, l'existence des troupes de théâtre, la décentralisation ne cesse de croître et les centres dramatiques auront 25 % de subventions supplémentaires : en 1977, pour la première fois, des crédits du théâtre vont à la province. L'Etat donne 30 F par place de concert en province. »

En ce qui concerne Georges-Pompidou, Mme Giroud estime qu'il ne faut pas « que l'ampleur du capital engagé dissuade l'ambition de la culture ». Mais elle nous pouvons en retirer aux yeux de la communauté internationale des arts. Et puis, ajoute-t-elle : « Ce qui est fait ne peut être démenti. »

La Sécurité sociale des artistes et auteurs, déclare encore le secrétaire d'Etat, est en cours de mise en œuvre. Quant à l'application de la loi sur la culture, elle est en cours de mise en œuvre. Mme Giroud déclare que la culture a besoin, c'est de crédits. « Ce qui est anormal, affirme M. EDELIN (P.C.), c'est que l'Etat ne soit pas le seul à financer la culture dans le budget de l'Etat, si ce n'est pas le cas. »

M. PALMIER (un. centr.) pense que l'on fait la part trop belle aux artistes. M. Jean-Marie GIRAULT (ind.), réclame une aide en faveur de l'animation culturelle pour les enfants.

Dans sa réponse, Mme GIROUD annonce qu'un plan de limitation des ententes est en préparation pour protéger les petites salles de cinéma. Une aide financière leur sera aussi apportée sous forme de prêts à faible taux ou même de subventions. Les crédits de la culture sont ensuite adoptés avec, toutefois, une réduction de 10 millions de francs de la dotation du centre Georges-Pompidou.

La loi sur la télévision, il estime trop optimistes les prévisions de recettes budgétaires de la R.T.F., car elles se fondent sur un développement de 44 % des recettes concourant, en effet, à 6,40 % des entrées, au lieu de 5 %, chiffre prévu par le code des impôts. « Nous ne le tolérons pas », déclare-t-elle, et elle annonce qu'elle va demander au gouvernement de réviser la loi sur la télévision.

M. Cluzel reproche à la télévision de trop montrer les « farces de la société ». Il voudrait aussi que dans les journaux télévisés on ne présente plus les délibérations du conseil des ministres qui n'ont pas reçu la sanction parlementaire « comme des décisions définitives. »

Il critique enfin l'absence de débat en effet, un certain nombre de nos pays est tombé au vingt-huitième rang pour les émissions vers l'étranger. « Derrière la création d'un ministère de la communication qui puisse être l'interlocuteur du Parlement comme des présidents de chaînes. Le vote du budget de la R.T.F. 1978 pourrait dépendre de cette création. »

M. CAILLAVET, exprimant l'avis de la commission des affaires culturelles, annonce la création d'un groupe de travail (forme « plus légère ») de la commission d'enquête, qui présentera ses critiques et ses propositions au cours de la prochaine session. Si la publicité parallèle est moins fréquente sur les écrans de télévision, si l'information est plus objective, on ne constate pas moins en effet, un certain nombre d'anomalies que M. Caillavet dénonce. « Dans le domaine de la création, déclare-t-il, l'échec est flagrant. L'insuffisance le dispute à la médiocrité. Les dramaturges sont sacrifiés aux variétés et aux jeux. TF1 a donc le nombre des rediffusions.

Les monopoles de producteurs et de réalisateurs subsistent, même si un présentateur très connu disparaît quelque temps des écrans, et l'on a l'impression que Pierre a laissé la place à Paul. Le travail en famille, les « jeux juridiques » sont d'autres abus. »

« A la tête du service d'observation des programmes, il y a un fonctionnaire de qualité. Mais il dispose de moyens insuffisants, en matériel et en personnel. L'industrie du disque dirige en fait les émissions de variétés. Là aussi, il faut un code de déontologie pour supprimer le matriage, le « play back », la trop grande fréquence d'apparition de certains artistes. Et si les maisons de disques ont une autorité de censure, que ce soit à visage ouvert. »

Il faudrait donner un statut aux producteurs et éviter l'affirmation des antennes. Il y a des réalisateurs qui occupent six cent heures par an, tandis que d'autres chôment. Une certaine modulation des droits d'auteur serait souhaitable. »

Le rapporteur critique enfin l'abus des sondages, qui nuit à la qualité des programmes, et réclame des mesures d'urgence : à l'initiative d'une autorité de coordination entre les sociétés pour éviter les doublons, « voire les trépiens », et la mise au point d'un plan de charge pour la Société française de production (S.F.P.).

M. ROBERT BOULIN, ministre chargé des relations avec le Parlement, répond notamment aux rapporteurs : « Le président de la République a attiré l'attention sur la situation de quasi-monopoles de certaines sociétés de production. Le gouvernement a demandé aux conseils d'administration d'y parer. »

Il n'appartient pas au gouvernement de porter l'appréciation sur tel ou tel, mais d'amorcer un certain renouvellement des hommes et de mettre fin à certains abus. »

Les conseils d'administration étudient actuellement deux types de mesures : la limitation des possibilités de cumul entre des fonctions de responsabilité dans la société et des fonctions de producteur ou d'animateur. »

« Cela implique des dépenses supplémentaires car les émissions françaises originales reçoivent beaucoup plus cher que l'achat de films de long métrage ou de séries américaines. C'est pourquoi une dotation exceptionnelle de 15 millions de francs a été affectée à chacune des sociétés de télévision. »

Après les interventions de M. MICHEL (P.S.), MIROUDOT (ind.), qui rend compte de son activité d'administrateur de FR3, MALESCOT (un. centr.), CARAT (R.F.P.), HABERT (non insc.), et de Mme LAGAT (P.C.), M. ROBERT BOULIN répond en soulignant notamment que « l'indépendance des sociétés de la R.T.F. est une réalité. »

Puis les dispositions du projet de loi sont adoptées, en particulier, l'autorisation de percevoir une redevance. Le Sénat obtient toutefois du ministre que soient retirés à Antenne 2 5 millions de francs, qui seraient affectés aux émissions de Radio-France vers l'étranger. — A. G.

Le minimum vieillesse atteindra 10000 F à la fin de 1977

Une nouvelle formule d'assurance automobile

Vendredi 10 décembre, à l'Assemblée nationale, lors de séance consacrée aux questions orales sans débat, les sujets suivants ont été examinés :

● LA SITUATION DES PERSONNES AGÉES

M. DUCOLONGE (P.C., Haute-Saône), qui constate que « plus de deux millions de personnes âgées, dont 80 % sont des femmes, n'ont pour vivre que 24 F par jour », a demandé au ministre du Travail, M. BOUTIER, de leur verser 10 millions de pensions vieillesse, un million deux cents millions pour l'allocation de la famille, les allocations familiales, les allocations de chômage, etc.

Le ministre a répondu : « Depuis 1974, le montant du minimum vieillesse a été revalorisé régulièrement deux fois par an. Au 1er janvier 1977, il sera de 10 000 F par an pour une personne seule, de 12 000 F pour une personne mariée. »

● LA SÉCURITÉ SOCIALE DES COMMERÇANTS ET ARTISANS

Répondant à M. CHARLES BIGNON (R.P.R., ex-U.D.R., Somme), qui rappelle que la loi Royer prévoit l'harmonisation des régimes de sécurité sociale au plus tard le 31 décembre 1977, M. BOUTIER déclare : « Les seules disparités qui subsistent entre salariés et non-salariés intéressent l'allocation de salaire unique, l'allocation de la mère au foyer et les allocations familiales. L'indemnité compensatrice étant versée aux seuls salariés. La seule difficulté réelle réside dans l'harmonisation des efforts contributifs. Le gouvernement entend respecter les échéances fixées, mais à l'exception de la situation économique des deux dernières années. Aussi, ne peut-il présenter un calendrier précis. Le processus d'harmonisation est toutefois déjà très avancé. »

Quant à l'aménagement des charges sociales des entreprises, « il ne faut pas commettre l'erreur que constituerait les mêmes difficultés que dans le domaine de la taxe-professionnelle. »

« Les conseils d'administration étudient actuellement deux types de mesures : la limitation des possibilités de cumul entre des fonctions de responsabilité dans la société et des fonctions de producteur ou d'animateur. »

« Cela implique des dépenses supplémentaires car les émissions françaises originales reçoivent beaucoup plus cher que l'achat de films de long métrage ou de séries américaines. C'est pourquoi une dotation exceptionnelle de 15 millions de francs a été affectée à chacune des sociétés de télévision. »

Après les interventions de M. MICHEL (P.S.), MIROUDOT (ind.), qui rend compte de son activité d'administrateur de FR3, MALESCOT (un. centr.), CARAT (R.F.P.), HABERT (non insc.), et de Mme LAGAT (P.C.), M. ROBERT BOULIN répond en soulignant notamment que « l'indépendance des sociétés de la R.T.F. est une réalité. »

Puis les dispositions du projet de loi sont adoptées, en particulier, l'autorisation de percevoir une redevance. Le Sénat obtient toutefois du ministre que soient retirés à Antenne 2 5 millions de francs, qui seraient affectés aux émissions de Radio-France vers l'étranger. — A. G.

Le minimum vieillesse atteindra 10000 F à la fin de 1977

Une nouvelle formule d'assurance automobile

Le minimum vieillesse atteindra 10000 F à la fin de 1977

Une nouvelle formule d'assurance automobile

Le minimum vieillesse atteindra 10000 F à la fin de 1977

Une nouvelle formule d'assurance automobile

Le minimum vieillesse atteindra 10000 F à la fin de 1977

Une nouvelle formule d'assurance automobile

Le minimum vieillesse atteindra 10000 F à la fin de 1977

Une nouvelle formule d'assurance automobile

Le minimum vieillesse atteindra 10000 F à la fin de 1977

Une nouvelle formule d'assurance automobile

Le minimum vieillesse atteindra 10000 F à la fin de 1977

Une nouvelle formule d'assurance automobile

Le minimum vieillesse atteindra 10000 F à la fin de 1977

Une nouvelle formule d'assurance automobile

Le minimum vieillesse atteindra 10000 F à la fin de 1977

LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS MUNICIPALES

TOULOUSE : la gauche présente des listes d'union

De notre correspondant

Toulouse. — Il n'y aura pas de duel direct entre M. Pierre Baudis (app. R.I.), maire sortant, et M. Alain Savary (P.S.), député, aux prochaines élections municipales à Toulouse. En effet, M. Baudis se présentera dans le secteur centre-sud et M. Savary dans le secteur nord.

La gauche présente des listes d'union

Le 9 décembre, les partis, l'opposition ont décidé de présenter à Toulouse des listes communes dans chaque secteur. La gauche présente des listes d'union

Le 9 décembre, les partis, l'opposition ont décidé de présenter à Toulouse des listes communes dans chaque secteur. La gauche présente des listes d'union

Le 9 décembre, les partis, l'opposition ont décidé de présenter à Toulouse des listes communes dans chaque secteur. La gauche présente des listes d'union

Le 9 décembre, les partis, l'opposition ont décidé de présenter à Toulouse des listes communes dans chaque secteur. La gauche présente des listes d'union

Le 9 décembre, les partis, l'opposition ont décidé de présenter à Toulouse des listes communes dans chaque secteur. La gauche présente des listes d'union

Le 9 décembre, les partis, l'opposition ont décidé de présenter à Toulouse des listes communes dans chaque secteur. La gauche présente des listes d'union

Le 9 décembre, les partis, l'opposition ont décidé de présenter à Toulouse des listes communes dans chaque secteur. La gauche présente des listes d'union

Le 9 décembre, les partis, l'opposition ont décidé de présenter à Toulouse des listes communes dans chaque secteur. La gauche présente des listes d'union

Le 9 décembre, les partis, l'opposition ont décidé de présenter à Toulouse des listes communes dans chaque secteur. La gauche présente des listes d'union

Le 9 décembre, les partis, l'opposition ont décidé de présenter à Toulouse des listes communes dans chaque secteur. La gauche présente des listes d'union

Le 9 décembre, les partis, l'opposition ont décidé de présenter à Toulouse des listes communes dans chaque secteur. La gauche présente des listes d'union

Le 9 décembre, les partis, l'opposition ont décidé de présenter à Toulouse des listes communes dans chaque secteur. La gauche présente des listes d'union

Le 9 décembre, les partis, l'opposition ont décidé de présenter à Toulouse des listes communes dans chaque secteur. La gauche présente des listes d'union

Le 9 décembre, les partis, l'opposition ont décidé de présenter à Toulouse des listes communes dans chaque secteur. La gauche présente des listes d'union

Le 9 décembre, les partis, l'opposition ont décidé de présenter à Toulouse des listes communes dans chaque secteur. La gauche présente des listes d'union

Le 9 décembre, les partis, l'opposition ont décidé de présenter à Toulouse des listes communes dans chaque secteur. La gauche présente des listes d'union

Le 9 décembre, les partis, l'opposition ont décidé de présenter à Toulouse des listes communes dans chaque secteur. La gauche présente des listes d'union

Le 9 décembre, les partis, l'opposition ont décidé de présenter à Toulouse des listes communes dans chaque secteur. La gauche présente des listes d'union

Le 9 décembre, les partis, l'opposition ont décidé de présenter à Toulouse des listes communes dans chaque secteur. La gauche présente des listes d'union

Le 9 décembre, les partis, l'opposition ont décidé de présenter à Toulouse des listes communes dans chaque secteur. La gauche présente des listes d'union

Le 9 décembre, les partis, l'opposition ont décidé de présenter à Toulouse des listes communes dans chaque secteur. La gauche présente des listes d'union

Le 9 décembre, les partis, l'opposition ont décidé de présenter à Toulouse des listes communes dans chaque secteur. La gauche présente des listes d'union

Le 9 décembre, les partis, l'opposition ont décidé de présenter à Toulouse des listes communes dans chaque secteur. La gauche présente des listes d'union

Le 9 décembre, les partis, l'opposition ont décidé de présenter à Toulouse des listes communes dans chaque secteur. La gauche présente des listes d'union

Le 9 décembre, les partis, l'opposition ont décidé de présenter à Toulouse des listes communes dans chaque secteur. La gauche présente des listes d'union

Le 9 décembre, les partis, l'opposition ont décidé de présenter à Toulouse des listes communes dans chaque secteur. La gauche présente des listes d'union

Le 9 décembre, les partis, l'opposition ont décidé de présenter à Toulouse des listes communes dans chaque secteur. La gauche présente des listes d'union

Le 9 décembre, les partis, l'opposition ont décidé de présenter à Toulouse des listes communes dans chaque secteur. La gauche présente des listes d'union

Le 9 décembre, les partis, l'opposition ont décidé de présenter à Toulouse des listes communes dans chaque secteur. La gauche présente des listes d'union

Le 9 décembre, les partis, l'opposition ont décidé de présenter à Toulouse des listes communes dans chaque secteur. La gauche présente des listes d'union

Le 9 décembre, les partis, l'opposition ont décidé de présenter à Toulouse des listes communes dans chaque secteur. La gauche présente des listes d'union

Le 9 décembre, les partis, l'opposition ont décidé de présenter à Toulouse des listes communes dans chaque secteur. La gauche présente des listes d'union

Le 9 décembre, les partis, l'opposition ont décidé de présenter à Toulouse des listes communes dans chaque secteur. La gauche présente des listes d'union

Le 9 décembre, les partis, l'opposition ont décidé de présenter à Toulouse des listes communes dans chaque secteur. La gauche présente des listes d'union

Le 9 décembre, les partis, l'opposition ont décidé de présenter à Toulouse des listes communes dans chaque secteur. La gauche présente des listes d'union

Le 9 décembre, les partis, l'opposition ont décidé de présenter à Toulouse des listes communes dans chaque secteur. La gauche présente des listes d'union

Le 9 décembre, les partis, l'opposition ont décidé de présenter à Toulouse des listes communes dans chaque secteur. La gauche présente des listes d'union

Le 9 décembre, les partis, l'opposition ont décidé de présenter à Toulouse des listes communes dans chaque secteur. La gauche présente des listes d'union

Le 9 décembre, les partis, l'opposition ont décidé de présenter à Toulouse des listes communes dans chaque secteur. La gauche présente des listes d'union

Le 9 décembre, les partis, l'opposition ont décidé de présenter à Toulouse des listes communes dans chaque secteur. La gauche présente des listes d'union

Le 9 décembre, les partis, l'opposition ont décidé de présenter à Toulouse des listes communes dans chaque secteur. La gauche présente des listes d'union

Le 9 décembre, les partis, l'opposition ont décidé de présenter à Toulouse des listes communes dans chaque secteur. La gauche présente des listes d'union

Le 9 décembre, les partis, l'opposition ont décidé de présenter à Toulouse des listes communes dans chaque secteur. La gauche présente des listes d'union

Le 9 décembre, les partis, l'opposition ont décidé de présenter à Toulouse des listes communes dans chaque secteur. La gauche présente des listes d'union

Le 9 décembre, les partis, l'opposition ont décidé de présenter à Toulouse des listes communes dans chaque secteur. La gauche présente des listes d'union

Le 9 décembre, les partis, l'opposition ont décidé de présenter à Toulouse des listes communes dans chaque secteur. La gauche présente des listes d'union

Le 9 décembre, les partis, l'opposition ont décidé de présenter à Toulouse des listes communes dans chaque secteur. La gauche présente des listes d'union

Le 9 décembre, les partis, l'opposition ont décidé de présenter à Toulouse des listes communes dans chaque secteur. La gauche présente des listes d'union

Le 9 décembre, les partis, l'opposition ont décidé de présenter à Toulouse des listes communes dans chaque secteur. La gauche présente des listes d'union

RELIGION

LE VATICAN AU RALENTI

(Suite de la première page.)

Quant à l'hypothèse d'une démission pour raisons de santé, on remarque que le pape n'est atteint d'aucune maladie grave. C'est l'arthrose seule qui l'empêcherait de marcher normalement et de gravir des escaliers sans être soutenu. Il rédige lui-même ses allocutions du mercredi, improvise même à l'occasion. Il lui arrive, certes, de ne pas reconnaître tel ou tel visiteur, mais on peut mettre ce léger affaiblissement de la mémoire sur le compte de l'âge et, surtout, du nombre considérable de groupes qui sont reçus en audience. « Paul VI est trop consciencieux, souligne un des meilleurs connaisseurs du Vatican, pour n'avoir pas demandé à une ou plusieurs personnes de lui faire savoir, le moment venu, qu'il ne serait plus en mesure de remplir son rôle. »

Comment l'Eglise est-elle gouvernée pendant cette période d'attente ? Par qui ? Et avec quels objectifs ? La réponse à ces trois questions n'est pas facile : le Vatican reste un monde secret où les fonctionnaires les plus habiles ne sont pas toujours les mieux informés. Chez ceux qui savent, l'amour de l'Eglise et la fidélité au pape ne portent guère à la loquacité.

Une tâche immense

Paul VI a été élu en juin 1963. Lorsqu'il sera temps de dresser un bilan de son pontificat, on s'apercevra de l'immensité de la tâche accomplie ; peu de papes

dans l'histoire ont pris autant d'initiatives. Pour le moment, c'est « l'immobilisme » qui apparaît. D'aucuns contestent cette manière de voir, au sein de la curie, en faisant remarquer que leur dicastère jouit d'une grande liberté et même d'encouragements à aller de l'avant. « Une évolution comme celle que traverse l'Eglise, disent-ils, ne peut se faire sans à-coups. Pour nous, la période actuelle marquerait plutôt une remonte. » Cet avis est loin de faire l'unanimité. « Le pontificat a atteint son sommet, il y a cinq ou six ans, souligne un religieux romain. Depuis lors, il fait du sur-place. C'était indéniable : on ne tient pas un tel rythme pendant trois ans. Il ne faut plus s'attendre à de grandes initiatives du Saint-Siège. L'ensemble du personnel a vieilli avec le pape qui, à son grand âge, a besoin de vivre dans un univers familial. Si cette situation devait se prolonger longtemps, l'Eglise se trouverait devant de sérieux problèmes. »

Une pyramide à l'envers ?

Est-il vrai, cependant, que « tout est bloqué », comme l'affirment certains membres des nouveaux organismes que sont les secrétariats et les comités ? Ne laisse-t-on pas, au contraire, les gens s'exprimer plus librement, comme on l'a vu au récent congrès de l'Eglise italienne, suivi de très près par le Saint-Siège ? « Le sentiment de blocage, répond un directeur de séminaire, vient de ce que la réforme liturgique

est terminée. C'est elle, au lendemain du concile, qui donnait l'impression de mouvement et suscitait des réactions. »

Mais ceux qui parlent de « blocage » ne se fondent pas seulement sur des impressions. A les entendre, le coup d'arrêt tiendrait à deux causes principales : la moindre capacité d'initiative du pape dont l'entourage immédiat prendrait de plus en plus de poids ; et une centralisation excessive de la curie qui conduirait la secrétairerie d'Etat à vouloir tout bousculer.

« Annoncée en septembre 1963, promulguée en août 1967, la réforme de la curie n'a rien changé au début, remarque un fonctionnaire d'un nouvel organisme. Mais, peu à peu, l'emprise de la secrétairerie d'Etat s'est accentuée. Maintenant, ils veulent tout voir. On ne sait pas où ils vont ni qui les lit. C'est à croire qu'il y a une curie parallèle. Nos secrétariats et nos comités sont considérés comme des enfants à réveiller. Pourquoi faire relire à des gens incompétents ce que d'autres, spécialistes en la matière, ont écrit ? »

On lui répondra sans doute que l'activité de ces nouveaux organismes mérite plus d'attention, car elle est moins rodée et moins routinière que celle des congrégations. On lui fera remarquer aussi que ce sont, au contraire, les vieilles congrégations qui se plaignent le plus de la centralisation et que celle-ci visait à introduire les réformes

conciliaires dans des institutions solennelles. Mais on ne le convaincra pas : avec d'autres, il voit de plus en plus l'appareil central de l'Eglise comme une pyramide reposant sur le sommet. Et une pyramide qui, en l'absence de grandes orientations pontificales, préfère attendre, donc bloquer.

Pas de grandes orientations ? La aussi, il faut savoir écouter des voix divergentes, car le Vatican n'est pas un : optimistes et pessimistes, rénovateurs et conservateurs, Italiens et « étrangers » ont chacun leur sensibilité propre, même s'ils semblent parler le même langage. « Ces orientations existent, affirme un fonctionnaire non italien. On peut même les énumérer... » Et de citer, en fait, la volonté du pape de donner plus d'importance, au synode des évêques. Ainsi la centralisation interne du Vatican se doublerait d'une décentralisation, bien plus importante, à la base. « En août dernier, Paul VI n'a-t-il pas défini l'Eglise universelle comme une communion d'Eglises locales ? Encore une preuve que ce pape est capable d'innover radicalement », remarque notre interlocuteur.

Un observateur protestant enchaîne : « Il ne faut pas attendre que le sommet prenne l'initiative. C'est une conception ancienne. Le Saint-Siège doit savoir accueillir les initiatives de la base. Je crois qu'il le fait sagement. »

Dans cet Etat du Vatican qui n'existe que par lui et par lui, le pape reste, malgré son âge, le personnage central. Les Jésuites s'en sont bien aperçus il y a deux

ans, lors de leur congrégation générale : c'est avec Paul VI directement qu'ils négociaient ; les autres membres de la curie, même les plus haut placés, ne faisaient que transmettre les ordres du souverain pontife. Rien ne permet de dire que cette situation est changée ni que, en cette période d'essoufflement, le pontificat ait modifié son orientation. Le changement est quantitatif, non qualitatif. Paul VI reste ce qu'il a toujours été : un intellectuel déchiré, parce qu'il perçoit simultanément le pour et le contre ; et un homme intelligent qui hésite beaucoup, avant de condamner (que ce soit Dom Frasson, le révolutionnaire, ou Mgr Lefebvre, l'intégriste). « Il sait encaisser les coups, dit un de ses proches. C'est une qualité et un défaut. »

Le prochain pape

Déjà, surtout, si l'on en croit ceux qui affirment : « Cette fin de pontificat n'a pas eu de ligne claire. Le prochain pape risque d'être un ami-Monclé. Mieux vaut encore un pape conservateur mais à poigne. » Ces remarques ont remplacé l'expression « reprise en main » qu'on entendait à Rome il y a quatre ou cinq ans. S'il y a une réaction dans l'Eglise, elle n'est pas à ce niveau. « Une reprise en main supposerait beaucoup d'assurances, souligne un religieux non italien. Or, je suis frappé, au contraire, par l'incertitude qui règne au Vatican. Voyez l'affaire Lefebvre... ». Il n'a pas dit cependant que, « compte tenu de son carac-

tère », Paul VI n'aurait pas exactement de la même manière cinq ans ou dix ans plus tôt.

A des titres divers, trois hommes tiennent le devant de la scène depuis quelques années. Un Français, le cardinal Villot, soixante et onze ans, en tant que secrétaire d'Etat, office de premier ministre ; Toscan, Mgr Giovanni Benvenuto, cinquante-cinq ans, dont le rôle de substitut équivalait au secrétaire général d'un gouvernement ; et un Lombard, Mgr Agostino Casaroli, soixante-deux ans, sagement qualifié de « ministre des affaires étrangères du Saint-Siège », puisque la tâche secrétaire du conseil des affaires publiques de l'Eglise est si modeste, mais qui exerce de cette fonction. On cherche : vent à opposer ces trois hommes, compte tenu de leurs talents très divers et du caractère particulier de cette mission qu'est le Vatican, les collaborent avec un respect mutuel qui viciaient beaucoup de gouvernements.

Le pontificat de Paul VI, peu à peu identifié avec la somme de Mgr Benelli. Ce pape de grande valeur, enclin par nature à la centralisation, a fini par apparaître comme le personnage clé du Vatican. Il y a beaucoup de vrai dans cette impression, mais aussi un peu d'erreur. En étant l'incarnation, Mgr Benelli ne semblait pas tout décider, même qu'il ne fait qu'appliquer, directives du pape ou du secret d'Etat.

On accuse le substitut de préférer un peu trop de la politesse italienne et surtout d'avoir des méthodes autoritaires. « Benelli est l'un des rares chefs qui agissent. C'est pourquoi on le critique », affirme un de ses détracteurs. Un autre remarque : « toujours à la fin d'un pontificat, se dessinent des tendances au Vatican. Il faut du courage pour ne pas se démarquer tout d'un coup de Paul VI, ce l'a fait Mgr Benelli. Cela ne que lui valoir des ennemis puissants. »

La suite : comment ne pas parler alors que le Vatican en permanence dans l'hypothèse de la succession ? L'élection Paul VI, en 1963, était évitée celle de Jean XXIII, en pouvait se deviner : cette incertitude sera totale. Parmi Italiens, aucun cardinal n'est vraiment et rien, après tout, permet d'affirmer à l'avance le successeur de Paul VI sera italien, même si beaucoup d'éléments jouent en faveur de la chose. On redécouvre en partant la dimension du « pape de Rome » qui est un argument occulté à ne pas négliger. Mais, pour la première fois, forte majorité de non-Italiens (les trois quarts) participeront au conclave et les jeunes cardinaux du tiers-monde y joueront un rôle décisif.

Jamais conclave n'eût été ouvert. Citer, dès à présent, des noms qui circulent à Rome se serait prématuré qu'inutile. Mais, pour la première fois, nous faisons récemment théologien italien : « Au pape, il faudrait définir ce qu'est la collégialité épiscopale, modifier les cartes. On n'est de la même façon un coordinateur ou un président, un gestionnaire ou un prophète. Encore faut-il pas se faire trop d'illusions. Les cardinaux seront portés à agir comme par le passé, choisis l'homme valable, du fait même, capable à la fois de conduire l'œuvre de son prédécesseur et de donner un nouvel élan à l'Eglise. »

ROBERT SOLE

vosre linge débarrassé au maximum de son eau ... et même totalement sec si vous le souhaitez

Jusqu'à présent la quasi totalité des machines à laver essorait tout au plus à 500 tr/mn. En portant l'essorage à 850 tr/mn, Frigéavia répond à l'attente de toutes celles qui souhaitent avoir, au sortir de la machine, un linge débarrassé au maximum de son eau. Un linge, donc, plus vite sec et qui encombre moins longtemps la salle de bains ou la cuisine. L'essorage à 850 tr/mn est précédé de 3 essorages "graduels" ce qui permet d'éliminer progressivement l'eau contenue dans le linge. Celui-ci est donc moins lourd lorsque l'essorage passe à 850 tr/mn. Il se répartit harmonieusement sur les parois du tambour.

Capacité : 1 à 5 kg de linge sec
22 programmes automatiques
essorage 850 tr/mn - 4 bacs à produits
Dimensions : L 450 - H 850 - P 600 mm

frigéavia

pour ceux qui ont choisi de vivre avec leur temps.

Pour celles qui veulent disposer d'un linge immédiatement prêt à ranger ou à repasser, la nouvelle machine à laver Frigéavia G 52 comporte une innovation spectaculaire : elle sèche à l'air chaud jusqu'à 2,5 kg de linge. Brassé en douceur pendant le séchage, le linge est nullement froissé et, dans bien des cas, il ne nécessite pas de repassage : sorti de la machine, il est prêt à être porté. Le séchage ne dégage aucune buée, la vapeur étant condensée à l'intérieur de la machine par un système de circulation d'eau froide.

L'automatisme pour 19.985 F*

HONDA CIVIC

option air conditionné : 2.400 F*
version boîte mécanique : 18.985 F*

JAPAUTO
concessionnaire exclusif
27, avenue de la Grande-Armée - Paris 16^e
Tél. 500.14.51

هكذا من الأنجل

**LA RÉUSSITE D'UNE ENTREPRISE
SE CONSTRUIT AVEC DES HOMMES**

Les cadres et dirigeants d'entreprise sont invités par :
**L'ISHAG - INSTITUT DES SCIENCES HUMAINES APPLIQUÉES
À LA GESTION**

à suivre : deux cycles de perfectionnement :

« L'AMÉLIORATION DES CONDITIONS DE TRAVAIL »
Aspects humains »
quatre séminaires de deux jours
lancements : 15 décembre 1976 et avril 1977

« LA GESTION SOCIALE DE L'ENTREPRISE »
cinq séminaires de trois jours
lancement : 25 janvier 1977

Renseignements et inscriptions :
M^{me} Lévassort - ISHAG
Groupe L.F.G., 37, quai de Grenelle, 75738 Paris Cedex 15, tél. 578-61-52

LENTILLES DE CONTACT :
des millions d'utilisateurs conquis.
Pourquoi pas vous ?

Ne dites plus "je n'ose pas" : des millions de personnes dans le monde ont depuis longtemps renoncé à porter des lunettes et adopté les lentilles de contact. Ne dites plus "ce n'est pas pour moi" : chez YSOPTIC, il existe toute une gamme de lentilles de contact spéciales pour yeux sensibles. Ne dites pas "lesquelles choisir ?" : chez YSOPTIC, des spécialistes vous conseilleront les lentilles de contact qui répondent le mieux à votre cas et vous garantiront une accommodation rapide et une tolérance parfaite. Venez faire un essai. Gratuitement.

YSOPTIC
80, Bd Malesherbes - 75008 PARIS
Tél. : 522.15.52

Documentation et liste des correspondants
français et étrangers sur demande.

DÉFENSE

EN 1976

Les livraisons d'armes françaises à l'étranger totalisent 12 à 15 milliards de francs

Selon des estimations rapportées de sources parlementaires, le montant global des livraisons d'armes françaises à l'étranger pour 1976 se situera entre 12 et 15 milliards de francs. Cette évaluation, en première approximation, des exportations d'armes par la France est avancée par M. Yves Couédu du Foresto, sénateur Union centriste des Deux-Sèvres et rapporteur spécial de la commission des finances.

L'évaluation de 12 milliards de francs a été élaborée au ministère de la défense, mais l'estimation de 15 milliards a été avancée par d'autres organismes spécialisés, non précisée par M. du Foresto. Selon des statistiques rendues publiques par la délégation ministérielle pour l'armement, le montant total des livraisons d'armes françaises à l'étranger s'établit comme suit : 2 381 millions de francs en 1971, 4 838 millions de francs en 1972, 5 223 millions de francs en 1973.

M. ABRAHAM STERNBERG, a été nommé ministre de la défense en remplacement de M. René Vroelings, qui va représenter les Pays-Bas à la Commission européenne. M. Sternberg, actuellement secrétaire d'Etat à la défense, a été élu député du parti du travail (P.V.D.A.) en 1970. Il a été membre de la commission nationale de la défense et membre de l'Assemblée de l'Atlantique nord. — (A.F.F.)

Le communiqué du Conseil atlantique

LES PAYS DE L'ALLIANCE NE PEUVENT RENONCER À AUCUN MOYEN DE RIPOSTE

Nous donnons ci-dessous la dernière et principale partie — les points 13 et 14 — du communiqué publié le vendredi 10 décembre à l'issue de la réunion à Bruxelles du Conseil de l'Atlantique nord, à laquelle participaient les ministres des affaires étrangères des quinze pays membres de l'alliance.

« 13. Les ministres ont confirmé que les pays de l'alliance, dans le cas d'une attaque dirigée contre eux, ne peuvent renoncer à utiliser en riposte, selon les besoins, aucun des moyens dont ils disposent. Les ministres ont également affirmé que tous les États qui ont participé à la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (à Helsinki) devraient s'abstenir rigoureusement de recourir à la menace ou à l'emploi de la force, comme l'a stipulé la charte des Nations unies et comme le réaffirme l'acte final d'Helsinki. Cette renonciation doit s'appliquer à tous les types d'armes. Il est essentiel pour la consolidation de la paix de s'abstenir d'augmenter l'armement de quelque type que ce soit, au-delà des nécessités de la défense, politique qui a toujours été suivie par l'alliance.

« Les ministres ont également déclaré que l'alliance demeure une libre association ouverte à tous les États européens attachés à la défense de la liberté, du patrimoine commun et de la civilisation de leurs peuples. Ils ont rappelé, en outre, que le droit des États à participer ou non à des traités d'alliance a été confirmé dans l'acte final d'Helsinki.

« 14. Les ministres ont réitéré la détermination de la communauté de continuer à respecter tous les principes, toutes les dispositions de l'acte final de la C.S.C.E. et ils ont tenu que tous les autres signataires devraient les mesures prises pour leur mise en œuvre intégrale. Ils ont noté que si ces progrès ont été réalisés ce sera, tout d'abord, à la suite de la coopération de la communauté de l'acte final de la C.S.C.E. et dans la pratique, ce qui concerne non seulement les relations entre États, mais aussi la vie des peuples et industries. Les ministres ont noté que l'acte final recouvre une plus large diffusion de l'information et le développement des contacts humains contribuent au renforcement de la paix et ils ont exprimé l'espoir que les pays du pacte de Varsovie prendront des mesures conduisant à une nette amélioration du rythme de mise en œuvre de l'acte final dans les mois à venir.

« Les ministres ont observé ailleurs que les gouvernements alliés avaient pleinement et scrupuleusement mis en œuvre les dispositions de l'accord concernant les mesures de confiance. Ils ont noté que la pratique consistant à donner notification des grandes manœuvres tendait à s'établir mais que, à différence des pays alliés, les pays du pacte de Varsovie n'avaient pas encore notifié de manœuvres de moins de vingt-cinq mille hommes. Ils ont enfin regretté que les pays du pacte de Varsovie n'aient pas cru jusqu'ici pour accepter les invitations à envoyer des observateurs aux manœuvres occidentales. » — (Reuter).

M. KANAPA (P. C. F.) : Les pays atlantiques ne proposent jamais des mesures de désarmement.

M. Jean Kanapa, membre du bureau politique du P.C.F., a déclaré vendredi 10 décembre que la France se soit jointe « aux Américains » pour refuser les propositions des pays socialistes, européens tendant à ce qu'un État ne fasse usage le premier de l'arme nucléaire et visent à ne pas élargir les blocs existants à de nouveaux pays. Il a ajouté :

« Il faut bien constater que chaque fois que l'U.R.S.S. et le pays socialistes proposent des mesures de réduction des armements, la France et les autres pays atlantiques les refusent, alors qu'ils ne font jamais eux-mêmes de telles propositions en sens inverse. Est-ce que le désarmement est par l'Europe à propos d'un retour de la France dans l'organisation militaire intégrée de l'OTAN ? » M. Kanapa conclut : « Nous alertons enfin les Français sur les décisions de Bruxelles qui impliquent que les plans nationaux de défense sont soumis à l'OTAN. Il est intolérable que soit ainsi franchi un nouveau pas, d'une extrême gravité, dans l'abandon national. Il est également intolérable que le pouvoir accepte les exigences américaines et allemandes d'aggraver les dépenses militaires alors que les travailleurs connaissent déjà tant de difficultés d'existence. »

A Paris

M. PONOMAREV LANCE UN APPEL AU DÉSARMEMENT

M. Boris Ponomarev, président de la commission des affaires étrangères du soviet des nationalités (et aussi membre suppléant du Politbureau et secrétaire du comité central du P.C. soviétique), qui se trouve depuis le 7 décembre à Paris à la tête d'une délégation du Soviet soviétique de l'U.R.S.S., a lancé, au cours des entretiens qu'il a eus cette semaine avec les membres de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, que présidé M. Corvée de Murville, un pressant appel à la cessation de la « folle course aux armements » et au désarmement, en premier lieu nucléaire. A l'issue du déjeuner que M. Edgar Faure, président de l'Assemblée nationale, a donné vendredi en son honneur, il a déclaré que l'aspect essentiel des entretiens entre les commissions des affaires étrangères des deux pays avait été la détente « qui ne devrait pas, a-t-il dit, exister seulement dans les mois mais dans les faits ».

La délégation du soviet des nationalités devait participer samedi et dimanche, à l'hôtel de Royaumont, à un colloque de l'association France-U.R.S.S. sur les suites de la conférence d'Helsinki.

JUSQU'AU 31 DECEMBRE 76

**Des occasions
"hors série."
Les Simca 1100
"Hiver"**

Une sélection de voitures révisées
et garanties 4S, 6 mois ou 10.000 km sur contrat,
spécialement équipées pour votre sécurité
et votre confort :

5 pneus neufs, phares antibrouillard,
tapis sisal, housses de sièges façon mouton
et pour votre plaisir un autoradio.

**Chez votre concessionnaire
Chrysler-Simca.**

CONCESSIONNAIRE  **CHRYSLER
FRANCE**



هكذا من الأمل

CARNET

NOËL POUR LES ENFANTS DES DÉMOCRATES CHILIENS

Souscrivez généreusement

Comité du Livre du Secours Populaire Français

Comité du Livre Solidarité Chili

CCP 31.711.09 La Source

Décès

On nous prie d'annoncer le décès de **M. Pierre D'ALEMAN**, né à Bayonne le 1^{er} décembre 1904, à l'âge de quatre-vingt-deux ans. Le décès est survenu le 10 décembre 1976, à 14 heures, en la clinique de la rue de la République, à Paris. Les obsèques auront lieu le mardi 14 décembre 1976, à 10 heures, en la chapelle de la rue de la République, à Paris. Le présent avis tient lieu de faire-part.

Mme Julien L. Baudouy, son épouse, et Mme François Morisset, ses enfants, ont la douleur de faire part du décès de **M. Julien L. BAUDOUY**, né à Paris le 10 décembre 1904, à l'âge de quatre-vingt-deux ans. Les obsèques auront lieu le mardi 14 décembre 1976, à 10 heures, en la chapelle de la rue de la République, à Paris. Le présent avis tient lieu de faire-part.

On nous prie d'annoncer le décès de **M. Jean D'ALEMAN**, né à Bayonne le 1^{er} décembre 1904, à l'âge de quatre-vingt-deux ans. Le décès est survenu le 10 décembre 1976, à 14 heures, en la clinique de la rue de la République, à Paris. Les obsèques auront lieu le mardi 14 décembre 1976, à 10 heures, en la chapelle de la rue de la République, à Paris. Le présent avis tient lieu de faire-part.

Mme Julien L. Baudouy, son épouse, et Mme François Morisset, ses enfants, ont la douleur de faire part du décès de **M. Julien L. BAUDOUY**, né à Paris le 10 décembre 1904, à l'âge de quatre-vingt-deux ans. Les obsèques auront lieu le mardi 14 décembre 1976, à 10 heures, en la chapelle de la rue de la République, à Paris. Le présent avis tient lieu de faire-part.

Anniversaires

11 décembre 1976

Le 11 décembre 1976 disparaissait **M. Jean D'ALEMAN**, né à Bayonne le 1^{er} décembre 1904, à l'âge de quatre-vingt-deux ans. Le décès est survenu le 10 décembre 1976, à 14 heures, en la clinique de la rue de la République, à Paris. Les obsèques auront lieu le mardi 14 décembre 1976, à 10 heures, en la chapelle de la rue de la République, à Paris. Le présent avis tient lieu de faire-part.

12 décembre 1976

Le 12 décembre 1976 disparaissait **M. Jean D'ALEMAN**, né à Bayonne le 1^{er} décembre 1904, à l'âge de quatre-vingt-deux ans. Le décès est survenu le 10 décembre 1976, à 14 heures, en la clinique de la rue de la République, à Paris. Les obsèques auront lieu le mardi 14 décembre 1976, à 10 heures, en la chapelle de la rue de la République, à Paris. Le présent avis tient lieu de faire-part.

Visites et conférences

DIMANCHE 12 DÉCEMBRE

VISITES GUIDÉES ET PROMENADES — Caisse nationale des monuments historiques, 10 h. 30, 11 h. 30, 13 h. 30, 15 h. 30, 17 h. 30, 19 h. 30. Les visites sont gratuites. Les promenades sont payantes. Les billets sont disponibles à la caisse nationale des monuments historiques, 10 h. 30, 11 h. 30, 13 h. 30, 15 h. 30, 17 h. 30, 19 h. 30.

CONFÉRENCES — 10 h. 30, 11 h. 30, 13 h. 30, 15 h. 30, 17 h. 30, 19 h. 30. Les conférences sont gratuites. Les billets sont disponibles à la caisse nationale des monuments historiques, 10 h. 30, 11 h. 30, 13 h. 30, 15 h. 30, 17 h. 30, 19 h. 30.

INSTITUT

L'Académie des beaux-arts a élu pour l'année 1976-1977, **M. Jean D'ALEMAN**, né à Bayonne le 1^{er} décembre 1904, à l'âge de quatre-vingt-deux ans. Le décès est survenu le 10 décembre 1976, à 14 heures, en la clinique de la rue de la République, à Paris. Les obsèques auront lieu le mardi 14 décembre 1976, à 10 heures, en la chapelle de la rue de la République, à Paris. Le présent avis tient lieu de faire-part.

Visites et conférences

DIMANCHE 12 DÉCEMBRE

VISITES GUIDÉES ET PROMENADES — Caisse nationale des monuments historiques, 10 h. 30, 11 h. 30, 13 h. 30, 15 h. 30, 17 h. 30, 19 h. 30. Les visites sont gratuites. Les promenades sont payantes. Les billets sont disponibles à la caisse nationale des monuments historiques, 10 h. 30, 11 h. 30, 13 h. 30, 15 h. 30, 17 h. 30, 19 h. 30.

CONFÉRENCES — 10 h. 30, 11 h. 30, 13 h. 30, 15 h. 30, 17 h. 30, 19 h. 30. Les conférences sont gratuites. Les billets sont disponibles à la caisse nationale des monuments historiques, 10 h. 30, 11 h. 30, 13 h. 30, 15 h. 30, 17 h. 30, 19 h. 30.

Visites et conférences

DIMANCHE 12 DÉCEMBRE

VISITES GUIDÉES ET PROMENADES — Caisse nationale des monuments historiques, 10 h. 30, 11 h. 30, 13 h. 30, 15 h. 30, 17 h. 30, 19 h. 30. Les visites sont gratuites. Les promenades sont payantes. Les billets sont disponibles à la caisse nationale des monuments historiques, 10 h. 30, 11 h. 30, 13 h. 30, 15 h. 30, 17 h. 30, 19 h. 30.

CONFÉRENCES — 10 h. 30, 11 h. 30, 13 h. 30, 15 h. 30, 17 h. 30, 19 h. 30. Les conférences sont gratuites. Les billets sont disponibles à la caisse nationale des monuments historiques, 10 h. 30, 11 h. 30, 13 h. 30, 15 h. 30, 17 h. 30, 19 h. 30.

Des chemises chaudes pour les week-ends froids...

Si vous cherchez des chemises bien chaudes pour vos week-ends d'hiver, vous n'aurez chez Lanvin 2 que l'embarras du choix.

Les plus somptueuses sont en pur velours de coton bayadère (450 F). Les plus confortables sont faites dans un mélange d'angora acrylique et laine (250 F). Les plus rustiques sont en pure laine dans toutes les teintes chaudes de l'automne (270 F).

Enfin, la plus classique est d'origine anglaise : 50 % laine et 50 % coton (à partir de 230 F).

LANVIN
2, rue Cambon, Paris 1^{er} - Tél. 260.38.83

Le monde entier APPRÉCIE LES PARFUMS FRANÇAIS TOUTES LES MARQUES... A DES PRIX IMBATTABLES!

UN PRESTIGIEUX CHOIX DE CADEAUX
SACS À MAIN • FOULARDS • CRAVATES • PRODUITS DE BEAUTÉ
Emballage cadeau • Soutiens-gorge • Lingerie • Lingerie

MICHEL SWISS LE PLUS IMPORTANT SHOPPING À PARIS
16, Rue de la Paix - PARIS Tél. 261-71-71

En 1974-75 nous avons assisté des expropriés pour une valeur de 120.000.000 de F.

Nous avons créé l'engineering immobilier.

AUGUSTE-THOUARD
17, rue d'Assolvi - Paris 8^e - Tél. 265.54.07 +

En 1974-75 nous avons assisté des expropriés pour une valeur de 120.000.000 de F. Plus que jamais, pour l'expropriable, l'exproprié, le vendeur, il devient indispensable d'être assisté d'un spécialiste car c'est une opération délicate. Cette opération, nous la prenons en charge du début à la fin. Définir, vérifier, évaluer, procéder s'il le faut, nous le faisons pour vous. Intégralement. Forfaitairement. Sans versement de provision. Et vous ne nous réglez d'honoraires qu'après aboutissement. Cette prestation, nous l'assurons en vrais gestionnaires, au rythme des affaires modernes. Parce que nous possédons les valeurs de référence depuis plus de dix ans. Parce que nous avons instruit et réalisé des centaines de dossiers. Parce que nous savons apprécier la valeur d'un bien. Parce que nous n'attendons pas une convocation, nous la provoquons. Parce que nous n'attendons pas le règlement, nous le suscitons. En bref, parce que nous nous efforçons de mener le jeu, sans attendre que les processus s'accomplissent tout seuls. C'est un autre style. Celui d'un consultant moderne. Celui du premier cabinet d'ingénierie immobilière de France.

Délégations et filiales : Lyon, Marseille, Lille, Bordeaux, Toulouse, Sao Paulo, Représentations : Belgique, U.S.A., Canada.

DROIT DE LA MER

L'Union soviétique porte à 200 milles sa zone de pêche

Moscou (A.F.P.). — Par décret du Soviet suprême publié dans les *Izvestia* du 10 décembre, l'U.R.S.S. instaure, au large de ses côtes, une zone de pêche de 200 milles nautiques (370,4 kilomètres) dans laquelle elle se réserve le droit de prendre toutes les mesures nécessaires à la conservation des ressources vivantes et à la régulation de la pêche. A ce jour, cette zone était celle des eaux territoriales, soit 12 milles nautiques (22,22 kilomètres).

Le décret précise que, dans ces limites de 200 milles, l'U.R.S.S. exerce ses droits souverains sur toutes les ressources vivantes, qu'il s'agisse de leur recherche, de leur capture ou de leur conservation [et] que ces droits sont étendus aux lieux de migration en dehors des eaux territoriales reconnues par l'U.R.S.S. et des zones économiques des autres Etats. La capture de poissons ou d'autres espèces vivantes ne pourra être effectuée par les étrangers, dans ces zones, que sur la base d'accords entre l'U.R.S.S. et les autres Etats étrangers.

Ces accords pourront donner lieu à l'établissement de quotas, et il

semble que les possibilités de pêche des navires étrangers seront assez limitées dans cette nouvelle zone économique puisque le décret parle de la possibilité de pêche, pour les étrangers, seulement si « le volume maximal de prises autorisées pour une espèce dépasse les capacités des pêcheries soviétiques ».

Le décret fixe, dès à présent, le montant des amendes qui devront être payées par les étrangers qui ne respecteraient pas ces nouvelles mesures : de 10 000 à 100 000 roubles (10 000 à 100 000 F). En cas de récidive, les contrevenants pourront être traduits devant les tribunaux soviétiques. En outre, la possibilité de confiscation des bateaux est prévue ainsi que celle de versement de caution pour la libération des équipages arrêtés.

Enfin, le décret réaffirme que l'U.R.S.S. soumettra un règlement des problèmes du droit de la mer sur une base internationale par une convention [...] répartissant l'utilisation des ressources marines proches du littoral [et tenant compte des] intérêts de tous les Etats.

Les mesures prises par ce décret

pourraient entrer en vigueur immédiatement — bien que la date d'application ne soit pas précisée, — mais le décret est temporaire puisqu'il ne sera applicable que pendant la période précédant la conclusion — par la conférence des Nations unies sur le droit de la mer — d'une convention couvrant l'ensemble des problèmes maritimes.

Ce décret marque un très net changement de la position de l'U.R.S.S. sur le droit de la mer. L'Union soviétique, qui possédait une des plus grandes flottes de pêche au monde, s'est vue, depuis la session de Caracas de 1974, à la création de zones économiques exclusives. Mais, en deux ans et demi, la situation a beaucoup changé. Plusieurs pays industrialisés ont étendu, ou vont étendre prochainement, leurs limites de pêche réservées. La Communauté économique européenne va très prochainement se doter, à l'échelle communautaire, d'une telle mesure prise le 10 décembre par l'U.R.S.S.

d'une telle zone, des négociations sur les pêcheries sont déjà en cours entre, d'une part, la Communauté et, d'autre part, divers pays (Norvège, Espagne, Islande, Canada, Etats-Unis notamment). Les Etats-Unis, au départ, opposés aux zones économiques, se réservent, à partir du 1^{er} mars 1977, les droits de pêche dans les 200 milles situés au large de leurs côtes. Mais, des nouvelles données, ils signent, avec l'U.R.S.S., un accord autorisant des navires soviétiques à pêcher dans cette zone. Par cet accord, l'U.R.S.S. semblait donc reconnaître implicitement le droit des Etats à réglementer la pêche dans les 200 milles. La décision soviétique est donc logique.

Une grande partie des côtes de l'U.R.S.S. — celle de l'océan Arctique en particulier, — est impraticable pendant la plus grande partie de l'année. Mais le décret s'applique à l'ensemble du littoral soviétique, mer de Barents, mer d'Okhotsk, mer Baltique comprise. Ce sont donc les pêcheurs scandinaves et japonais qui souffriront le plus de la mesure prise le 10 décembre par l'U.R.S.S.

La marine française n'a pas les moyens d'assurer en permanence le contrôle de zones économiques portées à 200 milles nautiques

La marine nationale n'aura pas les moyens d'assurer la surveillance des zones économiques portées à 200 milles nautiques (environ 370 kilomètres) de la côte métropolitaine ou de celle des territoires et départements d'outre-mer. Les navires actuellement en service vont vieillir sans être remplacés, au point que la moitié des bâtiments de combat aura vingt ans d'âge d'ici à 1985, et, de surcroît, le tonnage global de la flotte tombera de 310 000 tonnes à 245 000 dans le même temps.

En revanche, l'analyse des programmes d'armement de plusieurs marines étrangères — notamment celles des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne, du Canada ou de la Norvège — fait apparaître que ces différents pays ont l'intention de se donner les moyens militaires d'une telle surveillance. Le gouvernement français s'est attribué la possibilité, sur le plan juridique, avec la loi du 16 juillet 1976, de décider par décret l'établissement d'une zone économique de 200 milles au large des côtes et du territoire de la République (1). D'autres pays ont adopté ou vont adopter des dispositions semblables qui seront appliquées à partir de 1980. Le gouvernement français jugera au coup par coup de l'opportunité d'appliquer cette procédure selon que se généraliseront ou non, dans les autres régions du monde, le mouvement en faveur des 200 milles nautiques.

Mais, à la différence de la Grande-Bretagne, du Canada et de la Norvège, qui, en principe, étendent la limite de leur zone économique protégée en janvier prochain, ou des Etats-Unis, qui doivent le faire à compter de mars 1977, le gouvernement français jugera au coup par coup de l'opportunité d'appliquer cette procédure selon que se généraliseront ou non, dans les autres régions du monde, le mouvement en faveur des 200 milles nautiques.

L'incident de Cork

De nombreux incidents ont marqué déjà, sur ce point précis, les relations maritimes entre les pays industrialisés. Sans revenir, sur la guerre de la mer de 1978, la Grande-Bretagne et l'Islande, deux Etats pourtant membres de la même organisation militaire atlantique, ont pu être impliqués dans un incident grave en date, au cours duquel les Soviétiques et Irlandais se sont affrontés. En septembre dernier, au large de Cork, l'escorte britannique de la *Prinzess Alice*, assistée à la saisie, par la marine irlandaise, d'un chalutier-usine soviétique, le *Belomork*, accusé d'avoir pêché dans les eaux territoriales.

Le chalutier soviétique a tenu tête pendant vingt-six heures à la marine irlandaise, et il n'a cessé d'obéir aux injonctions de deux patrouilleurs irlandais jusqu'à un tir de semence de l'artillerie de 40 millimètres.

Au large de la pointe de la Bretagne, nombreux sont les pêcheurs français qui protestent contre l'activité jugée excessive — des chalutiers soviétiques — des navires-usines qui les accompagnent. Le rattachement des zones de pêche est tel, par rapport aux limites des eaux territoriales, qu'on a compté, récemment, pour une seule journée, la présence simultanée de quatre-vingt-dix bâtiments soviétiques au large de Brest. L'existence dans ce port militaire de sous-marins nucléaires lance-missiles n'est sans doute pas étrangère à cette présence. L'Espagne, qui a déjà vu l'une des missions principales de la plupart des marines.

L'administration maritime, al-

dée par la marine nationale qui est chargée des contrôles en mer au titre de la réglementation internationale des pêches, exerce une surveillance régulière du maillage des filets qui de taille des espèces pêchées. Les moyens de transmission ou les sonars de ces navires, qui sont souvent perfectionnés, étonnent les spécialistes qui observent que les pêcheurs soviétiques usent d'une technologie d'origine militaire pour traquer les bancs de poissons.

Une douzaine de navires par an

Mais la prolifération, ces derniers temps, de telles flottilles étrangères en Atlantique ou en Manche peut aussi s'expliquer par la volonté des Soviétiques d'obtenir, à l'égard des zones économiques protégées, la reconnaissance par la France de leurs droits antérieurs à l'accès aux lieux de pêche traditionnels ou de tolérance dont ils bénéficiaient précédemment.

Déjà mobilisée, pour la moitié de ses activités du temps du paix, par des missions de service public, comme l'évacuation médicale, la lutte contre la pollution, la prévention des accidents en mer, la destruction des mines ou sa participation à des expérimentations civiles, la marine nationale affecte chaque année une douzaine de bâtiments à l'assistance et à la surveillance des pêches. Elle ne dispose pas de moyens permanents pour faire respecter une zone économique protégée de 200 milles, surtout si l'on songe que, par exemple, l'instauration de telles limites en Polynésie française — où croissent de nombreux chalutiers nord-coréens, chinois ou japonais — reviendrait à demander à la marine nationale d'assurer la sécurité d'un territoire aussi large que l'Europe de Paris à Belgrade.

Plusieurs pays ont lancé des programmes importants d'armement naval dans cette perspective, pour confier les missions de surveillance de telles zones au ministère de la défense ou au ministère des transports, selon les cas. La Grande-Bretagne envisage d'acquérir douze bâtiments d'un millier de tonnes chacun d'ici la fin de 1978 et des patrouilleurs de 200 tonnes pour la protection des plates-formes off-shore. Les Etats-Unis ont décidé de renforcer sensiblement le service des garde-côtes, qui est par lui-même une véritable marine forte de deux cent soixante-cinq navires de tous les modèles et de cent soixante-dix avions de patrouille maritime. Le Canada va accroître son parc d'avions Lockheed de surveillance à longue portée. La Norvège projette d'acquérir sept bâtiments de 2 000 tonnes chacun, avec à leur bord un hélicoptère et elle dans des chalutiers. L'Espagne, enfin, se dote prochainement d'escorteurs de 1 500 tonnes et de patrouilleurs de 450 tonnes.

Un projet européen ?

La panoplie française, actuelle ou future, est des plus réduites en comparaison de la marine nationale devra distraire de leurs missions traditionnelles d'entraînement et de guerre les quatre-vingt-dix bâtiments de 130 tonnes chacun, qui sont armés de missiles et d'un canon de 40 mm. Chef d'état-major de la marine nationale, l'amiral Jean Lanuzel, écrivait récemment : « L'extension inévitable de la responsabilité des nations côtières par rapport à la protection économique de 200 milles nautiques placera notre pays aux tous premiers rangs des nations maritimes (...). Les missions de temps de paix de la marine nationale sont donc s'ac-

croître d'une manière inéluctable. Le rôle de la marine nationale, construite aujourd'hui, c'est que la marine française ne dispose pas des moyens au service de telles ambitions. Elle manque, à moins de dégarmer ses forces de sécurité et de présence outre-mer — les bateaux « marins », pour reprendre l'expression des spécialistes, capables de résister à une forte mer, confortables et dotés de transmissions adaptées ou de moyens suffisants d'intimidation pour constituer un service de garde-côtes chargé de protéger la pêche, la recherche pétrolière, l'exploitation rationnelle des fonds et les zones économiques le jour où elles seront réservées par le gouvernement.

Comment a-t-elle rempli cette mission ? Le fait qu'elle ne soit pas exécutée par les prévisions sont prouvés qu'elle l'a fait dans de bonnes conditions », a déclaré, en inaugurant l'exposition, vendredi 10 décembre, Philippe Mithouard, conseiller de Paris (socialiste) qui a remplacé M. Jean Legaret à la présidence de la SOREMA.

Le terme de la restauration, a précisé M. Mithouard, le secteur complet 432 logements contre 336 à l'origine ; 45 % seront des logements modestes et cette sans intervention d'organismes H.L.M. Ces 192 logements « modestes », qui ne sont pas des H.L.M., ont été dotés du confort et reliés sous le régime de la loi de 1948 (avec droit au maintien dans les lieux), mais dans des catégories supérieures, et avec des loyers évidemment majorés. Vingt-cinq d'entre eux ont été vendus à des prix « préférentiels » à leurs occupants, ce qui pose la question d'une plus-value lors d'une éventuelle revente (un seul cas s'est produit jusqu'à présent). Pour le rachat d'autres appartements par l'Office d'H.L.M. de la Ville, ce qui semblerait plus conforme à l'intérêt général.

Enfin, les appartements plus modestes, dans les hôtels particuliers ou les immeubles de standing (coût moyen de restauration : 300 francs le mètre carré), ainsi que les cent cinquante logements neufs en construction dans l'île du Parc-Royal, sont mis en vente « au prix du marché ».

Aérer l'intérieur des îlots. Cela permet d'équilibrer les comptes de la société, puisque la Ville n'a donné aucune subvention pour cette opération, tandis que l'Etat apportait 15 millions de francs. Cette subvention est justifiée par l'importance des démolitions nécessaires pour « aérer » l'intérieur des îlots, qui de nombreuses activités économiques s'exercent au long des quais et pour compenser par une aide financière, le caractère obligatoire des travaux imposés aux

propriétaires des immeubles par une déclaration d'utilité publique. Beaucoup de prévisions sont données dans l'exposition sur les deux cent dix familles relogées pour moitié dans les quartiers voisins. La transformation économique de la zone est donc en marche, mais moins heureuse. Certes, les activités étaient trop nombreuses, et il était souhaitable de les réduire. Mais, les 25 000 m² de plancher à 19 000 m². Mais l'échec est flagrant pour l'immeuble construit rue Barbette, des dix articles de quartier et finalement vendu à une société de publicité pour ses bureaux. Etant donné les objectifs qui lui avaient été fixés, la SOREMA semble donc globalement avoir rempli sa mission. Ce qui n'empêche pas certains de regretter et de critiquer l'aménagement du dernier îlot, celui du Parc-Royal : derrière les immeubles restaurés, des constructions neuves assez denses sont en cours pour les logements de standing. La SOREMA se conduirait, dit-on, comme un vulgaire promoteur et ferait une publicité abusive pour une société de la Ville, à l'indigne M. Mithouard, en expliquant pourquoi il n'y aurait à cet endroit ni H.L.M. ni espaces verts. « La Ville, peut le rassurer, les jardins enclavés qui ne protègent guère qu'aux résidents » d'a pas voulu acquiescer le terrain. Pour construire des H.L.M. il aurait fallu aussi qu'elle verse une subvention. Elle ne l'a pas fait. C'est donc la Ville qui est responsable de ce résultat. En refusant de payer le prix d'une autre politique, elle laisse une société d'économie mixte faire le métier des promoteurs.

Certes, les bénéfices prévus dans cet îlot équilibreront les comptes, par convention avec les propriétaires, de logements dans le secteur protégé par la loi de 1948. Cet objectif était-il suffisant pour une opération de cette importance et destinée à montrer l'existence d'une conscience qui pousse aujourd'hui les responsables à proposer dans un autre secteur, l'île du Grand-Veneur, un aménagement d'ensemble où l'on trouverait justement H.L.M. et espaces verts.

JACQUES ISNARD.

JUSTICE

Deux décisions de la Cour européenne des droits de l'homme

- L'éducation sexuelle peut être dispensée aux élèves
- La protection de la morale peut limiter le droit d'exp

De notre correspondant

Strasbourg. — L'introduction de l'éducation sexuelle dans les programmes scolaires oblige, d'autre part, de la destruction d'œuvres au regard d'une législation interne d'un pays ne constituent pas des violations à la convention européenne des droits de l'homme.

Cela ressort de deux arrêts que la Cour européenne des droits de l'homme a prononcés mardi 7 décembre à Strasbourg dans l'affaire qui opposait aux autorités compétentes d'âge scolaire au gouvernement danois la proposition de l'éducation sexuelle obligatoire dans l'enseignement public et dans l'affaire où l'intéressé l'éditeur Handyside au gouvernement britannique à propos de la saisie et de la destruction du *Petit Livre rouge* à l'usage des écoliers, un manuel traitant de problèmes d'éducation et de questions sexuelles.

Les requérants danois faisaient valoir que les autorités scolaires du pays avaient refusé leur demande d'enseigner eux-mêmes leurs enfants dans une matière soulevant des problèmes d'ordre éthique. Cette mesure constituait à leurs yeux une violation du premier protocole additionnel de la convention (article 2) garantissant aux parents le droit d'assurer l'éducation et l'enseignement de leurs enfants conformément à leurs convictions religieuses et philosophiques.

Par 7 voix contre 7 avec voix prépondérante du président, la cour a estimé qu'il n'y avait pas violation et a constaté que la législation danoise sur l'éducation sexuelle avait pour premier objectif de « mieux informer les élèves » pour leur permettre, le moment venu,

de « s'assumer et montrer des égards pour autrui en ce qui concerne la sexualité ». Elle a estimé que cette loi ne constituait pas « de l'endoctrinement visant à imposer un comportement sexuel mûri » et qu'elle ne touchait pas au droit des parents d'enlever leurs enfants de l'école naturelle d'éducation.

La cour a toutefois admis que des abus pouvaient se produire à l'occasion de la dispensation de cet enseignement. Elle indique clairement appartenir aux autorités compétentes d'âge scolaire au gouvernement danois la proposition de l'éducation sexuelle obligatoire dans l'enseignement public et dans l'affaire où l'intéressé l'éditeur Handyside au gouvernement britannique à propos de la saisie et de la destruction du *Petit Livre rouge* à l'usage des écoliers, un manuel traitant de problèmes d'éducation et de questions sexuelles.

Dans l'affaire Handyside, la britannique avait estimé que le *Petit Livre rouge* était un ouvrage traduit du danois et aux jeunes de douze à dix-huit ans tombait sous le coup des lois de 1959 et 1964 sur les publications obscènes.

La Cour européenne des droits de l'homme a rejeté l'argument invoqué par le requérant en ce que les mesures incriminées étaient à la législation interne d'un pays (exception prévue à l'article 1^{er} de la convention) et qu'elle était à un but légitime au regard de la convention, celui de la protection de la morale, qui, d'autres préoccupations, peut le droit d'expression.

[Il faut noter qu'une édition du *Petit Livre rouge* par 1971, n'a fait l'objet d'aucune suite de la part des autorités danoises.]

ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

COMMENT RESTAURER LES QUARTIERS ANCIENS

Le Marais, dix ans après

L'exposition organisée par la Société d'économie mixte de restauration du Marais (SOREMA) présente les documents chiffrés de son action (1). Mais le véritable bilan est dans la rue : façades blanches, prestigieux hôtels particuliers (Marie, Savoury, Liberté-Brunet) et appartements plus modestes, jardins retrouvés. La SOREMA, société d'économie mixte dans laquelle la Ville de Paris est majoritaire, avait été chargée, au début de 1967, de mener à bien la restauration de deux îlots du Marais (2), à l'ouest de la place de Thorigny, qui devaient être le secteur pilote du quartier du Marais, dont le plan de sauvegarde couvre 125 hectares.

Comment a-t-elle rempli cette mission ? Le fait qu'elle ne soit pas exécutée par les prévisions sont prouvés qu'elle l'a fait dans de bonnes conditions », a déclaré, en inaugurant l'exposition, vendredi 10 décembre, Philippe Mithouard, conseiller de Paris (socialiste) qui a remplacé M. Jean Legaret à la présidence de la SOREMA.

Le terme de la restauration, a précisé M. Mithouard, le secteur complet 432 logements contre 336 à l'origine ; 45 % seront des logements modestes et cette sans intervention d'organismes H.L.M. Ces 192 logements « modestes », qui ne sont pas des H.L.M., ont été dotés du confort et reliés sous le régime de la loi de 1948 (avec droit au maintien dans les lieux), mais dans des catégories supérieures, et avec des loyers évidemment majorés. Vingt-cinq d'entre eux ont été vendus à des prix « préférentiels » à leurs occupants, ce qui pose la question d'une plus-value lors d'une éventuelle revente (un seul cas s'est produit jusqu'à présent). Pour le rachat d'autres appartements par l'Office d'H.L.M. de la Ville, ce qui semblerait plus conforme à l'intérêt général.

Enfin, les appartements plus modestes, dans les hôtels particuliers ou les immeubles de standing (coût moyen de restauration : 300 francs le mètre carré), ainsi que les cent cinquante logements neufs en construction dans l'île du Parc-Royal, sont mis en vente « au prix du marché ».

Aérer l'intérieur des îlots

Cela permet d'équilibrer les comptes de la société, puisque la Ville n'a donné aucune subvention pour cette opération, tandis que l'Etat apportait 15 millions de francs. Cette subvention est justifiée par l'importance des démolitions nécessaires pour « aérer » l'intérieur des îlots, qui de nombreuses activités économiques s'exercent au long des quais et pour compenser par une aide financière, le caractère obligatoire des travaux imposés aux

La « CHARTRE DE DIJON » : pragmatisme et souplesse

De notre correspondant

Dijon. — A quelques mois des élections municipales, dans l'espoir de voir les collectivités locales définir une stratégie globale dans le domaine de l'aménagement du centre des villes, la Fédération nationale des centres PACT (Protection, Aménagement, Conservation, Transformation de l'habitat) a organisé, ce samedi 11 décembre, à Dijon, une charte de l'habitat ancien au cours d'un colloque auquel participaient des élus, des administrateurs et des représentants des collectivités locales.

« Un meilleur logement dans une ville plus belle », tel est le souci des auteurs de cette charte, a déclaré le président de la Fédération nationale des centres PACT, M. Robert Poujade, « la charte constitue donc quelques règles essentielles à observer pour aménager l'espace dans un quartier ancien. Par son impact économique, par sa vocation à réduire les inégalités, la politique de l'habitat ancien représente un élément essentiel dans la définition du nouveau urbanisme ».

Mais les conditions d'une politique de l'habitat ancien exigent des efforts financiers et supposent une répartition des rôles entre les diverses collectivités publiques.

Les collectivités locales, qui, selon la charte, doivent avoir « une plus grande liberté d'action et un réel pouvoir de décision », seront tenues de définir une stratégie globale à l'égard des études déjà faites et de la connaissance des problèmes locaux.

Le document présenté à Dijon contient trois catégories de zones :

— Les zones où la réhabilitation ne serait pas exigée par un avenir proche une politique volontariste. Il suffit d'y laisser l'œuvre de la restauration spontanée, appuyée par les aides prévues de l'Etat. Cependant, dans les zones où l'habitat ancien est en bon état, habité par une population qui, pour sa plus grande part, n'a pas besoin d'assai-

lance. Cela concerne aussi une partie des zones rurales.

— Les zones où la réhabilitation doit faire l'objet d'une politique volontaire de la collectivité, mais sans poser de problèmes majeurs d'aménagement.

Il faut y entreprendre des travaux, y développer les équipements collectifs et transformer des rues en voies piétonnières.

— Les zones, enfin, qui justifient des remaniements profonds et dans lesquelles la restauration n'est qu'un des éléments d'un traitement plus complexe. Ces zones sont presque toujours situées dans des villes importantes, soit en leur centre, soit dans la cour des anciens villages absorbés par l'agglomération. Dans ce cas, et dans ce cas seulement, des études d'urbanisme de détail sont nécessaires.

Même si les collectivités locales ne se dotent pas de la responsabilité de la politique d'aménagement de l'habitat ancien, celle-ci ne peut se réaliser sans le recours à tiers intervenant, qui doit assumer une mission de service public corrélat à la responsabilité de la politique d'aménagement de l'habitat ancien, celle-ci ne peut se réaliser sans le recours à tiers intervenant, qui doit assumer une mission de service public corrélat à la responsabilité de la politique d'aménagement de l'habitat ancien, celle-ci ne peut se réaliser sans le recours à tiers intervenant, qui doit assumer une mission de service public corrélat à la responsabilité de la politique d'aménagement de l'habitat ancien.

CHARLES MARQUES.

هكذا من الأهل

SPECTACLES

théâtres

Les salles subventionnées

Comédie-Française : L'opéra de la Comédie-Française (sam. 20 h. 30 ; dim. 14 h. 30 et 20 h. 30).
Odéon : Le roi se meurt (sam. 20 h. 30 ; dim. 14 h. 30).
Théâtre de la Ville : Les Éclaireurs (sam. 20 h. 30 ; dim. 14 h. 30).
Théâtre de la Sorbonne : Les Éclaireurs (sam. 20 h. 30 ; dim. 14 h. 30).
Théâtre de la Sorbonne : Les Éclaireurs (sam. 20 h. 30 ; dim. 14 h. 30).
Théâtre de la Sorbonne : Les Éclaireurs (sam. 20 h. 30 ; dim. 14 h. 30).

Les salles municipales

Théâtre de la Ville : Les Éclaireurs (sam. 20 h. 30 ; dim. 14 h. 30).
Théâtre de la Sorbonne : Les Éclaireurs (sam. 20 h. 30 ; dim. 14 h. 30).
Théâtre de la Sorbonne : Les Éclaireurs (sam. 20 h. 30 ; dim. 14 h. 30).
Théâtre de la Sorbonne : Les Éclaireurs (sam. 20 h. 30 ; dim. 14 h. 30).

Les autres salles

Théâtre de la Ville : Les Éclaireurs (sam. 20 h. 30 ; dim. 14 h. 30).
Théâtre de la Sorbonne : Les Éclaireurs (sam. 20 h. 30 ; dim. 14 h. 30).
Théâtre de la Sorbonne : Les Éclaireurs (sam. 20 h. 30 ; dim. 14 h. 30).
Théâtre de la Sorbonne : Les Éclaireurs (sam. 20 h. 30 ; dim. 14 h. 30).

Les concerts

Théâtre de la Ville : Les Éclaireurs (sam. 20 h. 30 ; dim. 14 h. 30).
Théâtre de la Sorbonne : Les Éclaireurs (sam. 20 h. 30 ; dim. 14 h. 30).
Théâtre de la Sorbonne : Les Éclaireurs (sam. 20 h. 30 ; dim. 14 h. 30).
Théâtre de la Sorbonne : Les Éclaireurs (sam. 20 h. 30 ; dim. 14 h. 30).

Les opéras

Théâtre de la Ville : Les Éclaireurs (sam. 20 h. 30 ; dim. 14 h. 30).
Théâtre de la Sorbonne : Les Éclaireurs (sam. 20 h. 30 ; dim. 14 h. 30).
Théâtre de la Sorbonne : Les Éclaireurs (sam. 20 h. 30 ; dim. 14 h. 30).
Théâtre de la Sorbonne : Les Éclaireurs (sam. 20 h. 30 ; dim. 14 h. 30).

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles

LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES

704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34

(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Samedi 11 - Dimanche 12 décembre

Théâtre de la Ville : Les Éclaireurs (sam. 20 h. 30 ; dim. 14 h. 30).
Théâtre de la Sorbonne : Les Éclaireurs (sam. 20 h. 30 ; dim. 14 h. 30).
Théâtre de la Sorbonne : Les Éclaireurs (sam. 20 h. 30 ; dim. 14 h. 30).
Théâtre de la Sorbonne : Les Éclaireurs (sam. 20 h. 30 ; dim. 14 h. 30).

Festivals d'automne

Théâtre de la Ville : Les Éclaireurs (sam. 20 h. 30 ; dim. 14 h. 30).
Théâtre de la Sorbonne : Les Éclaireurs (sam. 20 h. 30 ; dim. 14 h. 30).
Théâtre de la Sorbonne : Les Éclaireurs (sam. 20 h. 30 ; dim. 14 h. 30).
Théâtre de la Sorbonne : Les Éclaireurs (sam. 20 h. 30 ; dim. 14 h. 30).

Jazz, pop et rock

Théâtre de la Ville : Les Éclaireurs (sam. 20 h. 30 ; dim. 14 h. 30).
Théâtre de la Sorbonne : Les Éclaireurs (sam. 20 h. 30 ; dim. 14 h. 30).
Théâtre de la Sorbonne : Les Éclaireurs (sam. 20 h. 30 ; dim. 14 h. 30).
Théâtre de la Sorbonne : Les Éclaireurs (sam. 20 h. 30 ; dim. 14 h. 30).

Le danse

Théâtre de la Ville : Les Éclaireurs (sam. 20 h. 30 ; dim. 14 h. 30).
Théâtre de la Sorbonne : Les Éclaireurs (sam. 20 h. 30 ; dim. 14 h. 30).
Théâtre de la Sorbonne : Les Éclaireurs (sam. 20 h. 30 ; dim. 14 h. 30).
Théâtre de la Sorbonne : Les Éclaireurs (sam. 20 h. 30 ; dim. 14 h. 30).

Le music-hall

Théâtre de la Ville : Les Éclaireurs (sam. 20 h. 30 ; dim. 14 h. 30).
Théâtre de la Sorbonne : Les Éclaireurs (sam. 20 h. 30 ; dim. 14 h. 30).
Théâtre de la Sorbonne : Les Éclaireurs (sam. 20 h. 30 ; dim. 14 h. 30).
Théâtre de la Sorbonne : Les Éclaireurs (sam. 20 h. 30 ; dim. 14 h. 30).

Comédie musicale

Théâtre de la Ville : Les Éclaireurs (sam. 20 h. 30 ; dim. 14 h. 30).
Théâtre de la Sorbonne : Les Éclaireurs (sam. 20 h. 30 ; dim. 14 h. 30).
Théâtre de la Sorbonne : Les Éclaireurs (sam. 20 h. 30 ; dim. 14 h. 30).
Théâtre de la Sorbonne : Les Éclaireurs (sam. 20 h. 30 ; dim. 14 h. 30).

cinémas

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de seize ans (***) aux moins de dix-huit ans.

La cinémathèque

Théâtre de la Ville : Les Éclaireurs (sam. 20 h. 30 ; dim. 14 h. 30).
Théâtre de la Sorbonne : Les Éclaireurs (sam. 20 h. 30 ; dim. 14 h. 30).
Théâtre de la Sorbonne : Les Éclaireurs (sam. 20 h. 30 ; dim. 14 h. 30).
Théâtre de la Sorbonne : Les Éclaireurs (sam. 20 h. 30 ; dim. 14 h. 30).

Les exclusivités

Théâtre de la Ville : Les Éclaireurs (sam. 20 h. 30 ; dim. 14 h. 30).
Théâtre de la Sorbonne : Les Éclaireurs (sam. 20 h. 30 ; dim. 14 h. 30).
Théâtre de la Sorbonne : Les Éclaireurs (sam. 20 h. 30 ; dim. 14 h. 30).
Théâtre de la Sorbonne : Les Éclaireurs (sam. 20 h. 30 ; dim. 14 h. 30).

s théâtres de banlieue

Théâtre de la Ville : Les Éclaireurs (sam. 20 h. 30 ; dim. 14 h. 30).
Théâtre de la Sorbonne : Les Éclaireurs (sam. 20 h. 30 ; dim. 14 h. 30).
Théâtre de la Sorbonne : Les Éclaireurs (sam. 20 h. 30 ; dim. 14 h. 30).
Théâtre de la Sorbonne : Les Éclaireurs (sam. 20 h. 30 ; dim. 14 h. 30).

Les films nouveaux

Théâtre de la Ville : Les Éclaireurs (sam. 20 h. 30 ; dim. 14 h. 30).
Théâtre de la Sorbonne : Les Éclaireurs (sam. 20 h. 30 ; dim. 14 h. 30).
Théâtre de la Sorbonne : Les Éclaireurs (sam. 20 h. 30 ; dim. 14 h. 30).
Théâtre de la Sorbonne : Les Éclaireurs (sam. 20 h. 30 ; dim. 14 h. 30).

UGC BIARRITZ - CONCORDE PATHÉ - GAUMONT THÉÂTRE - MISTRAL
 UGC OPÉRA - ST-GERMAIN VILLAGE - DRAGON - MONTFARNASSE 83
 CAMBROUNE - MAYFAIR - CLICHY PATHÉ - CYRANO Versailles
 PARINORD Aulnay - PATHÉ Belle-Épine - AVIATIC Le Bourget
 PATHÉ Champigny - ALPHA Argenteuil - MARLY Enghien

RAYMOND DANON

la première fois

UN FILM DE

CLAUDE BERRI



ALAIN COHEN - CHARLES DENNER

ZORICA LOZIC - DANIELE SCHNEIDER - DANIELE MINAZZOLI

Décor : A. Trauner. Images : J.C. Chabaut. Musique : R. Utréger. Montage : J. L. L...

Une co-production Lira Films/Renn Productions. Distributeur : amf

TEP

théâtre national

du 2 au 15 décembre
 du 4 au 16 janvier 77

**CHICAGO
 CRIME & CRASH**

de Walter WEIDEL
 mise en scène de
 J.P. DOUGNAC

17 rue Malte-Brun - 75020 PARIS
 N° Gambetta - tél. 636.78.09

Schippel

de Carl Sternheim

« Un climat sarcastique, et d'une étrangeté menaçante. »
 Pierre Maréchal
 « Le Figaro »

« Le mérite de Jean-Claude Foll a été d'amener ces acteurs, de première grandeur, à une qualité de jeu inaccoutumée de nos jours. Ce Schippel restera une date du théâtre de notre temps. »
 Michel Cournot
 « Le Monde »

théâtre de la Commune
 93 Aubervilliers
 tél. 833.16.16

SEUL A PARIS
 STUDIO CUJAS (salle rénovée)

STUDIO CUJAS

L'ENFANT SAUVAGE

de François Truffaut

20, RUE CUJAS 6 - 033.85.22

PRESSE

Le conflit du « Parisien libéré »

DOUZE OUVRIERS EN CORRECTIONNELLE

«Savoir cœur et raison garder...»

On avait bien fermé les grilles du Palais, surveillé les portes de la salle d'audience, réparti hommes et cars dans tout le quartier. Peine perdue, précautions inutiles : il eût fallu, cette fois, mobiliser la brigade fluviale. Car, vendredi 10 décembre, c'est entre le Pont-Neuf et l'île Saint-Louis que les hommes du Parisien libéré ont choisi de poster la bataille. Est-ce nostalgie de leur escapade à bord du France ? Ils avaient, pour l'opération, affrété deux bateaux-mouches ; mais les bandes tendues sur le bastingage et les cris des hommes de pont faisaient davantage équipage miné que voyage organisé. Il en aurait sans doute fallu

beaucoup plus pour troubler l'impassible président de la séance, M. Armand Kopp, qui dirigeait à la même heure la dernière audience du procès intenté à douze ouvriers du Parisien libéré, accusés d'avoir « volé » des exemplaires du quotidien de M. Amaury (le Monde du 31 octobre-1^{er} novembre et du 5-6 décembre). Un réquisitoire et huit longues plaidoiries ; rien, au terme des débats, ne pouvait être resté dans l'ombre.

Car, si M. Bernard Guyot, substitut du procureur, crut nécessaire « d'éclairer tout ce dont le tribunal n'était pas saisi » et d'inviter la défense à le suivre, en se garantissant de faire tel le procès de M. Amaury, celui du parquet ou celui de la police, ses exhortations n'eurent guère d'effet sur des avocats décidés à en débattre avec un patron qui « bafouait les droits constitutionnels » et un pouvoir « complice de ses manœuvres ».

M. Guyot avait certes demandé au tribunal de « savoir cœur et raison garder pour mesurer, balancer et comprendre, c'est-à-dire pour juger ». Il n'en requit pas moins contre des « hommes dignes et respectables » deux mois d'emprisonnement assortis du sursis. « Inadmissible », rétorqua la défense, qui s'étonnait que l'on ait rejeté plusieurs fois ses demandes de report des débats — en expliquant qu'il n'y avait, dans ce conflit, aucune volonté de conciliation — pour finalement, réclamer des condamnations.

Mais où se jouait vraiment le sort des prévenus ? Devant ce tribunal saisi d'une affaire de « rodéo » ou d'un cabinet de ministre du travail ou, à la même heure, négociaient les dirigeants du syndicat du Livre ? Le président a peut-être déjà répondu en fixant la date du jugement au 14 janvier. Le médiateur lui, a jusqu'au 15 janvier pour rendre son verdict. « Il est du devoir du juge de participer, à sa façon, à l'apaisement des conflits sociaux », conclut l'un des avocats. Une rude épreuve pour l'indépendance de la justice, a chuchoté son voisin. — D. P.

LA DEUXIÈME RENCONTRE ENTRE LA DÉLÉGATION DU LIVRE ET M. MOTTIN

La deuxième rencontre entre la délégation du Livre C.G.T. et M. Jean-François Mottin, conseiller d'Etat chargé d'une mission de conciliation dans le conflit du Parisien libéré par le ministre du travail, a eu lieu le vendredi 10 décembre.

Au terme de la rencontre, M. Jacques Plot, secrétaire général de la Fédération française des travailleurs du Livre C.G.T., a simplement indiqué qu'il s'agissait d'une réunion de travail destinée à « débroussailler » les problèmes. Aucune indication n'a été fournie sur les contacts entre M. Mottin et la direction du Parisien libéré. M. Plot a indiqué que la date de la prochaine réunion sera fixée ultérieurement.

Enfin, M. Mottin a adjoint deux assistants pour l'aider dans sa mission : MM. Roger Bouzinau, secrétaire général du S.N.P.Q.R. (Syndicat national de la presse quotidienne régionale), et Georges Gil, directeur régional du travail et conseiller technique au cabinet de M. Christian Beullac, ministre du travail.

LE S.N.J. : deux poids, deux mesures.

Le Syndicat national des journalistes (autonome) proteste contre la non-exécution par le Parisien libéré d'un arrêt de la cour d'appel de Paris, qui, le 2 février dernier, avait ordonné la réintégration dans ce journal, sous astreinte de 100 F par jour de retard, de M. Christian Bernoncourt, secrétaire général du S.N.J.

Le S.N.J., qui « constate une fois de plus que le pouvoir exécutif fait dans l'affaire du Parisien libéré » deux poids, deux mesures, estime que si « ce pouvoir exécutif n'intervient pas d'urgence pour faire respecter le droit social au Parisien libéré », il aura fait la preuve éclatante qu'il défend en fait une « liberté » à ses ennemis au service des intérêts du seul patronat.

La Fédération nationale de la presse française, après avoir pris connaissance du nouveau texte du projet de loi sur le régime fiscal de la presse, « constate avec satisfaction qu'un effort réel a été fait en faveur des hebdomadaires et périodiques ».

La F.N.P.F. souhaite que le Parlement adopte ce texte, afin qu'il puisse être appliqué dès le 1^{er} janvier 1977, mais souhaite cependant que le taux de la T.V.A. applicable aux hebdomadaires et périodiques soit maintenu jusqu'à l'harmonisation des divers taux dans la Communauté économique européenne.

CORRESPONDANCE

Sur la notion de droiture et d'honneur

Nous recevons d'un ouvrier du Parisien libéré, inculpé dans l'un des procès engagés dans le cadre du conflit avec M. Amaury, la lettre suivante :

Le Monde a remarqué, pour s'en étonner peut-être, dans le compte rendu du procès Parisien libéré-ouvriers du Livre, qui s'est tenu à Paris devant la 18^e chambre correctionnelle et dont la deuxième audience a eu lieu le 3 décembre, que les inculpés ont nié les faits, revant sur leurs déclarations à l'instruction.

Le droit de grève et le droit de propriété cohabitent mal, et la parabole du maître mordu par son propre chien, développée devant la cour par un des inculpés, ne manquait ni d'esprit ni de sens. Aussi bien, à une inculpation non infamante telle que destruction de marchandises, qui aurait mieux correspondu à cet état incertain où le droit et le bon droit se cherchent encore, nous aurions répondu comme à l'instruction : « Oui, nous avons entouré cette camionnette, protégée par la po-

Les « oubliés » du « Méridional-La France »

L'Association pour la défense des intérêts des licenciés du Méridional-La France, quotidien marseillais « conservateur », nous adresse pour sa part le communiqué suivant :

Les licenciés du Méridional-La France assistent avec toute la nation à l'ampleur que prend l'affaire du Parisien libéré. Ils constatent que, le camarade Krawczyk en tête, la C.G.T. et les mouvements ouvriers, politiques, de gauche se déchaînent pour défendre leurs camarades parisiens du Livre.

Les licenciés du Méridional-La France tiennent à rappeler à l'opinion publique qu'à Marseille cinq cent cinquante travailleurs du Livre et journalistes ont été cruellement licenciés collectivement et abusivement en 1971 sans émoi personnel.

Ils font savoir que ces licenciés du Méridional-La France sont toujours en possession de leur travail, de leur salaire et de leur honneur, devant les prud'hommes et n'ont

plus grands artistes de la cravache ayant répondu en masse à l'appel des organisateurs, ces derniers ont compris que les attractions « boîte-trous » devenaient superflues, le cheval à lui seul accaparant tout le plaisir.

L'épreuve inaugurale a été remportée par l'Australien K. Bacon sur le petit cheval acrobate Jet, prenant deux dixièmes de seconde sur le maestro président et champion de la vitesse contrôlée Nelson Pessoa. On ne finira pas d'épiloguer sur ce sport. La vocation de ce sympathique cavalier, venu des antipodes, était plutôt d'être dans les choux à en juger d'après son style, son assiette et son passé. Par quel miracle s'est-il tout à coup retrouvé à Paris en champion de classe internationale ?

Nous avons revu à l'œuvre le jeune Christophe Cuyver, dix-neuf ans, champion de France 1976, pilotant l'Allemand Colibri, qui, au galop, semble glisser, tel « le serpentin qui plane », dont a parlé Rudyard Kipling.

À noter la première apparition à Paris d'un homme d'équipe marseillais après sept ans d'interdiction de séjour à l'étranger pour cause de fièvre équine. On retiendra les prestations du jeune Amel Abdelhamid, montant au pied levé l'Allemand Unesco, obligamment prêtée par Marcel Rozier, son cheval personnel ayant été accidenté à Rabat lors de son embarquement pour la France.

ROLAND MERLIN.

À noter la première apparition à Paris d'un homme d'équipe marseillais après sept ans d'interdiction de séjour à l'étranger pour cause de fièvre équine. On retiendra les prestations du jeune Amel Abdelhamid, montant au pied levé l'Allemand Unesco, obligamment prêtée par Marcel Rozier, son cheval personnel ayant été accidenté à Rabat lors de son embarquement pour la France.

À noter la première apparition à Paris d'un homme d'équipe marseillais après sept ans d'interdiction de séjour à l'étranger pour cause de fièvre équine. On retiendra les prestations du jeune Amel Abdelhamid, montant au pied levé l'Allemand Unesco, obligamment prêtée par Marcel Rozier, son cheval personnel ayant été accidenté à Rabat lors de son embarquement pour la France.

À noter la première apparition à Paris d'un homme d'équipe marseillais après sept ans d'interdiction de séjour à l'étranger pour cause de fièvre équine. On retiendra les prestations du jeune Amel Abdelhamid, montant au pied levé l'Allemand Unesco, obligamment prêtée par Marcel Rozier, son cheval personnel ayant été accidenté à Rabat lors de son embarquement pour la France.

À noter la première apparition à Paris d'un homme d'équipe marseillais après sept ans d'interdiction de séjour à l'étranger pour cause de fièvre équine. On retiendra les prestations du jeune Amel Abdelhamid, montant au pied levé l'Allemand Unesco, obligamment prêtée par Marcel Rozier, son cheval personnel ayant été accidenté à Rabat lors de son embarquement pour la France.

À noter la première apparition à Paris d'un homme d'équipe marseillais après sept ans d'interdiction de séjour à l'étranger pour cause de fièvre équine. On retiendra les prestations du jeune Amel Abdelhamid, montant au pied levé l'Allemand Unesco, obligamment prêtée par Marcel Rozier, son cheval personnel ayant été accidenté à Rabat lors de son embarquement pour la France.

À noter la première apparition à Paris d'un homme d'équipe marseillais après sept ans d'interdiction de séjour à l'étranger pour cause de fièvre équine. On retiendra les prestations du jeune Amel Abdelhamid, montant au pied levé l'Allemand Unesco, obligamment prêtée par Marcel Rozier, son cheval personnel ayant été accidenté à Rabat lors de son embarquement pour la France.

À noter la première apparition à Paris d'un homme d'équipe marseillais après sept ans d'interdiction de séjour à l'étranger pour cause de fièvre équine. On retiendra les prestations du jeune Amel Abdelhamid, montant au pied levé l'Allemand Unesco, obligamment prêtée par Marcel Rozier, son cheval personnel ayant été accidenté à Rabat lors de son embarquement pour la France.

À noter la première apparition à Paris d'un homme d'équipe marseillais après sept ans d'interdiction de séjour à l'étranger pour cause de fièvre équine. On retiendra les prestations du jeune Amel Abdelhamid, montant au pied levé l'Allemand Unesco, obligamment prêtée par Marcel Rozier, son cheval personnel ayant été accidenté à Rabat lors de son embarquement pour la France.

À noter la première apparition à Paris d'un homme d'équipe marseillais après sept ans d'interdiction de séjour à l'étranger pour cause de fièvre équine. On retiendra les prestations du jeune Amel Abdelhamid, montant au pied levé l'Allemand Unesco, obligamment prêtée par Marcel Rozier, son cheval personnel ayant été accidenté à Rabat lors de son embarquement pour la France.

À noter la première apparition à Paris d'un homme d'équipe marseillais après sept ans d'interdiction de séjour à l'étranger pour cause de fièvre équine. On retiendra les prestations du jeune Amel Abdelhamid, montant au pied levé l'Allemand Unesco, obligamment prêtée par Marcel Rozier, son cheval personnel ayant été accidenté à Rabat lors de son embarquement pour la France.

À noter la première apparition à Paris d'un homme d'équipe marseillais après sept ans d'interdiction de séjour à l'étranger pour cause de fièvre équine. On retiendra les prestations du jeune Amel Abdelhamid, montant au pied levé l'Allemand Unesco, obligamment prêtée par Marcel Rozier, son cheval personnel ayant été accidenté à Rabat lors de son embarquement pour la France.

À noter la première apparition à Paris d'un homme d'équipe marseillais après sept ans d'interdiction de séjour à l'étranger pour cause de fièvre équine. On retiendra les prestations du jeune Amel Abdelhamid, montant au pied levé l'Allemand Unesco, obligamment prêtée par Marcel Rozier, son cheval personnel ayant été accidenté à Rabat lors de son embarquement pour la France.

À noter la première apparition à Paris d'un homme d'équipe marseillais après sept ans d'interdiction de séjour à l'étranger pour cause de fièvre équine. On retiendra les prestations du jeune Amel Abdelhamid, montant au pied levé l'Allemand Unesco, obligamment prêtée par Marcel Rozier, son cheval personnel ayant été accidenté à Rabat lors de son embarquement pour la France.

À noter la première apparition à Paris d'un homme d'équipe marseillais après sept ans d'interdiction de séjour à l'étranger pour cause de fièvre équine. On retiendra les prestations du jeune Amel Abdelhamid, montant au pied levé l'Allemand Unesco, obligamment prêtée par Marcel Rozier, son cheval personnel ayant été accidenté à Rabat lors de son embarquement pour la France.

À noter la première apparition à Paris d'un homme d'équipe marseillais après sept ans d'interdiction de séjour à l'étranger pour cause de fièvre équine. On retiendra les prestations du jeune Amel Abdelhamid, montant au pied levé l'Allemand Unesco, obligamment prêtée par Marcel Rozier, son cheval personnel ayant été accidenté à Rabat lors de son embarquement pour la France.

À noter la première apparition à Paris d'un homme d'équipe marseillais après sept ans d'interdiction de séjour à l'étranger pour cause de fièvre équine. On retiendra les prestations du jeune Amel Abdelhamid, montant au pied levé l'Allemand Unesco, obligamment prêtée par Marcel Rozier, son cheval personnel ayant été accidenté à Rabat lors de son embarquement pour la France.

À noter la première apparition à Paris d'un homme d'équipe marseillais après sept ans d'interdiction de séjour à l'étranger pour cause de fièvre équine. On retiendra les prestations du jeune Amel Abdelhamid, montant au pied levé l'Allemand Unesco, obligamment prêtée par Marcel Rozier, son cheval personnel ayant été accidenté à Rabat lors de son embarquement pour la France.

À noter la première apparition à Paris d'un homme d'équipe marseillais après sept ans d'interdiction de séjour à l'étranger pour cause de fièvre équine. On retiendra les prestations du jeune Amel Abdelhamid, montant au pied levé l'Allemand Unesco, obligamment prêtée par Marcel Rozier, son cheval personnel ayant été accidenté à Rabat lors de son embarquement pour la France.

À noter la première apparition à Paris d'un homme d'équipe marseillais après sept ans d'interdiction de séjour à l'étranger pour cause de fièvre équine. On retiendra les prestations du jeune Amel Abdelhamid, montant au pied levé l'Allemand Unesco, obligamment prêtée par Marcel Rozier, son cheval personnel ayant été accidenté à Rabat lors de son embarquement pour la France.

À noter la première apparition à Paris d'un homme d'équipe marseillais après sept ans d'interdiction de séjour à l'étranger pour cause de fièvre équine. On retiendra les prestations du jeune Amel Abdelhamid, montant au pied levé l'Allemand Unesco, obligamment prêtée par Marcel Rozier, son cheval personnel ayant été accidenté à Rabat lors de son embarquement pour la France.

À noter la première apparition à Paris d'un homme d'équipe marseillais après sept ans d'interdiction de séjour à l'étranger pour cause de fièvre équine. On retiendra les prestations du jeune Amel Abdelhamid, montant au pied levé l'Allemand Unesco, obligamment prêtée par Marcel Rozier, son cheval personnel ayant été accidenté à Rabat lors de son embarquement pour la France.

AUTOMOBILE

VW Golf diesel : l'événement confirmé

Nous pensions il y a deux mois (le Monde du 27 septembre), que le lancement de la Golf diesel serait l'événement de l'année. C'est maintenant une certitude. Volkswagen vient de réussir un coup de maître en bouleversant (presque) toutes les idées reçues sur le moteur diesel : la nouvelle Golf n'empêche pas, ne vibre pas, ne fume pas, ne lambine pas. Mais elle fait du bruit.

Il faut pourtant signaler que les caractéristiques techniques des injecteurs au ralenti deviennent plus discrètes à chaud, et qu'en marche rien ne permet de distinguer une Golf diesel d'un modèle à essence. Y compris la vivacité. Aerte en ville (ses accélérations sont toutes légèrement inférieures à celles de la Golf L, mais supérieures à celles de toutes les berlines diesel existantes), elle s'intègre également sans complexité au trafic routier et autoroutier (mais elle mobilise dans les côtes, ce n'est qu'une 6 CV).

La sobriété est évidemment sa principale qualité. Nous avons relevé des consommations de 4,85 litres de gasoil sur 100 kilomètres sur route (soit 5,50 F, l'équivalent de 2,9 litres de super), 8,20 litres sur autoroute à 120 kilomètres à l'heure de moyenne (11 F aux 100 kilo-

mètres) et 7,10 litres en ville (9,50 F). Un record. La Golf diesel est vendue 3 050 F de plus que le modèle « normal » équivalent de la marque. Il faudra donc parcourir environ 40 000 kilomètres avant d'amortir ce supplément. Mais ce calcul ne tient pas compte d'une valeur de revente supérieure (la condition que le moteur soit fiable, ce que nous ignorons encore), et il a pour base les consommations de la Golf L, une des 6 CV à essence (ordinaires) les plus économiques. Par rapport à ses concurrentes, la Golf diesel paraît donc très rapidement rentable, même pour un conducteur moyen. Les centaines d'acheteurs qui, depuis le Salon de Paris, l'ont commandée « sur catalogue » ne s'y sont pas trompés (1). Après Mercedes, Peugeot, Citroën, Opel, Alfa Romeo et Daimler-Benz, Volkswagen crée l'événement Renault, Fiat, Ford et Volvo se préparent. Le temps du diesel est arrivé. Mais celui du gasoil à 1,34 F durera-t-il ?

MICHEL BERNARD.

* Prix : 23 640 F à 27 610 F ; consommation (normes conventionnelles) : 5,4, 7,6, 8,5.

(1) Les déclarations de livraison sont également un record pour un nouveau modèle. Les premiers clients ne seront satisfaits qu'en février prochain (après le déblocage des prix).

La « Pékin » à Paris

Pas de Dazibao pour signaler l'événement. Rien qu'un cocktail très mondain chez François Dauterne (1), où des centaines de personnes parlant haut et fort (et parfois en anglais) se disputent les pâtés impériaux pour une toute dernière fois au jasmin. Quelques Chinois de l'ambassade près du buffet français, mais beaucoup de Japonais disséminés dans le magasin, au milieu des bibelots, des bijoux et des vêtements en provenance de Chine. La sortie officielle de la « Pékin » méritait mieux, ne serait-ce qu'une fête populaire.

Quatre roues motrices sous une calise décapotable assez fruste. La première automobile chinoise importée en Occident à toutes les apparences d'un véhicule de campagne (militaire ou champêtre, au choix). Cinq Français y tiennent à l'aise, et le coffre arrière est impressionnant. Les vitres latérales sont en plexiglas, et la capote en toile plastifiée. Un moteur de 75 ch quatre cylindres en ligne de 2,45 litres, trois vitesses et une marche arrière à crabotage lui permettent de grimper vaillamment les pentes

jusqu'à 30 degrés. Au-delà, il suffit de descendre, un accélérateur à main est prévu. Ce cas, la « Pékin » est égal fort d'ivoire : sa « tresse » ferait les rendements, et sa consommation n'a rien de réprimé pour une toute dernière fois en été et 17 litres en hiver, cause du chauffage à essence ordinaire bien sûr. Reste le prix : environ 30 000 F, et le problème des pièces détachées. La « Pékin » est encore loin. Mais ce véhicule chinois jusqu'à la tête des pneus peut supporter l'apport d'organes de change occidentaux.

Trois « Pékin » sont déjà vus en France. Une centaine suivra. François Dauterne, maître, compte en importer cent par semaine. Il n'est encore un distributeur pour la robe. Quant aux clients, un cultivateur chamoniard s'est porté acquéreur. Les autres y dront vite : la tête verte, elle n'est pas une tenue de chambre à Saint-Germain-des-Près. —

(1) Compagnie des acheteurs privés François Dauterne, 48, rue Rennes, 75006 Paris.

La reprise américaine s'essouff

Dernièrement, General Motors a fermé pendant cinq jours son usine d'assemblage de Lordstown (2 700 ouvriers), tandis qu'American Motors suspendait toutes ses opérations de montage. Main-

tenant, c'est au tour de Chrysler d'annoncer la fermeture à la fin du mois de deux de ses usines, mettant à pied 14 200 ouvriers pour une semaine. Certes — la crise l'a montré — les constructeurs automobiles américains hésitent moins que leurs concurrents européens à recourir au chômage partiel, mais ces décisions peuvent surprendre, succédant à plusieurs mois d'enthousiasme.

An cours des dix premiers mois de 1976, les ventes des constructeurs américains ont atteint 7,19 millions d'unités, soit 24 % de plus qu'en 1975. Au début de l'automne, les résultats des constructeurs battaient tous les records : le redressement de Chrysler donnait notamment les trois observateurs. Au cours des neuf premiers mois de l'année, la firme, considérée il y a un an comme gravement malade, a réalisé un chiffre d'affaires de 11,5 milliards de dollars (contre 8,4 milliards en 1975) et des bénéfices nets de 303,4 millions de dollars (contre une perte de 242,1 millions). General Motors n'était pas en reste et Ford, en dépit de résultats moins brillants, amputés par la grève qui du 15 septembre au 14 octobre, lui a fait perdre 423 000 voitures, restait fort optimiste pour l'avenir.

Les trois constructeurs voyaient une bonne fin d'année et une année 1977 au moins égale à l'année record 1973. Au cours de laquelle 14,3 millions de véhicules avaient été vendus outre Atlantique.

Deux mois plus tard, rien ne va plus. Le mois d'octobre a été mauvais. Les immatriculations de voitures ont progressé de 1,5 % par rapport à 1975 et ce sont les importations (des Japonais notamment) qui ont bénéficié de cette augmentation : les ventes des constructeurs américains ont diminué de 2 %, pour la première fois depuis près d'un an. Ces résultats décevants s'expliquent pour une bonne part par la grève de Ford et par l'aggravation de la mévente des « petites américaines » qui touche particulièrement American Motors, spécialisé dans ce type de modèles. Le quatrième constructeur américain a enregistré depuis un an de lourdes pertes, et sa part du

marché est tombée à 2,9 % des ventes. Pour relancer celles-ci, la firme vient de réduire le prix de ses modèles et d'écouler des rebuts aux prix de liquidation. American Motors d'ailleurs plus le seul à être touché par la mévente des modèles, les trois autres constructeurs qui, il y a un an, avaient investi afin de produire à tour de voiture réduites à des prix limités la production. En outre, ce phénomène n'explique pas, seul, la chute des ventes américaines. A dé-

certains observateurs estiment la hausse des prix d'environ 6 % imposée sur les modèles 1977 par les constructeurs, joue également un rôle dans l'attentisme des acheteurs.

Quoi qu'il en soit, les mauvais résultats obligent les constructeurs à revoir leurs prévisions. 1976, les ventes n'atteindront, selon les estimations, que 10,2 millions d'unités, soit 10 % de moins qu'en 1975, et la fin de l'été en baissant sur 10,5 à 10,6 millions. En 1977, les firmes s'apprêtent à voir en baisse leurs estimations.

Washington. — L'Agence américaine pour la protection de l'environnement (EPA) a ordonné le 10 décembre à Chrysler de rappeler, pour vérification, cent huit mille grosses voitures modèle 1975, dont le carburateur mal ajusté a provoqué des émissions excessives d'oxyde de carbone.

Un porte-parole de Chrysler a déclaré que le constructeur avait l'intention de contester devant le tribunal l'ordre donné par l'EPA, car il s'agit d'un problème résultant d'actions individuelles d'ajustement du carburateur non pas d'un défaut de construction. — (A.F.P.)

CHRYSLER DOIT VÉRIFIER 208 000 VOITURES POLLUANTES

Washington. — L'Agence américaine pour la protection de l'environnement (EPA) a ordonné le 10 décembre à Chrysler de rappeler, pour vérification, cent huit mille grosses voitures modèle 1975, dont le carburateur mal ajusté a provoqué des émissions excessives d'oxyde de carbone.

Un porte-parole de Chrysler a déclaré que le constructeur avait l'intention de contester devant le tribunal l'ordre donné par l'EPA, car il s'agit d'un problème résultant d'actions individuelles d'ajustement du carburateur non pas d'un défaut de construction. — (A.F.P.)

Des bicyclettes japonaises chez Datsun. — La société Richard, importateur des automobiles Datsun pour la France, a distribué chez tous ses concessionnaires une gamme de huit bicyclettes Datsun — la première marque de cycles japonaise



Costa del Sol:
l'été andalou
à prix d'hiver.

Une semaine dans un 4 étoiles
à partir de 1.200 Francs,
voyage compris, au départ de Paris.

Pensez-vous à votre agence de voyages ou à
la Forêt Méditerranéenne du Tourisme
43 rue, avenue Pierre-Paul de Serres, 75008 PARIS
Tél. : 225.14.61-42-43-44.

مكتبة الأمل

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

SECTEUR PUBLIC

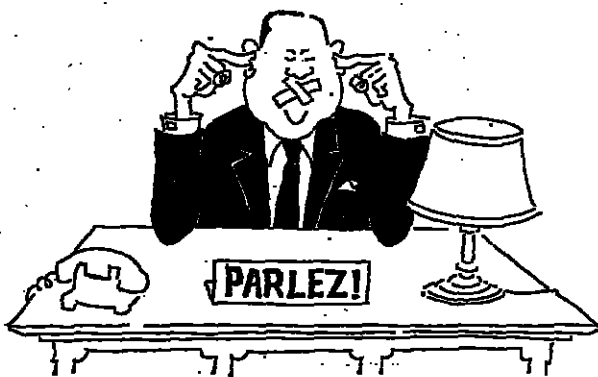
La politique contractuelle en échec à l'E.G.F.

(Suite de la première page.)
Le gouvernement a toujours jusqu'à l'extrême limite, comme s'il s'agissait que l'évolution des indices économiques lui permettrait de laisser enfoncer la possibilité de desserrer le carcan des salaires au cours du deuxième semestre de 1977. Mais, actuellement, aucun indicateur ne permet sérieusement d'entretenir cet espoir.

Tout s'est alors passé comme si le pouvoir misait sur l'accom-

plissement des champions de la politique contractuelle. La C.F.T.C. ne demeure pas en reste, mais les cadres U.N.C.M. paraissent plus nuancés vis-à-vis de l'action à venir.

Certains syndicalistes, à l'E.G.F. et ailleurs, dans le secteur public, en effet, sont soucieux de ménager l'opinion à une période où la stabilité de l'emploi et celle des salaires, même modestes, sont des avantages non négligeables, à côté du chômage qui touche chaque



(Dessin de KONE.)

ation des signes de dégradation économique et sociale pour faire ombre à la combativité des travailleurs ne serait-elle pas moutonnée quand, en quelques jours, se sont succédés les déclarations gouvernementales et patronales sur la nécessité des compressions de personnel, les consignes du C.N.P. pour limiter strictement les augmentations de salaires, l'expulsion par la police des grévistes du Port de la Liberté, le lock-out des Chantiers de l'Atlantique et l'annonce de licenciements par milliers dans la sidérurgie ?

Si les consignes de grève — dont on remarquera qu'elles s'efforcent de limiter la gêne subie par les usagers — ont été lancées de manière unilatérale par les cinq fédérations, les syndicalistes C.G.T. et F.D.T. ont tenu à souligner les raisons particulières de leur désaccord. Pour eux, l'indice officiel des prix, maintenant la hausse à 10,5 %, n'est pas un simple chiffre, mais une régression du pouvoir d'achat qui veut leur imposer le gouvernement. Et ils réclament des négociations sur des bases nouvelles. Les électriciens, O. ne se déclarent pas moins embêtés. Comme les autres organisations affiliées à la centrale de Bergeron, leur amertume est autant plus grande qu'ils

jour de nouvelles branches d'activité du secteur privé.

Dans de telles conditions, au sein de l'hiver et de la trêve de Noël, on pense, à l'hôtel Matignon, que les grèves seront surtout un baroud d'honneur.

M. Jacques Delors, aujourd'hui l'un des dirigeants du parti socialiste, vient de rappeler le principe original des contrats dits de progrès, dont il fut l'inventeur : faire bénéficier les salariés de l'augmentation du produit national et aussi des performances de leur entreprise (1).

Un régime libéral peut, en effet, en période d'expansion — et en croyant acheter la paix sociale, — abandonner aux travailleurs une part plus ou moins importante des plus-values réalisées. Il n'en est plus question quand arrivent les années de « vaches maigres ». Qu'on ne s'étonne pas si ceux qui les subissent reportent leurs espérances sur les « changements profonds » qui peuvent naître des élections de 1978.

JOANINE ROY.

(1) Dans l'expansion du mois de décembre et le figure du 11 décembre, M. Delors déclare également que la politique contractuelle est un moyen de lutter contre l'inflation ; il estime supportable une hausse de la masse salariale de 3,5 % pour une augmentation des prix de 8,5 %.

Les accords de salaires ont apporté des augmentations de pouvoir d'achat allant de 2 à 7 %

	1971	1972	1973	1974	1975
Fonction publique	8,05	8,80	11,74	17	18,5
S.N.C.F.	9,84	11,27	12,50	17,40	16,3
E.G.F.	10,41	11,13	12,83	17,30	15,7
Charentaises	8,57	11,08	11,93	22,16	19,8
P.E.I.X.	5,5	6,2	7,3	13,7	11,8

L'évolution des rémunérations d'une année sur l'autre est chiffrée, dans ce tableau, en masse salariale (à effectifs constants). Y sont incluses les inflexions dues au vieillissement des effectifs et à l'accroissement de la technicité (un peu moins de 1 % par an). Les recensements catégoriels ont été réalisés avec des crédits hors de cette masse salariale.

La progression du pouvoir d'achat par rapport à l'indice officiel des prix, contesté il est vrai, par plusieurs syndicats, a parfois sensiblement varié d'une année à l'autre : par exemple, pour les mineurs, elle a été de 3,90 % en 1971 et de 4,44 % en 1974. Les fonctionnaires n'ont bénéficié que de 2,90 % en 1974, mais ont atteint près de 6 % en 1975.

Suivis de près par les chemins, les électriciens et gaziéristes ont obtenu des résultats plus homogènes pendant ces cinq années. Soit de 4,95 % en 1971, de 4,64 % en 1972, de 5,15 % en 1973, de 2,18 % en 1974 et de 3,48 % en 1975.

En 1976, le salaire de base des électriciens a augmenté de 10,5 % (en niveau) depuis le 1^{er} janvier 1976, y compris le relèvement de 2,5 % applicable au 1^{er} décembre. Il s'y ajoute l'attribution uniforme de 5 points d'indice (2 en juin, 2 en octobre et 1 en décembre), soit environ 1,80 % au total. L'ensemble, en masse salariale, représente environ 11,6 %, la hausse des prix, durant 1971, étant évaluée à 9,5 %. Ce

qui donne, en masse, l'augmentation du pouvoir d'achat promise d'environ 2 %.

CONFLITS

LA DIRECTION DES CHANTIERS DE L'ATLANTIQUE PROPOSE UNE REPRISE DES NÉGOCIATIONS AVEC LE PERSONNEL

(De notre correspondant.)

Saint-Nazaire. — Deux événements nouveaux sont intervenus à Saint-Nazaire dans la journée de vendredi 10 décembre pour ce qui concerne les Chantiers de l'Atlantique et les Ateliers français de l'Ouest.

Aux Chantiers de l'Atlantique, où un lock-out a débuté vendredi, la direction a accepté le principe d'une reprise des négociations pour l'accord d'entreprise si l'occupation du grand pétrolier de 550 000 tonnes, *Bellamy*, par le personnel de l'entreprise, cessait. Aux Ateliers français de l'Ouest, qui emploient sept cents personnes dans la réparation navale, le dépôt du bilan a été démenti par les services de la D.A.T. On attend le mardi 14 décembre, journée au cours de laquelle doit être rendu public un « plan de relance » des Ateliers français de l'Ouest. Ce plan se traduira par un nouvel apport d'argent frais dans l'entreprise, et peut-être par un certain nombre de licenciements.

Libres opinions

Chômeurs et bénévoles

par CHRISTIAN RENAUDIN (*)

L'Étatsocial est-il, comme certains le pensent, l'ennemi du plein-emploi ? Non ! Le problème des chômeurs n'est certainement pas aggravé par l'activité des bénévoles : ceux-ci assument des tâches et des devoirs différents. Leur seul point commun est d'avoir, les uns et les autres, du temps libre.

Supposons un instant que l'État puisse prendre en charge la rémunération et la relève en poste fixe des tâches qu'assume le bénévolat. Celles-ci seraient alors assurées, certes, avec la compétence et les qualités de cœur que les travailleurs sociaux (assistants sociaux, psychologues, etc.) apportent actuellement à l'accomplissement de leurs fonctions. Mais pourrait-on leur demander, en dehors de leurs heures de travail (le matin tôt ou le soir tard, pendant les deux jours de repos hebdomadaire), de donner encore du temps pour rendre des services dont le besoin peut se faire sentir à tout moment ? Pourrait-on leur demander, au cours de leurs heures de travail, de lâcher l'activité à laquelle ils se consacrent pour faire face immédiatement à une demande urgente d'un aveugle ou d'un handicapé physique ? Certainement non !

C'est bien là le champ d'action des bénévoles.

On en trouve, par exemple, la Croix-Rouge, les secouristes sur les routes du dimanche, les associations pour les handicapés, le Secours populaire, les scouts ou les sociétés sportives ou culturelles.

Rien n'empêche d'ailleurs de penser que des chômeurs puissent, s'ils le désirent, devenir provisoirement bénévoles, tout en recherchant simultanément un emploi. Rien ne s'oppose non plus à ce qu'ils puissent quitter le bénévolat quand ils auront trouvé du travail. Et pendant cette période de volontariat, ils auront acquis, par le fait même de leur activité, des avantages précieux : beaucoup de leurs soucis psychologiques se seront atténués, leur activité intellectuelle aura pu se maintenir, et, par conséquent, leur qualité professionnelle. Leur reclassement n'en aura été que plus facile.

Les volontaires sont indispensables à la société. Leur éviction au profit de l'emploi des chômeurs ne résoudrait pas le problème et en poserait un nouveau : celui des relations humaines. Le « geste gratuit » ne constitue-t-il pas, pour celui qui le fait comme pour celui qui en bénéficie, un témoignage de solidarité réconfortant et inestimable qui va bien au-delà du simple service rendu ?

(*) Assistant auxiliaire des aveugles.

REPRISE DU TRAVAIL A LA HAGUE. — Après douze semaines de conflit, les grévistes du centre nucléaire de La Hague ont décidé de reprendre le travail lundi 13 décembre. Ils ont approuvé, en effet, le compromis négocié entre les syndicats C.F.D.T., F.O. et

autonome et l'administration du Commissariat à l'énergie atomique (le *Monde* du 11 décembre, dernière édition). Tout en appelant les ouvriers à rejoindre leur poste lundi, l'intersyndicale a déclaré qu'elle recommandait au personnel de rester « vigilant ».

La totalité de ces obligations ayant été vendue, le présent avis est publié à titre d'information seulement.



NOUVELLE EMISSION

Caisse Nationale des Télécommunications

US \$75.000.000

Obligations 7,90% venant à échéance le 1 décembre 1981

US \$50.000.000

Obligations 9,30% venant à échéance le 1 décembre 1996

Le paiement des intérêts et le remboursement du principal sont garantis inconditionnellement par

L'Etat Français

Lazard Frères & Co.

Merrill Lynch, Pierce, Fenner & Smith

Morgan Stanley & Co. The First Boston Corporation Goldman, Sachs & Co. Salomon Brothers
Bache Halsey Stuart Inc. Banque Nationale de Paris Blyth Eastman Dillon & Co.
Gaiasse des Dépôts et Consignations Dillon, Read & Co. Inc. Drexel Burnham & Co.
EuroPartners Securities Corporation Hornblower & Weeks-Hemphill, Noyes
E.F. Hutton & Company Inc. Kidder, Peabody & Co. Kuhn, Loeb & Co. Lazard Frères et Cie
Lehman Brothers Loeb, Rhoades & Co. Paine, Webber, Jackson & Curtis
Reynolds Securities Inc. Smith Barney, Harris Upham & Co.
Sofgen-Swiss International Corporation Suez American Corporation Warburg Parias Becker Inc.
Wertheim & Co., Inc. White, Weld & Co. Dean Witter & Co.
Arnhold & S. Bleichroeder, Inc. Basle Securities Corporation Bear, Stearns & Co.
L.F. Rothschild & Co. Shearson Hayden Stone Inc. Shields Model Roland Securities
UBS-DB Corporation Weeden & Co. Alex. Brown & Sons Daiwa Securities America Inc.
F. Eberstadt & Co., Inc. Robert Fleming Kleinwort, Benson
Moseley, Hallgarten & Estabrook Inc. New Court Securities Corporation The Nikko Securities Co.
Nemura Securities International, Inc. R.W. Pressprich & Co. Scandinavian Securities Corporation
Stuart Brothers Thomson & McKinnon Auchincloss Kohlmeier Inc.
Spencer Trask & Co. Tucker, Anthony & R.L. Day, Inc.
Wood, Strathers & Wintrop Inc. Yamaichi International (America), Inc.

décembre 1976

DROIT SOCIAL

Les travailleurs de la C.E.E. seront mieux protégés en cas de fusion d'entreprises

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — Les ministres du travail des Etats membres de la C.E.E. réunis le 9 décembre à Bruxelles, ont décidé d'harmoniser d'ici deux ans les législations nationales sur les droits des travailleurs en cas de fusion ou de dissolution d'entreprises. Aux termes de cet accord, la nouvelle société ou la nouvelle entité créée à la suite de la fusion ou de la dissolution collective devront, avant d'être maintenues, us leur forme initiale pendant un an au moins après l'entrée en fonction de la nouvelle direction. Le principe du maintien du statut de travail en cas de changement de propriétaire, déjà

en vigueur en France, va donc être introduit dans la législation du travail des pays membres où cette notion n'existe pas encore (Belgique, Pays-Bas, Royaume-Uni, Danemark et Irlande).

L'accord des Neuf porte par ailleurs sur une procédure d'information et de consultation des employés concernés par les changements envisagés. Ils doivent être informés au préalable du projet de fusion ou de dissolution, mais le délai est laissé à la discrétion des administrations nationales. Si après sa réalisation, il apparaît que, pour des raisons de rationalisation de la production, une compression de personnel est nécessaire, la direction est tenue de consulter les salariés et les services compétents des Etats membres.



OFFICE NATIONAL DU TOURISME TUNISIEN

RÉPUBLIQUE TUNISIENNE

PROJET INFRASTRUCTURE TOURISTIQUE PROGRAMME ASSAINISSEMENT

Espace Lot 3 B - SOUSSE-SUD 5 B - DJERBA-ZARZIS

REPORT D'OUVERTURE DES PLIS

Les entreprises intéressées par cet appel d'offres sont informées que l'ouverture des plis est reportée au jeudi 20 janvier 1977, à 11 h., la remise des dossiers est fixée au 20-1-1977 à 10 h. ou plus tard à l'adresse suivante :

OFFICE NATIONAL DU TOURISME TUNISIEN
Direction des Infrastructures Touristiques
28, rue de l'Inde - TUNIS.

(PUBLICITE)

PRÉFECTURES de la HAUTE-MARNE, de MEURTHE-ET-MOSELLE et des VOSGES

Avis d'ouverture d'enquête

LIAISON LORRAINE-BOURGOGNE AUTOROUTE TOUL-LANGRES

Section TOUL - BEAUCHEMIN

MM les Préfets de la Haute-Marne, de Meurthe-et-Moselle et des Vosges informent le public que, en application de la décision du 28 octobre 1976 de M. le Ministre de l'Équipement, sera soumise à l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur et en vertu de l'arrêté interpréfectoral du 17 novembre 1976, le projet de construction de la section TOUL-BEAUCHEMIN de l'autoroute TOUL-LANGRES de la liaison LORRAINE-BOURGOGNE.

1) Les pièces du dossier de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique ainsi qu'un registre d'enquête seront déposés à la Préfecture de la Haute-Marne, du 8 décembre 1976 au 12 janvier 1977 inclus, aux heures d'ouverture des bureaux (9 h-12 h, 14 h-17 h), sauf dimanches et jours fériés, afin que chacun puisse en prendre connaissance et consigner éventuellement ses observations sur le registre ou les adresser, par écrit, au Président de la Commission d'Enquête.

2) Un exemplaire du même dossier et un registre subsidiaire d'enquête seront également déposés pendant la même période aux heures d'ouverture des Préfectures et Sous-Préfectures concernées : — Préfecture de Meurthe-et-Moselle à NANCY, Sous-Préfecture de TOUL ; — Préfecture des Vosges à EPINAL, Sous-Préfecture de NEUF-CHATEAU ; — Sous-Préfecture de LANGRES.

ainsi que dans toutes les communes de Haute-Marne, de Meurthe-et-Moselle et des Vosges énumérées ci-après, intéressées par le projet, pendant les heures habituelles d'ouverture des bureaux des maires. Pendant la durée de l'enquête, les observations des intéressés pourront également être adressées, par écrit, au Président de la Commission d'Enquête et envoyées à la Préfecture de la Haute-Marne à CHAUMONT.

Les observations faites sur l'utilité publique du projet seront, en outre, recueillies par la Commission d'Enquête, qui siègera à la Préfecture de la Haute-Marne à CHAUMONT, pendant les trois derniers jours de l'enquête, soit les 10, 11 et 12 janvier 1977, de 10 h. à 12 h. et de 14 h. à 16 h.

3) La Commission d'Enquête sera composée des neuf membres suivants :

Président : M. Marcelin BACHALARD, instituteur en retraite, à VITRY-LES-NOGENT (52).
Membres : M. Georges MARTIN, chef de division de Préfecture en retraite, 1, rue Tour-du-Berger, à CHAUMONT (52) ;
M. Pierre DESANLIS, membre de la Chambre d'Agriculture, expert foncier, à MAIZIERES-LES-JOINVILLE (52) ;
M. Marcel FRISTO, ingénieur T.P.E. honoraire, 2, avenue Foch, à BOUXIERES-AUX-DAMES (54) ;
M. Georges MASSICOT, ingénieur divisionnaire honoraire des Travaux Publics, 53, avenue de la Malgrange, à JARVILLE (54) ;
M. Pierre TOUSSAINT, membre de la Chambre de Commerce, directeur régional de l'Agence Air Liquide, 26, place de la Carrière, à NANCY (54) ;
M. Daniel MOUGEOT, ingénieur T.P.E. en retraite, route de Noncourt, à NEUFCHATEAU (88) ;
M. Jean LALOUETTE, ingénieur du Génie Rural et des Eaux et Forêts en retraite, 5, rue Michel, à EPINAL (88) ;
M. Charles HEBERLE, ingénieur en retraite, 10, rue Abel-Ferry, à EPINAL (88).

4) Après la clôture de l'enquête, une copie du rapport dans lequel la Commission d'Enquête énoncera ses conclusions sera déposée dans les Préfectures de la Haute-Marne, de Meurthe-et-Moselle et des Vosges, les Sous-Préfectures de TOUL, NEUFCHATEAU et LANGRES, ainsi que dans toutes les communes où s'est déroulée l'enquête.

Toute personne physique ou morale peut demander communication des conclusions de la Commission d'Enquête en en faisant la demande au Préfet du département intéressé.

5) Liste des communes où sera ouverte l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique du projet susvisé :

Département de la Haute-Marne :

BREUVANNES-EN-BASSIGNY	— CHAUMONT-LA-VILLE — GERMAINVILLIERS	Canton de BOURMONT
LE VAL-DE-MEUSE	— BREUVANNES — COLOMBEY-LES-CHOISEUL — MERREY — CHOISEUL — LE VAL-DE-MEUSE — LENIZUL — PROVENCHERES-SUR-MEUSE — CHAUFFOURT	Canton de CLERMONT
VAL-DE-GRIS	— BONNECOURT — FRECOURT — DAMPIERRE — CHARMOUILLES — TRONCHAY — LANNES — ROLAMPONT — BEAUCHEMIN	Canton de VAL-DE-MEUSE
ROLAMPONT	— CHANVOY — ORMANCEY — MARAC	Canton de VAL-DE-GRIS
		Canton de LANGRES

Département de Meurthe-et-Moselle :

— TOUL — GYET — MOUTROT — CREZILLIERS	Canton de TOUL-Sud
— BAGNEUX — ALLAIN — COLOMBEY-LES-BELLES — SELANCOURT — GEMONVILLE	Canton de COLOMBEY

Département des Vosges :

— AUTREVILLE — HARMONVILLE — TRANQUEVILLE-GRAX — AROFFE — AOUZE — RAINVILLE — REMOUILLE — BAILEVILLE — VIOUCOURT — CHATENOIS — REMOIS (rattachée à LONGCHAMPS-SOUS-CHATENOIS) — LA NEUVILLE-SOUS-CHATENOIS — SANDAUCOURT — DOMBROT-EN-VAIR — VOZAINVILLE — BULGNEVILLE — VAUDONCOURT — SAULXURES-LES-BULGNEVILLE — AINGEVILLE — SAINT-OUEN-LES-PAREY — URVILLE — SAUVILLE — VREUCOURT — ROBOCOURT — BEVAINCOURT — DAMBLAIN	Canton de COUSSEY
	Canton de CHATENOIS
	Canton de BULGNEVILLE
	Canton de LAMARCHE

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

COLLOQUES ET CONGRÈS

Aux Semaines sociales

Les inégalités, source de changement social ?

Bien des idées simplistes ou schématisées sur les inégalités ont été remises en cause, le 10 décembre, au cours de la première journée de la rencontre qu'organisent à Paris jusqu'au 12 décembre les Semaines sociales de France et le Centre catholique des intellectuels français sur le thème « Les inégalités par le travail, source de changement social ».

Aux auditeurs qui s'attendaient sans doute à une démonstration chiffrée sur les inégalités en France, M. Jacques MARIAND, éminent spécialiste de ces questions, a donné une leçon d'humilité et de relativisme : « Quelles que soient l'existence des inégalités, les inégalités, des lors qu'elles sont ressenties, ne sont-elles pas un fait social en elles-mêmes ? », s'est interrogé l'ancien rapporteur général du Centre d'études des revenus et des coûts avant de reconnaître que dans ce domaine « certaines inégalités se prêtent mal à la mesure ». Et de démontrer qu'il ne faut pas se fier à un seul indicateur mais à un ensemble de données.

Et d'expliquer que les écarts de revenus de 1 à 2-35 entre les présidents-directeurs généraux et les manœuvres, passent de 1 à 12 entre un directeur et un O.S., de 1 à 4 entre les cadres supérieurs et les ouvriers, de 1 à 3 entre les ménages de ces deux catégories ou de 1 à 2,75 après versement des impôts. « Tous ces chiffres, disait-il, prouvent que les inégalités existent et qu'il faut en rendre compte d'un aspect de la réalité. Il faut refuser les positions trop manichéennes et admettre que le constat des inégalités est complexe », devait-il conclure, après avoir insisté sur l'ignorance des Français en ce domaine.

SÉCURITÉ DU TRAVAIL

DEUX ANS DE PRISON AVEC SURSIS POUR UN ACCIDENT

Le président-directeur général d'une tribune de Saint-Parres-les-Vandres, près de Troyes (Aube), M. Julien MILLARD, âgé de cinquante ans, a été condamné, le 10 décembre, à deux ans d'emprisonnement avec sursis et à 36 500 francs d'amende par le tribunal de Troyes, après le décès accidentel d'un de ses ouvriers.

Le 23 février 1976, M. Pierre PILLON était tombé dans une trémie et avait péri enseveli sous plusieurs tonnes d'argile. L'enquête avait permis de démontrer que la passerelle sur laquelle se trouvait l'ouvrier était dépourvue de protection, et qu'il n'y avait ni accotement ni service de garde sur le chantier au moment de l'accident.

(Publicité)

République Algérienne Démocratique et Populaire

Ministère de l'Industrie et de l'Energie

الشركة الوطنية للحديد والصلب SNS

Société Nationale de Sidérurgie

Réalisation d'une première tranche de laminoirs dans le cadre du nouveau "complexe sidérurgique de l'ouest"

Notice de présélection

La Société Nationale de Sidérurgie lancera un appel d'offres limité aux sociétés qualifiées dans la présélection, objet de cette notice, pour la fourniture d'une première tranche d'ateliers de laminage, entrant dans le cadre du nouveau "complexe sidérurgique de l'ouest".

Ces premiers ateliers consistent en :

- un laminoir à rails et à grosses poutrelles
- un laminoir à ronds à béton
- un laminoir à fers marchands

Les "instructions pour demande de présélection" peuvent être obtenues gratuitement à l'adresse suivante :

Société Nationale de Sidérurgie
Direction du Développement Industriel et de l'Engineering
5, rue Abou Moussa
Alger - R.A.D.P.

La date limite de présentation des demandes de présélection est fixée au 1er mars 1977.

A L'ÉTRANGER

Le Vietnam va s'ouvrir aux investisseurs étrangers

Le Vietnam a besoin d'investissements étrangers sur son territoire et fera beaucoup pour les encourager. Tel est le sens des propos tenus récemment par M. Nguyen Co Tach, vice-ministre vietnamien des affaires étrangères, lors d'un entretien avec les responsables du C.N.P.F. (Conseil national du patronat français).

M. Nguyen Co Tach a annoncé qu'un code des investissements étrangers serait publié prochainement. Il a expliqué qu'elles seraient les grandes lignes : les investissements seront garantis pendant quinze ans ; les intérêts et les profits pourront être transférés ; en cas de nationalisation, les biens seront indemnisés et les investisseurs pourront reprendre leurs capitaux.

M. Nguyen Co Tach a donné d'autres précisions importantes. Dans un investissement étranger, l'Etat vietnamien pourra avoir ou ne pas avoir de participation. « Cela dépendra », a dit le ministre. Ainsi, dans des entreprises étrangères installées au Vietnam, mais fabriquant des biens destinés à être exportés, les capitaux pourront rester totalement étrangers.

En revanche, pour des entreprises

fabricant des biens destinés au marché intérieur, l'Etat vietnamien demandera à avoir une participation de 51 %.

M. Nguyen Co Tach a déclaré que les priorités à moyen terme seraient données à l'agriculture, à l'habillement, au logement et à l'éducation. En ce qui concerne l'agriculture, le Vietnam doit suffire à lui-même pour sa consommation, alors qu'il importait auparavant 1 à 2 millions de tonnes de riz par an. Cet objectif doit être atteint dans cinq ans ; il faudra même exporter un de riz à précéder le vice-ministre des affaires étrangères, qui a ajouté que, « dans dix ans, il devra fournir à toutes les familles la télévision et le réfrigérateur ». Ceci implique que, pendant cinq ans à venir, le taux de croissance de l'agriculture sera de 8 % l'an. En 1980, la production agricole sera supérieure de 5 à celle de 1975. Pour la production industrielle, le taux de croissance sera de 20 % l'an.

« Vous imaginez l'importance des travaux », a déclaré M. Nguyen Co Tach à ses hôtes français. « Cela nécessitera l'importation de bulldozers, de tracteurs, etc. » « Nos projets sont ambitieux. Mais les Français ont les compétences pour aider les peuples sans histoire, conclut le vice-ministre des affaires étrangères.

A l'initiative de la Banque mondiale

PLUSIEURS PAYS INDUSTRIALISÉS CONSTITUENT UN GROUPE D'AIDE À LA BIRMANIE

La Birmanie, qui était au bord de la banqueroute, a officiellement réouvert sa politique économique et va recevoir l'aide des pays industrialisés, indique le Financial Times. Ces décisions ont été prises, précise le journal, à l'initiative de la Banque mondiale, autour de laquelle s'est constitué un groupe consultatif d'aide à la Birmanie.

La première réunion de ce groupe a eu lieu la semaine dernière à Tokyo. Il comprend le Japon, l'Allemagne fédérale, le Canada, l'Australie, la Grande-Bretagne, la France et les États-Unis. Ces deux pays ne se sont cependant pas engagés à fournir leur assistance, à moins d'un redressement réel de l'économie birmane. Parmi les mesures prises par le gouvernement Ne Win figure la libéralisation des prix, notamment du riz (dont le contrôle favorisait jusqu'alors l'existence d'un marché noir).

En acceptant ces changements d'orientation dans sa politique économique, écrit le journal britannique, le régime de Rangoon reconnaît ses graves erreurs de gestion.

En Allemagne fédérale

LE GOUVERNEMENT PREND DES MESURES DE CIRCULATION POUR ATTÉNUER DÉFICIT DES CAISSES RETRAITE.

(De notre correspondant.)

Bonn. — Après les protestations du groupe parlementaire social-démocrate (de l'opposition), les dirigeants sociaux et libéraux, qui préparent le programme du prochain gouvernement de Bonn, ont renoncé à une réforme profonde du système des retraites. Ils se sont contentés de trouver quelques expédients.

Les retraites augmenteront de 10 % le 1^{er} juillet prochain : « cela avait été prévu pendant la campagne électorale ». Cependant, l'augmentation s'arrêtera à 10 % le 1^{er} janvier 1979 (ce report permet d'économiser quelque 5 milliards de marks). Pour combler une partie de leur déficit, les caisses de retraite seront autorisées à réduire leurs réserves de trésorerie, qui représentent actuellement le montant de trois mois de dépenses. Elles augmenteront, d'autre part, leurs subventions aux caisses maladie, mais les cotisations d'assurance-maladie continueront à ne pas payer cotisations d'assurance-maladie. En conséquence, le plan de la Sécurité sociale passe, pour 1977, de 2 550 à 2 400 milliards de marks par an. Enfin, le gouvernement se réserve la possibilité, à partir de 1979, de fixer l'augmentation des cotisations non en fonction de l'évolution des salaires bruts — comme c'était le cas depuis 1972 — mais de celle des salaires nets. La coalition libérale-socialiste s'est refusée à augmenter le taux des cotisations de l'assurance-vieillesse. — D.

LES SALAIRES AUGMENTERONT EN 1977, DE 6 % DANS LA SIDÉRURGIE EN RHÉNANIE - WESTPHALIE

(De notre correspondant.)

Bonn. — Les premiers accords salariaux pour 1977 ont été conclus, le mercredi 8 décembre, pour les deux cent vingt mille employés de la sidérurgie de Rhénanie-Westphalie et de Brême. Ils prévoient une augmentation de 6 % des salaires, un jour de vacances supplémentaire et l'augmentation du fonds de participation de 312 à 488 marks par an et par employé.

Au début des négociations, le syndicat de la métallurgie avait demandé 8,5 % de hausse de salaires, deux jours de vacances supplémentaires et une amélioration des primes d'équipe, tandis que le patronat ne proposait que 5,5 %. Celui-ci estime à 7 % de la masse salariale la charge supplémentaire représentée par les accords conclus mercredi. Pour les syndicalistes toutefois, il ne sera pas facile de faire accepter le compromis. Ils font valoir que les 6 %, qui n'avaient pu être atteints cette année, ont été obtenus pour l'année prochaine, mais les premières réactions des ouvriers, qui ont manifesté pendant les négociations, témoignent d'une profonde insatisfaction. Au cours des derniers jours, de nombreux arrêts de travail ont eu lieu dans la sidérurgie de Rhénanie-Westphalie. — D.

مكازم الأمل

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

Libres opinions

Les nationalisations la démocratie, la liberté

par MICHEL DRANCOURT (*)

TOUTE étude sur les rapports de l'Etat et des entreprises, et notamment les nationalisations, doit s'inscrire dans l'examen des conditions de fonctionnement d'une société pluraliste (autrement dit de la démocratie) qui a l'ambition d'établir un équilibre entre les exigences de la liberté des personnes et les nécessités de l'organisation sociale.

A l'heure actuelle, il n'existe dans le monde que quarante Etats, sur lesquels cent cinquante recensés, qui admettent chez eux plus d'un parti politique. Encore faut-il observer que dans nombre de ces quarante Etats la pluralité n'est qu'une fiction. Nous pouvons affirmer, sans crainte d'être démenti, qu'entre vingt et trente Etats, à peine, sont démocratiques.

Il se trouve que ces Etats sont aussi ceux où l'on enregistre le plus de vie les plus élevées et les capacités de production les plus importantes. Il est clair qu'il y a entre les deux phénomènes un lien direct, à savoir que là où les hommes sont libres, ils organisent mieux le fonctionnement de la société que là où ils ne le sont pas.

Les pays qui sont démocratiques et riches — puis-je le dire bien — honorent le mot — sont également ceux qui participent à l'essentiel des échanges mondiaux. Là encore il convient de souligner les ombres de l'organisation sociale efficace : la démocratie comme prospérité sociale et base d'initiatives des individus et des groupes, d'échanges entre eux.

Depuis que l'homme existe, il s'enrichit au contact des autres, les empires dictatoriaux ont toujours, dans l'histoire, été battus par les pays ouverts. La mer, symbole de la liberté de mouvement, l'a importé sur la terre et l'autoritarisme impérial.

Aujourd'hui encore, il est évident que la misère pulsante de la terre explique aussi par son goût du secret et du par le mur de Berlin — symbole entre tous éloquent — que par la lourdeur de la machine administrative-politique, l'un allant avec l'autre.

La force de l'Europe, et plus tard des Etats-Unis, est venue de qu'un dictateur en puissance n'ait été à même de la faire vivre sur un même joug. Des figures hantées par les sociétés internationales, en passant par les marchands florentins ou vénitiens, les Hollandais ou les Anglais, l'histoire de l'Europe est remplie de victoires permanentes de l'esprit ouvert sur l'impérialisme étatique. L'Armand avait coutume de rappeler que jamais la France n'avait été aussi grande qu'universelle et ouverte sur le monde et jamais aussi petite que recroquevillée sur elle-même.

Tout ce qui va dans le sens d'un durcissement de l'Etat, de interventions, s'accompagne en général d'un recul des échanges d'un appauvrissement non seulement matériel mais encore politique. Démocratie, échange, initiative privée, forment un tout qu'on ne saurait dissocier. Supprimez la démocratie, l'échange en souffre et initiative privée est mise aux arrêts, mais supprimez ou réduisez initiative privée, l'autarcie menace, et derrière elle l'interventionnisme, qui est le premier ennemi de la démocratie.

En préconisant une politique de nationalisations qui consistent à per les formes économiques dans un cadre lié à l'Etat, ses partisans, si sont pourtant, pour beaucoup, d'authentiques démocrates, commettent un péché contre eux-mêmes et oublient les enseignements de l'histoire. Tous les arguments qu'ils peuvent développer ne valent en contre celui-ci : en donnant à l'Etat, par ses administrations, des pouvoirs plus grands sur l'activité économique que ceux qui lui sont du marché — et donc de la liberté — ils réduisent les chances de la démocratie.

En plus, ils freinent la généralisation de la prospérité. En effet, l'origine de la richesse n'est pas la spéculation des entreprises (et non pas la spéculation du travail, et l'échange entre ceux qui, ayant ainsi dans un domaine un degré de développement plus élevé que les autres, peuvent leur apporter à moindre coût ce dont ils ont besoin, pour acquiescer ce qu'ils souhaitent pour eux-mêmes. C'est la raison pour laquelle il est tellement important aujourd'hui que l'Europe progresse, dont la vocation est de favoriser les échanges sonnés. C'est la raison également qui pousse à souhaiter que tous les grands Etats soient limités dans leurs propres ambitions par les multiples actions d'acteurs économiques libres.

(*) Vice-président délégué de l'Institut de l'entreprise.

SIDÉRURGIE

J.-J. Servan-Schreiber : pas de licenciements en 1977 à Sacilor-Sollac

annonce de fortes compressions d'emplois et de licenciements, la sidérurgie lorraine (le 11 décembre 1976) a été de nombreuses réactions, sur le plan politique que le plan syndical.

Il n'y aura pas de licenciements en 1977 à Sacilor-Sollac, a déclaré M. Jean-Jacques Servan-Schreiber, président du conseil régional de Lorraine, faisant état, à propos de la crise de la sidérurgie lorraine, de récentes discussions avec les dirigeants de la société.

La formule nouvelle doit servir pour la participation à la modernisation de la région, le jour où elle deviendra viable. Il faut que l'argent ait une finalité d'intérêt, a précisé le président régional de Lorraine, de conclure : « Les discussions ont demandé que, désormais, participent aux discussions l'Etat, l'industrie, et quand est partie prenante. Les

ministères concernés sont d'ailleurs entièrement d'accord pour que ces discussions participent à la formation des nouvelles aides de l'Etat aux industries. » Les fédérations de la métallurgie C.G.T. et C.F.D.T. affirment que le « national de la sidérurgie lorraine depuis plusieurs années de... » incompétence notoire à gérer cette industrie dans l'intérêt des travailleurs, des régions économiques, du pays, malgré un soutien inconditionnel et sans cesse accru de l'Etat. Elles demandent qu'il n'y ait pas de fonds publics attribués à la sidérurgie sans un contrôle impératif de la nation, du Parlement et des organisations des travailleurs sur l'utilisation de ceux-ci.

Leurs représentants ont été reçus à Paris par M. Jacques Ferry, président de la Chambre syndicale de la sidérurgie française, qui leur a confirmé que des licenciements ne pourraient sans doute pas être évités, après épuisement de toutes les autres procédures.

GROUPES CERALIMENT-LEBRUN, filiale de l'Alimentaire, l'un des premiers producteurs européens de biscuits, a décidé de ne pas donner suite à la proposition de rachat de l'ingénieur-Bressard au groupe américain Pillsbury-Mills (le 11 novembre). Le groupe entend ainsi garder intactes ses possibilités d'action et la bataille qui s'est engagée autour du groupe belge neral Biscuits (le Monde du novembre).

La banque Worms ayant racheté 30 % du capital de cette idée pour le compte de Cement-Lu-Brun, qui n'a déjà 21 %, les sociétés de Beukelaere et Neuteg ont réagi en lançant une « publique d'achat ».

THOMSON-C.S.F. ET SILEC SEMI-CONDUCTEURS (S.S.C.) vont coopérer dans le secteur des composants. Les deux entreprises ont décidé « une harmonisation des politiques techniques, industrielles et commerciales et une sélection des moyens existants tant sur le plan de la production que de la vente ». La forme finale de l'association sera précisée ultérieurement, mais, dès aujourd'hui, M. Guy Dumas, tout en restant P.D.G. de S.S.C., est nommé directeur de la division Semi-conducteurs de Thomson-C.S.F. Rappelons qu'il y a quelques jours Thomson-C.S.F. a annoncé un projet d'accord avec la firme britannique Plessey dans le secteur des circuits intégrés.

LE CRÉDIT AGRICOLE SIGNE UN ACCORD DE COOPÉRATION AVEC CINQ BANQUES COOPÉ- RATIVES EUROPÉENNES.

Le Crédit agricole a annoncé la signature d'un accord de coopération avec cinq banques coopératives européennes : la Deutsche Genossenschaftsbank en Allemagne fédérale, la Central Rabobank aux Pays-Bas, la Genossenschaft Zentral Bank en Autriche, la Oke Osuuppan Kien Keskuspank en Finlande, et la Handelsbanken. Ces établissements vont mettre en commun leurs moyens et leur expérience, afin de développer notamment leurs activités internationales.

L'établissement ouest-allemand, notamment, qui résulte de la fusion des Volksbanken et des caisses Raiffeisen (ordres mutuels), a déjà pris une certaine avance dans ce domaine. Avec certains des nouveaux partenaires, il a déjà racheté une banque à Zurich, en liaison avec la Banque populaire suisse, et créé une banque à Londres en 1973. L'accord qui a été signé prévoit, outre l'échange d'informations, la mise en place éventuelle d'opérations de coopération et de crédits sur les échanges.

M. JEAN-PIERRE PROUTEAU, qui était chargé de mission à la caisse nationale du Crédit agricole, va remplacer M. Jacques Lasserre, démissionnaire, à la direction générale de la Confédération nationale de la mutualité, de la coopération et du crédit agricoles (C.N.M.C.C.A.).

UNE CONFÉRENCE MONDIALE SUR LA RÉFORME AGRAIRE SE TIENDRA EN JUILLET 1979

Après avoir constaté une nette amélioration de la situation alimentaire mondiale à court terme, les quarante-deux délégués au conseil de l'Organisation des Nations unies pour l'Agriculture et l'Alimentation (F.A.O.), qui s'est achevée le 9 décembre à Rome, ont décidé qu'une conférence mondiale sur la réforme agraire et le développement rural se tiendra en juillet 1979. La délégation du Pérou a proposé Lima comme siège de cette conférence.

D'autre part, une solution au financement du Fonds international de développement agricole (FIDA) semble avoir été trouvée. Un porte-parole de l'OPEP (Organisation des pays exportateurs de pétrole) a annoncé à Vienne que la contribution des Etats pétroliers passerait de 400 à 435 millions de dollars. Les engagements des pays industrialisés atteignant 585 millions de dollars, la dotation de 1 milliard de dollars, nécessaire à la mise en œuvre du Fonds, serait ainsi assurée. — (A.F.P. A.P.)

Une conférence internationale de nutritionnistes

Aide alimentaire ou « égoïsme sacré »

De notre correspondant

New-York. — Bien qu'en raison de conditions climatiques favorables la situation alimentaire soit relativement bonne cette année dans le monde, elle reste précaire à moyen terme et pourrait devenir désastreuse à long terme.

C'est du moins l'opinion de la vaste majorité des trois cents nutritionnistes (représentant seize pays) qui viennent de se réunir, durant trois jours, à Philadelphie, au cours d'une conférence placée sous l'égide de l'Académie des sciences de New-York. Seul, M. Jean Mayer, président de l'université de Tufts, s'inscrit en faux contre le pessimisme de ses collègues. Selon lui, la conférence mondiale réunie en 1974 a marqué un tournant : « Nous avons commencé à nous engager dans la bonne voie. Nous entrons dans une ère nouvelle ; les indices incitent à l'optimisme. » En revanche, M. Sol Chafkin, chargé par la fondation Ford de superviser les programmes de développement dans les pays du tiers-monde, estime qu'il n'y a pas lieu de se féliciter de la tournure que prennent les choses et cite le Brésil en exemple. Alors que depuis dix ans la production alimentaire n'a pas augmenté dans ce pays, la population s'y est fortement accrue (de 20 % à 30 %). Pour le docteur Timmer (université de Cornell), ce sont les insuffisances de la distribution, plutôt que celles de la production, qui

sont à la racine du mal. « A l'heure actuelle, on produit de quoi nourrir à chaque individu 55 grammes de protéines et 3 000 calories par jour. Malgré cela, un demi-milliard d'êtres humains meurent de faim ou sont sous-alimentés. »

D'autres spécialistes soulignent que jamais, peut-être, la température n'a été si clémente dans l'ensemble depuis le début du siècle, et insistent sur les raisons essentiellement politiques du profond effaritage actuel entre pays sur et sous-alimentés. Le docteur Gerret Hardin (université de Californie), en revanche, trouve l'« égoïsme sacré » des pays nantis sur le plan alimentaire tout à fait normal et prêche sans complexe sa thèse de la « morale du carot de saupage ». Au fur et à mesure que la pénurie alimentaire se fera sentir davantage, les Etats-Unis devront réduire, dit-il, leur aide alimentaire à l'étranger. Les femmes serviront, selon lui, à effectuer des coupes sombres dans la population des pays en voie de développement. « Si les Etats-Unis pouvaient au secours de ces derniers, leurs propres chances de survie en seraient réduites, sans que celles de ces derniers en soient sérieusement améliorées. » L'exposé du docteur Hardin fut écouté avec courtoisie, mais ne provoqua, il faut quand même le souligner, que des applaudissements polis.

LOUIS WIZNITZER.

L'Union de Banques Suisses communique:

0,9% - le taux d'inflation le plus bas du monde

Stabilité et sécurité, caractéristiques de la Suisse, place financière, et de l'UBS

Prix stables - Monnaie forte
La Suisse a aujourd'hui le taux d'inflation le plus bas de tous les pays industriels. Cela explique la stabilité du franc suisse, un des avantages de la Suisse, place financière, où l'UBS est domiciliée.

Savoir-faire international
La sécurité du droit, la libre circulation des capitaux et la stabilité politique sont d'autres éléments qui renforcent la position internationale de cette place financière. Il faut signaler à ce propos que la moitié de la somme du bilan de l'Union de Banques Suisses concerne ses opérations avec l'étranger. Banque universelle, l'UBS dispose d'un savoir-faire dans tous les domaines touchant aux placements et aux opérations de financement.

Part importante de l'UBS au marché des émissions
Chef de file pour 9 emprunts des 30 emprunts étrangers totalisant FS 2,5 milliards auxquels elle a participé de janvier à septembre 1976, l'UBS en a placé pour FS 360 millions. Durant la même période, elle a également participé à 36 placements privés de débiteurs étrangers représentant FS 3,6 milliards, dont 31 sous sa direc-



tion. Sa part à ces placements s'est chiffrée à FS 2,4 milliards.

Nouveau record sur l'euro-marché

Par l'entremise de l'Union Bank of Switzerland (Securities), Londres, et l'Union Bank of Switzerland (Underwriters), Hamilton/Bermudes, l'UBS a encore renforcé sa position sur l'euro-marché des capitaux, qui était déjà importante. Le volume record des euro-émissions, enregistré en 1975, a été largement dépassé au cours des 9 premiers mois de 1976. De janvier à septembre, il s'est élevé à \$ 9 milliards (\$ 7,1 milliards pour l'ensemble de 1975), dont \$ 418,6 millions pour les sociétés affiliées de l'UBS, qui ont fonctionné comme chef de file pour 7 euro-emprunts et

comme membre du syndicat de prise ferme pour 85 des 202 émissions.

Renforcement des fonds propres

Vu l'expansion de son volume d'affaires qu'attestent surtout, outre les émissions, l'importance des opérations sur titres et le fort afflux des fonds de la clientèle, l'UBS a renforcé ses fonds propres en 1976. Compte tenu de la prochaine augmentation de FS 100 millions, le capital-actions s'élèvera à FS 950 millions et les fonds propres dépasseront FS 3,1 milliards.

Présence de l'UBS dans le monde

L'Union de Banques Suisses a des succursales, des sociétés affiliées et des représentations à Bahrain, Beyrouth, Bogotà, Buenos Aires, Caracas, Chicago, Johannesburg, Hamilton, Hongkong, Londres, Luxembourg, Madrid, Melbourne, Mexico, Montréal, Panamá, New York, Rio de Janeiro, San Francisco, São Paulo, Sydney, Singapour, Téhéran, Tokyo et Toronto. Depuis le début novembre 1976, l'UBS est également présente à Abu Dhabi, capitale des Emirats Arabes Unis.

Bilan sommaire	31.12.75	30.9.76
	en mli. de FS	
Total	47294	49117
Dépôts de la clientèle	26351	27617
Dépôts de banques	14840	15209
Prêts à la clientèle	18627	19955
Prêts aux banques	17824	18622
Fonds propres	2548	3100*

* fin 1976



Union de Banques Suisses

International banking - made in Switzerland

AFFAIRES

A la suite de l'accord Fiat-Libye

**M. GIOVANNI AGNELI
RENCONTRE A MOSCO
IL COLONNEL KADHA**

● **L'INDUSTRIE AMER
DE LA CHAUSSURE**
un contingentement :
portations. — Le prés
l'association des indus
la chaussure a indiqu
commission américai
commerce international
les importations repré
près de 50 % du ma
qui pendant les deux
mois de l'année, 300
de paires de chaussures
entrées aux Etats-Uni
De leur côté, les di
syndicats du sector
affirmé que les imp
« coûtent » vingt-c
emplois aux ouvriers
caïrs.

● *L'Association française des économistes d'entreprise* a, pour la dixième année, dressé son palmarès des entreprises françaises du meilleur article financier paru dans la presse. Il a été attribué cette année à M. Philippe Dupont pour un article paru dans *Valeurs actuelles*, le 30 août 1976, sous le titre « Le prix de la vérité ». Il avait été attribué en 1975, à M. Jacques Chazotte. R. B. B.

REPRODUCTION INTERDITE

propriétés

et terrains.
Liste sur demande.

LUBERON-SUD
Pres Lourmarin, entre Durance
et Luberon, belle propriété
rapport 23 ha., vergers et vi-
vins de table plein rapport.
l'arrosage, beau habitat et ma-
riel, beau bâtiment d'exploita-
tion. Prix 950.000 F. Crédit vi-
deur 70 %. BREMOND 840
BONNIEUX (90) 74-08-32, ap-
20 heures.

pavillons

VIRY-CRATILION, Pavillon R
parfait état, 4-5 p., + 2 p. so-
ciables, s.-sol. total, 5/6/60
terr. Pr. 653.000 F. 7/08-32
sem. dim. de 14 h. à 19
26, rue Henry-Daveaux.

**offres
d'emploi**

URGENT. TRADUCTEURS
français/anglais, français/
allemand, sv. ingénieur, sv.
connais. multidisciplinaires,
pouvant exécuter rapidement,
travaux techniques. Rapproch.

CHIEF de PROJET
Jeune ingénieur télécommunications
- Bilingue anglais

proposit.com
capitaux
JEUNE COUPLE
parlant français, anglais.

perdu-trouvé

Reaumur, entre prism. Appen
H.B 523-34-79 ou soir 565-14-4

intérêts minoritaires et 51,2 millions de francs pour le groupe, 51,1 millions de francs pour l'exercice précédent.

Le secteur alimentaire

Regroupe sous le contrôle de Cavenham Limited, il a réalisé en dix-huit mois d'activités de 14,5 milliards de francs et un profit d'exploitation impôt de 402,5 millions de francs.

Le développement de Cavenham lui a permis d'augmenter ses participations dans ses principales filiales : Grand Union, aux Etats-Unis son contrôle est passé à près de 82 % ; Générale Alimentaire, en France, de 50 % à 98 % ; et A.B. Felix, en Belgique, qu'elle possède maintenant à 100 %.

Les effets de cette restructuration ont permis, entre autres, de libérer les profits d'exploitation entre la distribution : 52 % et le commerce de détail : 48 %.

Roysme-Uni, 37 % ; Europe continentale, 36 % ; Etats-Unis, 37 %

Le secteur financier

Il repose sur les activités de la B.O.I.C. et celles de courtage
ranches de Wigham Poland Holdings Ltd.
La B.O.I.C. a connu en 1975 un bon exercice : le total des
des « particuliers et entreprises » a progressé de plus de 30 %, tant
des crédits à la clientèle restait stable, par suite d'une politique
taux de la B.O.I.C. et la distribution des crédits.
L'exercice de Wigham Poland Holdings Ltd. s'est soldé par un
fice consolidé de 13,55 millions de francs, contre 8,13 millions de
l'année précédente.

LA SOCIÉTÉ MÈRE

Les comptes non consolidés font apparaître un profit net p. Générale Occidentale de 18,95 millions de francs, contre 13,32 millions de francs pour l'exercice précédent (hors activités de la Compagnie Hilti Hausmann avant fusion).

L'assemblée a approuvé la décision du conseil de distribuer une somme de 4,35 millions de francs, assorti d'un droit fiscal de 2,75 millions de francs, et un versement global de 6,25 F 22 titre de l'exercice 1973-1976, contre 4,35 F 22 titre de l'exercice précédent.

Ce dividende, sur la base des cours actuels, représente une rentabilité de 12,5 % net, à comparer du 27 décembre 1976 contre 10,5 % du coupon 20 F 22, aux gains de la B.O.L. et de la Société séquestrée de banque.

SCHLUMBERGER LIMITED

ATTRIBUTION D'UNE ACTION GRATUITE POUR DEUX ANCIENS

Le conseil d'administration de Seagram a décidé, le 15 décembre 1976, l'attribution d'une action gratuite pour deux anciennes actions détenues par les actionnaires au 31 décembre 1976. Les certificats d'actions des détenteurs inscrits au 17 janvier 1977. Les actionnaires propriétaires d'un nombre quelconque d'actions pourront, soit acheter, soit vendre les droits d'attribution rampus au prix du marché en vigueur.

Le conseil a décidé également d'attribuer une dividende trimestriel de 0,30 dollar. L'attribution d'une action gratuite pour deux anciennes actions sera effectuée à l'attribution de ce dividende payable aux actionnaires encaus au 20 décembre. Ceci servira à augmenter le dividende total de 50 % grâce au montant de 0,80 dollar par action après l'attribution.

هكذا أمر الأصل

LA SEMAINE FINANCIÈRE

LES MARCHÉS DES CHANGES

EFFRÈMENT DU DOLLAR

Le DOLLAR, qui donnait des signes d'effrèment depuis quelques temps, s'est effrè, son cours venant en fin de semaine au-dessous de 2,40 Deutschmarks à l'unité et de 5 F à Paris. Sans doute l'effet de la baisse du taux d'intérêt qui se poursuit à l'échelle internationale et de la nouvelle baisse du « prime rate » (taux préférentiel) des banques américaines, mais surtout de la baisse du taux d'intérêt de confirmation de la volonté du gouvernement de défendre le DOLLAR. Des rumeurs laissent état d'une amélioration de la balance commerciale en septembre ont également circulé.

La LIRE, STERLING s'est également bien comportée. Les propos du chancelier de l'Economie, qui a laissé entendre qu'un accord de principe était intervenu sur la consolidation des balances sterling, ont été bien accueillis, de même que l'annonce du remboursement par la Grande-Bretagne de 1,545 milliards de dollars sur le crédit de 5,3 milliards de dollars que lui avait accordé le groupe des « Dix » pour une

ours moyens de clôture comparés d'une semaine à l'autre
(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

AGE	Livre	\$ U.S.	Franc français	Franc suisse	Mark	Franc belge	Florin	Lire italienne
12-11	1,6715	8,3391	4,1001	4,0040	67,9933	4,1745	1,6445	
12-10	1,6620	8,3108	4,0830	3,9999	67,1117	4,1716	1,6392	
12-9	1,6715	20,9480	4,0934	4,1749	2,7359	4,1716	1,6392	
12-8	1,6620	20,8000	4,0785	4,1596	2,7196	39,8406	1,6112	
12-7	8,3391	4,9898	203,38	288,58	13,6497	199,75	5,7793	
12-6	8,3100	5,9000	203,52	207,75	13,5898	199,20	5,7793	
12-5	4,1001	24,5330	49,1691	102,4063	6,7115	98,9128	5,7793	
12-4	4,0830	24,567	49,1390	102,0775	6,6812	97,8784	2,8361	
12-3	4,0040	2,3935	48,0156	97,6559	6,5346	95,9150	2,7718	
12-2	3,9999	2,4067	48,1390	97,9697	6,5450	95,8804	2,7718	
12-1	67,9933	36,5300	7,3261	14,9981	15,2977	14,8346	4,2255	
11-30	67,1117	37,7709	7,2940	14,9672	15,2781	14,8194	4,2255	
11-29	4,1745	2,6975	50,0601	101,8141	104,2759	6,5331	2,8891	
11-28	4,1716	2,5100	50,0990	102,1700	104,2920	6,5822	2,8988	
11-27	1,6445	864,25	173,23	352,30	360,78	23,6456	346,04	
11-26	1,6392	866,00	173,20	352,32	359,82	23,5818	345,81	

